



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

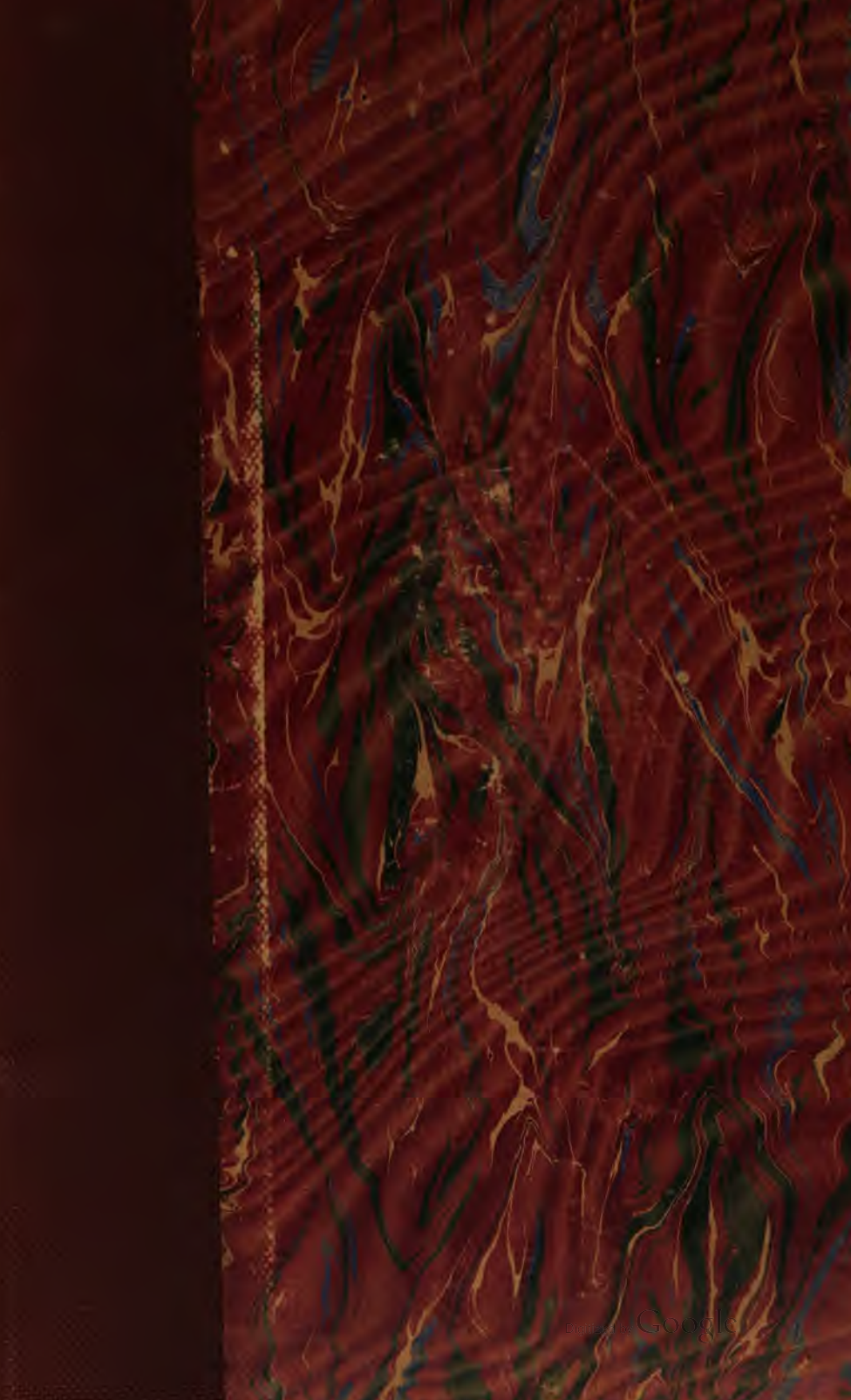
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

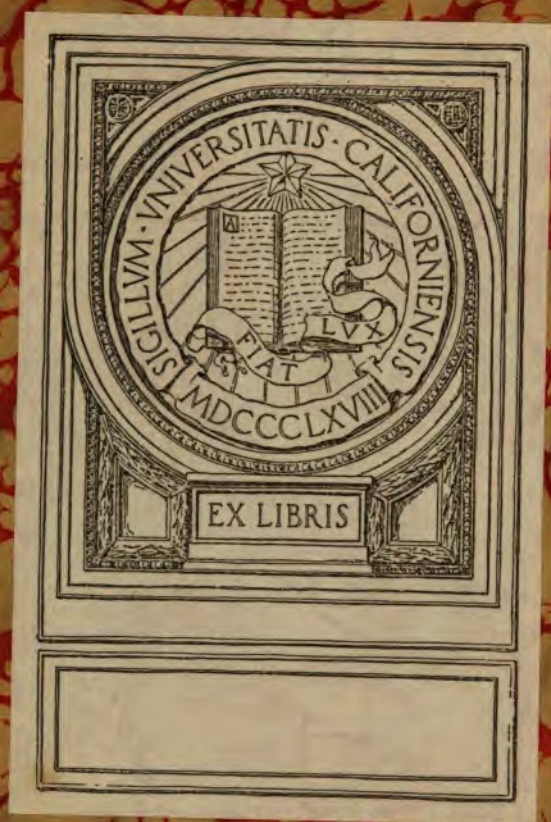
We also ask that you:

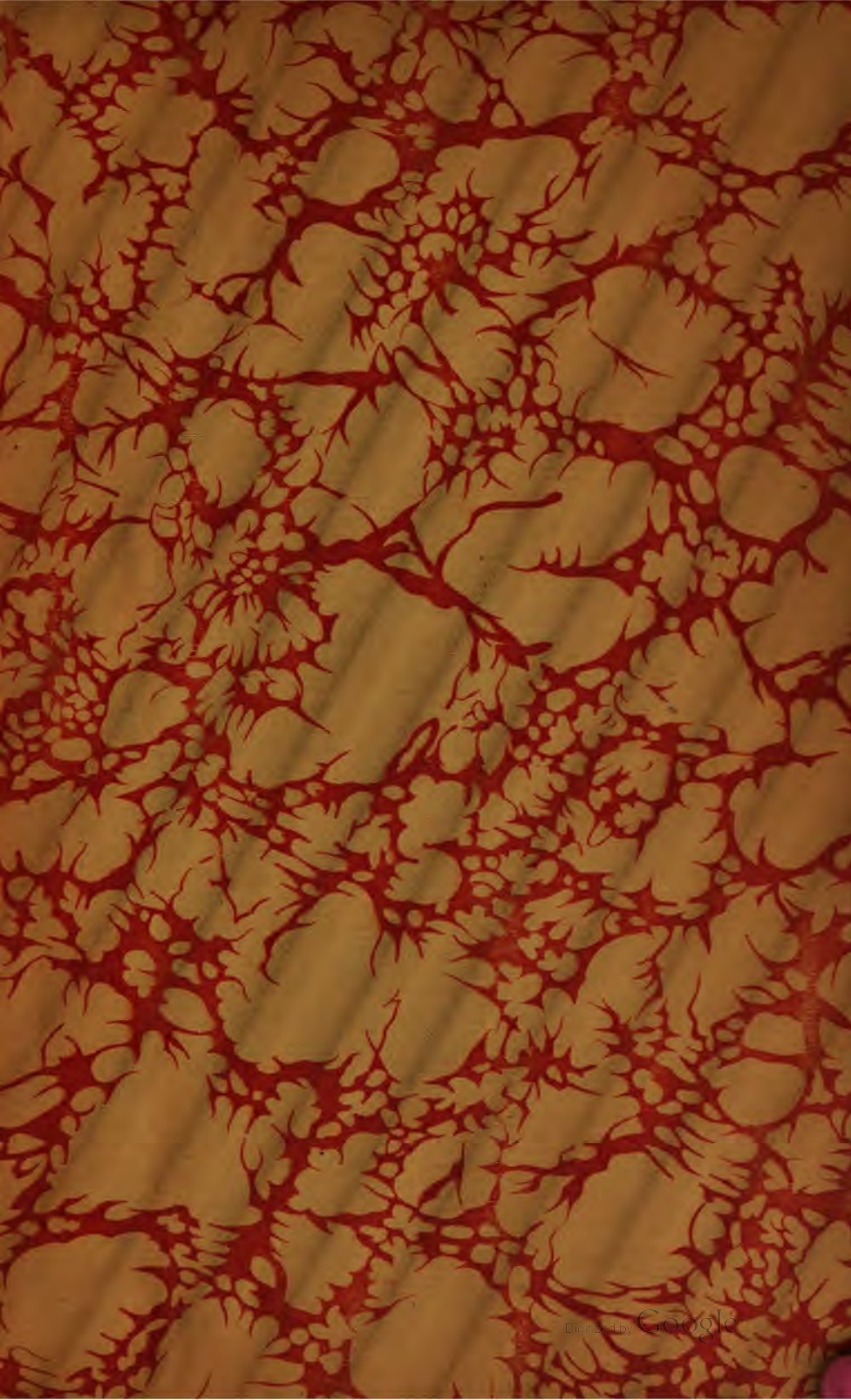
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>







HISTOIRE
DE LA
POLITIQUE COMMERCIALE
DE LA FRANCE

DE SON INFLUENCE SUR LE PROGRÈS DE LA RICHESSE PUBLIQUE

DEPUIS LE MOYEN ÂGE JUSQU'À NOS JOURS

PAR CHARLES GOURAUD.

TOME SECOND.

PARIS
AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE, RUE DES GRÈS, 3;
DENTU, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL.

1854

HISTOIRE
DE LA
POLITIQUE COMMERCIALE
DE LA FRANCE.

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR

Qui se trouve chez les mêmes Libraires.

ESSAI SUR LA LIBERTÉ DU COMMERCE DES NATIONS,

ou

Examen de la théorie anglaise du libre échange,

Second tirage. 1 vol. in-8. Prix : 5 fr.

TIPOGRAPHIE HENNUYER, RUE DU BOULEVARD, 7. MATHIGNOLLES.
Boulevard extérieur de Paris.

HISTOIRE

DE LA

UNIV. OF
CALIFORNIA

POLITIQUE COMMERCIALE

DE LA FRANCE

ET

DE SON INFLUENCE SUR LE PROGRÈS DE LA RICHESSE PUBLIQUE

DEPUIS LE MOYEN AGE JUSQU'A NOS JOURS

PAR CHARLES GOURAUD.

—

TOME SECOND.

~~~~~

PARIS

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE, RUE DES GRÈS, 5;

DENTU, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL.

—

1854

70 .viii  
AUGUST 1960

HF 154.3  
G7  
v. 2



HISTOIRE

UNIV. OF  
CALIFORNIA

DE LA

# POLITIQUE COMMERCIALE

DE LA FRANCE.

---

## LIVRE VI.

LOUIS XVI.

**Avènement de Louis XVI. — De quel fardeau les destins chargeaient son honnêteté. — Ministère de Turgot : son bon sens et son courage aux affaires. — Réforme des finances. — Premier établissement de la Banque de France. — Abolition de la contrainte solidaire, de la corvée, des droits féodaux imposés à la circulation des marchandises, des corporations. — Grand caractère de ces mesures. — Principes protectionnistes de Turgot en matière de législation des grains. — Ce que lui dut la France. — Sa chute. — Necker le remplace : sa probité et ses connaissances. — Guerre d'Amérique. — Chute de Necker : ministère de de Calonne. — Traité de paix de 1783. — Il est suivi du traité de commerce de 1786 : pourquoi. — De Calonne est le ministre responsable de ce traité. — Quelle part y prirent Vergennes et Rayneval. — Génie et politique de Pitt. — Il envoie Eden en France. — Conduite de de Calonne. — Quels conseils lui donna Boyetot. — Il les repousse. — Il prend pour conseiller Dupont (de Nemours). — Qui était Dupont (de Nemours). — Son passé. — Son influence prépondérante dans la négociation du traité. — Situation critique de Rayneval. — Sang-froid et finesse d'Eden. — Exposition et discussion du texte du traité. — Débats du Parlement anglais au sujet de sa ratification. — Habileté de Pitt. — Votes des deux Chambres. — Leur Adresse à la Couronne. — Conséquences du traité en France. — Mémoire de la Chambre de commerce de**

489232

Normandie. — Misère et indignation publiques. — Jugement sur le traité de 1786; — Cri de réprobation en 1788. — Vertige du gouvernement. — Convocation des États généraux.

Quand cette tragique figure de Louis XVI apparaît sur la scène de l'histoire, il est impossible, en la voyant, de se défendre d'une douloureuse émotion.

Voilà donc la victime qui doit donner son sang pour expier des crimes qu'elle n'a pas commis, pour laver des souillures dont la pensée même n'a jamais terni son âme ! Mystérieux enchaînement des affaires humaines, qui récompense ou qui punit les enfants des vertus ou des vices de leurs pères ! Loi inconcevable qui, toujours et partout, atteint et frappe Adam dans sa plus pure postérité ! Qu'avait-il fait ? Était-il l'auteur de ce terrible état de choses ? Était-il juste qu'il apparût à l'imagination exaspérée du peuple comme responsable des séculaires souffrances qu'il avait endurées ? Il en était ainsi cependant ; et, dès son avènement, Louis XVI portait un fardeau sous lequel l'explicable destinée l'avait, à l'avance, condamné à mourir, car elle lui avait refusé la force de le soutenir.

Malheureux roi ! que de génie, que de volonté ne lui eût-il pas fallu pour remplir la tâche que l'immense arriéré des temps lui léguait !

Un homme se présenta, cependant, qui lui offrit de se jeter entre le destin et lui, et de le sauver ; qui y eût réussi peut-être, s'il l'eût laissé faire, et, en tout cas, qui s'est immortalisé, rien qu'à le tenter : cet homme admirable fut Turgot.

Oubliez le Turgot que nous avons vu, au livre précédent, égarer sa noble intelligence dans les obscures utopies de Quesnay ; ce ne sont d'ailleurs chez lui que

des erreurs de conversation ou de plume : le vrai Turgot de l'histoire, c'est ce grand et courageux administrateur qui s'en vint, du fond de son intendance de Limoges, à Paris, offrir à Louis XVI de rendre les horreurs de la révolution inutiles, de sauver la monarchie en la réformant, de satisfaire à tout ce qu'il y avait de légitime et d'élevé dans les vœux de la nation, sans lui faire acheter ce progrès au prix de flots de sang ; de fonder l'égalité de l'impôt et de préparer l'avenir de la liberté politique et celui de la liberté des cultes, sans qu'il en coûtât rien qu'au privilège et à l'iniquité ; et qui enfin, après avoir tracé ce programme, en remplit de telle sorte, durant le peu de temps que Louis XVI le conserva, les premières promesses, qu'à son éternel honneur, ce doute est resté de savoir, si, maître d'agir jusqu'au bout, il n'eût pas réussi.

Il commença par une lettre à son infortuné souverain, où, le suppliant de « s'armer de sa bonté contre sa bonté « même », il l'adjura, mais en vain, hélas ! d'être ferme et persévérant. Fermeté et persévérance ! que de choses étaient possibles, quelque terrible que fût alors la situation morale et matérielle de la France, si Louis XVI en eût montré. Il parut en avoir à peu près deux ans : voici ce que Turgot, dévorant le temps, comme secrètement averti qu'il ne durerait pas, parvint, pendant ce rapide intervalle, à réaliser, pour un moment au moins, de réformes et de bienfaits.

Les finances étaient, à l'avènement de Louis XVI, comme à celui de la plupart de ses prédécesseurs, la partie de l'administration qui réclamait de la manière la plus urgente les lumières d'un homme de bien. L'abbé Terray avait



laissé, outre une dette flottante nouvelle de quatre-vingts millions et un déficit courant de vingt-deux, une masse de charges parasites qui, sous le nom de dons, de pensions, de croupes, etc., écrasaient le contribuable, en épuisant le Trésor. Turgot, en présence d'une telle situation, conseilla et fit, tant qu'il dura, suivre à Louis XVI la seule marche honorable et sûre qui pût, avec le temps, relever l'Etat de cette ruine, ce fut de se mettre énergiquement à réduire la dépense au-dessous de la recette. Point de banqueroute, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunts, dit-il, dès le début, à Louis XVI; sans cela, le premier coup de canon amènera la faillite et du Trésor et du crédit. Des retranchements de dépenses, de l'ordre, de l'ordre et encore de l'ordre, et la fortune publique sera sauvée! En deux ans, avec ce système, il avait déjà payé vingt-quatre millions de la dette exigible arriérée, remboursé cinquante millions de la dette constituée et éteint pour près de trente millions de la dette flottante. C'était beaucoup : Colbert seul autrefois avait agi avec cette rapidité et ce succès.

Mais Turgot savait, autant qu'homme de son siècle, que l'âme de toute prospérité en finances est le crédit. Les aventures de Law avaient instruit bien du monde en cette matière. On avait fait, avec le temps, la part de l'exagération du Système, et on était venu à reconnaître ce qu'en principe il avait de bon. Le souvenir de la première banque d'escompte, par où l'ingénieur Écossais avait commencé ses opérations, était resté dans les esprits. Turgot surtout, qui, dans son intendance du Limousin, avait vu de près ce que c'était que l'usure des traitants et des petits prêteurs, avait été frappé des avantages de cette banque.

Louis XVI, sur son conseil, permit à un financier, nommé Besnard, d'en établir une analogue qui, sous le nom de caisse d'escompte, s'engagea à escompter toutes lettres de change et autres effets commercables, dont les endosseurs lui présenteraient garantie, à un taux maximum d'intérêt de quatre pour cent l'an; et, en outre, à se charger en recette et en dépense des deniers, caisses et paiements des particuliers qui le désireraient, et cela sans aucune commission. Une compagnie d'actionnaires, au capital de quinze millions de livres, se constitua sous la direction de Besnard pour exploiter cette banque, et Turgot en rédigea les statuts, qui depuis, ont servi en partie de modèle à l'organisation de la Banque de France.

Cependant l'usure n'était pas le seul fléau du travail et du commerce, en France, tant s'en faut. Le règne de Louis XV avait aggravé tous les procédés fiscaux, même les plus odieux, de l'ancien régime; ainsi, par exemple, la contrainte solidaire par corps, loi cruelle s'il en fût, par laquelle les receveurs de tailles étaient autorisés à choisir plusieurs habitants parmi les plus haut imposés d'une paroisse, pour les contraindre à payer, même par voie de prise de corps, ce que cette paroisse, soit par infidélité, soit par insolvabilité du collecteur, se trouvait devoir sur ses impositions. Cette loi très-ancienne était exécutée par les percepteurs des contributions avec la dernière rigueur, et elle entraînait, dans les campagnes surtout, la ruine des contribuables. Turgot l'abrogea. Il en fit autant de vingt ou trente autres droits établis sur des travaux d'utilité publique ou sur les transactions commerciales, qui étouffaient le développement de l'industrie et de l'agriculture : convaincu, répétait-il, et avec la plus haute raison,

à Louis XVI, qu'en fait d'établissement et de collection d'impôts, la modération est toujours d'accord avec l'intérêt.

C'est dans ce même esprit qu'il fit ordonner encore la suppression de la plus dure et de la plus coûteuse des charges que l'esprit mal entendu de l'administration financière de l'ancienne monarchie eût établies sur le travail de la population : la corvée.

On sait ce que c'était que la corvée, c'était un impôt en journées de travail prélevé sur la partie de la population qui, par sa misère, échappait à l'impôt en argent, pour la confection et l'entretien des grandes routes. L'odieux de la manière dont se percevait cet impôt égalait seul l'iniquité et la maladresse de son institution. Turgot proposa à Louis XVI de le supprimer et de le remplacer par une contribution en argent, payée par tous les propriétaires de biens fonds, nobles et autres, sans exception. Mais ce fut là qu'il éprouva de la part des classes privilégiées, qui vivaient des abus du temps, les premières résistances qu'il avait bien prévues et contre lesquelles il avait si éloquemment supplié Louis XVI de s'armer de fermeté. Un de ses collègues même, le garde des sceaux Miroménil, son ennemi secret, se fit contre lui, dans le Conseil, l'avocat des corvées. Mais Turgot, dans une réponse où la plus vigoureuse dialectique était mise au service de la raison et de l'humanité, réduisit à néant l'étrange plaidoyer de Miroménil, et Louis XVI signa l'édit de suppression, malgré les clameurs de sa cour. Heureux si la noblesse de son cœur eût toujours trouvé cet appui dans l'énergie de sa volonté !

Turgot l'emportait ; mais ces réformes, tout impor-

tantes qu'elles fussent, n'étaient rien encore en comparaison de celles qu'il avait résolu de réaliser. Il en était quatre surtout dont les temps étaient évidemment venus, et qu'il avait inscrites en tête de son programme, en acceptant le ministère : c'étaient l'abolition des douanes provinciales, l'établissement de la liberté du commerce des blés, celui de la liberté du travail, et enfin la suppression de toute exemption, privilège ou inégalité en matière d'impôt.

On se rappelle quelles difficultés de tout genre avait autrefois trouvées Colbert à abolir les douanes provinciales. Bien que tout un siècle se fût écoulé depuis lui, ces difficultés, à l'époque de Turgot, étaient encore immenses. Les prétentions des pays d'Etats, les habitudes commerciales des provinces réputées étrangères, de celles de dernière réunion surtout, comme l'Alsace et la Lorraine, par exemple, étaient toujours de graves obstacles à la réalisation d'une telle entreprise. Turgot le savait. Il n'y a pas de doute qu'il ne fût parfaitement résolu à les briser et à constituer cette unité commerciale de la nation sans laquelle la constitution définitive de son unité politique était imparfaite et le développement harmonieux des éléments divers de sa prospérité, impossible ; mais il savait aussi qu'une telle réforme n'était réalisable qu'à mesure, et dans le cours d'un long ministère. Il passa si vite qu'il n'eut le temps que d'y mettre la main ; il l'y mit cependant, d'une manière qui témoigne de ce qu'il aurait pu faire en ce genre, s'il eût duré davantage.

Il donnait, comme nous avons vu, dans l'erreur spéculative de Quesnay, qu'il n'y a que la terre qui soit une source effective de richesse ; mais cette erreur avait du

moins ce bon effet sur l'esprit de son administration, de le porter à prendre en faveur des campagnes, depuis si longtemps négligées, toutes les mesures de protection dont elles avaient besoin. Il vit à merveille que le premier encouragement à donner à la production des denrées était de faire triompher dans les lois et dans les mœurs le principe de leur libre circulation. Il s'agissait d'abord de faire prévaloir l'intelligence de ce principe dans le conseil de ses collègues : ce fut, avec l'aide de Malesherbes, par où il commença ; puis, cette victoire obtenue, il se hâta d'appliquer la doctrine aux deux grandes productions agricoles du royaume, les vins et les blés.

La libre circulation, la libre vente et le libre achat des vins étaient entravés par mille droits féodaux, ou mille privilèges de villes dont l'extravagance seule égalait le poids. Ainsi, par exemple, les vins du Languedoc n'avaient pas la liberté de descendre la Garonne avant la Saint-Martin, et il n'était pas permis de les vendre avant le premier décembre. Ainsi encore, les propriétaires de la sénéchaussée de Bordeaux étaient en possession du pouvoir d'interdire la consommation et la vente, dans la ville de Bordeaux, de tout autre vin que celui du cru de la sénéchaussée. Les propriétaires bordelais s'appuyaient, pour la conservation de leur privilège, d'un parchemin du temps de Louis XI. Des abus de même genre désolaient le commerce et décourageaient la culture de tous les vignobles. Turgot, d'un coup, les raya tous et ordonna la liberté entière de la circulation des vins. Les Parlements de Bordeaux et de Provence refusèrent d'enregistrer son édit ; mais il allait les y obliger, quand il tomba.

La question du libre commerce des blés était tout aussi



urgente et bien autrement complexe ; elle le trouva aussi résolu, et, chose peu remarquée, mais qui mérite infiniment de l'être, aussi modéré, quelque attachement qu'il eût d'ailleurs aux théories de Quesnay, que la critique économique la plus sévère aujourd'hui le peut exiger. C'est qu'il avait alors la main aux faits, ce qui est tout autre chose que de l'avoir à la plume.

Sa situation était grave en matière de subsistances. Comme autrefois Colbert, à son entrée au Conseil et pour ses débuts d'administration, il se trouvait en face d'une disette. La récolte de 1774, du moins, avait été insuffisante ; le pacte de famine, qui continuait toujours ses ténébreuses et abominables manœuvres, en avait profité pour spéculer sur les blés, et, bien que la quantité réellement existante des grains eût été peut-être, si elle eût été toute jetée sur le marché, suffisante à prévenir une hausse excessive, les accapareurs, d'une part, les propriétaires timides, de l'autre, raréfiaient la marchandise à ce point de faire craindre une famine.

Turgot tout d'abord trancha dans le vif : il fit rendre un arrêt du Conseil, précédé d'un préambule explicatif qui est resté l'œuvre la plus élevée qu'ait produite en cette matière l'économie politique, et par lequel, après avoir ordonné la liberté absolue du transport des grains et des farines dans l'intérieur du royaume, il fit savoir que l'Etat, se reposant, pour conjurer la disette, sur l'intelligence et sur l'activité du commerce, n'interviendrait en rien dans ses transactions, que pour les faire respecter.

Mais cela ne suffisait pas : les pratiques des accaparements et les fausses manœuvres de l'ignorance et de la peur n'étaient pas conjurées par cette grande mesure.

Il fallait faire deux choses pour la compléter, deux choses qui étaient en contradiction flagrante avec les maximes de l'école de Quesnay, savoir : prohiber l'exportation des grains indigènes, et encourager par des primes l'introduction de ceux de l'étranger. Il fallait, en un mot, se montrer protectionniste aussi énergique que possible. Turgot n'hésita pas : il sentait palpiter la vérité économique dans la présence et dans le danger des faits ; il oublia toutes les erreurs de l'école, pour se conduire en homme de résolution et de sens. Il déclara qu'il statuerait plus tard sur la question de la libre exportation des grains indigènes à l'étranger, que provisoirement cette exportation serait interdite, et que des gratifications, s'élevant à quinze sous par quintal de froment et douze sous par quintal de seigle, seraient payées par les receveurs des fermes à tout introducteur de grains dans le royaume, qui justifierait que ces grains avaient été chargés en pays étrangers.

Politique commerciale excellente, dont les deux premiers principes, celui de la libre circulation des grains à l'intérieur, et celui de l'abstention de l'Etat en fait de commerce de blés, sauf le pur office de protection qu'il doit à tous les citoyens, sont restés les lois économiques essentielles de la matière pour tous les temps, aussi bien dans l'abondance que dans la rareté ; et dont les deux autres, celui de la prohibition de sortie des denrées alimentaires indigènes, et celui de l'encouragement par primes de l'introduction des blés étrangers, composent avec les deux premiers le code de conduite de tout gouvernement éclairé, aux époques de disette.

Mais qu'eût fait Turgot, comment eût-il « statué », comme il disait, pour le régime des temps ordinaires ? L'é-

cole de Quesnay a beaucoup dit qu'il se fût à coup sûr prononcé pour la libre exportation constante à l'étranger, aussi bien que pour la libre circulation également constante à l'intérieur. C'est une pure hypothèse. Il est plutôt à croire, au contraire, à voir la sagesse avec laquelle il se conduisit en temps de disette, qu'il aurait compris qu'en temps d'abondance, le producteur de blé a besoin, pour ne pas être écrasé tout à fait par l'invasion du produit étranger, d'être protégé contre lui; et il est plus que vraisemblable que sa juste sollicitude pour les agriculteurs l'eût préservé de faire passer là encore, dans le domaine des faits, des utopies qui sont peu de chose sur le papier, mais qui sont ruineuses dans la pratique.

Un dernier et triste fait complète l'histoire de sa sage politique en matière de commerce des grains.

Il avait promis aux négociants de n'intervenir dans le commerce des blés que pour protéger la sûreté de leurs transactions. Il fut bientôt sommé, par les événements, de tenir sa promesse. Le pacte de famine, dont il dérangeait l'infâme trafic, soudoya des brigands qui, jusque dans Paris et Versailles, s'en vinrent piller les halles, forcer les maisons des boulangers, et voler les blés; qui, sur les grandes routes, crevèrent les sacs de grains et de farine, sur les rivières pillèrent les bateaux, le tout pour amener, disaient-ils, la baisse du prix du pain que Turgot faisait renchérir. Turgot supplia Louis XVI de le laisser livrer ces bandits à la sévérité des lois. Il eut toutes les peines du monde à lui en arracher la permission. Le malheureux roi tremblait de mettre la force au service de cette justice et de cette liberté que sa noble intelligence aimait et que sa faiblesse n'osait protéger. On le vit même, disent les mémoires du

temps, se mettre à la fenêtre de son palais, à Versailles, et, au lieu de donner ordre, comme le voulait Turgot, de balayer la horde ignoble qui venait l'insulter, se présenter à elle, et lui promettre de faire baisser le prix du pain ! Scène lamentable qui navra Turgot, Malesherbes et leurs courageux amis, et qui ne présageait que trop la triste fin du règne

Cependant Turgot voulait, et c'est son immortel honneur, rester ferme au poste jusqu'au bout. Ce n'étaient pas les chaînes du commerce seulement qu'il fallait briser pour sauver la société, c'étaient celles du travail.

On l'a déjà dit ; si, au temps de Colbert, le système des corporations et des règlements avait eu sa raison d'être, depuis longtemps il ne l'avait plus. L'éducation de l'ouvrier français dans tous les genres était faite. On en avait la preuve sous les yeux, à Paris même, où les ouvriers libres des faubourgs se montraient aussi habiles et plus inventifs que ceux des jurandes. D'ailleurs, les corporations étaient devenues des antres de servitude. Les règlements de Colbert avaient tourné, avec le temps, en vexations inouïes. La population ouvrière qui, au moyen âge, avait cherché un asile dans les corporations, qui, au dix-septième siècle, y avait rencontré lumières et direction, à la fin du dix-huitième n'y trouvait plus que des castes absurdes et abusives de maîtres et de jurats, qui opprimaient son travail et qui stérilisaient son génie. La question était jugée pour tous les hommes de sens que l'intérêt ou la passion n'aveuglaient pas.

Turgot avait une haine généreuse de ce monde d'abus. On lui conseillait de le démolir pièce à pièce, et d'abord il avait cédé à ce conseil ; mais bientôt, estimant sans doute que, dans l'une comme dans l'autre méthode, la résistance

des privilèges serait tout aussi violente, il résolut d'en finir d'un seul coup; et, en février 1776, parut un édit où faisant proclamer à Louis XVI, dans le plus noble langage, que « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et de cette propriété la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes », il décréta la suppression des jurandes.

La résistance fut aussi violente que Turgot l'avait prévu. Le Parlement de Paris qui ne cherchait, à tort et à travers, dans toutes les mesures du gouvernement, qu'une occasion d'opposition, prétendit, par l'organe de l'avocat général Séguier, que la réforme de Turgot serait la ruine de la perfection des manufactures. Il invoqua Colbert; ne paraissant pas comprendre qu'il est deux manières d'imiter les grands hommes, une grande et une petite : la petite, qui consiste à faire ce qu'ils ont fait, par cela seul qu'ils l'ont fait; la grande, bien différente, qui consiste à tâcher de faire ce qu'ils feraient à notre place. Colbert, ministre de Louis XIV, trouvant une industrie dans l'enfance, maintint les jurandes, et fit bien : elles n'étaient pas alors des entraves au travail, puisqu'au contraire les ouvriers qui, à sa mort, en sortirent, avaient fait, sous la loi des statuts, d'immenses progrès en tous les genres. Mais Colbert, ministre de Louis XVI, trouvant, un siècle plus tard, une industrie hors de page et des corporations qui n'étaient que d'odieuses sources d'abus, eût fait ce que fit Turgot, il eût affranchi l'industrie et fait voler en éclats les portes des corporations. Cependant il fallut un lit de justice pour enregistrer l'édit; et Turgot eut besoin

de tout son ascendant sur Louis XVI, pour le déterminer à cet acte de fermeté.

Malheureusement ce devait être le dernier. L'infortuné monarque s'effraya de son propre courage; et quand Turgot, poursuivant ses réformes, vint lui proposer d'en finir avec le privilège en matière d'impôt et de déclarer que tout propriétaire, clerc ou laïque, noble ou non, devrait contribuer aux charges de l'Etat en proportion de ses facultés et de la protection qu'il recevait, l'orage que cette proposition fit éclater dans les classes privilégiées lui fit peur. Des sycophantes le trompèrent, pour sa perte; et, à la proposition de Turgot il eut la déplorable faiblesse de répondre en lui demandant sa démission ! Turgot la lui donna, l'âme brisée; et, avant de le quitter, il lui adressa, avec une tristesse profonde, ces prophétiques paroles : « Sire, la destinée  
« des princes que conduisent les courtisans est celle de  
« Charles I<sup>er</sup> ! »

Il n'avait pas eu d'illusion, du reste, en se chargeant de sa tâche. Dès les premières conversations, il avait jugé Louis XVI; et il avait prévu, dans la lettre qu'il lui avait adressée avant d'entrer au pouvoir, jusqu'à son inévitable disgrâce.

« Sire, lui avait-il dit, j'aurai à lutter, même contre la  
« bonté naturelle, contre la générosité de Votre Majesté et  
« des personnes qui lui sont les plus chères. Je serai craint,  
« haï même de la plus grande partie de la cour, de tout  
« ce qui sollicite des grâces. On m'imputera tous les refus;  
« on me peindra comme un homme dur, parce que j'aurai  
« représenté à Votre Majesté qu'elle ne doit pas enrichir  
« même ceux qu'elle aime, aux dépens de la subsistance  
« de son peuple. Ce peuple, auquel je me serai sacrifié, est

« si aisé à tromper, que peut-être j'encourrai sa haine, par  
 « les mesures mêmes que je prendrai pour le défendre con-  
 « tre la réaction. Je serai calomnié, et peut-être avec assez  
 « de vraisemblance pour m'ôter la confiance de Votre Ma-  
 « jesté... » Admirable dévouement de l'homme public !  
 Immortelle leçon des ministres et des rois !

On a fait un reproche à Turgot : quelques-uns de ses amis, même de son temps, et depuis, des administrateurs et des historiens éclairés ont dit qu'il avait voulu aller trop vite, embrasser trop de choses ensemble, et qu'il avait eu le tort de vouloir opérer sur la société comme fait un chirurgien sur le cadavre, sans réfléchir qu'elle était un être vivant, dont il ne fallait pas attaquer à la fois l'organisme sur tant de points. Ce jugement est-il juste, ne l'est-il pas, je l'ignore; et je ne veux pas le rechercher. En fait, le grand coupable, dans cette solennelle épreuve, ce fut évidemment le malheureux Louis XVI. S'il eût voulu, qui sait ce que n'eût pas fait Turgot? D'ailleurs, il fallait toujours en venir à ces grandes réformes; et, de quelque manière qu'on y vînt, on était certain de soulever des oppositions violentes. Dire que Turgot eut tort de ne pas composer avec ces oppositions, cela, au fond, ne revient-il pas à dire qu'elles ne pouvaient être brisées que par une révolution? Il se peut faire; mais c'est l'éternel honneur de Turgot que l'histoire, après avoir raconté ce qu'il fit, hésite à décider s'il n'eût pas été capable, avec l'appui d'un autre prince, de réaliser jusqu'au bout les desseins qu'il avait formés pour le bonheur du peuple et pour le salut de la monarchie.

Sa chute fut accueillie, dans toute la partie éclairée et libérale de la nation, par un murmure de désapprobation immense. Mais le mécontentement fut au comble, quand

on vit le grand ministre remplacé par un homme obscur, nommé Clugny, dont le passage aux affaires ne se signala que par la fondation de la loterie, le rétablissement de la corvée, des jurandes, et, pour n'en rien oublier, du déficit qu'il eut la gloire de ramener, et au delà, au point où l'avait laissé Terray. La continuation de ce ministère eût vraisemblablement précipité une catastrophe que tout le monde pressentait venir, si Louis XVI enfin mieux inspiré n'eût renvoyé Clugny et appelé aux affaires un homme qui n'était point un Turgot, mais qui avait une probité parfaite, une expérience des finances incontestable, des idées remarquablement saines en matière d'impôt et de commerce intérieur et extérieur, et qui, incapable de conjurer une crise, était du moins en état d'en ajourner l'explosion; on a nommé Necker.

La grande affaire de son administration ne fut point de faire réussir les réformes qui venaient d'échouer aux mains de son immortel devancier, ce fut de trouver le moyen de subvenir aux frais de la glorieuse guerre de l'indépendance de l'Amérique, qui s'ouvrit peu après son entrée au pouvoir : affaire difficile qu'il conduisit avec honneur et avec adresse, et où beaucoup, même parmi les habiles, eussent été embarrassés de montrer les mêmes ressources que lui. Cette époque est donc à peu près vide pour l'histoire de notre politique commerciale intérieure; mais elle ne l'est pas pour l'extérieure.

L'insurrection des colonies anglaises d'Amérique ouvrait au dehors, avec une carrière de gloire militaire, heureuse pour la monarchie, en ce sens qu'elle détournait les esprits de la préoccupation trop passionnée des besoins du dedans, une occasion magnifique d'appliquer le plan de re-



constitution de l'équilibre commercial universel, sur la base de la confédération des marines secondaires, qu'on se souvient d'avoir vu tracer par Choiseul.

Vergennes, qui avait été le collègue de Turgot et qui avait survécu à sa disgrâce, occupait alors le ministère des affaires étrangères. C'était un diplomate d'une remarquable habileté, mais qui avait le défaut de beaucoup d'hommes, d'ailleurs de grand mérite, qui ont vieilli dans la diplomatie, la lenteur de décision. La tradition, encore toute récente de Choiseul, eût dû, ce semble, activer sa conduite. Il eut le tort, que notre marine marchande paya au début des hostilités par d'affreux désastres, de ne pas se décider assez vite. Il fallut que Turgot, que Louis XVI fit consulter dans sa retraite, lui prît l'inévitable séparation des colonies anglaises d'avec leur métropole pour qu'il y crût; il fallut que l'enthousiasme de la noblesse pour les républicains d'au delà de l'Océan précipitât les choses, pour qu'il se mît à en suivre le mouvement; il fallut enfin que Franklin vînt à Paris signer avec lui un traité d'alliance et de commerce, excellent pour l'époque, pour qu'il prît son parti. Mais, ce parti pris, l'histoire lui doit cette justice de dire, qu'en tout ce qui fut de pure diplomatie dans cette grande aventure, il se conduisit à Berlin, à Vienne, à Munich, à Madrid et à Naples, avec toute la sûreté et toute l'aisance que Choiseul lui-même eût pu y mettre.

Quant aux acteurs proprement dits de la guerre, quant à l'éclat que, le seul malheur de l'intrépide de Grasse excepté, ils jetèrent sur le pavillon; quant aux exploits des d'Orvilliers, des d'Estaing, des Guichen, des Lamoignon, des Lapeyrouse, et, par-dessus tous, de ce grand homme de mer qui s'appelle Suffren; quant à la gloire de

cette brillante jeunesse que Lafayette entraîna au Nouveau-Monde défendre les droits de la justice et de la liberté, tout cela appartient à un autre domaine de souvenirs et d'idées que celui dans les limites duquel se déroule le cours de cette histoire. Les résultats de la guerre d'Amérique, en tant qu'ils influèrent sur le progrès et sur la conduite de la politique commerciale de la France, nous peuvent seuls occuper ici.

Deux traités suivirent cette guerre : l'un immédiatement, qui mit un terme aux hostilités et qui amena un remaniement considérable dans l'état respectif des possessions territoriales et de la puissance relative des parties belligérantes, ce fut le traité de paix proprement dit, signé à Versailles, le 3 septembre 1783 ; l'autre, à trois ans de distance, et ce fut ce fameux traité de commerce du 26 septembre 1786, qui a laissé dans l'histoire de notre existence industrielle et commerciale de si amers souvenirs.

La paix de Versailles était, à tous égards, lucrative et glorieuse. L'Angleterre reconnaissait l'indépendance des Etats-Unis ; elle rendait à la Hollande toutes ses colonies, moins Négapatam ; la Floride et Minorque rentraient dans la possession de l'Espagne ; quant à nous, elle nous restituait, outre tous nos comptoirs indiens, le Sénégal et Tabago ; elle nous cédait, tant en Asie qu'en Amérique, des avantages de colonisation et de pêche d'une réelle importance ; enfin, elle abandonnait la clause du traité d'Utrecht relative à la démolition de Dunkerque. La joie fut universelle en France à la nouvelle de ce traité, et cette joie était bien légitime. Les victoires de nos flottes, en humiliant l'Angleterre, n'avaient pas seulement relevé le drapeau national, si abaissé par le traité de Paris, elles

avaient, par les restitutions de territoire arrachées, à Versailles, à l'Angleterre, et surtout par la déclaration d'indépendance des treize Etats d'Amérique, préparé le rétablissement de l'équilibre universel : c'était un succès presque inespéré pour tout le monde, pour la monarchie surtout, qui y trouvait une occasion admirable de se rétablir dans l'esprit public.

Pourquoi ne pas saisir cette occasion et, s'en tenant à ce traité, ne plus penser exclusivement qu'aux réformes intérieures?

C'était l'unique voie de salut; mais il paraît que la malheureuse monarchie était irrévocablement frappée de l'arrêt du destin, car, au lieu de suivre cette conduite si simple et que le prestige momentané qu'elle avait recouvré par la guerre d'Amérique lui rendait facile, il semble qu'à partir de là elle n'eut plus rien à tâche que de se ruiner elle-même.

L'article 18 de la paix de Versailles avait stipulé promesse réciproque entre l'Angleterre et la France de conclure, dans un temps indéterminé, un traité de commerce à l'avantage égal des deux puissances. Un article aussi vague n'engageait guère l'une ou l'autre partie. Il les engageait si peu qu'il resta lettre morte jusqu'en 1785, et que les Anglais, chose remarquable, insistaient très-faiblement, tant les termes de la promesse étaient indéfinis, pour en obtenir l'exécution. On avait bien autre chose à faire alors en France qu'à négocier un genre de convention aussi aventureux qu'une convention commerciale; on avait une effroyable révolution intérieure à conjurer. D'ailleurs, quelle difficulté immense, dans l'état d'inégalité de la puissance commerciale des deux na-

tions, de rédiger un traité qui les satisfît réciproquement !

Il n'y avait peut-être alors en France qu'un homme public qui fût en état, par les lumières spéciales qu'il possédait sur ces matières, de défendre dans des conférences avec l'Angleterre nos intérêts nationaux, c'était Necker. Il connaissait, chose très-rare de son temps, d'une manière approximative, très-voisine de la vérité, le rapport de nos importations à nos exportations ; il avait, en matière de politique commerciale extérieure, des idées parfaitement saines ; il ne donnait dans aucune des puériles utopies de l'école de Quesnay, et il avait continué de croire, à la différence de cette école, que Colbert en son temps avait su ce qu'il faisait<sup>1</sup>. Mais Necker n'était plus aux affaires depuis 1781. Il lui était arrivé la même chose qu'à Turgot. Comme Turgot, il avait dit qu'il n'y avait que l'économie qui pût relever les finances ; comme lui, il avait parlé de réduire les pensions, de commencer par retrancher les vingt-huit millions annuels de grâces, autrement dit de fonds secrets, dont vivait la noblesse oisive et mendiante qui encombrait la cour ; il avait fait plus, il avait eu la hardiesse de prétendre que tout gouvernement devait à la nation le compte-rendu public de ses recettes et de ses dépenses ; d'insinuer, comme l'avait écrit Duclos, que les pouvoirs qui craignent la lumière, en matière de finance, font au public l'effet de voleurs qui fuient les reverbères. Louis XVI, un moment, l'avait soutenu dans cette voie

<sup>1</sup> La justesse et la précision des connaissances économiques de Necker en matière d'impôt et de politique commerciale, se révèlent clairement dans ses ouvrages et notamment dans le plus intéressant et le meilleur de tous, son traité de l'*Administration des finances*.

honnête et sensée; puis il l'avait sacrifié aux clameurs de ses courtisans.

Bientôt après, Necker avait été remplacé par de Calonne, homme d'esprit, mais d'une frivolité et d'une insouciance du bien public incroyables, qui n'avait été poussé là par la cour que pour veiller à la conservation des abus, et qui creusait de jour en jour la tombe de la monarchie. De Vergennes, toujours ministre des relations extérieures, était absolument étranger aux connaissances spéciales qui lui eussent été nécessaires pour lutter à avantage égal avec le cabinet anglais, dans la discussion des termes d'un traité de commerce. Il abandonna de fait à de Calonne la direction de cette grave affaire, en mettant à sa disposition seulement un diplomate distingué, Gérard de Rayneval, dont le talent eût brillé dans une négociation politique; mais qui, en matière commerciale, était entièrement incompetent.

L'Angleterre, cependant, venait de mettre à sa tête un jeune homme d'un génie extraordinaire, aussi économiste que Calonne l'était peu, et, tout jeune qu'il fût, le premier homme d'Etat de son temps, c'était Pitt. Pitt fit choix, pour représenter l'Angleterre dans les négociations qui, en 1785, s'ouvrirent entre elle et la France, d'un diplomate de premier mérite, consommé dans la connaissance des matières dont on allait discuter, et qui était le célèbre Eden, depuis lord Auckland. Eden se rendit à Paris, muni de mémoires de toute sorte, où le fort et le faible des différentes branches de l'industrie anglaise était soigneusement expliqué, et avec des instructions formelles qu'on appréciera tout à l'heure, lui enjoignant de ne rien céder sur les points où la France pouvait avoir quelque su-

priorité. C'était une convention léonine qu'il avait pour mission de tâcher de faire signer au gouvernement français, et dont l'objet était de racheter, au prix d'avantages commerciaux, les grandes pertes territoriales et politiques qu'avait infligées à la Grande-Bretagne le traité de Versailles.

Dans un état de choses dont il était aussi facile de pressentir le danger, de Calonne, s'il eût été un autre homme, n'avait qu'un moyen de suppléer à son insuffisance personnelle : c'était, avant de se livrer à Eden, de s'entourer, avec le soin le plus scrupuleux, de tous les renseignements qui pouvaient l'éclairer ; c'était d'interroger les chambres de commerce des différentes provinces, de s'enquérir de l'état des diverses industries du pays ; de faire en France, enfin, la même enquête préalable que Pitt avait faite en Angleterre.

Il y avait alors en France, à la tête de ce qu'on appelait le commissariat général du commerce, un homme modeste, mais parfaitement instruit, qui était très-capable de l'éclairer sur ces points importants ; il s'appelait Boyetet. Il était tout simple de s'adresser à lui. De Calonne le fit ; mais, n'ayant pas sans doute confiance suffisante en ses lumières, il imagina de consulter, en même temps, un écrivain de l'école de Quesnay, enfoncé dans toutes les rêveries de cette école, qui aspirait à en être le chef, qui se croyait le plus grand génie du monde, et qui était le fameux Dupont (de Nemours).

Boyetet consulté, et prié de rédiger par écrit son opinion, s'expliqua avec autant de sens que de netteté<sup>1</sup> sur

<sup>1</sup> Il a publié lui-même tous ses travaux à cet égard sous le titre de : *Recueil de divers Mémoires relatifs au traité de commerce avec l'Angleterre, faits avant, pendant et après cette négociation, par M. Boyetet, conseiller*

toutes les questions qui lui furent soumises. Il commença par représenter qu'avant de faire un pas de plus dans la voie dangereuse où l'on s'était engagé, il fallait commencer par consulter les chambres de commerce du royaume, sans l'avis préalable desquelles il était presque impossible de ne pas faire fausse route. Il peignit fortement l'avantage général qu'avait l'Angleterre sur la France en toute matière d'industrie, de commerce et de navigation, tant par la nature de sa constitution politique que par la supériorité, comme nous parlerions aujourd'hui, de son capital de toute sorte. Entrant dans le détail des différentes manufactures, et insistant particulièrement sur les fers, les cotons, les lins, les laines, les gazes, les cuirs, les poteries et les verreries, qu'il était question de livrer, ou à peu près, aux chances du libre échange avec les produits similaires anglais, il démontra, avec une sûreté de vues et une précision de chiffres qui étonnent encore aujourd'hui, la flagrante infériorité de la France. Il expliqua parfaitement encore que l'offre que faisait l'Angleterre à la France de recevoir, en échange des produits industriels qu'elle lui enverrait, ses denrées agricoles, n'était qu'un leurre; qu'elle gagnerait inévitablement à ce marché la balance du commerce, sous sa forme la plus redoutable; que le traité, si on le signait sur les bases dont il était question, ruinerait nos fabriques et jetterait des milliers d'ouvriers sur le pavé, et il conclut enfin en disant qu'il vaudrait autant « saigner la nation « des quatre membres » que de conclure une convention d'un tel genre.

*d'Etat, inspecteur général, directeur du commerce. Versailles, 1789, un vol in-8°. Ce curieux ouvrage est très-rare. Il y en a un exemplaire à la Bibliothèque impériale sous le n° Z. anc. 2,561: D. 4.*

Boyetet n'avait que trop raison sur tous les points, sans exception ; c'est, en examinant, tant les pièces qu'il produisait à l'appui de son opinion que différents documents analogues qu'il lui eût été aisé de se procurer, ce dont de Calonne eût pu se convaincre.

Il était constant, en 1786, que si nous pouvions lutter avec l'Angleterre et même l'emporter sur elle dans quelques industries de luxe, comme les tissus de Lyon, la bonneterie en soie du Midi, la draperie fine de Sedan et de Louviers, les bronzes dorés et les meubles de Paris, la porcelaine de Sèvres et les glaces de Saint-Gobain, sur tout le reste, dans tous les ouvrages d'une consommation générale, en fer, en acier, en airain, en laine, en coton, en cuir, en poterie, en verre commun, etc., elle l'emportait sur nous d'une manière écrasante, sous le rapport de la puissance de production et du bas prix de la vente. Ainsi, elle établissait ses étoffes de coton à trente pour cent meilleur marché que nous ; ses laines à cinquante pour cent ; le reste à proportion. Il était sensible, que prétendre lutter, sans tarifs suffisamment protecteurs, dans des conditions aussi inégales, c'était s'exposer à un désastre certain.

Mais l'extrême légèreté de Calonne n'aperçut pas une chose aussi claire. C'est à peine s'il prit connaissance des mémoires de Boyetet, celui-ci le soupçonnait même de ne les avoir seulement pas lus ; en tout cas, il ne lui en parla jamais, et le patriote et judicieux commissaire du commerce en fut pour ses sages et inutiles représentations. Comme il insistait même, on lui fit comprendre qu'il était importun ; on l'éconduisit, et ce qui put lui arriver de mieux fut d'être oublié.

Il n'en fut pas de même du singulier conseiller qu'on



avait jugé à propos d'interroger en même temps que lui. Dupont (de Nemours) eut autant de crédit sur de Calonne que le sage Boyetet en eut peu. Tout ce qui lui tomba de la bouche parut comme autant d'oracles; on se conduisit de point en point suivant ses maximes, tellement qu'il faut le regarder, de notre côté au moins, comme le véritable auteur du traité de 1786.

Où Dupont (de Nemours), cependant, avait-il acquis des titres au singulier et funeste ascendant qu'il exerça sur la marche de ces négociations, et quelle était donc la magie des oracles qui lui tombaient des lèvres, que le cabinet de Versailles se pût croire suffisamment éclairé après l'avoir seul entendu? C'est ce qu'il est aujourd'hui assez difficile de concevoir.

C'était un écrivain qui ne s'était fait connaître que par des ouvrages dont il est impossible de soutenir aujourd'hui la lecture et dans lesquels il n'avait fait qu'exagérer, s'il se peut, les plus grossières erreurs de Quesnay. Il avait donné, entre autres, une *Physiocratie* et un traité intitulé *de l'origine et des progrès d'une Science nouvelle*, dans lequel se comparant pêle mêle à Confucius « menacé de « mort à la Chine », à Pythagore « obligé de couvrir sa « doctrine d'un voile mystérieux », à Démocrite « cru fou « et traité comme tel par les Abdéritains », à Socrate « buvant la ciguë », à Galilée « dans les fers de l'inquisition », à Descartes « contraint de chercher une retraite « dans le Nord », à Wolff, enfin, « banni et sacrifié aux « intrigues de ses ennemis », il avait annoncé au genre humain, « ce que ne savait pas Montesquieu », c'est-à-dire, qu'il faut que l'autorité souveraine soit unique, parce que « l'idée de plusieurs autorités dans un même Etat ne

« présente qu'une absurdité complète »; que « l'impôt ne peut être pris que sur des richesses renaissantes », et que le produit net des terres étant seul de cet ordre, il est seul « contribuable à l'impôt »; que les impositions indirectes « amènent la misère et la dépopulation<sup>1</sup> »; « qu'acheter c'est vendre, et que vendre c'est acheter »; que « cherté foisonne »; et que tout le secret du gouvernement en matière économique consiste à « laisser faire et à laisser passer », c'est-à-dire, à ne pas gouverner du tout. En même temps que ce Démocrite et ce Confucius de l'économie politique avait révélé ainsi toutes ces choses, « que ne savait pas Montesquieu », il avait pris la peine d'apprendre aussi à l'univers que si l'*Esprit des lois* avait traité « superficiellement<sup>2</sup> » des matières d'impôt et de commerce, on trouverait ces matières merveilleusement élucidées dans ses ouvrages et dans ceux de ses amis, qui étaient, ma foi ! bien d'autres gens que Montesquieu : M. le marquis de Mirabeau (le père), « le vertueux ami des hommes », qui avait « secondé l'esprit créateur de la science la plus utile au genre humain »; M. de la Rivière, « dont la naïveté sublime démonte les sophismes » et vous fait entrer irrésistiblement l'évidence dans la « tête », et dont il n'y a presque pas un mot « qui ne soit

<sup>1</sup> Il garda jusqu'à la fin de sa carrière son opinion à ce sujet. Il écrivait, en avril 1815, à J.-B. Say. « Buonaparte a soumis toutes les boissons aux droits réunis... Le caractère de Buonaparte ne pouvait être retenu par l'injustice... Qu'est-il arrivé ? » (Écoutez-bien ce qui est arrivé.) « On a perdu quatre cent millions de productions annuelles qui feraient vivre cinq cent mille familles et offriraient cent soixante-six millions de produit net... » Mais voilà ce que ne savait pas Buonaparte, non plus que Montesquieu : on ne peut pas tout savoir.

<sup>2</sup> Notice sur les Économistes.

« un éclair de génie »; et enfin, bien entendu, M. Quesnay qui « inventa le *Tableau économique*, cette formule étonnante ».

Cet excellent homme avait imprimé tout cela de très-bonne foi; mais quels titres cela avait-il pu lui donner, auprès du cabinet de Versailles, à devenir le conseiller influent de négociations aussi graves que celles dont il s'agissait avec l'Angleterre?

Mais laissons son passé, et voyons ses avis. Voici comment il les avait résumés dans un mémoire <sup>1</sup> à de Calonne :

« Dans la diversité des matières de commerce des deux  
« nations, les avantages de la France sont fondés sur des  
« productions territoriales dont on ne saurait la priver, et  
« ceux de l'Angleterre sur des branches d'industrie qu'il  
« est possible que la France lui enlève un jour, ou du  
« moins qu'elle partage avec elle. Il y a plus, *nos fautes*  
« *passées*, qui constituent l'état actuel où nous nous trou-  
« vons, *présagent à notre agriculture et à notre commerce*  
« *des succès futurs*, qui doivent être le fruit de l'attention  
« du gouvernement... tandis que l'Angleterre, qui depuis  
« un siècle et demi a fait tout ce qu'elle a pu, n'a point de  
« progrès nouveaux à espérer... Quant aux cotonnades et  
« aux quincailleries, nous avons les vivres et la main-  
« d'œuvre à meilleur marché que l'Angleterre; notre  
« peuple n'est pas naturellement plus bête que les An-  
« glais... la supériorité actuelle de ceux-ci tient unique-  
« ment à un certain nombre de machines ingénieuses

<sup>1</sup> Observations sur les motifs particuliers qui peuvent déterminer le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

« *qu'il est très-facile de se procurer, et par rapport aux-  
« *quelles* » (admirez, en passant, le style) « *il est possible de  
« *gagner la primauté sur les Anglais, qui font en général la  
« *faute de donner des privilèges exclusifs aux inventeurs de  
« ces machines; de sorte qu'elles peuvent se trouver com-  
« munes en France, avant d'être d'un usage général en Angle-  
« terre...* Quant aux quincailleries, il faut répéter que la  
« *supériorité des Anglais ne tient à aucune production  
« *naturelle... il n'y a rien de plus facile que de leur enlever  
« *cette supériorité. Sur toutes les autres parties de notre  
« *commerce l'avantage nous est assuré...* »******

Et voilà les simplicités qui allaient servir de règles à la conduite du gouvernement français, dans sa lutte avec le génie économique de Pitt !

Mais rassurez-vous : Dupont (de Nemours) était là ; et c'était un homme très-fin, sans qu'il y parût.

Vous croyez peut-être que cette bonhomie, rivale de « la naïveté sublime » de M. de la Rivière, est sincère ? Revenez de votre erreur. Dupont (de Nemours), sans en avoir l'air, était un diplomate, qui en eût remonté à Mazarin, à de Lionne et à Choiseul. Il n'était pas homme à dire ainsi d'emblée son dernier mot, que non pas ! *Latebat anguis in herbâ*. Tout ce qu'il en faisait, c'était pour jouer le jeune Pitt, qui avait eu la témérité de se commettre en diplomatie commerciale avec un rival de Quesnay même, avec un homme qui avait découvert « ce que ne savait pas Montesquieu ».

Lisez : « Nous aurions certainement plutôt à redouter  
« *quel'Angleterre ne voulût pas se prêter à cette réciprocité  
« *complète ; mais c'est une raison pour en tirer au moins  
« *ce que nous pourrons, et par conséquent pour faire un***

« traité de commerce *adroitement et sagement discuté*,  
« et dans lequel nous paraissions procéder avec la plus grande  
« noblesse et nous occuper autant des avantages de l'Angle-  
« terre que des nôtres. Nous aurons, pour y réussir, un puis-  
« sant secours dans l'orgueil national qui, en Angleterre,  
« égare et trompe les meilleurs et les plus profonds esprits,  
« et qui ne leur permet pas d'imaginer qu'une nation conti-  
« nentale, qui n'est point représentée au Parlement, puisse  
« jamais égaler leur industrie. Nous en avons un autre dans  
« l'extrême influence qu'ont sur les résolutions de la  
« cour et du Parlement d'Angleterre les réclamations  
« et les claudages de leurs ouvriers et de leurs com-  
« merçants de laine et d'acier... »

Quand on lit des choses aussi extraordinaires, on se demande si la frivolité de de Calonne ne lui permettait pas de donner une suffisante attention à d'aussi graves objets, on se demande, disons-nous, où était au moins de Vergennes, le négociateur de la paix de Versailles, quand, Louis XVI présent, les prodiges diplomatiques et économiques de l'honnête Dupont (de Nemours) émerveillaient ainsi le Conseil ?

Mais voici qui est bien plus surprenant, et qui, si le reste encore à toutes forces peut se comprendre, ne se comprend plus du tout.

Non-seulement on crut d'aussi bonne foi, à Versailles, au génie économique de Dupont (de Nemours) que l'excellent homme allait disant partout qu'il y croyait lui-même; mais encore, ce furent presque les termes, quelque étonnants qu'ils fussent, de ses mémoires, qui servirent de base à la rédaction de la première note (de

la première, remarquez-le bien) que Gérard de Rayneval, avant aucuns pourparlers, fut chargé de communiquer à Eden.

Lisez encore : « Le roi a décidé, étant en son Conseil, que  
 « le traité de commerce aura pour base le principe sui-  
 « vant, savoir, que toutes les prohibitions, comme tous  
 « les droits prohibitifs, seront supprimés et qu'on établira  
 « de part et d'autre des droits tellement combinés, que  
 « l'admission des marchandises respectives ne sera pas  
 « illusoire, et qu'en même temps elle ne portera pas pré-  
 « judice à l'industrie nationale. » Et, en même temps aussi, Gérard de Rayneval reçut des instructions dans lesquelles, après lui avoir dit : « Il est à *peu près* démontré que  
 « l'avantage dans cet échange est en faveur de la France,  
 « parce que nous avons des productions aussi précieuses  
 « qu'abondantes à exporter, et que notre industrie a com-  
 « mencé à rivaliser avec celle d'Angleterre sur beaucoup  
 « d'objets; que nous l'égalons au moins sur quelques ob-  
 « jets, et que nous ne sommes point arrivés encore au point  
 « de la perfection dont nous sommes susceptibles..... » ; on lui expliqua, de la manière la plus claire, qu'il devait à tout prix, arriver à conclure avec le ministre d'Angleterre, parce qu'en définitive Dupont (de Nemours) avait à *peu près* démontré que la supériorité des Anglais ne tenait qu'à des machines *par rapport auxquelles il était possible de gagner la primauté*; et que nos fautes passées présageaient à notre commerce des succès futurs !

La mission de l'ambassadeur d'Angleterre était ainsi rendue bien facile. Il était venu négocier un traité de commerce, on lui en jetait un tout fait entre les mains, à

toutes les conditions qu'il lui plairait d'y mettre ; et le diplomate de mérite qu'on lui avait opposé avait par avance, de par les démonstrations de notre Pythagore, Démocrite, Confucius, Socrate, Descartes, Galilée et Wolff économique, l'ordre de traiter à tout prix !

Qu'arriva-t-il ? Aisément on le devine.

Eden était un homme de tact, de sang-froid et d'expérience ; dès les premières entrevues, il jugea le terrain ; il vit que son rôle était changé, que de solliciteur qu'il pensait devoir être, il était sollicité ; il ne songea alors qu'à rendre le traité qu'on l'avait envoyé conclure aussi abusif en faveur de son pays que « l'adroite et savante discussion » de Dupont (de Nemours) le pourrait permettre, et ce fut, des deux parts, dans cette étrange interversion de rôles que les négociations commencèrent.

On vient de voir que du premier coup le cabinet de Versailles, sans être capable de prévoir jusqu'où une telle offre l'engageait, avait proposé au négociateur anglais la suppression réciproque des prohibitions ou droits prohibitifs qui, des deux côtés, protégeaient le commerce national. Cette proposition extraordinaire, de la part de celui des deux gouvernements qui aurait dû être le premier à la repousser, si on la lui avait faite, combla de joie Eden ; mais, voyant l'emportement que l'on mettait à lui livrer la France pieds et poings liés, il se donna de garde d'accepter les termes de la note que lui remit de Rayneval.

On lui offrait d'emblée la réciprocité : il la refusa. Il dit que les lois de l'Angleterre ne permettaient pas l'abandon des prohibitions qui couvraient son pavillon, son agriculture, son industrie et son commerce ; que ses instructions lui interdisaient formellement de consentir à

quoi que ce fût de semblable; que la seule chose qu'il eût mission d'offrir, c'était, l'Acte de navigation, le système commercial entier de l'Angleterre, et même différents traités avec plusieurs puissances étrangères, le Portugal notamment, réservés; c'était, disons-nous, en échange de faveurs à obtenir pour l'industrie britannique, la suppression des droits qui mettaient la navigation et le commerce de la France en Angleterre sur un pied plus désavantageux que celui des autres nations.

On voit tout de suite ce que signifiait un tel langage. Le régime économique de l'Angleterre consistait en trois choses : 1<sup>o</sup> exclusion de tout pavillon étranger de la libre concurrence avec son pavillon national ; 2<sup>o</sup> prohibition, à l'entrée, de toutes marchandises manufacturées étrangères; et à la sortie, de toute matière première brute ou demi ouvree, propre à l'entretien des manufactures indigènes; 3<sup>o</sup> admission, sous différents droits profitant à son Trésor, des denrées ou matières premières, que ni son sol ni ses colonies ne lui pouvaient fournir. Or, elle commençait par déclarer qu'elle réservait tout cela. Que proposait-elle donc d'apporter, en échange des faveurs qu'elle demandait? En définitive, aucune chose qui pût lui nuire, et rien que des choses, comme on va le voir très-clairement tout à l'heure, qui pussent lui être avantageuses.

Supposez un cabinet où n'eût pas dominé la *Science nouvelle* de Dupont de Nemours, et dans les conseils duquel il n'eût pas *à priori* été convenu que « nous n'é-  
« tions pas plus bêtes que les Anglais » et que « nos fautes  
« passées nous présageaient des succès futurs », il n'y avait, sur le refus trop heureux d'Eden de livrer quoi que ce fût du régime économique de son pays, qu'à rompre la con-



férence, l'article 18 du traité de 1783 à la main, lequel portait que la convention complémentaire de navigation et de commerce à intervenir serait réciproque. Le cabinet de Londres refusait la réciprocité, tout était à néant.

Mais Dupont (de Nemours) avait si bien convaincu de Calonne que « sur toutes les parties du commerce l'avantage nous était assuré », que Rayneval reçut l'ordre de passer outre.

Il demanda ce qu'offraient les Anglais. — Mille choses, lui répondit-on. Qu'est-ce que la France ? Une nation essentiellement agricole : lisez Quesnay. Eh bien ! l'Angleterre, après y avoir sérieusement réfléchi, après en avoir fait l'essai avec le Portugal, l'Angleterre consent à opérer, en faveur de la plupart des produits ruraux de la France, des diminutions de droits d'entrée considérables.

Ce fut le premier terrain de la négociation.

Admettez-vous nos blés ? demanda la France ; c'est un produit rural que le blé. — Cela ne se peut, répondit Eden ; nous sommes convenus qu'on ne toucherait en rien au régime économique de l'Angleterre. Or, aucune nation n'a droit d'importer des blés, sinon dans les termes de l'acte de 1670, qui fixe le prix auquel les céréales étrangères peuvent venir prendre place sur notre marché national.

Mais nous offrons tant d'autres choses !

Nous recevrons, à des droits moindres que ceux qui existent présentement, tous ceux de vos produits ruraux qui ne peuvent nous faire concurrence, soit parce que nous maintiendrons en faveur des nôtres des droits suffisamment protecteurs, soit parce que ces produits n'ont pas de similaires chez nous, soit parce que nous réserve-

rons, le cas échéant, les stipulations de privilège qui nous engagent avec d'autres nations.

Et ce fut à la lettre, sur cette base, que toute la partie de la négociation relative à l'entrée en Angleterre de nos denrées se conclut.

Il n'y avait que la bière, parmi les objets agricoles, qui fût un produit similaire dans les deux pays. On convint<sup>1</sup> (art. 6, § 5) qu'elle payerait mutuellement un droit de trente pour cent de la valeur. Trente pour cent de droit d'entrée pour favoriser l'admission, en Angleterre, des bières de France en concurrence avec l'*ale* et le *porter*!

Mais venaient les vins, les vinaigres, les eaux-de-vie, les huiles d'olive; et c'est là-dessus qu'Eden vantait les sacrifices de l'Angleterre.

Or, quels étaient ces sacrifices? D'abord, ainsi que nous venons de le rappeler, l'Angleterre, ne produisant rien de semblable, n'avait exactement rien à exposer, encore moins à perdre dans sa production indigène, en admettant de tels produits de notre part sur son sol. Mais encore, comment et pourquoi les admettait-elle?

« Les vins de France, fut-il dit (art. 6, § 1), importés « en droiture de France dans la Grande-Bretagne, ne payeront, en aucun cas, de plus gros droits que ceux que « payent présentement les vins de Portugal. »

Pesez tous les mots de l'article; il n'y en avait pas un qui fût inutile. *En droiture* réservait l'Acte de navigation. *Ne payeront pas de plus gros droits que ceux que paient les vins du Portugal*, signifiait qu'ils payeraient encore cin-

<sup>1</sup> Voyez le texte du traité et celui de tous les instruments accessoires dans la collection de MM. d'Hauterive et de Cussy, t. II, 1<sup>re</sup> partie.

quant à pour cent de la valeur. Mais c'est le *présentement* qui est le chef-d'œuvre du genre! Cela signifiait, stipulation parfaitement entendue, et inscrite, à ce que nul n'en ignorât, en toutes lettres dans le traité (art. 7), que la convention avait lieu, « sans préjudice », de la part de l'Angleterre, « de ce qu'elle a pratiqué en conformité et en « conséquence de la convention de 1703 (traité de Méthuen) avec le Portugal »; c'est-à-dire que l'Angleterre se réservait la faculté d'abaisser les droits d'entrée des vins de Portugal, de manière à rétablir entre eux et les vins de France, et en faveur des premiers, la même différence qui existait alors. Faculté dont elle usa, le lendemain même de la signature du traité de 1786; car aussitôt l'entrée des vins portugais fut dégrevée, au détriment des nôtres, de plus des deux tiers des droits qu'ils payaient *présentement* !

Il faut avoir sous les yeux, comme nous l'avons, le monument authentique d'une mystification pareille pour y croire.

Le droit d'entrée des eaux-de-vie fut réduit de neuf à sept schellings; mais savez-vous ce que cela faisait encore? En estimant l'eau-de-vie en moyenne à deux francs la bouteille, cela faisait plus de cent vingt pour cent de la valeur.

La réduction fut aussi favorable sur les vinaigres. Ils furent dégrevés environ de moitié; mais, en les estimant à dix sous la bouteille, ils payèrent encore cent cinquante pour cent de la valeur.

Quant aux huiles d'olive, la diminution de leurs droits d'entrée en Angleterre était de toute manière une véritable comédie. Il fut stipulé qu'elles ne payeraient pas à l'avenir de plus forts droits que celles des nations les plus fa-

• Voyez là-dessus Chaptal, *De l'Industrie française*, t. I, chap. xviii.

vorisées. A merveille : si nous en avions eu à exporter. Mais nous ne suffisions seulement pas à notre propre consommation ! Nous en importions annuellement des États de Gènes pour six millions de francs, et des Deux-Siciles, pour trois, sept, et en 1789 même, pour onze millions <sup>1</sup> ! Quelle faveur nous restait-il ?

Mais ce n'est pas tout. En diminuant ainsi les droits d'entrée sur son territoire de produits ruraux dont l'importation ne pouvait que lui être agréable, l'Angleterre ne faisait pas seulement un présent gratuit à ses consommateurs, elle en faisait un aussi à son Trésor. Les droits excessifs, en effet, qui jusque-là pesaient sur l'entrée de nos vins, eaux-de-vie et vinaigres, en empêchaient le commerce licite, il est vrai, mais non la contrebande. De manière que l'abaissement de ces droits n'avait d'autre motif sérieux, ainsi que l'avait parfaitement apprécié Pitt, que d'accroître le revenu britannique.

Il était bien naturel qu'en compensation de tant d'avantages, l'Angleterre nous demandât quelques concessions : elle n'y manqua pas.

Du premier coup, dès la première conférence, Eden demanda, et il lui fut sans discussion accordé, la réduction des droits d'entrée des cotonnades de toute sorte, des porcelaines, faïences, poteries et verreries, à un taux réciproque de douze pour cent de la valeur ; celle des droits sur la quincaillerie, tous ouvrages gros et menus de fer, d'acier, de cuivre et d'airain, la tabletterie et les gazes, à dix pour cent ; celle des batistes et linons, à six livres par demi-pièce ; des toiles de lin et de chanvre, au ré-

<sup>1</sup> Chaptal, t. 1, chap. iv et vi.

gime des nations les plus favorisées ; de la sellerie enfin, à quinze pour cent de la valeur : de manière à ce qu'il n'y eût pas un seul des articles de manufacture sur lequel l'Angleterre avait un avantage de bon marché de fabrication de trente, quarante et jusqu'à cinquante pour cent, qui ne pût venir en concurrence sur notre marché, après avoir payé de dix à quinze pour cent de droit d'entrée.

Mais, direz-vous, nous avions des produits où nous l'emportions sur les Anglais : les glaces, les modes, les soieries ; au moins les admirent-ils ?

Il faut distinguer : Dupont (de Nemours) avait établi en principe, comme vous avez vu, qu'il était *à peu près démontré* que tout l'avantage, de quelque manière que l'on s'y prit, était de notre côté ; alors, à quoi bon être si difficiles sur les termes ? Et puis d'ailleurs, n'est-il pas souverainement entendu que plus les importations d'une nation augmentent et plus elle fait travailler, non pas ses ouvriers indigènes, mais les ouvriers étrangers, plus elle est à son aise ?

Eden avait la marge belle avec de telles maximes. Savez-vous ce qu'il fit ? — Il accorda l'entrée, à douze pour cent, des modes et des glaces, que l'Angleterre ne produisait presque pas, et dont la contrebande se chargeait amplement de la fournir. — Et quant à Lyon et quant aux soieries ? — Ah ! quant à cela, il fallut s'en passer : Eden déclara que la loi anglaise s'y opposait. Et il fit mettre dans le traité que non-seulement les soieries, le seul article sur lequel nous eussions l'avantage, mais encore toutes les étoffes de coton et de laine mêlées de soie demeureraient prohibées... attendez la fin, c'est le plus beau mot du traité..., *de part et d'autre !*

En vérité, on se demande, en analysant cette prodigieuse convention, où il fallait que le cabinet de Versailles, dans le formidable état où étaient les affaires intérieures, eût la pensée, pour consentir à la signer. Il la signa cependant, le 28 septembre 1786, presque trois ans, jour pour jour, après la glorieuse paix qui avait mis fin à la guerre d'Amérique.

On imagine la joie de Pitt à la nouvelle d'un succès pareil : on n'avait rien vu de semblable dans l'histoire de la diplomatie commerciale de l'Angleterre depuis le traité de Méthuen, ou le contrat de l'Assiento, et encore quelle différence ! Quelle ferme et quel marché que la France !

Cependant, après qu'Eden fut revenu à Londres, il fallut demander au Parlement la ratification du traité qu'il avait conclu. C'était le rôle du jeune et grand ministre qui l'avait chargé de sa négociation. Ce rôle n'était pas, tant s'en faut, sans offrir de graves difficultés.

Il fallait, d'une part, prouver publiquement, à une opposition redoutable, que le traité n'avait son pareil que dans celui de Méthuen, et qu'il n'y avait pas de membre du Parlement anglais qui ne dût voter, plutôt deux fois qu'une, sa ratification. Cette opposition ne comptait rien moins à sa tête que Fox, Shéridan, Burke et Grey. Elle ne pouvait pardonner à Pitt de n'avoir été dans ses rangs le plus ardent des wighs que pour se frayer la voie à devenir le plus puissant et le plus éclairé des tories. Elle savait à merveille que le traité avec la France était un chef-d'œuvre ; mais ce chef-d'œuvre l'irritait, car il était sorti des mains de Pitt. Il fallait donc s'attendre à une tempête, surtout dans les Communes. D'un autre côté, comment conjurer cette tempête ? En démontrant, ce qui était bien facile,

jusqu'à la dernière évidence, que le cabinet de Versailles avait commis les plus fabuleuses méprises? Mais c'était blesser et éclairer ce cabinet avant l'heure.

La situation était difficile. L'opposition la rendit aussi embarrassante que possible. Fox parla jusqu'à cinq fois, avec cette verve brillante qu'il mettait également bien au service de l'erreur et de la vérité. Shéridan prodigua tout le trésor de ses malices; Burke, celui de ses plus doctorales et de ses plus retentissantes métaphores; Grey, qui prenait pour la première fois la parole — il devait raisonner plus tard d'après d'autres maximes — fit une invective contenue et acérée, dont tous les traits allaient au but. Ils dirent tous ensemble à Pitt que son traité ne valait rien; que Méthuen autrefois s'était bien mieux conduit; qu'on avait fait, pour de médiocres avantages, d'énormes concessions à la France; que le cabinet de Versailles était le plus habile cabinet du monde, et M. de Calonne un ministre comme on n'en avait jamais vu; qu'on avait trahi les intérêts anglais, qu'on en répondrait devant la postérité, etc. Bref, l'orage fut au comble.

Mais Pitt se leva. Admirable jeune homme! Il avait vingt-sept ans; et il y avait trois années déjà que, des Antilles à la mer des Indes, sa volonté pesait dans la conduite des destinées du monde! Homme d'État, financier, économiste, diplomate, orateur enfin, il l'était comme pas un, quelques rares esprits qu'ils fussent, de ses illustres rivaux; son discours le leur prouva bien.

Il dit qu'il s'émerveillait de voir les honorables membres prendre si grand'peur pour l'industrie britannique. « Les manufacturiers indigènes qui, en général, n'ont ni « médiocre souci, ni médiocre intelligence de leurs inté-

« rêts, n'ont conçu aucune alarme du traité. Les manufac-  
« turiers, de drap notamment, industrie si chère au pays,  
« n'ont pas manifesté la moindre apparence d'appréhension.  
« Les fabricants de batistes, de verres, etc., et généralement  
« tous les producteurs qui sont touchés par la convention,  
« n'ont fait aucune plainte. La quincaillerie n'a pas dit mot,  
« ni la poterie, ni personne ; excepté les honorables mem-  
« bres.» Il est vrai qu'on a admis les différentes productions  
agricoles de France, les vins d'abord ; « mais il y a long-  
« temps qu'ils sont en possession de notre marché, et sur  
« toutes nos tables. La réduction des droits d'entrée qu'on  
« leur a accordée n'affecte que la contrebande.» Il en est de  
même des huiles et des vinaigres. On se méprend. La con-  
vention est fort bonne. La France a des avantages immenses  
dans le traité, pour tout ce qui touche à ses produits agri-  
coles ; mais « nous n'avons rien que la bière, en ce genre,  
« qui puisse souffrir de la concurrence, et le droit protec-  
« teur est resté de trente pour cent. » Quant à nos manu-  
factures, les avantages stipulés en leur faveur équivalent  
à ceux qu'ont obtenus les produits agricoles français. Que  
veut-on de plus. « Il est ridicule de supposer que la France  
« veuille tout céder, sans rien obtenir. Le traité est ce  
« qu'il devait être, avantageux aux deux peuples. La France  
« obtient un magnifique marché pour ses vins, un marché  
« de huit millions d'hommes ; nous, de notre côté, nous en  
« gagnons un de vingt-quatre millions. La France occupera  
« quelques bras de plus par suite du traité ; nous, nous ac-  
« quérons un marché industriel, qui donnera vraisembl-  
« blement du travail à cent mille de nos ouvriers, et dont  
« les relations augmenteront encore notre marine. Enfin,  
« la France gagnera peut-être cent mille livres sterling au



« traité, et nous un million. » La Providence l'a réglé ainsi, qui a fait de la France une nation agricole, et de l'Angleterre une nation maritime et industrielle. D'ailleurs, il faut s'élever à des considérations plus hautes. « Le besoin d'une guerre perpétuelle avec la France est-il si absolu qu'il faille y sacrifier les avantages commerciaux que la paix peut nous procurer? Doctrine monstrueuse et insoutenable, qui mènerait à penser qu'une malice infernale dirige seule les actions de l'homme. Le temps est venu pour les deux grandes nations de revenir à l'ordre de la nature, et de se lier par des rapports avantageux et bienveillants. »

Puis il se rassit, laissant la passion de ses adversaires s'épuiser en apostrophes et en épigrammes; empruntant seulement, de temps à autre, la parole de Grenville qui, répondant à Fox, lui lança ces paroles remarquables, résumé de tout le débat : « La vraie alliance de l'Angleterre, c'est son alliance avec ses manufacturiers et avec ses marchands. Encourager l'esprit d'entreprise et d'industrie, voilà l'unique et vrai moyen d'accroître les ressources dont nous pourrions disposer, si, quelque jour, la guerre redevient malheureusement nécessaire. »

Bientôt les Communes furent édifiées : quand l'opposition eut bien déclamé, on alla aux voix. Il y avait trois cent cinquante-deux votants. Pitt en eut pour lui deux cent trente-six.

Le débat à la Chambre des lords fut plus court. Pitt n'eut presque qu'à produire le traité pour que tout le monde l'appréciât. Soixante-quatorze voix contre vingt-quatre l'approuvèrent.

Enfin, suivant l'usage, il fallait que le bill de sanction

fût, sous forme d'adresse, porté par une Commission du Parlement à la Couronne. Voici le texte de cette adresse; il n'est pas, assurément, la pièce la moins curieuse de ce chapitre de notre histoire : « Très-gracieux Souverain. Nous, « les très-fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, les Lords « ecclésiastiques et séculiers, et les membres des Commu- « nes, ayant pris en très-sérieuse considération les articles « contenus dans le traité de commerce conclu entre Vo- « tre Majesté et le Roi très-Chrétien, nous prions Votre Ma- « jesté de nous permettre de lui exprimer notre profonde « reconnaissance pour cette nouvelle preuve de sa con- « stante attention pour le bien-être et le bonheur de ses « sujets... Notre intime conviction est qu'on ne pouvait « prendre plus sérieusement conseil de l'intérêt général « de notre pays, et de celui de la gloire de Votre Majesté, « qu'en adoptant des mesures qui tendent si fortement à « l'extension de notre commerce, à l'encouragement de « notre industrie et de nos manufactures, ces sources na- « turelles de la richesse nationale et le fondement le plus « assuré de la prospérité et du bonheur de l'empire de Vo- « tre Majesté ' . »

Certes ! car que leur manquait-il ? La belle théorie du *laissez faire* et du *laissez passer* ne leur avait-elle pas livré la France, sans réserve, défense, ni merci ?

C'est ce que les événements se chargèrent de démontrer, au détriment de notre malheureuse industrie, avec une rapidité foudroyante.

Avant 1786, la balance de notre commerce avec l'An-

' On trouvera le texte de cette adresse et celui des débats dont elle est sortie, dans le volume XXVI de *The parliamentary History*, de Cobbett.

gleterre était en notre faveur : dès 1787, elle se renversa complètement ; nos importations surpassèrent nos exportations de plus du tiers, et, l'année suivante, de plus du double. Encore, dit Chaptal,<sup>1</sup> « Cette balance paraîtra-t-elle « bien plus défavorable, si, en examinant la nature des objets « qui composaient les importations et les exportations, on « observe que les importations comprenaient pour plus de « trente millions de produits manufacturés, tandis que nos « exportations n'en présentaient que pour environ cinq « millions. »

Mais ces chiffres généraux, suffisants pour le statisticien, ne parlent pas à l'esprit de tout le monde. Voici quelques détails.

Notre fabrique de gazes comprenait, avant le traité, dix-sept cents marchands et maîtres contribuables ; le traité en réduisit le nombre à six cent soixante<sup>2</sup>. En 1785, on comptait, à Amiens et dans sa banlieue, près de cinq mille métiers battants : en 1787, ils étaient tombés à moins de quatre mille ; en 1788, à trois mille ; en 1789, à deux mille deux cents. La fabrication de la ville et de sa banlieue était, en 1785, d'une valeur de près de douze millions de livres ; en 1789, cette valeur était réduite à cinq millions. Les manufactures d'Abbeville, comme celles d'Amiens, tombèrent dans la misère. La vieille maison Van Robais elle-même qui occupait, avant le traité, cent métiers battants, n'en occupa plus que douze ou quinze<sup>3</sup>. Rouen fut ruiné.

<sup>1</sup> *De l'Industrie française*, t. I, chap. XVII ; voyez aussi la *Bibliothèque commerciale* de Peuchet, t. I, p. 231 et suiv.

<sup>2</sup> D'après Boyetet dans son *Recueil*.

<sup>3</sup> Ces chiffres ont été publiés, *passim*, dans le tome premier de l'*Enquête relative à diverses prohibitions*, ouverte en 1834, sous la présidence de M. Duchâtel.

Tout ce qui était livré à la concurrence anglaise, du premier choc fut renversé, sans espérance aucune de se relever, tant que le traité durerait. Quincaillerie, batistes, linons, lins, chanvres, poterie, verrerie commune, tout baissa ou sombra.

C'est que d'ailleurs il semble que chacun des termes de cet étrange traité eussent été conçus de manière à offrir aux Anglais tous les moyens, illicites aussi bien que légaux, de ruiner à l'aise toutes nos manufactures. On a vu que tous les droits à payer avaient été consentis à la valeur. Que firent les Anglais? Ils déclarèrent les marchandises si fort au-dessous de leur valeur, qu'ils arrivèrent, dans nombre de cas, à réduire en fait les droits à trois pour cent.

Boyetet, alors directeur général du commerce, va plus loin : « Les Anglais, dit-il, apportent par les ports de « Dunkerque, Calais et Boulogne, et par ceux du Havre, « Rouen et Bordeaux, des quantités immenses de marchandises de toutes espèces, dont ils ont inondé Paris et « les provinces, où ils se répandent et établissent des magasins, au point qu'elles regorgent partout, et qu'ils les « donnent à très-bas prix, et au dessous même de ceux « auxquels les spéculateurs français qui en ont fait acheter « en Angleterre peuvent les donner sans y perdre; ce « qui porterait à juger qu'ils sont aidés sourdement par « leur gouvernement. On sait que c'est sa méthode pour « écraser l'industrie des pays dans lesquels il se procure « l'admission de ses marchandises. » Aussi qu'arriva-t-il? qu'en Normandie, par exemple, en 1792, au moment où le traité fut rompu, les fabricants avaient en magasin

<sup>1</sup> *Observations de la Chambre du commerce de Normandie*, p. 69. Voyez aussi Dupont de Nemours, dans sa *Lettre* en réponse à ces *Observations*.

tout leur avoir converti en marchandises qu'ils ne pouvaient vendre même à perte ; jusqu'aux toiles d'emballage, disent les écrits du temps, parce que n'y ayant rien à expédier, personne n'en demandait.

Cependant, quand la fabrique chôme et que le magasin se ferme, ce ne sont pas seulement les fabricants et les marchands qui souffrent, ce sont les ouvriers. Qu'advint-il des ouvriers en 1786 ? Le gouvernement fut obligé, pour les empêcher de mourir de faim, d'ouvrir, sur la demande des chambres de commerce, des *ateliers* qui furent dits *de charité* ; d'ordonner des travaux de terrassements et de remuements de terre de tout genre ; de consacrer, par exemple, un crédit considérable aux travaux du canal de la Somme et d'employer à le creuser les tisserands et filateurs normands, picards et champenois, que le traité avait jetés sur le pavé, sans pain <sup>1</sup> !

Mais bientôt un cri de fureur s'éleva de tous les points de la France contre le gouvernement auteur de tant de misère.

Dupont (de Nemours), doué de cette béatitude de satisfaction de soi-même qui sauve les utopistes de tout reproche de conscience, écrivait intrépidement mémoires sur mémoires au milieu de ces ruines, en grande partie son ouvrage. Il assurait que le traité était bon, que la mauvaise foi des Anglais <sup>2</sup> seule le rendait momentanément douloureux, et que bien certainement, quand l'instruction professionnelle serait répandue dans le pays, ce à quoi le gou-

<sup>1</sup> Voyez l'*Enquête* de 1834, p. 378 et suiv.

<sup>2</sup> Dans sa *Lettre à la chambre du commerce de Normandie* (1788), Note VIII<sup>e</sup>, *Sur les mauvaises interprétations données, en Angleterre, à quelques articles du Traité.*

vernement et lui allaient s'employer activement, on verrait qu'ils avaient merveilleusement négocié; il allait enfin jusqu'à dire que l'industrie indigène recevrait, en définitive, une excitation salutaire de la concurrence britannique!

La Chambre de commerce de Normandie, qui venait de voter des fonds pour occuper les tisserands ruinés de Rouen à creuser les fossés de la ville, bondit à la lecture de ces simplicités. Les Etats généraux étaient à la veille de se rassembler. Elle leur envoya un mémoire<sup>1</sup> qu'aujourd'hui encore on ne lit pas sans indignation ni pitié, et où, après avoir fait la peinture de l'état de ruine où le traité de 1786 avait réduit les manufactures d'une des plus belles provinces du royaume, elle adressait au gouvernement et à son prodigieux conseiller ces paroles qui, par leur énergie, donneront la mesure des sentiments que le traité de 1786 inspirait à la nation : « .., C'est une  
« cruelle et insultante excuse de dire que cette invasion  
« de produits étrangers donnera à notre industrie une  
« émulation dont elle avait besoin... Il est vraisemblable,  
« prétendent les partisans du traité, que sans lui nous  
« essuierions et nous serions forcés de rendre de fâcheuses  
« hostilités, dont le terme serait impossible à prévoir. Loin  
« de tout cœur français le désir de cette scandaleuse et sa-  
« crilège compensation. La guerre (cependant) n'est qu'un  
« fléau passager, qui réveille même l'esprit patriotique et  
« l'énergie de la nation; mais un tribut payé par la lâcheté  
« ou l'ignorance, pour obtenir la paix, minerait sourde-  
« ment notre industrie, notre marine, et en avilissant la

<sup>1</sup> *Observations de la chambre du commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.*

« génération actuelle, ne préparerait pour la génération fu-  
« ture que l'inertie , la misère , l'esprit de servitude et de  
« dégradation. » Et plus loin : « C'est donc ainsi que les  
« Anglais ont fait dépérir l'agriculture, la navigation ,  
« l'industrie et la population du Portugal ! Lorsque nous  
« réfléchissons sur la similitude que peuvent avoir en  
« France les effets de son traité avec ceux du traité de  
« Méthuen, nous restons plus que persuadés que celui qui  
« écrit sur les matières d'administration, quelque assuré  
« qu'il soit, ou qu'il se croie, de la bonté de ses principes,  
« doit se sentir investi d'une sorte de terreur, lorsqu'il songe  
« qu'une conséquence mal tirée , qu'un conseil hasardé ,  
« qu'une fausse mesure , qu'une méprise, une négligence,  
« une erreur, peuvent faire du mal à vingt mille hommes,  
« au lieu du bien qu'on se proposait. Puissent ceux que la  
« nation va honorer de son choix et députer à l'auguste  
« assemblée de ses représentants être pénétrés de cette  
« terreur salutaire ! Puissent-ils écarter les séductions et  
« l'impérieuse doctrine de ces écrivains qui, condamnés  
« par le défaut d'expérience et par un esprit de secte à  
« des erreurs continuelles, sont néanmoins appelés ou con-  
« sultés sur des matières où la moindre erreur peut occa-  
« sionner les plus grands maux ! Puissions-nous, enfin ,  
« reconnaître que si les éléments de la science du com-  
« merce, si perfectionnée en Angleterre, ne sont pas même  
« posés en France, nous devons l'imputer à la prodigieuse  
« différence qui sépare une décision dictée par des gens  
« instruits par l'expérience, qui traitent leurs propres af-  
« faires, et celles que commandent l'esprit fiscal, les in-  
« térêts particuliers, ou qu'entraîne une théorie bril-  
« lante!... »

C'est ainsi que retombaient en malédictions sur la tête de l'imprudent gouvernement, qui avait préféré les suggestions de l'esprit d'utopie aux conseils de l'expérience, les désastres que le traité de 1786 avait causés. La colère était dans tous les cœurs et sur toutes les lèvres. Le ministère, éperdu, cherchait en vain à s'excuser; sa criminelle étourderie était flagrante; il était constant qu'il avait refusé d'entendre jusqu'aux moindres observations préables des chambres de commerce; qu'il avait agi avec une légèreté sans exemple; que, mise en comparaison avec la politique anglaise, sa conduite faisait le plus cruel et le plus humiliant contraste; que la ruine d'une multitude de fabriques et la misère de milliers de familles étaient son œuvre; et qu'il n'avait, à la formidable protestation de la nation, frappée dans les éléments les plus nécessaires, non pas seulement de sa prospérité, mais de son travail, rien à opposer qu'un pitoyable aveu d'ignorance et d'insuffisance.

Faut-il armer l'histoire, et, joignant son jugement à la légitime indignation des contemporains, prononcer un arrêt sévère? A quoi bon? L'histoire fait justice aux gouvernements rien qu'en racontant leurs œuvres, et le simple récit des négociations et des conséquences du traité de 1786 est par lui-même assez vengeur.

Quelque chose de plus utile à tirer de ces souvenirs, c'est la leçon qu'ils renferment : elle est bien éloquente dans sa simplicité.

Deux gouvernements étaient en présence dans les négociations du traité de 1786, un gouvernement libre et un gouvernement absolu. Considérez, un moment, de quel poids avait été dans leur conduite réciproque la forme respective de leurs institutions.



L'un, le vainqueur, le gouvernement anglais, avait, dans les préliminaires du traité, été entouré de tous les renseignements, de toutes les lumières que l'intelligence et l'expérience d'une grande nation pouvaient mettre au service de la direction de sa conduite; pendant les négociations, il n'avait agi, d'une part, qu'éclairé par l'enquête préalable à laquelle il s'était livré, d'autre part que, contenu par cette pensée, que le traité aussitôt signé, il aurait publiquement à rendre compte à la nation assemblée de ses moindres prescriptions. Après les négociations, un débat solennel s'était ouvert, et la sanction définitive du traité n'avait été accordée par le peuple anglais qu'après un examen contradictoire où non-seulement l'esprit de critique, mais l'esprit d'opposition le plus systématique et le plus passionné, avait été libre de faire valoir à l'encontre jusqu'aux plus déraisonnables objections. Quelles garanties pour les intérêts de l'Angleterre! A chaque pas, ses institutions avaient soutenu sa conduite, préparé son triomphe et rendu, en tout cas, sa défaite impossible.

Regardez maintenant le gouvernement français.

En sa qualité de gouvernement absolu, il n'était tenu à consulter personne que qui il lui plaisait, il agissait sans contrôle et sans responsabilité. Qu'arrive-t-il? Non-seulement il ne provoque point d'enquête; mais, quand on lui propose d'en ouvrir une, il éconduit l'honnête homme qui se fait l'organe de cette proposition. Un utopiste se présente pour lui tenir lieu de toute la nation, il suit jusqu'aux plus incroyables conseils de cet utopiste. La France tremblante attend l'arrêt de sa fortune publique de la décision d'un seul homme. Elle est déclarée, de

par son gouvernement, inepte à être consultée sur ses intérêts, inepte à en surveiller la conduite, inepte à donner ou à refuser son adhésion au traité, quel qu'il soit, dont le pain de ses ouvriers est l'enjeu. Elle ne peut rien prévenir, rien empêcher, rien conduire, et il lui faut tout supporter, jusqu'à la ruine !

Quand il n'y aurait dans l'histoire que ce seul exemple à prouver que le premier principe de l'économie industrielle et commerciale d'un peuple est le sacré et imprescriptible principe de la liberté politique, cet exemple ne suffirait-il pas ?

C'était le cri de la nation dès 1788. Vous venez de l'entendre par la bouche de la Chambre de commerce de Normandie : « Faisons nos affaires ! » Telle était la généreuse pensée qui enflammait tous les esprits. D'un bout de la France à l'autre retentissait ce cri : « Faisons nos affaires ! » qui tintait enfin, après huit siècles, l'agonie du despotisme.

La royauté, éperdue sous le flot montant de l'indignation populaire, essayait, mais en vain, de tenir encore. La déplorable faiblesse de Louis XVI portait ses fruits. Ses ministres, comme lui, semblaient pris de vertige. Ils reconnaissaient tous, enfin, combien la grande honnêteté de Turgot avait jugé juste. Ils offraient des concessions. De Calonne convoquait les notables, et parlait de la suppression des privilèges. La nation la refusait avec mépris de sa main. Brienne essayait d'être plus heureux ; à peine avait-il paru, que le pied lui glissait dans le déficit creusé par de Calonne. Enfin, une voix cria : *les Etats généraux !* A l'instant la nation répéta en chœur immense : *les Etats généraux ! les Etats généraux !*

Il n'y avait plus que ce port de salut qui fût ouvert à tout le monde. On rappela Necker, qui se flatta, que n'était-il capable d'y réussir ! d'y faire également jeter l'ancre à la société et à la monarchie ; et enfin, le 5 mai 1789, s'ouvrirent les immortelles assises de l'Assemblée constituante.

---

## LIVRE VII.

## LA RÉVOLUTION, LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

Ouverture des États généraux. — Généreuse grandeur du mouvement de l'esprit public à cette époque. — Cahiers du tiers État. — Les États se déclarent Assemblée constituante. — Nuit du 4 août. — Travaux de l'Assemblée. — Suppression des corporations et des douanes intérieures. — Tarif de 1791 : caractère de ce tarif. — La Constituante proclame le principe de la sanction législative des traités. — Assemblée législative. — La Convention. — Situation économique de la France pendant la Terreur. — Retour d'Égypte. — Tableau de l'état moral de la France à ce moment. — Paroles du général Bonaparte. — Nos pères se donnent à lui : pourquoi. — Désordre de la France à l'avènement du Premier Consul. — État des finances. — Le Premier Consul, aidé de M. Gaudin, les relève. — Lettre de Napoléon au roi d'Angleterre pour en obtenir la paix. — Refus de l'Angleterre : ses motifs. — Marengo : traité de Lunéville. — Paix d'Amiens ; ce qu'y gagnaient les Anglais : comment leur aristocratie l'accueillit. — Activité prodigieuse du Premier Consul. — Traités divers. — Rétablissement de la sécurité. — Impulsion donnée aux travaux publics. — Le Premier Consul interroge les Chambres de commerce. — Il provoque une Exposition de l'Industrie. — Ce que révèle cette Exposition. — Fox la visite : ce qu'il en dit. — Projets et travaux du Premier Consul pour relever notre marine et nos colonies. — Expédition de Saint-Domingue. — Rachat de la Louisiane. — Négociations pour l'acquisition des Florides. — Jalousie de l'Angleterre au spectacle de la renaissance de la France. — Le ministre Addington demande un nouveau traité de 1786. — Patriotique colère du Premier Consul. — Dépêche de M. de Talleyrand. — Issue fatale de l'expédition de Saint-

Domingue. — Cession de la Louisiane aux États-Unis : négociations à ce sujet. — Débats du Parlement anglais à la veille de la reprise des hostilités. — La guerre recommence. — Brigandage maritime de l'Angleterre. — Comment le Premier Consul y répond. — Napoléon devient empereur : Pitt rentre au ministère. — Exactions des Anglais contre les neutres ; représailles de Napoléon. — Préparatifs de l'expédition de Boulogne. — Troisième coalition : Austerlitz et Trafalgar. — Nouvelle lettre de Napoléon au roi d'Angleterre. — Singulière réponse de Pitt. — Napoléon transporte la guerre sur le terrain économique. — Décret sur les fils et tissus de coton. — Alarme à Londres. — Mort de Pitt. — Ministère de Fox : ses bonnes dispositions envers la France. — Quelles notes échangea avec lui M. de Talleyrand : vrai motif de la rupture de la paix d'Amiens. — Propositions extraordinaires de Napoléon à l'Angleterre. — Mort de Fox. — L'école de Pitt rentre aux affaires. — Campagne de Prusse. — Pirateries des Anglais : leurs exactions envers les États-Unis. — Ils bloquent nos ports et nos colonies sur le papier. — Réponse de Napoléon. — Décret de Berlin. — Message du Sénat. — Paix de Tilsitt. — Adhésion de la Russie au décret de Berlin. — Nouvelles violences des Anglais. — Décret de Milan. — Blocus continental. — L'Europe entière y adhère. — Grand caractère de cet acte. — Épouvante et péril de l'Angleterre. — Activité de Napoléon. — Situation de la France en 1807. — Quelles privations le blocus continental coûta à la France et quels désordres il entraîna. — Comment Napoléon travailla à adoucir les unes et à prévenir les autres. — Jugement à ce sujet. — Influence admirable du blocus sur le progrès économique de la France. — Progrès de l'agriculture. — Élan de l'industrie. — *Omnis fert omnia tellus*. — Développement de l'industrie du coton. — Invention de la filature mécanique du lin. — Prospérité de la soierie et de la draperie. — Essor de la chimie. — Elle supplée aux produits du Nouveau-Monde. — Énumération de ses principales découvertes en ce genre. — Histoire du sucre indigène : décret de 1812. — Progrès d'industries diverses. — Travaux de la métallurgie. — Tableau comparé du commerce et de la fortune de la France en 1788 et en 1812. — Détresse de l'Angleterre à la fin de 1811. — Elle est à la veille de se rendre : les fautes de Napoléon la sauvent ; comment. — Quel nouvel homme s'était fait en l'Empereur depuis Tilsitt. — Comment et pourquoi le blocus continental était devenu odieux à l'Europe. — Ukase du czar. — Campagne de Russie. — Chute de l'Empire. — Caractère général de cette époque.

« Il n'est point arrivé de grand changement, dit Bossuet, qui n'ait eu ses causes dans les siècles précé-

« dents... C'est pourquoi tous ceux qui gouvernent se « sentent assujettis à une force majeure... Ils ne sont pas « les maîtres des dispositions que les siècles passés ont « mises dans les affaires... » Cette maxime est également vraie à toutes les époques et dans toutes les situations de l'histoire; mais jamais peut-être sa vérité n'avait mieux été faite pour frapper les esprits que dans cette journée, à jamais mémorable, du mois de mai 1789, où se fit, à Versailles, l'ouverture des États généraux.

La pesée des événements passés sur la marche des esprits et des choses était immense. Le régime féodal tout entier avec ses huit cents ans d'exactions augmentait, de tout le poids des haines séculaires qu'il avait accumulées, la puissance d'impulsion de la révolution. Le passé poussait le présent avec une force irrésistible. Les dispositions mises dans les affaires par les siècles antérieurs, comme dit Bossuet, non-seulement étaient inévitables, mais elles étaient les maîtresses des événements aussi bien que des volontés. Le dix-huitième siècle avait instruit le procès de la féodalité : l'arrêt rendu contre elle de toute éternité dans le ciel était promulgué sur la terre. L'énorme constitution sociale, qui avait écrasé si longtemps le génie de la nation, était à bout : le soleil de la liberté se levait enfin sur la France.

Immortelle Assemblée ! le souvenir du noble et pur enthousiasme qui vous anima, après soixante ans de hasards, nous transporte encore aujourd'hui. Nous n'avons fait que la traverser cette terre promise que vous nous aviez ouverte et où nous nous croyions établis pour tou-

<sup>1</sup> Discours sur l'histoire universelle, troisième partie, chapitres II et VIII.

jours; mais cela ne fait que doubler encore la reconnaissance des âmes fières pour vos souffrances, votre courage, vos vertus et vos travaux. Il est des traditions que rien n'éteint, des exemples que rien n'efface, des conquêtes que rien ne prescrit.

Les Etats généraux s'assemblèrent donc à Versailles, le 5 mai 1789. Chacun des trois ordres apportait avec lui des cahiers; mais une différence fondamentale distinguait ceux du clergé et de la noblesse de ceux du tiers État, c'est-à-dire, en d'autres termes, comme celui-ci l'allait bientôt proclamer lui-même, de toute la nation, moins quelques individus. Les cahiers du clergé et de la noblesse, en effet, demandaient, à peu de chose près, la continuation des privilèges et des abus, et les cahiers de la nation leur fin.

Il est inutile de rouvrir les archives où les classes privilégiées avaient déposé l'expression suprême de leurs tristes vœux : la miséricorde de l'histoire est de les oublier.

Mais les cahiers du tiers État ont une autre valeur. En matière civile, économique et politique, ils nous apparaissent aujourd'hui comme les conclusions de l'histoire de France; et, à quelques erreurs près, dont le petit nombre seul est fait pour étonner, les vœux qu'ils expriment étaient ceux qu'eût formulés l'esprit de la civilisation lui-même, si, apparaissant au milieu de l'immortelle assistance, il eût pris un corps et une voix.

Ceux de ces vœux qui touchent à l'histoire de notre politique commerciale, proprement dite, doivent et peuvent seuls occuper ici notre attention.

Le caractère d'élévation et de généralité dont ils sont empreints est le même que celui qui distingue les autres

parties des cahiers. Il n'en est pas un qui n'ait mérité, ou qui ne mérite de prendre définitivement place, un jour, parmi les principes de l'administration de notre fortune publique.

Les cahiers demandaient l'abolition radicale de tous les prétendus droits féodaux, de la qualité de serf, des juridictions seigneuriales, des droits exclusifs de chasse, de colombiers, de garennes, de four, de péages, etc. ; le rachat de la dîme ; l'égalité des impôts ; la suppression de la vénalité des offices ; la liberté du travail, par la mise à néant des corporations, maîtrises, jurandes et règlements ; la destruction de tous les privilèges de villes et de provinces, douanes intérieures, etc. ; l'institution d'un ministère et d'un conseil général du commerce ; l'établissement de Chambres de commerce dans les principales villes ; la rédaction d'un Code du commerce et de l'agriculture ; l'institution d'une Banque nationale ; l'égalité des mœurs marchande et militaire ; l'adoption de tarifs de douanes frontières bien entendus, qui protégeassent efficacement les manufactures nationales et le travail des ouvriers indigènes contre l'étranger ; l'examen par les Etats généraux des traités de commerce existants, pour en juger et en faire connaître les résultats ; et enfin, la proclamation en principe de la nullité de tous traités de commerce à conclure ultérieurement, sur les bases de négociation desquels les Chambres de commerce intéressées n'auraient pas été au préalable consultées, et au texte, toujours provisoire, desquels, les Etats généraux, après discussion publique et contradictoire, n'auraient pas donné leur sanction <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voyez Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. I, p. 322 et suiv.



C'était, comme on voit, tout un code, et admirablement conçu, des droits essentiels de la nation, en matière d'économie publique.

D'où venaient cette étendue et cette justesse de conception? Comment se fait-il qu'aujourd'hui nous n'ayons pas un mot à ajouter à ce programme des vœux économiques de nos pères? La raison en est simple : c'est que ces vœux n'étaient pas des fantaisies de livres, ni d'écoles; c'est qu'ils étaient sortis un à un, du premier au dernier, depuis l'abolition de la qualité de serf jusqu'à celle de l'omnipotence du gouvernement en matière de diplomatie commerciale, du sentiment séculaire du besoin qu'a, en toute matière, un grand peuple, de libertés et de garanties publiques; c'est que l'expérience des âges avait, pièce à pièce, démontré que le vieux régime de la féodalité et de la monarchie absolue était, dans toutes ses parties, funeste à la sécurité et au progrès de la richesse comme de la puissance nationale; c'est que c'étaient moins nos pères, en 1789, qui demandaient ces grandes réformes, que l'expérience des temps, si l'on peut ainsi dire, qui les demandait par leur bouche; c'est qu'enfin ils parlaient, eux, non pas d'après de vaines théories, mais d'après l'épreuve de désordres, quand ce n'était de martyres, dont ils avaient été ou les témoins ou les victimes!

Mais comment faire subir à la société l'amputation nécessaire de tant d'abus? Était-il possible, après les déplorables témoignages d'indécision et d'impuissance que, de Turgot à Brienne, avait donnés la monarchie, de lui confier un tel ouvrage? Et quant aux classes privilégiées, leurs cahiers ne venaient-ils pas de démontrer une fois de plus leur aveugle attachement au passé? Il n'y avait donc qu'un parti

à prendre pour le tiers Etat. Il était la nation même, à quelques personnes privilégiées près. Il n'avait qu'à proclamer ce grand fait, et, s'armant de l'imprescriptible et incontestable droit qu'il lui donnait, à s'emparer du pouvoir et à se mettre à accomplir une réorganisation civile, économique et politique de la société, qui n'était légitime, sûre, ni possible, que par les mains de cette société même.

C'est à leur honneur, vous le savez, ce que nos pères firent, le 20 juin, dans l'impérissable séance qui vit le serment du Jeu de Paume.

L'Assemblée constituante une fois établie, son œuvre consistait à transformer les vœux des cahiers en lois de l'Etat : elle commença cette œuvre sur-le-champ.

Mais, parmi ces vœux, il en était de deux sortes : les uns négatifs, qui n'appelaient qu'une proclamation publique de la déchéance d'intolérables abus, c'est-à-dire de tous les privilèges directs ou indirects qui constituaient le régime féodal : cette tâche était simple, d'un mot l'Assemblée pouvait l'accomplir ; mais l'autre partie des vœux de la nation, tous ceux qui demandaient la création d'institutions nouvelles, comme l'unité commerciale du territoire, la rédaction d'un tarif protecteur, etc., tout cela exigeait une délibération plus lente. De là, deux phases dans la vie parlementaire de la Constituante : l'une, où elle détruit les abus ; l'autre, où, sur leurs ruines, elle édifie l'état de société nouveau.

Une nuit en finit en principe avec les privilèges : ce fut la nuit du 4 août.

On sait quel spectacle donnèrent, dans cette séance, les classes privilégiées. Le monde d'abus où et dont elles

avaient vécu tant de siècles s'effondrait sous leurs pieds. A la seule nouvelle des résistances que rencontrait le tiers Etat à faire reconnaître les titres de l'affranchissement public, les provinces s'étaient soulevées, les villages s'étaient rués, la torche à la main, sur les châteaux, encore quelques jours et la jacquerie était universelle. C'est dans ces circonstances que la noblesse, se donnant l'honneur de devancer en cela le clergé, vint apporter sur l'autel de la patrie, comme on disait dans le langage du temps, la renonciation à tous ses prétendus droits, et offrir d'elle-même l'abolition de la servitude, de la main-morte, des juridictions seigneuriales, du droit exclusif de chasse, des pensions obtenues sans titres, l'égalité de tous les citoyens et de toutes les propriétés devant l'impôt, le rachat de la dîme, etc.

A Dieu ne plaise que nous prétendions nier l'émotion sincère de parole comme de pensée qui, dans cette nuit célèbre, anima le vicomte de Noailles, le duc d'Aiguillon, le marquis de Foucault et tous ceux qu'ils entraînent. Mais l'histoire, en leur donnant acte de la noblesse de sentiment et de langage avec laquelle ils effectuèrent cette rentrée publique de leur ordre dans le sein, non pas seulement de la nation, mais de la morale universelle, s'abaisserait et les abaisserait eux-mêmes, en ajoutant une seule parole d'éloge à leur conduite. La noblesse laïque et ecclésiastique, en 1789, n'a point fait de sacrifices à l'Etat, comme on l'a quelquefois dit. Ses soi-disant droits n'étaient que d'abominables abus; et tous ceux qui, depuis le dixième siècle, avaient, de père en fils, profité de ces abus, n'avaient qu'une chose à faire dans la nuit du 4 août, c'était de demander pardon à Dieu et aux

hommes d'avoir si longtemps méconnu les droits de l'humanité.

Ce grand acte de justice sociale accompli, la Constituante, en matière économique, avait à procéder à l'exécution de quatre projets, dont le vœu se trouvait dans tous les cahiers du tiers État, et l'esprit dans l'âme de tous ses membres : l'établissement définitif de la liberté du travail ; la réunion de toutes les provinces sous un seul et même régime commercial ; la rédaction d'un tarif de douanes qui protégeât la France, désormais réunie en un seul corps de nation, contre les peuples étrangers ; enfin, l'organisation d'un système de gouvernement qui mît la nation elle-même en possession de son inaliénable et imprescriptible droit de surveiller la gestion de ses intérêts agricoles, industriels, maritimes et commerciaux.

La question de la liberté du travail était, en France, à l'époque de la convocation des États généraux, irrévocablement vidée.

Turgot, dans le préambule de son célèbre édit, avait instruit le procès des règlements et des corporations de manière, à cet égard, à ne plus laisser rien à dire à personne. Il n'avait réussi à les supprimer qu'un moment, comme nous avons vu ; et bientôt les imperfections de détail de son édit, toutes réparables qu'elles fussent, avaient été, pour les partisans des privilèges, un prétexte à les faire rétablir. Il n'avait pas pris, avait-on dit dans son temps, les mesures préalables nécessaires pour assurer aux communautés le remboursement des créances qu'elles avaient sur le Trésor, il n'avait pas liquidé la finance des offices, il avait alarmé les nombreux créanciers des corporations, en n'expliquant pas d'une manière suffisamment nette par

quels voies et moyens ils seraient désintéressés <sup>1</sup>, et cette clameur avait fait tomber son œuvre. Mais, en 1791, ces considérations respectables, mais secondaires, étaient trop faibles pour balancer l'immense et légitime désir de réformes qui enflammait l'esprit public.

La Constituante, agissant révolutionnairement, et déterminée à assurer avant tout, et coûte que coûte, un grand principe de liberté publique, ferma les yeux sur les engagements du Trésor et sur les droits de quelques particuliers, quelque sacrés qu'ils fussent, et elle proclama la suppression pure et simple des règlements, maîtrises, corporations, jurandes et offices d'inspection industriels de tout genre. Bien plus, elle ne se contenta pas d'inscrire le principe de cette vaste réforme dans un décret spécial. Elle avait dit, dans son immortelle *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, que les distinctions sociales ne pouvaient être fondées que sur l'utilité commune, que la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui, et que la loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société : la conservation du régime féodal de l'industrie eût été une contradiction monstrueuse à ces principes, la Constituante le sentit, et, pour qu'il n'y eût pas d'équivoque, elle répéta dans le préambule de sa constitution : « Il n'y a plus ni jurandes ni corporations. »

A-t-elle bien fait de procéder de la sorte ? Devant l'histoire cela ne fait pas l'ombre d'un doute : « *Salus libertatis supra lex esto.* »

<sup>1</sup> Il est remarquable que Chaptal, en 1819 (*De l'Industrie*, t. II, p. 340), tout adversaire, bien entendu, qu'il fût des corporations, ait reproduit et appuyé ces critiques de l'édit de Turgot. Il semble pourtant que les articles 20, 22 et 23 de l'édit avaient pourvu à toutes les difficultés.

Mais, en proclamant l'inaliénable droit de tout homme à la propriété de son génie et de ses bras, en faisant de la libre et absolue concurrence entre les individus la seule et unique loi du travail, la Constituante a-t-elle énoncé le seul principe qui doive régir cette délicate et redoutable matière? Quant à nous, à une réserve près, nous le croyons.

La réserve dont nous voulons parler avait été inscrite dans les cahiers du tiers État qui avaient demandé une loi sur l'apprentissage et sur la condition des enfants et des femmes dans les manufactures.

L'Etat est le tuteur naturel et légal de tous les mineurs de la société ; et nous croyons que non-seulement c'est son droit, mais son devoir, quoiqu'en principe rigoureux cela blesse la liberté, d'intervenir en faveur des femmes et des enfants dans tous les ateliers d'industrie. Mais au delà, la Constituante a bien fait, à notre sens, de s'en tenir au pur principe.

Il est dur ce principe, assurément ; et ce n'est pas une tendre mère, nous l'avons de reste vu à l'épreuve depuis soixante ans, que la concurrence individuelle. Mais l'ouvrier était-il plus heureux sous le régime des corporations ? Non ; et de plus, il était opprimé.

Cependant, diront quelques personnes, n'y a-t-il donc rien de bon dans le régime de l'association du travail aussi bien que dans celui de sa division et de sa concurrence ? Oui ; il y a du bon dans le principe de l'association du travail ; mais à une condition, c'est que cette association sera libre, c'est que l'Etat laissera toujours les individus, sous la seule garantie du droit commun, libres, entièrement libres, à jamais libres de former, de continuer et de rompre leurs associations, à leur unique et absolue volonté : au delà,

et la Constituante, ses délibérations en témoignent l'a sagement vu, au delà, disons-nous, on rentre dans un régime de réglementation, qui fatalement mène, en matière d'industrie, aux procédés et aux conséquences d'une véritable inquisition.

La liberté du travail proclamée, il ne suffisait pas, pour en assurer l'exercice, de détruire les corporations, il fallait, pour compléter l'œuvre, abolir les douanes intérieures, et avec elles tous les privilèges commerciaux de provinces, de villes, etc. Il fallait réaliser enfin le grand dessein de Colbert : constituer l'unité économique de la France.

La Constituante procéda en cette matière avec la même décision d'esprit qu'elle avait montrée au sujet des corporations.

Ce n'était pas, loin de là, qu'elle eût ici peu de répugnances et de contradictions à vaincre. Ainsi, l'Alsace, dans les cahiers qu'elle avait remis à ses députés, leur avait formellement enjoint de lui conserver sa position actuelle de province réputée étrangère, de combattre tout projet de reculer les douanes jusqu'au Rhin, parce que, disait-elle, toutes ses habitudes commerciales étaient en Allemagne et que sa réunion économique à la France la ruinerait. Elle ne consentait qu'à une seule chose, c'était à faire avec le reste de la nation un traité de commerce qui facilitât l'introduction de ses produits sur le reste du territoire national. A un autre bout de l'horizon, la Bretagne avait déclaré qu'elle n'entendait rien céder de son privilège de pays d'Etats, et un de ses députés dit formellement à la Constituante que sa province ne consentirait pas à perdre des privilèges « plus anciens, dans l'Armorique, que l'établissement des Francs dans les Gau-

« les <sup>1</sup>. » Mais ces résistances n'eurent qu'un effet sur l'esprit des Constituants, ce fut de leur persuader d'en finir une fois pour toutes, et si radicalement que la postérité n'eût plus rien à faire, en ce genre, avec l'esprit provincial.

Ils se firent faire un rapport sur la matière par un député de Lyon <sup>2</sup>, qui avait vu de près, dans les exactions de la douane de Valence, ce que c'était qu'une *traite* provinciale, comme on disait alors. Le rapport constata que les droits intérieurs dont quelques-uns, comme le *liard du baron*, le *denier Saint-André*, le *thoulieu* de Lorraine, etc., remontaient à la nuit des premiers temps féodaux, étaient au nombre de trente-cinq; d'un seul coup et sans opposition au scrutin, la Constituante les abolit. Elle ne s'en tint pas là; et, voulant achever enfin la grande œuvre de l'unité territoriale du royaume, elle reconstitua sa division administrative, et, grâce aux lumières réunies de Thouret, Talleyrand, Siéyès et Mirabeau, elle créa les départements.

Restaient deux grandes mesures à prendre : établir les principes de la politique commerciale de la France dans ses rapports avec les nations étrangères ; et décider à qui appartiendrait, en matière de traité de commerce, le pouvoir souverain.

Les cahiers s'étaient expliqués de la manière la plus nette sur le principe qui devait servir de base à notre politique commerciale; ils avaient été unanimes à demander un régime sagement conçu de protection. Les merveilles opérées autrefois par Colbert, grâce à ce régime, étaient populaires dans toute la France. Les objections imprévues qu'avait

<sup>1</sup> Séance de la Constituante du 5 novembre 1789.

<sup>2</sup> Voyez le *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XXVIII.



subies ce régime, de la part de la triste école de Quesnay, avaient été, étaient encore tous les jours, réfutées d'une si cruelle et si foudroyante manière par les conséquences du traité de 1786, que ce n'était qu'un cri en France alors, en faveur du principe de la protection.

Mais les cahiers avaient été plus loin. Celui de la ville de Paris notamment, qui comprenait tout un chapitre consacré à la matière spéciale du commerce, était entré dans un assez-grand détail sur la manière dont le tiers Etat entendait que le régime de la protection, sur le principe duquel tout le monde était d'accord, fût organisé.

Il demandait : 1°, qu'en même temps que les produits des fabriques étrangères seraient frappés d'un droit à l'entrée, les marchandises nationales exportées à l'étranger fussent affranchies de tout droit à la sortie ; et même, que la loi, lorsqu'il serait nécessaire, accordât des primes à l'exportation ; 2°, que la sortie hors du royaume des matières premières propres aux manufactures indigènes fût prohibée, et que les mêmes matières premières venant de l'étranger, sauf la tourbe et le charbon de terre, dont la disette croissante des bois devait porter à encourager l'exploitation, que ces matières premières, disons-nous, entrassent exemptes de droits.

Ce système était mêlé de vues très-sages et d'opinions très-fausSES : bon et mauvais, ce fut lui, en définitive, qui prévalut dans l'Assemblée.

Elle fut unanime sur le principe de la protection, et son Comité de l'agriculture et du commerce <sup>1</sup>, dans un rapport qu'on lit aujourd'hui encore avec fruit et intérêt, démon-

<sup>1</sup> *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XLIV.

tra péremptoirement l'excellence de ce principe. Il fit voir que le traité de 1786 avait surabondamment prouvé la dangereuse inanité de l'utopie du *laissez faire* et du *laissez passer* ; que la richesse toujours croissante de l'Angleterre était un témoignage éclatant de l'utilité du système des tarifs, que c'était de Colbert seulement que datait, en France, la prospérité de l'industrie, que sans douanes protectrices le travail de l'ouvrier indigène ne pouvait être assuré, etc., etc. Il n'y eut qu'une voix sur ce point dans la Constituante, et il fut établi en principe que le régime économique de la nation serait le régime protecteur.

Mais sur quel pied organiser ce régime ? La Constituante, répudiant en cela les vœux mal conçus des cahiers, aurait dû consulter d'une vue plus générale qu'elle ne fit l'intérêt commun et indivisible de toutes les branches de la fortune publique.

Les cahiers lui demandaient de protéger l'industrie indigène, en établissant des droits à l'entrée des produits similaires des manufactures étrangères, en affranchissant les marchandises fabriquées nationales de tout droit à la sortie du royaume, et en encourageant même leur exportation par des primes : elle fit tout cela, et fit bien ; elle protégeait ainsi le producteur et l'ouvrier indigène, elle augmentait le capital et les ressources du travail national, elle était dans la voie des saines doctrines économiques.

Mais pourquoi se départir en même temps de ces doctrines, en laissant entrer en franchise les denrées ou matières premières similaires, le charbon de terre excepté, des nations étrangères ? Pourquoi aussi, dans le temps même que l'on accordait des primes à l'exportation des produits fabriqués, prohiber celle des matières premières

indigènes? Pourquoi laisser entrer sans droits les bestiaux, les fers en gueuses, les laines brutes de l'étranger, et prohiber, par exemple, la sortie de nos soies gréges? C'était strictement le vœu des cahiers; mais les cahiers avaient commis en cela de grosses erreurs économiques, dont l'Assemblée aurait dû se garder.

Pourquoi d'abord protéger l'industrie et ne pas protéger l'agriculture? A quel titre les bonnetiers sont-ils plus intéressants pour l'Etat que les éleveurs de bestiaux? La richesse des cultivateurs est aussi précieuse à la nation que celle des industriels, et il n'y a aucune espèce de raison de négliger l'une quand on protège l'autre.

Mais, bien plus, la Constituante ne se borna pas, dans son tarif, à protéger exclusivement l'industrie; elle la protégea encore, ce qui était aussi mal conçu que possible, au détriment de l'agriculture.

Les fabricants de draps et les maîtres de forges n'avaient pas seulement raisonné d'une manière très-injuste, quand ils avaient demandé à la Constituante, dans le même temps qu'elle protégeait leur industrie, de prohiber la sortie des matières premières indigènes et de laisser entrer librement les mêmes matières venant de l'étranger; ils avaient encore, dans l'intérêt de l'État et dans le leur même bien entendu, raisonné tout à fait faux. L'injustice était flagrante, et nous venons de la relever. Quant à l'erreur, elle ne l'était pas moins. Prohiber la sortie des matières premières indigènes, c'est en décourager gratuitement la culture ou l'exploitation. Cela est surtout vrai des matières indéfiniment reproductibles comme la laine, ou dont la masse d'existence est telle, qu'il n'y a pas de crainte de l'épuiser, comme certains minerais. Empêcher nos laines

brutes et nos minerais de sortir, c'était frapper de langueur nos champs et nos mines. Quant à l'entrée libre, dans un tel système, des matières premières étrangères elle ne pouvait avoir après un certain temps qu'un effet, c'était de ruiner absolument la production indigène. Mais quelle aurait été la conséquence finale de tout cela, pour nos industriels eux-mêmes, le tarif de 1791 durant plusieurs années? Ç'aurait été que bientôt l'étranger, après avoir ruiné notre élève du mouton et nos exploitations de mines, aurait été seul maître de notre marché, et que nos industriels, au lieu d'avoir deux vendeurs concurrents de leurs matières premières, un vendeur indigène et un vendeur étranger, n'auraient plus eu devant eux que l'étranger, qui naturellement les aurait rançonnés.

On voit la grave erreur économique que commit la Constituante dans la rédaction de son tarif : elle sacrifia l'agriculture et l'exploitation des matières premières à l'industrie.

Sa politique en matière de construction de navires fut plus sagement conçue. Elle laissa l'entrée des bois étrangers libre, et elle prohiba l'achat de bâtiments de mer neufs ou vieux à l'étranger. Dans l'état contemporain de la France, cette politique était conforme aux nécessités comme aux principes. Des droits sur l'entrée des bois étrangers eussent médiocrement encouragé nos forêts ; et la production de celles-ci était notoirement insuffisante aux besoins de nos armements maritimes.

Tels furent les principes, bons et mauvais, du tarif de 1791 ; mais que faut-il penser de la quotité des droits de ce tarif?

L'école de Quesnay en a fait de grands éloges. C'était,

a dit cette école, un tarif *modéré*. Il ne contenait qu'un très-petit nombre de prohibitions. La plupart des droits qu'il édictait n'étaient que de 12 à 15 pour 100; tandis que depuis nous sommes tombés, nous écartant en cela du sage esprit de la Constituante, dans un luxe extraordinaire de droits prohibitifs.

En principe, nous avons déjà dit ce que nous pensions de ce mot de *modéré* appliqué à des tarifs. C'est une pure impropriété de langage. L'objet des tarifs est d'équilibrer les forces de production et de commerce de nations inégales : le taux des droits de ces tarifs ne doit pas être *modéré*, ce qui ici ne signifie rien du tout, mais *suffisant*, c'est-à-dire assez élevé pour parvenir à son but. Un petit droit suffit-il à cet usage? mettez un petit droit; mais faut-il un droit considérable, prohibitif, ou même une prohibition? allez jusqu'à la prohibition. Car de quoi s'agit-il? de protéger le producteur et l'ouvrier indigènes; or, pour que cette protection soit efficace, il faut qu'elle soit suffisante, autrement elle serait illusoire : cela, à ce qu'il semble, est clair comme le jour.

Mais, en fait d'ailleurs, la question de savoir si le tarif de 1791 était suffisant, est une question complexe, que l'école de Quesnay a résolue avec une grande précipitation de jugement. Elle n'a envisagé en effet, comme elle fait de toutes choses, le problème qu'en abstrait; mais ce ne sont pas des abstractions qu'il faut envisager en économie politique : les plus belles du monde sont mortes et vaines; ce qu'il faut considérer en cette matière, ne nous laissons pas de le répéter, ce sont les faits.

La Constituante adopta un tarif, dont les droits, en général, sauf un petit nombre de prohibitions, étaient très-

faibles ; c'est vrai. Mais d'abord il y a à dire, en explication de sa conduite, chose importante que l'école de Quesnay oublie, qu'au moment où elle délibérait, le traité de 1786 était en pleine vigueur et qu'il avait encore sept ans à courir. Si nos fabriques n'avaient pas été livrées à l'Angleterre par ce traité, les Constituants les lui auraient-ils livrées par leur tarif ? A la manière dont ils parlaient tous de la doctrine du *laissez faire* et du *laissez passer*, l'hypothèse est plus que douteuse. Ensuite, à quoi juge-t-on la bonté d'un tarif ? A l'épreuve. Or, s'il fallait recourir à l'expérience pour juger le tarif de 1791, elle ne serait rien moins qu'en sa faveur. Nous avons le chiffre comparé<sup>1</sup> des importations et des exportations de 1792. Les exportations ne s'élevèrent qu'à huit cent deux millions, tandis que les importations montèrent à tout près d'un milliard, ce qui fit une différence de cent à cent cinquante millions de francs de débit, au détriment des fabricants et ouvriers indigènes, et au profit des étrangers. Cela peut prouver que le tarif était excellent dans le système d'une école qui assure que plus une nation achète et moins elle vend, plus elle s'enrichit ; mais, au jugement de la raison, c'est tout le contraire.

Mais ces réflexions sont superflues ; et la question de savoir si les droits du tarif de 1791 étaient suffisants ou non, secondaire. Ce qu'il importe de constater dans la conduite de la Constituante, c'est, au milieu d'erreurs de pratique, que l'inexpérience bien naturelle et bien excusable de ses membres explique de reste, c'est, disons-nous, la

<sup>1</sup> Publié dans la *Statistique de la France*, volume du Commerce extérieur, Tableau A.

fermeté avec laquelle elle arbora le drapeau de la protection. Elle n'équivoqua, ne biaisa, ne balança pas un moment sur ce sujet. Le souvenir de Colbert et l'exemple de l'Angleterre, voilà ce qui inspira sa conduite; elle put errer dans l'application, mais là, comme partout, elle proclama nettement le principe.

Enfin, il s'agissait de décider à qui appartiendrait le pouvoir souverain, en matière de conclusion de traité de commerce.

Ni en principe, ni en fait, la question ne pouvait être douteuse au sein de la Constituante. Elle avait déclaré que la souveraineté résidait dans la nation. Il ne tombait pas sous le sens qu'elle pût accorder à la monarchie le droit de conclure des traités capables d'engager toute la fortune publique, sans donner à la nation celui d'examiner ces traités. En fait, la récente épreuve des négociations de 1786 avait montré de quoi est capable, en cette matière, un gouvernement qui n'a de compte à rendre de ses démarches qu'à la postérité. La Constituante n'hésita pas; et elle résolut la question avec autant de fermeté que de prudence. Elle laissa le roi libre de négocier avec les nations étrangères tous traités de paix, d'alliance et de commerce qui lui sembleraient utiles; mais elle déclara, par un article exprès de sa Constitution<sup>1</sup>, qu'il appartenait au Corps législatif de ratifier ces traités, et qu'aucun d'eux n'aurait d'effet que par cette ratification.

<sup>1</sup> Chap. III, sect. 1, art. 3, § 1. On remarquera que c'est l'application aux matières économiques du grand principe posé par Mirabeau, dans son discours sur le droit de paix et le droit de guerre : le pouvoir exécutif agit, le pouvoir législatif sanctionne. On sait que la constitution de 1791 n'avait établi qu'une seule Chambre. L'expression de la Constitution, le *Corps législatif*, ne doit donc s'entendre que de cette Chambre.

C'est la doctrine anglaise ; et ce doit être celle de tous les peuples qui tiennent en quelque manière à leur dignité et à leur sécurité.

Qu'un roi soit libre, sans contrôle, sans garantie, sans responsabilité, sans appel, de compromettre, comme l'avait fait Louis XVI, en 1786, tout ou partie de la fortune publique par un mauvais traité de commerce, c'est une théorie que l'école du *libre échange* avait pu soutenir, et Dupont (de Nemours) célébrer ; mais il n'est pas un cultivateur, un manufacturier, un armateur, un commerçant, un ouvrier, qui, dans une société soumise à un tel régime, ait le fruit de son travail assuré. Quand la liberté politique est établie, peu importe que les utopistes déclament. Au contraire, plus ils déclament, moins il y a de danger, parce qu'ils se font connaître et qu'il se rencontre toujours assez de gens de bon sens pour faire justice de leurs rêves. D'ailleurs, la tribune est là en dernier recours pour repousser un traité funeste ou un abaissement de tarif malencontreux. Mais, sous le pouvoir absolu, qu'arrive-t-il ? Vous l'avez vu. Dupont (de Nemours) est tout-puissant. Il a beau dire et imprimer des choses énormes, plus elles sont énormes, plus il semble, en vérité, qu'elles aient chance de prévaloir. Dupont (de Nemours) l'a dit : sa parole ne tient-elle pas lieu, pour la nation, de toute enquête préalable, de toute discussion contradictoire et de toute sanction législative ? La Constituante avait vu à l'œuvre ce que coûtait un tel régime, et elle voulut l'épargner à la postérité. Si sa volonté en cela n'est pas accomplie, si ce grand principe de 1789, de la sanction législative des traités, est absent de nos lois, et si la théorie de Dupont (de Nemours), que « la division des pou-



« voirs », en matière économique, comme en toute autre, « est une absurdité complète », a depuis prévalu, nos pères sont innocents; n'accusons que nous-mêmes et nos tristes folies : ils ont posé les assises de la liberté, c'était à leurs enfants à savoir élever sur ces assises un édifice qui fût à l'abri des inévitables et mérités retours de l'anarchie.

On peut maintenant embrasser l'ensemble des travaux économiques de la Constituante. A quelques erreurs de détail près, que l'expérience d'ailleurs eût bien vite réparées, on voit combien ces travaux sont admirables. L'immortelle Assemblée a établi tous les grands principes de la matière. Liberté absolue d'industrie, unité commerciale de l'Etat, protection efficace à la production et au travail national, garantie législative, enfin, de la bonne gestion, par le pouvoir exécutif, des intérêts de la fortune publique, ces fondements essentiels de l'économie politique de toute société civilisée, la Constituante, à son éternel honneur, les a tous professés et tous décrétés.

On peut, sur ces fondements, établir des constitutions d'Etat de bien des genres, et ces constitutions entre elles pourront, suivant les lieux, les circonstances et les temps, être inégalement bonnes; mais, avec ces larges bases d'appui, les sociétés dont ces constitutions seront la loi seront libres, et il ne dépendra que d'elles d'être prospères. Toute nation, au contraire, de la charte civile et politique de laquelle un ou plusieurs de ces principes seront absents, non-seulement, ce qui va seul, ne pourra pas se dire libre; mais, ne l'étant pas en effet, il sera interdit à son génie économique de prendre toute la puissance de développement dont il serait susceptible; car, sans liberté, il n'y a pas

plus d'avenir pour la civilisation d'un grand peuple qu'il n'y a de garantie pour sa fortune.

Etait-il possible à la Constituante, après avoir si fortement assis les bases de la liberté, de compléter son œuvre en construisant un édifice politique capable de préserver cette liberté des injures de l'anarchie et de la réaction du despotisme? Quelques-uns l'ont pensé; ils ont dit que tout le mal était venu de l'inexpérience des membres de la grande assemblée, en matière de constitution d'Etat; que s'ils n'étaient pas tombés dans l'erreur de la Chambre unique, si surtout, se défiant du piège que leur avait tendu Robespierre, ils ne s'étaient pas, dans une candeur généreuse et funeste, déclarés inéligibles au nouveau parlement, ils auraient, sans doute, rendu la France à toujours libre.

Pures illusions que détruit l'examen des faits.

La Constituante, toute nourrie de la lecture de l'*Esprit des Lois*, savait à merveille qu'il n'y a de gouvernement libre qu'un gouvernement où les pouvoirs se contrebalancent, et que toutes les fois que deux pouvoirs seulement sont en présence dans une société, ils ne sont pas en équilibre, mais en lutte. Mais pouvait-elle organiser une pairie, au lendemain du jour où elle avait décrété l'abolition de la noblesse? Et quand elle eût décrété cette pairie, la noblesse y eût-elle siégé? Elle était à Coblenz! Quant à la faute qu'elle commit de s'exclure elle-même des affaires de l'Etat, cette faute tout au plus précipita la Révolution; mais une autre conduite n'eût visiblement pas empêché celle-ci de suivre son cours. La société roulait presque irrésistiblement vers la Terreur, à la fin de septembre 1791. Que de prodiges n'eût-il pas fallu pour empêcher

cette épouvantable catastrophe, après l'émigration, les journées d'octobre, l'ouverture du club des Jacobins, la mort de Mirabeau, la fuite à Varennes, le champ de Mars, et déjà Pilnitz !

Fatalisme ! dira quelqu'un. Il n'y a point là de fatalisme. Il est des moments dans la vie des peuples où le passé mène le présent, et où les contemporains ne sont pas les maîtres « des dispositions que les siècles antérieurs ont mises dans les affaires. » Déjà, à l'ouverture des Etats généraux, il était bien tard pour sauver la monarchie et la liberté ; mais quand la Constituante se sépara, il n'était plus temps.

La Législative parut, simple instrument de transition, destinée à assister à l'histoire, sans parvenir un seul instant à la faire.

La situation, à tous les points de vue, était terrible. Au point de vue économique, on peut dire littéralement qu'elle était perdue. Les Constituants, avec une majesté de courage qui est le plus beau de leurs titres à l'immortalité, avaient délibéré en pleine révolution, aussi impassibles qu'au sein d'une paix profonde. Mais cette révolution n'en était pas moins flagrante, et le poids dont elle pesait sur l'ensemble des intérêts et publics et privés, accablant.

Les finances étaient à bout. La dette exigible montait à deux milliards. La Constituante s'était épuisée à y faire face ; mais vainement : les impôts ne rentraient plus, aucun service n'était au courant, et les besoins croissaient, à mesure que diminuaient les ressources. Talleyrand avait cherché le salut du crédit dans la vente des biens du clergé. Les acquéreurs ne se présentant pas, Bailly, au nom de la ville de Paris, avait proposé de transmettre en

masse ces biens aux municipalités, qui devaient se charger de les revendre en détail. Les municipalités n'ayant pas de fonds pour payer sur-le-champ la valeur de ces immenses domaines, il avait été convenu qu'elles s'acquitteraient en bons sur les communes, dont celles-ci payeraient les intérêts, jusqu'à temps qu'elles les eussent éteints, et qui serviraient à rembourser les créanciers de l'Etat; et ainsi avaient été créés les trop fameux *Assignats*. Expédient politique utile, mais qui financièrement, dans les temps effroyables où l'on vivait, ne pouvait mener qu'à l'abus du papier-monnaie, à l'agiotage et à la banqueroute.

Enfin, la disette se joignait à tout cela pour rendre tout gouvernement régulier à peu près impossible. Le pacte de famine<sup>1</sup> était dissous; mais l'abominable association avait engendré tout un peuple d'accapareurs qui, isolément, continuaient les opérations de l'ancien pacte. Louis XVI, de concert avec ses ministres, faisait inutilement les derniers efforts pour conjurer les effets de ce criminel trafic: en vain prohibait-on l'exportation, en vain entourait-on le royaume d'un cordon de troupes spécialement destiné à empêcher la sortie des blés; malgré tout, le peuple mourait de faim.

Telle était la succession que recueillait la Législative.

Eût-elle eu les lumières de son immortelle devancière, eût-elle eu une unité de conduite et d'action qui lui manqua toujours, eût-elle eu dans la nation une autorité qu'elle n'obtint jamais, se fût-elle infiniment mieux dé-

<sup>1</sup> Sa trop authentique histoire est au *Moniteur*, dans un long article que la collection Buchez et Roux a reproduit, t. II, p. 457 et suiv.

fendue qu'elle ne fit, elle aurait également succombé sous sa tâche. Ce n'était déjà plus par la voie d'un parlement libre que la France pouvait se retirer de l'abîme ouvert sous ses pas. La Législative, dès sa naissance, était condamnée à ne rien être que ce qu'elle fut, le jouet, la victime et l'instrument des factions. Toute son histoire est dans deux dates : le 20 juin, où elle fut envahie; le 10 août, où elle fut contrainte d'enregistrer la déchéance de la monarchie, de proclamer la sienne propre et d'appeler à sa place la Convention.

Tandis que celle-ci se prépare à entrer en scène, un triumvirat hideux s'empare de l'interrègne. Danton, Robespierre et Marat, dominant la Commune, par elle écrasent la nation, et bientôt la remplissent de forfaits et de sang. Les massacres de septembre, digne prologue de la Terreur, en ouvrent l'ère. Bientôt l'infortuné Louis XVI paye de la vie le crime de n'avoir porté sur le trône que les seules vertus de l'homme privé. La France se couvre d'échafauds. Une poignée de scélérats verse à flots le plus pur sang de la nation. La famille royale ouvre la marche; puis vient pêle-mêle tout ce que la vertu, le courage, le génie ont de plus sacré, de plus sublime et de plus touchant, Bailly, Charlotte Corday, Chénier, Madame Roland, Lavoisier, Malesherbes et tant d'autres. L'envie, l'ignoble envie, affublée du manteau de l'égalité, promène sa faux sur la société. La liberté roule dans la boue, sanglante, souillée, déshonorée, flétrie. Les crimes qui la tuent, l'opinion épouvantée les lui impute : elle glisse dans l'anarchie, elle est perdue.

Cependant, à la voix de Pitt qui a prudemment attendu que le désordre de la France au dedans, et l'horreur que

ce désordre inspire au dehors, soient au comble, une coalition immense s'est formée, qui entraîne à la guerre, non pas contre les excès seulement, mais contre les principes de la Révolution, l'Europe presque entière, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, que vont appuyer sur les mers toutes les flottes britanniques. L'Angleterre engage les hostilités en défendant à nos nationaux d'acheter des blés dans son empire. La Convention, sur la proposition du Comité de salut public, répond par de foudroyantes représailles. Tous les traités de commerce existants entre l'ancien gouvernement français et les puissances avec lesquelles la République est en guerre sont annulés. L'introduction sur le territoire national de tous objets ou marchandises manufacturés à l'étranger, autres que ceux des pays avec lesquels la guerre n'existe pas, est prohibée. L'exportation de toutes denrées ou matières premières hors de la République l'est également. Tout préposé des douanes qui souffre l'introduction des produits étrangers, tout citoyen qui importe de ces produits, est puni de vingt ans de fers. Tout individu qui fait usage de ces produits est réputé suspect et puni comme tel <sup>1</sup>; et aussitôt, commence cette guerre, la plus solennelle des temps modernes, qui doit durer vingt-trois ans.

Que devinrent cependant, durant la Terreur, les diverses branches de la fortune publique? La merveille est que ses débris mêmes n'y aient pas péri.

Ce n'est pas que la Convention n'ait trouvé dans Cam-

<sup>1</sup> Décrets de la Convention du 1<sup>er</sup> mars 1793 et du 18 vendémiaire an II. La loi des suspects est du 17 septembre 1793.

bon un financier, dont les opérations de crédit mériteront toujours une belle place dans l'histoire. L'énergique économiste qui, en pleine Terreur, créa le *Grand livre de la dette publique* et inaugura le système du crédit national, montra, dans une situation désespérée, autant de lumières que de décision. Mais le plus habile et le plus résolu financier du monde ne peut par décret faire renaître la confiance, et les mots de terreur et de crédit, malgré la belle manœuvre économique de Cambon, hurlèrent d'effroi de se voir accouplés.

Les assignats, dont la valeur d'émission s'était élevée à quatre milliards et six cent millions, c'est-à-dire à plus d'un milliard environ que n'avait été estimée par la Constituante la totalité des biens du clergé, les assignats, dès la fin de 1793, n'eurent plus cours dans le commerce que pour le huitième de leur valeur. La Convention, qui décrétait la victoire, voulut essayer de décréter le crédit. Elle inventa le *Maximum*. Cette prodigieuse absurdité eut tout le succès qu'elle pouvait avoir : elle consomma la ruine universelle. Les boutiques se fermèrent, les denrées disparurent, la famine fut horrible, et Chaumette, disant le dernier mot de cette triomphante économie politique, proclama que, quand le peuple n'aurait plus rien à manger, son recours serait de *manger le riche*<sup>1</sup>. Mot précieux qui peint l'esprit de la Commune, et qui suffirait à lui seul à montrer que ces scélérats étaient aussi stupides qu'atrocés.

On imagine le marasme du commerce dans une telle situation. Il était réduit au nécessaire.

Une seule industrie occupa des bras alors en France, ce fut l'industrie du fer. La République ayant proscrit tous

<sup>1</sup> Séance de la Commune du 14 octobre 1793.

les produits étrangers, il fallut forger sur le territoire les armes des soldats qui se battaient pour sa défense. La nécessité, une fois de plus, montra qu'elle était la mère de l'industrie. De 1792 à 1800, la France fondit et forgea plus de fer qu'elle n'en avait forgé peut-être et fondu depuis un siècle.

Mais, à cette seule exception près, la ruine des manufactures fut complète. Lyon était en démolition : les mitraillades et l'incendie avaient décimé, proscrit ou réduit à la plus affreuse misère ses fabricants et ses ouvriers. Sedan ne faisait plus de draps que pour les troupes. Nantes et Bordeaux étaient, comme Lyon, dévastés par la guerre civile. Toulon était en cendres. Marseille était bloquée ; un émule de Marat, que le Comité de salut public y avait envoyé, avait résolu de combler son port avec les débris de son Hôtel-de-Ville ; et peu s'en fallut que ce fou furieux ne commençât d'exécuter son dessein. Les campagnes enfin, étaient, comme nos villes industrielles ou maritimes, dans la désolation. Les champs étaient abandonnés ; les bestiaux, disent les mémoires du temps, erraient à l'aventure. Il semble lire quelque page arrachée à la vieille et effroyable histoire de la Jacquerie.

Enfin ces horreurs finirent. Le 9 thermidor renversa la horde d'assassins qui avait noyé la liberté dans la fange et dans le sang ; et la société respira.

Mais quel spectacle, le lendemain ! La France encore une fois, comme aux plus affreuses époques de son histoire, comme après l'invasion anglaise, comme après les guerres de religion, n'était que plaies et que débris.

Qui allait panser ses blessures, quel génie puissant allait la faire sortir de ces ruines ?



La France cherchait. Elle avait conscience de son impuissance à accomplir par elle-même cette œuvre préalable, et indispensable à toute autre chose, de sa propre réparation. La liberté, en 1794, avait cessé, honteux et inévitable résultat de l'anarchie, d'apparaître aux esprits comme un besoin public. La nation n'aspirait plus qu'à l'ordre. Celui-là, à coup sûr, était prédestiné à être son maître, qui parviendrait à lui rendre et à lui garantir cette sécurité intérieure, maintenant et pour longtemps, suprême et unique objet de ses vœux.

Un gouvernement sans unité, le gouvernement du Directoire succéda à la Convention ; mais la nation ne se méprit pas sur son insuffisance. Ce n'étaient pas cinq chefs qu'elle voulait : elle en était venue, d'horreur et de dégoût pour les saturnales de la révolution, à résumer toute sa politique dans une seule pensée, dans un seul désir, dans un seul cri : Qu'un seul gouverne !

C'est à ce cri de défaillance, poussé par l'esprit public, qu'en octobre 1799, le général Bonaparte, dont le génie attendait cette heure, parut.

Il a depuis, dans une page immortelle, tracé le tableau de la détresse morale où était la France, à cette époque où, revenant d'Égypte, il la trouva, en désespoir d'elle-même, résolue à se donner à lui.

« Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir, a-t-il dit ; « lorsque cédant tour à tour à l'influence des partis contraires, et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés

« de convenir que l'État n'est plus gouverné... alors une  
« inquiétude vague se répand dans la société; le besoin de  
« sa conservation l'agite; et, promenant sur elle-même ses  
« regards, elle semble chercher un homme qui puisse la  
« sauver. Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le ren-  
« ferme toujours dans son sein; mais quelquefois il tarde à  
« paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il  
« soit connu; il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là  
« toutes les tentatives sont vaines... Mais, que ce sauveur  
« impatientement attendu donne tout à coup un signe  
« d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les  
« obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peu-  
« ple, volant sur son passage, semble dire : Le voilà ! »

Le voilà ! Oui, ce fut bien le cri de la France, à cette réapparition extraordinaire de César au milieu de l'anarchie qui alors la consumait. Le voilà ! Et à sa vue il sembla que la nation ne pût plus vivre qu'en lui, que la civilisation eût été perdue, si quelque boulet égaré d'Arcole ou des Pyramides eût arrêté court les destinées du futur maître du monde ! Le voilà ! Et aussitôt, tout lui fut remis !

Mais ce n'est point à nous, sans doute, à nous montrer sévères envers nos pères. Leur désespoir d'eux-mêmes, de quelque prix terrible qu'ils dussent un jour le payer, avait, en 1799, son explication et son excuse.

Ils avaient traversé la Terreur, et depuis, cinq ans entiers s'étaient passés sans qu'un gouvernement sérieux pût arriver à s'établir. Les insurrections et les coups d'État n'avaient fait que se succéder. Le Directoire avait vécu au

<sup>1</sup> *Mémoires écrits à Sainte-Hélène*, t. 1<sup>er</sup>, p. 51 (de la première édition).

hasard. Sans expérience de la vie publique, ayant un jour seulement entrevu la lumière de la liberté, pouvait-il, après de si désastreuses épreuves, rester à nos pères beaucoup de foi en eux-mêmes ? S'ils étaient épuisés, c'est qu'ils avaient beaucoup souffert et longtemps combattu.

Et puis, à quel homme se donnaient-ils ! Vous venez de l'entendre, mais eux ils l'avaient vu ! Les échos des Alpes et du Nil redisaient depuis quatre ans la gloire de ce capitaine sans pareil. Cette gloire était devenue déjà une partie du patrimoine de la nation. Mille témoins racontaient de quelle merveilleuse association de talents la Providence l'avait doté : général, politique, administrateur, diplomate, il avait montré déjà, dans toutes les carrières de la vie publique, un incomparable génie. On lui savait enfin toutes les grandes qualités de la nature de l'homme : le goût des lumières, de l'expérience et du mérite ; le mépris des utopistes, des intrigants et des fripons ; un penchant irrésistible vers tout ce qui était noble ; un dégoût insurmontable de tout ce qui était bas ; la haine du désordre ; une probité à toute épreuve ; un respect religieux des deniers publics. Il n'avait montré enfin jusqu'à là que de généreuses passions, et nos pères éblouis pouvaient se dire : La postérité quelque jour oubliera notre faiblesse en considérant nos malheurs et sa gloire !

C'est ainsi que se fit le 18 brumaire, et aussitôt commencèrent ces belles années du Consulat, qui purent un moment faire croire à ceux qui les traversèrent, qu'un pouvoir absolu, tout absolu qu'il fût, était capable d'être sage, attendant que bientôt on vit une fois de plus qu'il y avait contradiction entre ces choses, que l'omnipotence est funeste au génie lui-même, et qu'il n'y a pour les nations

de sécurité réelle à attendre que de leur propre sagesse.

Mais voilons un triste avenir, et partageons un moment nous aussi la confiance et l'admiration sans réserve de l'immense majorité des contemporains.

Le Premier Consul, à son avènement, se trouvait comme Sully, comme Colbert, comme Turgot, comme tous ceux qui arrivent au pouvoir après de longs désordres, en présence d'une fortune publique tout entière à reconstituer. Il n'y avait, le soir du 18 brumaire, que cent soixante mille francs en numéraire dans les caisses de l'État. La rente à 5 p. cent était tombée à dix francs. Depuis près d'un an, l'armée n'avait pas touché de solde, ni les employés des ministères de traitement. Le déficit était de cent millions. Depuis quatre ans au moins, sur des budgets de six cents millions, le recouvrement de l'impôt n'avait fait rentrer, dans chacune de ces années, que trois cent cinquante millions environ, effectifs. Cependant la Convention et le Directoire avaient eu, pour vivre, recours à une multitude d'expédients, comme l'emprunt progressif forcé, des créations sans bornes et sous toutes formes de papier-monnaie, des confiscations, des réquisitions, etc., etc., qui avaient épuisé le contribuable, éteint le crédit et jeté dans la circulation une masse de valeurs qui perdaient sur place de cinquante à quatre-vingts pour cent; ces valeurs, comme autrefois les billets de Law ou plus récemment les assignats, donnaient lieu à un agiotage aussi funeste à l'État qu'aux particuliers, et la démoralisation financière de la nation était au comble aussi bien que sa détresse.

C'était évidemment ce chaos qu'il fallait commencer par débrouiller pour parvenir à faire renaitre la prospérité publique.

Le Premier Consul n'avait point eu dans les camps le loisir d'étudier en détail les secrets de l'administration des finances ; mais la nature l'avait doué de ce coup d'œil du génie qui, en toute matière, discerne à première vue le vrai du faux. Pourvu qu'il eût sous la main un homme de bien, possédant les connaissances spéciales qui lui manquaient, il était certain que son extraordinaire bon sens ferait le reste. Il chercha cet homme, non parmi les novateurs, les faiseurs de théories, les utopistes, les beaux esprits du *laissez faire* et du *laissez passer*, il avait lu leurs ouvrages ; mais parmi ceux des anciens employés des finances, qui avaient pu s'instruire de ce qu'il avait besoin de savoir, à l'école de la tradition et des faits. Car il était de ce profond avis qu'il n'a cessé de répéter sous toutes les formes jusqu'à la fin de sa carrière, que la grande manière d'innover, c'est de continuer les œuvres du passé en les améliorant.

Sièyès lui présenta M. Gaudin, depuis duc de Gaëte, ancien premier commis des finances sous Necker, de Calonne et Brienne, et dont l'expérience, sous la Terreur avait souvent éclairé Cambon. Dès les premières conversations, le Premier Consul apprécia ce que M. Gaudin valait, et il se mit avec lui à restaurer les finances.

Et comment s'y prirent-ils ? Inventèrent-ils des combinaisons imprévues, se jetèrent-ils dans des expériences extraordinaires ? Point du tout. M. Gaudin exposa au Premier Consul quel était le mécanisme financier de l'ancienne monarchie ; il lui fit connaître l'ensemble des procédés divers dont on se servait alors pour l'établissement, la répartition et le recouvrement de l'impôt, quelles institutions de crédit différentes on avait essayées, quel en avait

été le sort, ce que la révolution avait bouleversé dans ce mécanisme, dans ces procédés, dans ces institutions, ce qu'elle en avait conservé, et ce fut sur ce tableau du passé que le Premier Consul jugea ce qu'il convenait de faire, non pas seulement pour le présent, mais pour toujours.

Il revint d'abord à toutes les méthodes d'impôt et à toutes les formes de perception que la révolution avait détruites.

L'emprunt progressif notamment, dès le 27 brumaire, fut remplacé par une subvention extraordinaire, fixée au quart des contributions foncières et mobilières, et payable pour moitié en valeurs dépréciées. A cet abandon explicite des expédients, le crédit reparut sur l'heure même, et des maisons de banque vinrent offrir au gouvernement de lui avancer des sommes considérables en espèces. Bientôt, des mesures empreintes du même esprit, comme la centralisation à Paris du paiement des fournitures, le rétablissement des cautionnements en numéraire, et autres semblables, consolidèrent la confiance renaissante, en montrant à tout le monde que l'ère des dilapidations était finie ; et ce premier et indispensable succès obtenu, le général Bonaparte et son ministre purent porter la main à la réorganisation même du système financier de l'État.

Il ne manqua pas de donneurs d'avis dans cette occasion pour offrir au Premier Consul des plans de régénération universelle.

L'un des auteurs du traité de 1786, de Calonne en personne, lui fit remettre un mémoire dans lequel il lui offrit de le tirer de peine ; mais le Premier Consul préféra les leçons de l'expérience et de l'histoire.

Le recouvrement des impôts ne se faisait, depuis plusieurs

années, que sur d'anciens rôles dont l'inexactitude faisait de chaque cote une origine de procès. Tous les rôles furent refaits. La révolution, donnant dans l'utopie de l'impôt unique, n'avait chargé que la propriété foncière. Le Premier Consul, à qui l'histoire avait appris, comme à Montesquieu, que « les droits sur les marchandises sont ceux « que les peuples sentent le moins, parce qu'on ne leur « fait pas une demande formelle... et que l'acheteur qui, « dans le fond, paye ces droits, les confond avec le prix de la « marchandise, » résolut d'atteindre également par l'impôt tous les genres de revenus, et de rétablir en les améliorant les contributions indirectes. Cette restauration était toute une révolution, à cause de l'éloignement du peuple pour ce genre d'impôt. Il tint sagement compte du préjugé, et réservant pour plus tard l'achèvement de cette sage et grande mesure, il créa les octrois à la porte des villes, les chargea de subvenir aux besoins des hôpitaux, et prépara de la sorte dans les esprits le retour aux vrais principes de l'impôt.

Mais il ne suffisait pas de remettre l'ordre dans l'assiette et dans le recouvrement des contributions; si le crédit naît de l'ordre, il ne se soutient ni ne se développe qu'à l'aide d'institutions.

L'ancien régime fournit encore au Premier Consul le modèle de presque tout ce qu'il avait à faire en ce genre. Il mit avec son tact supérieur la main sur deux établissements de crédit, qui, non-seulement convenaient aux temps nouveaux comme aux temps anciens, mais à tous les temps. Nous avons vu que Colbert autrefois avait obligé les receveurs généraux à souscrire à l'avance certains engagements envers l'État. M. Gaudin proposa au

Premier Consul, d'après les mêmes idées, de faire signer par les receveurs généraux des obligations de payer mois par mois, à cent vingt jours de date de l'échéance fixe de l'impôt, le douzième des contributions directes de leur département, de telle sorte que le douzième échu le 31 janvier dut être souscrit dans une obligation négociable, à échéance du 31 mai : institution de finance aussi équitable que féconde, et qui est devenue l'une des bases de notre crédit public. Enfin, la restauration du crédit n'eût pas été parfaite sans la création d'une banque d'escompte. On se rappelle que Turgot en avait organisé une, sur le modèle du premier établissement de Law; mais elle avait péri dans la révolution. Le Premier Consul, s'inspirant encore là de l'exemple du passé et l'élevant à la hauteur de son génie, créa la Banque de France.

Les résultats de cette vigoureuse réorganisation du crédit public étaient infaillibles. Avec de la suite et de l'exactitude, et le Premier Consul avait ces deux qualités, mères de l'esprit d'administration, à un degré où Colbert seul peut-être a atteint, les finances de la France, une fois engagées dans de telles voies, ne pouvaient manquer de se rétablir. Les premiers signes de cette restauration ne tardèrent pas à se manifester.

Le tiers consolidé, que nous avons vu à dix francs le 18 brumaire, était à trente-cinq francs et en voie de hausse marquée en février 1800; au mois d'août qui suivit, les rentrées du Trésor étaient déjà si améliorées par la révision des rôles et les services rendus par les obligations des receveurs généraux, qu'à la surprise de l'Europe, le gouvernement annonça, merveille qui ne s'était pas vue depuis 1789, et qu'il réalisa, qu'à partir du nouveau semestre il



payerait les rentes et les pensions de l'État en argent. Enfin, l'excédant des dépenses sur les recettes qui, en 1801 encore, était de près de cent millions, en 1802 ne fut plus que de vingt.

De sorte qu'après moins de trois ans, cet homme extraordinaire, qui avait pris la France à la veille de faire encore une fois banqueroute, avait, à force d'ordre et de bon sens, tout en faisant face aux dépenses des campagnes de Marengo et de Hohenlinden et des gigantesques apprêts d'une descente en Angleterre, trouvé le secret d'établir un budget de cinq cents millions à peu près en équilibre.

Le rétablissement des finances cependant n'était que la première partie de l'œuvre de réparation qu'avait entreprise le Premier Consul.

En vain ferait-il à l'intérieur des merveilles d'ordre et d'économie, toutes ces merveilles seraient frappées de stérilité, tant qu'à l'état de guerre où la France vivait tour à tour depuis huit ans avec toutes les puissances de l'Europe n'aurait pas succédé un état de paix qui permit à son commerce de reprendre sécurité et essor.

Le Premier Consul le sentait ; mais c'était là une œuvre d'une difficulté extrême.

Tout le monde y avait échoué avant lui. Le Comité de Salut public, à la suite des victoires de Dumouriez, de Pichegru et de Hoche, avait bien imposé à la Hollande et à la Prusse ce glorieux traité de Bâle, qui avait enfin donné à la France sa limite naturelle du Rhin. Le Comité, encore, était bien parvenu à désarmer l'Italie et l'Espagne. Après lui, le général Bonaparte lui-même, à la suite de son immortelle campagne d'Italie, avait bien à Campo-Formio dicté la paix à l'Autriche ; mais Bâle et Campo-

Formio n'avaient été pour la coalition que des haltes à reprendre haleine. Elle s'était reformée en 1799, et Zurich l'avait encore une fois arrêtée sans la détruire.

Où était donc la tête de l'hydre ? à Londres :

C'était Pitt qui successivement avait armé toute l'Europe, depuis la plus petite puissance jusqu'à la plus grande, depuis la Toscane jusqu'à la Russie, contre les principes et l'existence de la révolution. L'Angleterre était l'âme de cette guerre sans cesse renaissante. Tant qu'on ne lui aurait pas de quelque manière arraché la paix, il n'y avait pas de trêve sérieuse à espérer du reste du monde.

Le Premier Consul, dans ces circonstances, procéda avec autant de décision que de grandeur. Passant par dessus les formes ministérielles et diplomatiques ordinaires, il écrivit directement au roi d'Angleterre une lettre par laquelle, faisant dans les termes les plus sensés et les plus fiers appel aux véritables intérêts des deux Etats, il lui proposa la paix :

« La guerre qui, depuis huit ans, lui dit-il, ravage les  
« quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? Com-  
« ment les deux nations les plus éclairées de l'Europe,  
« puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et  
« leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées  
« de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité  
« de l'intérieur, le bonheur des familles ? Comment ne  
« sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins,  
« comme la première des gloires ? Ces sentiments ne  
« peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté,  
« qui gouverne une nation libre et dans le seul but de la  
« rendre heureuse... »

Cet admirable langage ne trouva pas le chemin de l'âme de Pitt.

C'était au lendemain du 18 brumaire : Pitt voyait la France ruinée, et il ne soupçonnait pas, dans l'homme qui lui écrivait cette lettre, le personnage unique qui allait se révéler. Il fit écrire par lord Grenville, l'un de ses collègues, un factum à l'adresse du Premier Consul, dans lequel il lui dit que les premières conditions de la paix étaient le rappel des Bourbons et l'abandon de la rive gauche du Rhin. Il n'est pas besoin de dire que Pitt se souciait fort peu des Bourbons : il avait vu tomber la tête de Louis XVI sans rien faire pour le sauver, et le souvenir de la guerre d'Amérique n'était pas fait pour lui inspirer le regret de la monarchie déchue. Mais il voulait la guerre, parce qu'il la croyait utile à la grandeur de son pays ; seulement il se trompait : avant quinze mois, il l'allait voir.

Il avait compté, pour faire réussir ses desseins, sur l'Autriche ; mais il avait eu le tort de ne pas suffisamment mettre en ligne de compte le génie du terrible capitaine qu'il bravait. Celui-ci envoya Moreau écraser les Autrichiens à Hohenlinden, et lui-même, tombant par-dessus les Alpes dans les plaines de Marengo, en finit d'un seul coup avec le dernier allié actif qui restât à l'Angleterre. Tout ce que Pitt avait gagné à sa conduite, un an après son refus de conclure la paix, c'était le traité de Lunéville, qui faisait ratifier, non plus seulement cette fois par l'Autriche seule, mais par l'Allemagne tout entière, le traité de Campo-Formio.

Ce coup de foudre avait décidément brisé la coalition. L'Angleterre désormais était seule, bien seule, et, ce qui

était plus grave, épuisée. La politique de Pitt, depuis 1793, avait augmenté les impôts de la Grande-Bretagne d'un tiers, et grossi sa dette de près de quatre milliards. C'était à elle à présent à désirer la paix. L'infatigable Pitt hésitait encore, quand les préparatifs de l'expédition de Boulogne causèrent une telle épouvante dans la nation anglaise, que, pour un moment du moins — ses desseins n'étaient qu'ajournés — il dut céder. Un nouveau ministère parut, qui ne vécut que par sa grâce, et auquel il laissa conclure une paix qu'il se réservait de rompre quand l'heure serait propice.

Cette paix, aussi célèbre par son éclat que par son peu de durée, fut la paix d'Amiens.

Elle était aussi avantageuse que glorieuse pour nous. Elle nous donnait la ligne des Alpes et du Rhin, nos colonies et toutes les côtes de la Hollande, de la Flandre et des deux péninsules.

Cependant était-elle si mortelle pour l'Angleterre? Elle lui coûtait quatre milliards, il est vrai; mais elle lui reconnaissait le continent de l'Inde, et elle lui donnait deux possessions magnifiques, la Trinité, dont on dépouillait pour elle l'Espagne et qui lui assurait l'Orénoque, et Ceylan, qu'on enlevait à sa seule rivale des Indes, la Hollande, et qui lui confirmait la domination de la presque île de l'Indostan et du golfe du Bengale.

Cependant, cette paix accueillie en Angleterre avec transport par le peuple, qui y voyait un répit à ses souffrances, le fut avec dédain par l'aristocratie; et toute l'opposition aux Communes et à la Chambre des lords la qualifia de trahison.

« Vous avez signé l'arrêt de mort de la patrie, » dit aux

ministres M. Windham. « C'est le triomphe du Jacobinisme ! » s'écria un autre. Pitt se tut, mais il approuvait de son silence.

Quelle était donc la source de cette inextinguible fureur ? C'est que l'Angleterre , et bientôt, une fois de plus , elle l'allait faire voir, n'admettait pas qu'aucune puissance au monde pût prendre à côté d'elle une grande place sur les marchés et sur les mers, et que la paix d'Amiens était pour la France, si elle eût duré, une occasion certaine de prendre cette place.

De quoi n'était pas capable en effet, dans cette voie , le grand homme qui venait , en deux ans , d'une main de restaurer les finances de la République, et de l'autre de foudroyer l'Autriche à Marengo ? Il était capable de choses immenses qui épouvantaient la patriote aristocratie anglaise ; car cette paix qu'elle avait signée, elle l'avait subie, et elle était effrayée de ce que le génie du Premier Consul en pouvait faire sortir.

L'activité prodigieuse que celui-ci déploya pour lui faire porter ses fruits, car lui aussi il savait ce qu'elle valait, ne fut pas faite d'ailleurs pour calmer les appréhensions britanniques.

En même temps qu'il avait amené le cabinet de Londres à signer la paix d'Amiens, il avait travaillé à négocier partout la rentrée de la France dans le concert des nations, et partout, l'esprit de tradition et l'habileté diplomatique de M. de Talleyrand aidant, il était parvenu à conclure des traités aussi avantageux pour notre commerce que pour notre influence politique.

Il avait rétabli nos relations avec la Russie sur le pied du traité de 1787, traité qui, en échange de stipulations

diverses en faveur des fers en barres et des suifs et cires de la Russie, avait assuré à nos vins et à nos savons un débouché avantageux. Il avait conclu avec le Portugal une convention qui stipulait, en faveur de nos produits et notamment de nos draps, le traitement de la nation la plus favorisée ; convention qui annulait implicitement, en notre faveur, les effets les plus fâcheux du traité de Méthuen envers les nations tierces dans leur commerce avec Lisbonne. La Porte, malgré les efforts des agents anglais pour traverser sa bonne volonté, avait signé des préliminaires qui ratifiaient et qui renouvelaient les capitulations de 1740, notamment en ce qui concernait pour nos bâtimens de commerce la libre navigation de la mer Noire. Enfin, Alger et Tunis, effrayées par l'expédition d'Égypte, avaient subi la loi du Premier Consul ; la Méditerranée avait été encore une fois nettoyée de leurs pirates ; nos concessions d'Afrique nous avaient été rendues, et des stipulations précises avaient rendu la sécurité à notre marine marchande <sup>1</sup>.

La paix était donc conquise ; que n'en eût-il pas fait si elle eût persisté ! Jugez-en par ce qu'il fit, les quinze mois qu'elle dura.

Tout était à rétablir en France, en fait de commerce. La sécurité même des routes avait disparu. Des bandes de brigands infestaient les grands chemins. Des colonnes mobiles sillonnèrent le territoire et le purgèrent. Il n'y avait presque plus de chaussées qui fussent viables, tant on avait négligé les travaux publics les plus indispensables, depuis 1789. Le Premier Consul les rétablit partout. Puis il en

<sup>1</sup> On trouvera le texte de tous ces traités dans le *Recueil* de MM. d'Hauterive et de Cussy.

ouvrit en tout sens de nouvelles, une surtout, digne des Romains, et l'un des plus beaux monuments de son génie, le Simplon. Enfin, il fit creuser trois grands canaux, le canal de l'Ourcq, celui de Saint-Quentin, et celui d'Aigues-Mortes à Beaucaire.

Sous cette main vigoureuse, et aussi sage alors que vigoureuse, le commerce sortit comme par enchantement de ses ruines.

Dès 1800, Chaptal, que le Premier Consul, qui discernait et qui allait chercher le mérite partout, avait appelé au ministère de l'intérieur, constatait, dans un document public<sup>1</sup>, que nos exportations, comparées à celles de l'année précédente, avaient augmenté de trente-quatre millions ; qu'il y avait eu dans nos envois à l'étranger, en eaux-de-vie, en vins, en lainages et en cotonnades, un progrès marqué, et il ajoutait que si la balance du commerce n'était pas encore en notre faveur, comme avant la Révolution, la continuation de l'ordre et la conclusion définitive de la paix amèneraient certainement cet heureux résultat. Il devait encore se faire attendre ; mais, du moins à partir de cette époque, la France, d'année en année, devait, en effet, s'en rapprocher de plus en plus, et en 1809 enfin l'atteindre.

La Révolution avait emporté avec toute sécurité les institutions même les plus indispensables à la vie du commerce ; elle avait supprimé les bourses, les courtiers, les agents de change, etc. Le Premier Consul les rétablit, et il institua auprès des préfets une commission périodique, composée de négociants et chargée de leur faire connaître les be-

<sup>1</sup> *Rapport aux Consuls*, du 17 germinal an X. Il est dans le tome I<sup>er</sup> de la *Bibliothèque commerciale* de Peuchet.

soins de l'industrie. Puis commença sous sa présidence cette immortelle discussion des Codes, où le commerce devait trouver un jour tous les grands principes de sa législation.

A la différence de ces gouvernants si fréquents dans l'histoire, qui croient que la grâce de Dieu leur tient lieu de toute expérience, le Premier Consul, dont le génie pourtant aurait eu quelque titre à prétendre marcher de sa propre et unique inspiration, le Premier Consul convaincu, comme autrefois Colbert, qu'on ne peut trop s'entourer de lumières lorsqu'il s'agit de toucher à des intérêts aussi complexes que les intérêts commerciaux, voulut interroger et entendre la France elle-même sur ses besoins et sur ses désirs. Chaptal, par ses ordres, rédiga, à la date du 1<sup>er</sup> frimaire an X, une circulaire aux membres des Conseils de commerce pour les consulter sur toutes les améliorations dont ils jugeaient les diverses branches de l'administration de la fortune publique susceptibles. Il leur demanda ce qu'ils pensaient du tarif de 1791, s'ils le trouvaient suffisant ou défectueux, et en quoi; si les réclamations auxquelles il donnait lieu étaient fondées, et les preuves à l'appui; quel était leur avis sur la meilleure manière d'encourager la navigation marchande et les constructions navales; quels étaient les obstacles, de quelque genre que ce fût, que rencontrait notre commerce à l'étranger; en quel état était notre commerce colonial; s'il n'y aurait pas convenance à rétablir les anciennes Compagnies des Indes, d'Afrique, du Sénégal, d'Occident, du Nord, etc., etc.

En attendant ces renseignements, il voulut juger par lui-même de l'état du travail national.



François de Neufchâteau avait eu, en l'an VI (1798), l'heureuse idée de créer une Exposition publique des produits de l'industrie. L'Exposition de l'an VI avait eu lieu au Champ-de-Mars. Le Premier Consul fit revivre cette utile institution, et une Exposition nouvelle eut lieu dans la cour du Louvre, en 1802. Il la visita dans les moindres détails avec le plus grand soin, et il nomma un jury, composé de savants et de négociants, pour examiner les produits et proposer les fabricants qui avaient mérité des récompenses.

Tous les témoignages s'accordent à dire que l'éclat de cette Exposition fut très-grand. Lyon, qu'on croyait perduë, à la surprise universelle, exposa des soieries de la plus grande magnificence. Saint-Quentin envoya des cotonnades dont la finesse et le goût furent universellement admirés. Toutes les parties de l'industrie française furent noblement représentées. « Citoyen Premier Consul, » dit au général Bonaparte le jury d'examen par l'organe de son rapporteur <sup>1</sup>, « en parcourant les portiques qui contenaient ces productions précieuses, vous avez interrogé un grand nombre de manufacturiers de toutes les parties de la France; leurs réponses vous ont prouvé quelle différence il y a de l'état actuel de notre industrie à celui où elle se trouvait dans des temps antérieurs... Déjà le commerce se ranime de tous côtés. L'activité sera bientôt aussi grande à Lyon qu'en 1788. Le Nord de l'Europe, l'Italie, le Levant, demandent les étoffes de soie de cette ville fameuse par son industrie. L'exportation des linons et des batistes de la ci-devant Flandre

<sup>1</sup> Costaz, membre du Tribunat. Son rapport est du 13 vendémiaire an XI.

« augmente tous les jours. La fabrication des dentelles se  
 « ranime dans les départements de l'Orne et du Calvados ;  
 « les toiles de Bretagne ont repris leur cours vers l'Espa-  
 « gne, le Pérou et le Mexique. La fabrique de Carcassonne,  
 « qui est en possession d'approvisionner en draps les  
 « échelles du Levant, voit chaque jour arriver de nou-  
 « velles commissions. Ces améliorations sont le résultat de  
 « la paix que vous avez rendue à l'Europe, et de la sécu-  
 « rité que vous avez rétablie dans la France. » Éloge aussi  
 mérité que pur, et qui était alors dans toutes les bouches.

Les étrangers étaient aussi étonnés que les nationaux de cette renaissance de notre fortune publique. Chaptal raconte <sup>1</sup> qu'il conduisit lui-même à l'Exposition du Louvre lord Cornwallis, le négociateur anglais de la paix d'Amiens, et Fox, l'orateur des Communes, que le désir de voir l'extraordinaire personnage qui gouvernait alors la France avait amené à Paris. « Ils furent émerveillés, dit Chaptal, de la richesse et de la beauté des objets que présentait cette réunion. » Fox seulement fit, dès la première vue, une remarque qui témoigna qu'il avait parfaitement saisi la différence de génie des deux nations. « Il semble, dit-il à Chaptal, qu'on ne travaille ici que pour le luxe, tandis qu'en Angleterre on ne travaille que pour le peuple. » Observation judicieuse, qui, au moment où nous écrivons, n'a pas cessé d'être vraie, qui le sera vraisemblablement toujours, et qui toujours influera sur la direction respective à donner à l'économie politique des deux nations.

Cependant, ce n'était pas pour les besoins exclusifs de

<sup>1</sup> Chaptal, *De l'Industrie française*, t. II, p. 92.

la consommation intérieure que le Premier Consul entendait donner ses soins à la renaissance de notre industrie ; il voulait doter la France, en même temps que d'une grande puissance de production, d'un vaste commerce d'exportation. Il travaillait dans cette vue à relever deux choses qui avaient presque entièrement péri, notre marine marchande et nos possessions coloniales.

On a vu qu'il avait fait demander par Chaptal, aux Conseils de commerce, ce qu'ils pensaient du rétablissement des grandes Compagnies : son opinion, à lui, était très-nette sur ce sujet. Comme Henri IV, comme Richelieu, comme Colbert, il était partisan de ces vastes associations de capitaux qui, sous le bouclier d'une protection énergique, sont seules capables, en matière de commerce colonial, de fonder de grandes choses ; et nul doute, si, les événements prenant un autre cours, il eût eu la mer libre, qu'il n'eût fait les plus vastes essais en ce genre. Il ne put en passant qu'imprimer, dans deux actes dont le texte seul a survécu, la marque de ses desseins et de sa volonté.

Par un arrêté du 27 nivôse an IX, il créa une Compagnie pour la pêche du corail, dont le siège devait être à Ajaccio, et dont les produits auraient été manufacturés dans cette ville. Dans la séance du 11 floréal an X, il proposa au Tribunat le rétablissement de l'ancienne Compagnie d'Afrique. Cette Compagnie avait autrefois été très-importante. Moyennant une rétribution annuelle d'environ quatre-vingt mille francs qu'elle payait au dey d'Alger, elle avait le monopole du commerce de la Calle, de Bone et de Collo. Elle tirait d'Afrique de grandes quantités de céréales, de laine, de cuirs et de cire. La province de Con-

stantine lui avait fourni, dans certaines années, plus de cent mille charges de blé<sup>1</sup>; elle avait tiré du marché d'Alger jusqu'à quarante mille quintaux de laine, et on l'avait vue employer à la fois jusqu'à cent quarante bâtiments de transport. Ses retours consistaient en produits manufacturés, parmi lesquels les draps tenaient le premier rang. Le Premier Consul s'était fait rendre compte de l'importance de ce commerce; il l'avait appréciée, et il ne tint pas à lui que la Compagnie ne se reconstituât.

Les entreprises maritimes lui paraissant seules capables de donner à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, les débouchés dont ils avaient besoin, une partie considérable de son attention se porta sur tout ce qui pouvait servir à les favoriser. On a vu qu'il avait déjà beaucoup fait en ce genre, en négociant d'utiles traités avec le Portugal, la Porte et la Russie. Nos principales villes maritimes, et principalement Bordeaux et Marseille, commençaient à profiter de ces soins de sa prévoyante politique; mais il saisissait lui-même toutes les occasions de stimuler et même de diriger leurs efforts. Ainsi, une députation de Marseille étant venue lui offrir, au nom de la ville, une médaille frappée en reconnaissance de la paix qu'il avait conquise, il lui répondit : « Le gouvernement a sans cesse les yeux  
« ouverts sur cette grande cité, et prend un vif intérêt à  
« sa splendeur... Par le traité de paix qui vient d'être con-  
« clu avec le Grand-Seigneur, la République a obtenu la  
« libre navigation de la mer Noire. Les relations commer-  
« ciales de Marseille s'accroissent ainsi, et vont devenir  
« plus avantageuses que jamais. Je désire que le commerce

<sup>1</sup> Fait intéressant que Chaptal atteste, *De l'Industrie française*, t. I, p. 126.

« de Marseille ne néglige point une autre source de prospérité : les bouches du Pô lui sont ouvertes. Les bâtiments peuvent remonter jusqu'à Ferrare, pénétrer au sein de la 27<sup>e</sup> division militaire, et de là fournir des savons et d'autres produits de l'industrie de Marseille à l'Italie et à une partie de l'Allemagne <sup>1</sup>... » Paroles remarquables, et qui montrent jusque dans quels détails la sollicitude administrative de ce vaste esprit savait descendre.

Cependant, de tous les débouchés qu'il pût procurer à nos manufactures régénérées, le plus fructueux comme le plus sûr était celui de nos colonies.

La paix d'Amiens nous les avait rendues. Nous étions rentrés dans nos possessions des Indes et de l'Amérique; mais tout était à reconstituer là aussi pour faire renaitre la prospérité.

Ces colonies qui, avant la révolution, nous fournissaient en expéditions et retours la matière d'un commerce de plus d'un demi-milliard, étaient maintenant presque en ruine.

Le Premier Consul envoya aux Indes le général Decaen retrouver les traces et rétablir, d'après un plan de conduite qu'il rédigea lui-même, les bases de l'empire écroulé de Dupleix.

Les Antilles n'avaient pas moins besoin de son bras puissant pour se relever.

Les Anglais venaient de nous en rendre deux, la Martinique et la Guadeloupe. La première était dans un état, si non satisfaisant, au moins passable; mais la seconde avait été bouleversée de fond en comble par la révolte des noirs.

<sup>1</sup> *Moniteur* du 21 fructidor an X.

Saint-Domingue, la perle de nos possessions coloniales, était dans un état plus misérable encore. Un nègre, à qui l'histoire, qui n'a point l'absurde préjugé de la couleur, peut, sans déroger, reconnaître du génie, Toussaint Louverture était à la veille de nous l'enlever complètement. C'était une perte immense. Saint-Domingue, avant la Révolution, nous fournissait les trois cinquièmes de nos denrées coloniales, en sucre, café, coton, indigo et cacao. En 1788, nos retours avaient été d'une valeur de cent quatre-vingts millions de francs; ils avaient employé jusqu'à seize cents bâtimens de commerce et plus de vingt mille matelots<sup>1</sup>. On imagine la hâte du Premier Consul à recouvrer ce riche domaine. Sans attendre même que la paix définitive fût signée, il fit, sous le commandement du général Leclerc, partir une expédition dont le plan était si sagement conçu et les ressources si vigoureusement organisées, que quand elle mit à la voile, nul à peine n'eût pensé qu'elle ne dût infailliblement réussir.

Enfin, l'ambition pacifique qui avait pris le nouveau maître de la France ne se bornait pas au rétablissement de nos établissemens coloniaux, tout riches qu'ils fussent, il travaillait encore à les augmenter, et à nous rendre ceux que les revers de l'ancienne monarchie nous avaient fait perdre.

Il avait déjà réussi pour la Louisiane, qu'en conséquence du traité de 1763, et d'une stipulation particulière du Pacte de famille, Louis XV avait, comme nous l'avons vu ailleurs, cédée à l'Espagne. Dès 1800, la cour d'Espagne avait rétrocédé la Louisiane à la France, à la condition que

<sup>1</sup> Ces estimations sont celles de Chaptal, t. I<sup>er</sup>, p. 135, de Page, *Traité du commerce des colonies*, et de Bignon, *Histoire de France*, t. II, p. 407.

le Premier Consul procurerait en échange, à l'infant de Parme, un agrandissement de territoire en Italie. La paix de Lunéville ayant mis le vainqueur de Marengo en état de remplir la clause de ce singulier marché, nous venions, dès le printemps de 1801, d'être solennellement remis en possession de notre vieille et belle colonie. Ce n'était pas tout. Le Premier Consul avait jugé que les Florides étaient un des éléments nécessaires du grand empire colonial qu'il méditait de reconstituer. Il avait ouvert des négociations avec la cour de Madrid pour en obtenir la cession, au prix des États de Parme et de Plaisance; il était déjà arrivé, à la fin de 1802, à obtenir la Floride orientale, et encore quelques mois, il y avait apparence qu'il parviendrait entièrement à son but.

A quel degré de prospérité, avec le maintien de la paix générale et avec l'aide du temps, le Premier Consul, en suivant de telles voies, n'était-il pas capable d'élever la France !

C'est ce que, d'un bout de la République à l'autre, les esprits émerveillés et reconnaissants se disaient. Mais un spectateur assistait à ces prodiges dans l'âme duquel ils excitaient des sentiments d'une tout autre nature, c'était l'Angleterre.

Le génie d'administration du Premier Consul l'effrayait à présent autant que son génie militaire. Que finirait par produire la paix dans de telles mains, si on les laissait faire ? cela devenait incalculable ; mais que deviendrait aussi la prépondérance commerciale britannique ? Tout renaissait à la voix de cet homme extraordinaire. La France, qu'on croyait anéantie pour un siècle, était plus puissante que jamais. Elle dominait le continent. Ses

campagnes reflleurissaient ; ses manufactures venaient de briller dans une exposition récente ; la paix n'était pas signée, qu'aussitôt elle s'était élancée dans la voie des grandes entreprises maritimes et des fondations coloniales, et qu'elle avait reparu dans les Antilles et dans la mer des Indes, comme aux plus beaux jours de son histoire. Tout cela n'était-il pas fait pour alarmer une puissance jalouse au dernier point, non pas de son indépendance, mais de sa domination industrielle et maritime ?

C'est, depuis un an à peine que la paix d'Amiens était signée, ce qui était arrivé, en effet, en Angleterre.

On a vu que Pitt n'avait un moment cédé la place à un nouveau ministère que parce que, dans l'isolement où la victoire de Marengo avait réduit la Grande-Bretagne, il lui avait été impossible de continuer la guerre. Le nouveau cabinet, composé d'honnêtes gens, animés des meilleures intentions, avait mis toute sa gloire à conclure la paix et à aplanir toutes les difficultés qui pouvaient en retarder l'accomplissement ; mais Pitt et toute l'aristocratie n'avaient vu dans cette paix qu'une trêve, et comme ils disaient, qu'une expérience (*experimental peace*) ; or ils jugeaient, dès le commencement de 1803, que la trêve avait été suffisante et que l'expérience était faite.

N'était-il pas évident que la paix était aussi désastreuse pour l'Angleterre qu'elle était avantageuse à la France ?

Tandis que celle-ci, en effet, s'avancait à grands pas dans une carrière de prospérité dont il était impossible de prévoir la portée, qu'advenait-il de l'Angleterre ? Sans doute, ses impôts avaient diminué, et le prix de son pain avait baissé ; mais étaient-ce là des compensations sérieuses de ce qu'on avait perdu à la paix ? La paix avait



fermé au commerce britannique presque tous les débouchés qu'il avait pendant la guerre et dont les désordres du continent lui assuraient le monopole; maintenant, il n'y avait pas si petite nation qui ne fût assez insolente pour montrer son pavillon marchand sur les mers à côté du pavillon britannique; on rencontrait des concurrents partout; voilà que les Français recommençaient de porter des soies, des draps, des cotonnades, des poteries aux Indes et en Amérique. Ajoutez, à toutes ces choses incroyables et inconnues<sup>1</sup>, la misère d'une foule de matelots qui, pendant la guerre, avaient de l'occupation et du pain, et qui maintenant, faute de travail possible, étaient dans le plus grand dénûment. Enfin, que d'industries avaient péri avec la guerre! plus d'entreprises de fournitures, plus de trafic des emprunts, plus de spéculations sur la contrebande; cela pouvait-il durer!

Il y aurait eu un moyen, mais un seul, de rendre cela supportable; ç'aurait été que M. Addington et lord Hawkesbury, qu'on n'avait élevés au pouvoir que dans cette vue, obtinssent du Premier Consul un traité de commerce qui donnât à l'Angleterre les mêmes avantages qu'elle avait eus par le traité de 1786. Mais où est-il donc, ce traité? demandait avec violence lord Grenville au cabinet. Où est-il donc? Les lois prohibitives des Jacobins sont toujours en vigueur en France; nous sommes presque chassés de tous les ports d'Italie, d'Espagne, de Flandre, de Hollande et du Portugal même; et il finissait par proposer une Adresse à la couronne, dans laquelle le Parlement

<sup>1</sup> On ne fait que reproduire ici sous forme indirecte les griefs articulés dans les débats du Parlement, de 1801 à 1803; on en aura la preuve textuelle un peu plus bas.

représenterait humblement que la paix constituait pour le Royaume-Uni un danger grave <sup>1</sup>.

C'était bien là, comme toujours, le dernier mot de la politique britannique ! Plutôt la guerre, plutôt le feu aux quatre coins du monde, qu'une rivale sur les marchés et sur les mers !

Le ministère Addington, qui désirait sincèrement le maintien de la paix, avait fait cependant auprès du Premier Consul tous les efforts imaginables pour obtenir le retour aux précieux errements de 1786 ; mais vainement. Le Premier Consul connaissait à merveille les désastreux effets de ce traité <sup>2</sup>, et ce n'était pas au moment où, d'une main, il entreprenait de relever les manufactures, la navigation et les colonies de la France, que, de l'autre, il allait détruire son œuvre en renonçant au régime protecteur. Un moment, pour amuser le tapis, traîner en longueur, et aider le cabinet Addington à traverser la session, en ayant l'air de faire quelque chose, il avait envoyé un agent à Londres, qui, soi-disant, avait mission de traiter des préliminaires d'un arrangement commercial. Il avait même autorisé le général Andréossy, alors son ambassadeur en Angleterre, à dire qu'il consentirait à faire cesser l'espèce d'interdiction générale qui avait résulté de la guerre ; mais, quant à un traité de commerce proprement dit, il n'en voulait pas entendre parler, et bientôt même il rappela l'agent de

Voyez Cobbett, *Parliam. Hist.*, vol. XXXVI. *On the definitive treaty of peace.*

<sup>2</sup> Voyez ses paroles à Cambacérès, à cet égard, dans le livre XI de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. C'est là qu'il faut lire le récit des négociations de la paix d'Amiens ; le génie de l'histoire, depuis Machiavel et Guichardin, n'a rien produit de plus parfait.

complaisance qu'il avait envoyé à Londres et fit recommander au général Andréossy de garder le silence sur ces sortes de questions <sup>1</sup>.

Pendant le cabinet britannique insistait; il montrait la paix compromise par les exagérations de l'opposition, Pitt prêt à rentrer en scène, et le monde encore une fois bouleversé. On eut la curiosité de savoir sur quelles bases il entendait traiter. Il paraît qu'il renouvela la comédie de 1786, et qu'il proposa quelque convention léonine, car le Premier Consul, irrité, coupa court à toute négociation de ce genre avec une indignation dont on jugera par deux lignes que voici d'une dépêche de M. de Talleyrand. « .....Aujourd'hui la convenance de l'Angleterre veut une « garantie contre la France, et elle garde Malte. Autrefois « la convenance de l'Angleterre voulut une garantie contre « la France, et l'on détruisit Dunkerque! Et un commis- « saire anglais donna des lois dans un pays où flottaient les « couleurs françaises! *Demain, la convenance de l'Angle- « terre demandera une garantie contre les progrès de l'in- « dustrie française, et l'on proposera un tarif de commerce « pour arrêter le progrès de notre industrie* <sup>2</sup>!.... » Que pouvait-il résulter de l'échange de telles demandes et de telles réponses? Rien, évidemment, qu'une rupture.

C'est ce qui bientôt allait avoir lieu. Il fallait seulement un prétexte à cette rupture; car le mécontentement éprouvé par l'Angleterre, de voir la France se relever à l'ombre d'un système économique auquel elle devait elle-même sa grandeur,

<sup>1</sup> Instructions au général Andréossy, citées en extrait, par M. Bignon, *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt*, t. III, p. 6.

<sup>2</sup> Note du 12 mai 1803, publiée par M. Bignon, vol. III, p. 95.

ne pouvait guère être déceimment allégué. Alors le cabinet britannique prétendit que l'ambition du Premier Consul était un danger contre lequel de nouvelles garanties étaient nécessaires; que ses interventions dans les affaires de Hollande, d'Italie, de Suisse et d'Allemagne étaient effrayantes pour la Grande-Bretagne; que si la *lettre* du traité d'Amiens ne fondait pas l'Angleterre à demander à la France de nouveaux gages contre l'ambition du Premier Consul, son *esprit* l'y autorisait, et elle déclara, en conséquence, qu'au mépris des termes exprès du traité, elle voulait Malte à perpétuité et qu'elle n'évacuerait Alexandrie et le Cap, qu'elle occupait toujours, que lorsque cette nouvelle possession lui aurait été assurée <sup>1</sup>.

Une bombe arrivant de Londres dans le cabinet du Premier Consul l'eût, comme on pense, moins ému que la prodigieuse dépêche où lord Hawkesbury avait, comme il l'avouait lui-même, sous l'irrésistible pression du parti de Pitt, fait connaître les conditions que la Grande-Bretagne mettait à l'exécution d'un traité qu'elle venait de signer, et dont, suivant l'expression de M. de Talleyrand, l'écriture était toute fraîche. Cependant, cette âme de feu un moment se contint : il avait besoin de quelques jours avant de ramasser cet insensé, cet immoral, ce funeste défi; il fallait, avant de redescendre sur les champs de bataille, qu'il ménageât du mieux possible la transition de l'état de paix à l'état de guerre; car la reprise des hostilités, au milieu même de l'élan que venaient de donner ces quinze mois de paix aux affaires, allait évidemment leur porter un coup terrible.

<sup>1</sup> Dépêche du général Andréossy, du 1<sup>er</sup> mars 1803, citée par M. Bignon, vol. III, p. 44.

Un point surtout l'inquiétait, qu'il voulait, avant que le premier coup de canon partît, définitivement régler.

Il était, dans l'intervalle, arrivé de funestes nouvelles de Saint-Domingue. La vigueur avec laquelle avait agi le général Leclerc avait d'abord fait penser que la belle colonie allait nous être définitivement rendue. Mais bientôt la fièvre jaune avait presque détruit l'armée expéditionnaire ; Leclerc lui-même en était mort ; les noirs s'étaient révoltés ; ceux de nos malheureux soldats qui avaient survécu à la peste mouraient un à un des effets du climat, et, à la veille de rentrer dans la guerre générale, Saint-Domingue était perdue pour nous. Cette perte était immense par elle-même, mais elle avait indirectement, en outre, un effet funeste sur la conservation du grand établissement que le Premier Consul avait recouvré de l'Espagne. Comment défendre la Louisiane, étant privés de Saint-Domingue ? Les Anglais, une fois la guerre déclarée, n'auraient qu'à y mettre le pied pour s'en rendre maîtres, et on n'aurait tant négocié à Madrid que pour eux. D'un autre côté, les États-Unis voyaient d'un œil jaloux notre rentrée en possession de la magnifique contrée où autrefois nous les avions devancés et dont ils nous croyaient à jamais partis. Ils venaient de charger M. Livingston, leur ministre à Paris, de demander au Premier Consul de leur céder, moyennant finance, quelques portions de territoire qui les dédommageassent de la concurrence que nous allions leur créer. Le Premier Consul, avec sa merveilleuse célérité de jugement et de décision ordinaires, prit sur-le-champ son parti. Il se résolut à céder aux Américains, non pas seulement les quelques parcelles de territoire qu'ils demandaient, mais la Louisiane tout entière. Il fit venir Barbé-Marbois, et il le

chargea de négocier le traité de cession. « Il n'y a pas  
 « un moment à perdre, lui dit-il <sup>1</sup>, je renonce à la Loui-  
 « siane. Je connais le prix de ce que j'abandonne, et j'ai  
 « assez prouvé le cas que je fais de cette province, puis-  
 « que mon premier acte diplomatique avec l'Espagne a eu  
 « pour objet de la recouvrer. J'y renonce donc avec un  
 « vif déplaisir. Mais nous obstiner à sa conservation serait  
 « folie... Les Anglais y sont peut-être déjà. C'est leur  
 « usage; et pour moi, si j'étais à leur place, je n'aurais pas  
 « attendu. Je veux, s'il en est encore temps, leur ôter jus-  
 « qu'à la pensée de posséder jamais cette colonie. Je la  
 « donne aux États-Unis. Hâtez-vous, que je ne leur trans-  
 « mette pas un vain titre. Dans nos mains, la Louisiane  
 « est perdue, mais dans les leurs elle sera utile... » Barbé-  
 Marbois se hâta; les Américains acquirent la Louisiane  
 au prix de quatre-vingts millions, et, huit jours après la  
 conclusion du traité — le Premier Consul avait eu raison,  
 il était temps — l'Angleterre recommença la guerre.

Si son gouvernement et sa diplomatie avaient mis quel-  
 que pudeur à taire le vrai motif de cette rupture, son Par-  
 lement n'en mit aucune.

Il faut lire les débats <sup>2</sup> des deux Chambres anglaises, à la  
 veille de la reprise des hostilités, pour être pleinement  
 édifié à cet égard. Les plus forcenées harangues y furent  
 entendues. M. Elliot alla jusqu'à dire, avec une violence  
 et une avidité cyniques : « Le même esprit qui a rendu la  
 « France si formidable pendant la guerre la rend mainte-

<sup>1</sup> Barbé-Marbois lui-même a reproduit cette conversation du Premier Consul, ainsi que tout le détail des négociations qui suivirent, dans son intéressante *Histoire de la Louisiane* (Paris, 1829).

<sup>2</sup> Dans Cobbett, *Parliam. Hist.*, vol. XXXVI.

« nant formidable pendant la paix. Voyez comme elle  
« s'enrichit, de quels magnifiques édifices elle se couvre,  
« quels canaux elle creuse, quelles routes elle perce ! En-  
« core un peu, et elle sera maîtresse, certainement, de  
« toute la navigation intérieure du continent... Je dis : Un  
« brigand armé est à nos portes (*an armed robber is at*  
« *the door*). On me répond : Mais nous sommes très-riches !  
« Mais je réplique avec le sens commun : La proie n'en  
« sera que meilleure pour le brigand ! » Shéridan, plus  
décent de langage, fut aussi explicite au fond : « On di-  
« sait, il y a quelques années, s'écria-t-il, que sur la carte  
« d'Europe il y avait un vide, c'était la place où la France  
« avait existé. Je regarde maintenant cette carte, et je n'y  
« vois que la France, rien que la France... Mais pour une  
« nation parvenue, comme l'Angleterre, à un si haut  
« point de grandeur, il n'y a point de retraite dans l'a-  
« moindrissement (*had no retreat in littleness*)... » Un  
homme seul, dans ce scandaleux débat, éleva la voix de  
l'honneur, de la raison et de l'humanité, ce fut Fox : « Je  
« ne suis pas l'avocat de la France, dit-il, mais je suis  
« l'ami du sens commun... La France veut rivaliser d'in-  
« dustrie avec l'Angleterre ; mais cette rivalité est-elle à  
« craindre ? Certes, les porcelaines de Sèvres sont de très-  
« belles choses, et les produits de nos fabriques du Staf-  
« fordshire ne soutiennent pas la comparaison pour l'ap-  
« parence, *mais ils la soutiennent à tous autres égards (but*  
« *in all other respects)*. Et puis, d'ailleurs, est-ce là une  
« cause de guerre ? Avec cet argument-là, il n'y a pas de  
« raison pour que nous ne soyons en guerre perpétuelle.  
« Si vous craignez la concurrence des Français, ils en sont  
« innocents ; c'est à vous à redoubler d'efforts... Pour

« avoir le droit de faire succéder l'état de guerre à l'état  
« de paix dans le monde, il faut avoir à défendre ou son  
« honneur ou son existence. Les Français nous menacent-  
« ils dans notre existence ou dans notre honneur? On dit  
« qu'ils n'ont point montré des sentiments conformes à  
« nos intérêts et à nos désirs ; mais pouviez-vous vous at-  
« tendre, en traitant avec le Premier Consul, qu'il se char-  
« gerait de la satisfaction de vos désirs et de vos intérêts?...  
« Assurément la puissance française est parvenue à un  
« degré dont nul Anglais ne peut se réjouir ; mais il faut  
« d'autres motifs pour une déclaration de guerre ! »

Il n'y en eut pas d'autres cependant. Le 13 mai 1803, le cabinet britannique, renouvelant le brigandage qui avait inauguré les guerres de 1755, de 1778 et de 1793, sans attendre que l'échange des ambassadeurs seulement eût eu lieu, ouvrit les hostilités en mettant l'embargo sur nos navires marchands, en lançant ses escadres à la poursuite de tous ceux qui naviguaient sur la foi des traités, en nous enlevant douze cents bâtiments, leurs équipages, et une valeur de plus de deux cents millions. Le tout, pour ce seul et unique motif, que la France devenait trop prospère et que le Premier Consul ne voulait pas entendre parler de la livrer par un traité de commerce !

Celui-ci n'était pas homme à rester en arrière de représailles. Il attesta solennellement le droit des gens indignement violé par la piraterie du gouvernement britannique, et sur l'heure, dans l'étendue entière de la République et de ses colonies, tout sujet mâle de la couronne britannique fut arrêté et retenu en otage jusqu'à ce que le dernier Français, enlevé en exécution des ordres de l'amirauté anglaise, eût été mis en liberté ; et ainsi s'ouvrit cette nouvelle guerre



de douze ans, qui devait amener dans l'état général du monde des conséquences de toute nature, dont le développement, au moment où nous écrivons, est bien loin encore d'être épuisé.

Mais c'est dans l'existence industrielle, commerciale et maritime de l'univers que la plus grande de ces conséquences était appelée à se produire ; et à ce titre, comme on va le voir, la rupture de la paix d'Amiens fut dans ses effets, plus encore qu'elle ne l'avait été dans ses causes, un événement dont le souvenir appartient, avant tout, à l'histoire de l'économie politique de la France.

Deux grands changements coïncidèrent, en Angleterre et en France, avec la reprise des hostilités : le Premier Consul, prenant le titre du pouvoir absolu dont, depuis le 18 brumaire, il avait la réalité, devint l'Empereur, et peu après, M. Pitt, jugeant l'heure venue de rentrer en scène, rede vint premier ministre.

La lutte s'engagea aussitôt ; et aussitôt, elle prit le caractère de ce qu'elle était réellement, une guerre de domination commerciale de la part de l'Angleterre, d'indépendance industrielle et maritime de la part de la France, agissant elle en cela, l'Angleterre allait bientôt, de reste, se charger de le prouver, au nom et pour le salut de la liberté insolemment déniée de tous les peuples du monde.

L'Angleterre recommençait sur l'Océan la vie de brigandage maritime qui avait déshonoré son gouvernement depuis 1793. Napoléon, par deux arrêtés successifs, déclara en représailles, qu'à l'avenir il ne serait reçu dans les ports de la France aucune denrée coloniale provenant des colonies anglaises, ni aucune marchandise venant directement ou indirectement de l'Angleterre, ni aucun bâtiment qui y

aurait seulement touché. Les neutres, pour être reçus dans les ports français ou occupés par la France, durent être munis d'un certificat délivré par le commissaire ou agent des relations commerciales de la France au port d'embarquement, certificat dans lequel le commissaire ou agent dut constater qu'il avait vu le chargement s'opérer sous ses yeux, et spécifier en détail la quantité et la nature de la cargaison. Peu après, un autre décret, faisant revivre l'esprit des proscriptions économiques de la Convention et du Directoire, éleva les droits d'entrée sur toutes celles des denrées ou matières ouvrées, comme cacao, café, thé, fers en verges, mercerie commune, toiles de fil et coton, toiles de coton et mousselines, dont la constatation d'origine, à cause de la diversité des pays de production, était trop difficile à obtenir en toute sûreté. Et ainsi, dès le début, l'Angleterre fut avertie, comme le disait Napoléon, que puisqu'elle voulait et faisait la guerre inhumaine et cruelle, elle la recevrait comme elle la faisait et voulait <sup>1</sup>.

Mais l'Empereur, légitimement exaspéré, s'était, à la réception de la dépêche de lord Hawkesbury, plus fortement résolu que jamais à quelque chose d'autrement décisif que tout cela, je veux dire une descente en Angleterre.

Latouche-Tréville parvenant à lui obtenir, des vents et de la guerre, la seule chose qu'il demandât pour en finir, la possession du détroit pendant six heures, eût-il réussi? Il y avait de terribles chances. Il suffirait presque, pour le croire, sans parler des merveilleux préparatifs maritimes qu'il avait faits et de l'armée sans pareille qu'il embarquait à sa suite, de lire les discours que l'épouvante dictait

<sup>1</sup> Les arrêtés et décrets que nous rappelons là sont de messidor an XI et de pluviôse an XIII.

alors en plein Parlement à Pitt lui-même. Celui-ci parlait de la destruction possible de Londres; il représentait avec effroi aux Communes Napoléon ayant créé une marine artificielle prodigieuse, capable de faire passer la Manche aux soldats de Hohenlinden et de Marengo. « Nous avons cent quatre-vingtmille hommes de troupes régulières et demi-lice, disait-il, quatrecent mille volontaires; et, malgré cela, notre sécurité n'est pas garantie. » Il avait raison, nul ne sait de quel prix l'Angleterre alors eût payé l'aveugle acharnement de son aristocratie. Mais la Providence voulut son salut.

Depuis deux ans, Pitt faisait négocier secrètement à Vienne et à Saint-Petersbourg une troisième coalition, et sa rentrée aux affaires l'avait enfin déterminée. C'était un coup de grande et prévoyante politique de sa part, il sauvait son pays; mais c'était une étrange conduite de la part de l'Autriche et de la Russie. Qu'attendaient-elles donc de l'Angleterre pour se sacrifier ainsi pour elle? On sait ce qui suivit : la bataille d'Austerlitz brisa la coalition; Alexandre gracié s'enfuit dans les profondeurs de ses États, et l'Autriche, payant pour tout le monde, perdit ses plus belles provinces. Mais qu'importait à l'Angleterre? Nelson venait en même temps de s'immortaliser en mourant pour elle à Trafalgar; nous n'avions plus de marine; l'effroyable tempête qui la menaçait était dissipée, et, en définitive, si ses alliés étaient humiliés ou écrasés, elle était saine et sauve; et elle régnait sur toutes les mers. Que lui fallait-il de plus?

Cependant le vainqueur d'Austerlitz, avant de continuer la lutte, voulut faire une suprême tentative en faveur de la paix. Il le pouvait apparemment sans descendre, et l'aristo-

cratie anglaise, qui avait manifesté une si légitime épouvante des préparatifs de Boulogne, pouvait, après Trafalgar, l'écouter sans rougir. L'Empereur recommença ce qu'avait déjà fait le Premier Consul; il écrivit directement au roi d'Angleterre.

« Je n'attache point de déshonneur, lui dit-il, à faire le  
« premier pas : j'ai assez, je pense, prouvé au monde que  
« je ne redoute aucune des chances de la guerre; elle ne  
« m'offre rien d'ailleurs que je doive redouter. La paix est  
« le vœu de mon cœur; mais la guerre n'a jamais été  
« contraire à ma gloire. Je conjure Votre Majesté de ne  
« pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix...  
« Votre Majesté a plus gagné depuis dix ans en territoire  
« et en richesses que l'Europe n'a d'étendue... Si elle veut  
« y songer, elle verra que la guerre est sans but, sans au-  
« cun résultat présumable pour elle. Eh ! quelle triste  
« perspective de faire battre les peuples pour qu'ils se bat-  
« tent ! Le monde est assez grand pour que nos deux na-  
« tions puissent y vivre, et la raison a assez de puissance  
« pour qu'on trouve les moyens de tout concilier, si, de  
« part et d'autre, on en a la volonté. »

Certes, ces paroles étaient vraiment belles dans la bouche de Napoléon au lendemain d'Austerlitz.

Mais Pitt refusa de les entendre. Il répondit même par une ouverture qui montra dès lors où la France devait uniquement mettre son espoir, et qui explique, du moins, si elle ne les excuse pas, les erreurs où le génie de Napoléon alla plus tard s'égarer et se perdre. Pitt dit qu'il avait un traité avec la Russie qui ne lui permettait pas de négocier sans elle. On se procura les termes de ce traité; c'étaient les mêmes que celui de 1814 !

Le parti de l'Empereur ne pouvait être douteux : il entra sur-le-champ en guerre. Le projet d'envahir la Grande-Bretagne, depuis Trafalgar, n'était plus réalisable ; il fallait trouver quelque autre combinaison qui, sans sortir du continent, arrivât enfin à faire éprouver aux Anglais les maux qu'ils infligeaient à l'univers.

Depuis longtemps Napoléon y pensait. Le Comité de Salut public avait, en 1793, montré la route. Lui-même s'y était déjà, comme on a vu, hardiment engagé.

Il résolut d'y faire un pas nouveau. Le décret par lequel il avait élevé les droits d'entrée sur les tissus de coton n'avait en rien fermé aux Anglais les débouchés du monde pour ce genre de produits, il les avait gênés seulement. Alors, en effet, nos ouvriers ne filaient le coton qu'au rouet et ne le tissaient qu'à bras, tandis qu'en Angleterre les grandes découvertes de Watt et d'Arkwright avaient, dès la fin du dix-huitième siècle, fait de la filature et du tissage mécaniques de cette riche matière des éléments immenses de travail, de production et d'échange. Transporter ces éléments d'Angleterre en France, en prohibant les fils et les tissus de coton anglais et en forçant nos fabricants à apprendre à filer et à tisser à la mécanique, était un acte de politique industrielle et générale d'une immense portée ; car s'il réussissait, on provoquait une crise à Londres, en même temps qu'on ajoutait aux ressources du travail en France. Napoléon proposa au Conseil d'État de prohiber les produits de la filature et du tissage anglais. En l'entendant, on *pâlit*, suivant son expression. Mais son génie avait vu juste, et il sourit de la pâleur de ses conseillers. Il manda Oberkampf ; il acquit dans la conversation de ce manufacturier, aussi intelligent qu'éclairé, la con-

viction que la prohibition à l'entrée des produits anglais occasionnerait sans doute une vive secousse; mais qu'au haut de quelques années, l'industrie du coton, grâce à cet acte énergique, serait naturalisée en France. Dès lors, il n'hésita plus; et par un décret du 22 février 1806, jour célèbre — c'est de lui que date le pain de plus de six cent mille ouvriers — l'importation des fils et des toiles de coton fut prohibée. « Ce fut un vrai coup d'État<sup>1</sup>, » a-t-il dit depuis à Sainte-Hélène.

L'alarme fut grande à Londres; elle était légitime, mais tel était le premier fruit de la politique à outrance de Pitt.

Ce grand homme d'État cependant, sur ces entrefaites, était mort. Une maladie lente l'avait emporté le mois précédant, l'âme rangée d'inquiétude, et travaillant encore, de sa main défaillante, à renouer à Berlin et à Saint-Petersbourg la coalition que le coup de foudre d'Austerlitz avait brisée. La gloire en deuil du triomphe de Trafalgar ne l'avait point abusé; il savait qu'il y avait tout à craindre de l'homme prodigieux qu'il bravait; et l'on dit que, dans ses dernières heures, on l'avait entendu murmurer : « O mon pays ! »

Eh bien, en janvier 1806, ce doute salutaire qu'avait exprimé Pitt mourant sur la sûreté politique de son haineux système, il était temps encore pour l'Angleterre, si son aristocratie l'eût voulu, de le laisser là. Napoléon encore une fois se montrait disposé à conclure la paix. La mort de Pitt et l'avènement à sa succession de Fox,

<sup>1</sup> *Mémorial de Sainte-Hélène*, juin 1816. Il y eut aussi au Corps législatif une exposition, suivant l'usage, par deux orateurs du Tribunal, des motifs du décret. Elle est au *Moniteur* du 21 août 1806.

qu'il connaissait et qu'il honorait personnellement, rendaient un rapprochement possible : pour le bonheur de l'Occident, que ne se fit-il !

On put croire un moment qu'il allait avoir lieu. Un assassin étant venu proposer au nouveau premier ministre de tuer Napoléon, Fox sur l'heure transmit l'horrible confidence au gouvernement français. C'était un pont sur lequel pouvait passer la paix. M. de Talleyrand reçut ordre de témoigner au cabinet britannique, avec les remerciements de l'Empereur, l'assurance nouvelle de ses dispositions à négocier encore une fois sur les bases du traité d'Amiens.

La négociation aussitôt s'engagea. L'Empereur n'y réserva absolument qu'une seule chose, dont l'histoire de notre politique commerciale doit, à tous les titres, conserver le souvenir, ce fut l'indépendance absolue des deux pays dans le principe et dans le mode de législation de leurs douanes.

« L'Empereur ne pense pas, écrivit M. de Talleyrand à Fox, que tel ou tel article du traité d'Amiens ait été la cause de la guerre; il est convaincu que la véritable cause a été le refus de faire un traité de commerce nécessairement contraire à l'industrie et aux manufactures de ses sujets<sup>1</sup>. »

Pour le reste, non-seulement Napoléon se montra de la plus grande facilité, mais on est étonné même aujourd'hui, en lisant les articles qu'il proposa, de l'étendue des concessions qu'il faisait à la Grande-Bretagne en échange de la reconnaissance de possessions acquises, qu'elle ne pou-

<sup>1</sup> Lettre à Fox du 8 avril 1806, publiée en extrait par M. Bignon, t. V, p. 261.

vait lui disputer. Ainsi, il demandait la Sicile et la Dalmatie, et il accordait la restitution du Hanovre, la cession définitive de Malte et du Cap, et, en outre, Pondichéry, Mahéet Chandernagor dans l'Inde, et Tabago en Amérique !

Qui n'eût cru la paix infaillible ! Elle ne se fit pas cependant ; les négociations traînèrent ; Fox soudain mourut ; l'école de Pitt rentra aux affaires avec Perceval, Canning et Castlereagh, et la guerre, un moment apaisée, recommença bientôt avec fureur, pour ne plus finir qu'en 1815.

Pitt, tout mort qu'il fût, dans cette circonstance servit encore son pays. La coalition qu'il avait commencé de nouer à Berlin et à Saint-Petersbourg — c'était de sa main la quatrième — cette coalition réussit. Voilà, encore une fois, la grande armée en marche. Elle écrase la Prusse à Auerstaedt et à Iéna, et, d'un bond, elle est à Berlin. Napoléon, en une seule campagne, avait ainsi transporté soudain sur la Vistule, à la porte même des Russes, la guerre dont ils l'avaient menacé sur les bords du Rhin.

Tandis qu'il les attendait cependant, méditant d'en finir par un nouvel Austerlitz, d'étranges nouvelles lui parvinrent de Londres.

Depuis la bataille de Trafalgar, l'Angleterre exerçait sur les mers une épouvantable tyrannie. Il n'y avait pas de bâtiments neutres qui fussent à l'abri, non-seulement de ses visites, mais de ses confiscations et même de la presse des matelots qu'ils avaient à leur bord. Les États-Unis avaient surtout souffert de ces pirateries. Dès 1805, le président Jefferson avait élevé la voix contre ce système insupportable, et déclaré qu'il n'était plus possible de le laisser subsister, et, au commencement



de 1806, le Congrès avait adopté un bill dans lequel il avait déclaré que tout individu qui presserait un matelot américain serait considéré comme pirate et puni de mort; que tout matelot américain qui tuerait un individu essayant de le presser à son bord recevrait, pour prix de sa résistance, une somme de deux cents dollars, et enfin que la marine américaine exercerait des représailles pour tout nouvel acte de déprédation de ce genre qui serait exercé sur ses navires. Mais les Anglais, en mépris du bill du Congrès, avaient poussé l'audace jusqu'à venir exercer la presse à bord d'une frégate américaine, à l'entrée même du port de New-York, et le cabinet britannique, non-seulement avait refusé de donner aucune réparation à celui de Wasingthon ; mais, mettant le comble à son despotisme , il avait déclaré qu'il interdisait tout commerce avec les colonies françaises, qu'il bloquait par simple ordonnance, comme s'ils l'eussent été réellement, tous les ports français de Brest à Hambourg, et que les neutres ne pourraient désormais porter leurs chargements que dans les ports britanniques. C'avait été un cri dans les deux mondes contre cet attentat sans précédent à la liberté des mers.

Mais Canning avait compté sans les ressources du puissant génie qui, tout en courant d'Iéna à Friedland , ne perdait pas de vue une seule de ses démarches.

Napoléon, à la déclaration anglaise, répondit par l'un des actes les plus extraordinaires dont l'histoire fasse mention, le blocus continental.

Déjà, dans son 13<sup>e</sup> bulletin, il avait fait pressentir sa vengeance. « Puisqu'ils ne respectent aucun pavillon, avait-il dit, l'intention de l'Empereur est de les bloquer dans « leur île. »

Mais comment y parvenir? Un décret lancé de Berlin, le 21 novembre 1806, l'expliqua.

« Considérant, dit-il, que l'Angleterre n'admet point le  
« droit des gens, suivi universellement par tous les peu-  
« ples policés; qu'elle répute ennemi tout individu appar-  
« tenant à l'État ennemi, et fait en conséquence pri-  
« sonniers de guerre, non-seulement les équipages des  
« vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages  
« des vaisseaux de commerce et des navires marchands,  
« et même les facteurs de commerce et les négociants qui  
« voyagent pour les affaires de leur négoce; qu'elle étend  
« aux bâtiments et marchandises de commerce et aux  
« propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne  
« peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'État ennemi;  
« qu'elle étend aux villes et ports de commerce non forti-  
« fiés, aux havres et aux embouchures des rivières, le  
« droit de blocus qui, d'après la raison et l'usage de tous  
« les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;  
« qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle  
« n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une  
« place ne soit bloquée que quand elle est tellement in-  
« vestie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un  
« danger imminent; qu'elle déclare même en état de blo-  
« cus des lieux que toutes ses forces réunies seraient inca-  
« pables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;  
« que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre  
« but que d'empêcher les communications entre les peu-  
« ples et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre  
« sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent;  
« que, tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque  
« fait sur le continent le commerce des marchandises an-

« glaises favorise par là ses desseins et s'en rend le com-  
 « plice; que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des  
 « premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance  
 « au détriment de toutes les autres; qu'il est naturel d'op-  
 « poser à l'ennemi les armes dont il se sert et de le com-  
 « battre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît  
 « toutes les idées de justice et tous les sentiments libé-  
 « raux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

« Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usa-  
 « ges qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.....  
 « Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui  
 « suit :

« ART. 1<sup>er</sup>. Les Iles Britanniques sont déclarées en état  
 « de blocus.

« ART. 2. Tout commerce et toute correspondance avec  
 « les Iles Britanniques sont interdits.

« ART. 3. Tout individu, sujet de l'Angleterre, de quel-  
 « que état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les  
 « pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés,  
 « sera fait prisonnier de guerre.

« . . . . .

« ART. 5. Le commerce des marchandises anglaises est  
 « défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angle-  
 « terre ou provenant de ses fabriques est déclarée de  
 « bonne prise.

« . . . . .

« ART. 7. Aucun bâtiment venant directement de l'An-  
 « terre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la  
 « publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun  
 « port.

« . . . . . »

Le même jour, un message fut expédié au Sénat pour l'informer de cette colossale mesure. Le Sénat répondit : « Le gouvernement anglais a appelé la barbarie, qu'il en éprouve les malheurs ! Qu'un mur d'airain le repousse loin du continent ! Que l'Europe, dont il a voulu faire rétrograder la civilisation, soit pour lui une terre inhospitale !... »

Paroles terribles, qui feraient frémir l'humanité, si elles n'avaient pas exprimé, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, des représailles que son abominable conduite avait légitimées. Napoléon, en la dénonçant au monde civilisé et à l'histoire comme ayant rompu tous les liens qui l'attachaient au reste des sociétés humaines, n'avait proclamé qu'un fait ; elle recueillait ce qu'elle avait semé.

Mais il fallait faire exécuter le décret du 21 novembre. Napoléon, d'un trait de plume, en avait assuré l'exécution déjà dans l'étendue entière de l'empire français, ainsi qu'en Hollande, en Espagne et en Italie. C'était beaucoup ; mais il voulait davantage ; il voulait coaliser le reste de l'Europe contre les Iles Britanniques. Cela était impossible tant que la Russie n'aurait pas accepté son alliance, et, pour qu'elle l'acceptât, il fallait la lui imposer.

Ce fut le fruit de l'immortelle campagne que termina Friedland.

La paix se fit à Tilsitt. Napoléon y mit pour condition *sine quâ non* de sa pose d'armes l'adoption pure et simple par la Russie du système continental. Alexandre y consentit. Il fut convenu qu'il offrirait sa médiation à l'Angleterre, et que si avant le 1<sup>er</sup> novembre (on était en juillet), celle-ci n'avait pas reconnu l'égale et parfaite

indépendance de toutes les nations sur les mers, il rappellerait son ambassadeur à Londres et ferait, ainsi que la Prusse, cause commune avec la France; il fut stipulé, en outre, que les alliés joindraient leurs efforts auprès de la cour de Vienne pour déterminer celle-ci à s'associer à leurs principes et à leurs mesures; et ainsi la Grande-Bretagne se trouva menacée de la manière la plus explicite de voir le système continental devenir une vérité dans toute l'Europe.

L'aristocratie anglaise cédera-t-elle? aura-t-elle pitié des misères immenses que son obstination va, à coup sûr, faire fondre, nous ne dirons pas sur le reste du monde, que lui importe le reste du monde! mais au moins sur le malheureux peuple qu'elle gouverne? Non. Sa haine est la plus forte. Elle est épouvantée du système; elle a la fureur dans l'âme de subir enfin les fléaux qu'elle inflige depuis si longtemps à l'univers; elle a jugé toute la profondeur du coup dont elle est frappée; elle sait et elle dit que c'est la plus pernicieuse machination (*the most mischievous contrivance*)<sup>1</sup> qui ait été jamais inventée pour l'extinction graduelle de la puissance anglaise (*for the gradual extinction of England*); mais, dût-elle mourir, elle veut mourir debout; le blocus continental peut l'épuiser — et c'est, plus nous allons, plus ce qu'il paraît avoir fait — mais l'histoire ne dira pas qu'il l'ait fait pâlir ni plier.

Au contraire, il sembla qu'une fureur nouvelle la poussât à précipiter l'exécution des articles de Tilsitt, et même à en aggraver encore les conséquences.

<sup>1</sup> Voyez *The Edinburgh Review* de 1813, et les débats du Parlement de 1807 et de 1808.

Sans vouloir entendre la Russie, elle envoya dans la Baltique une flotte de soixante navires de guerre et de cinq cents transports, portant trente mille hommes, qui, en pleine paix, sans déclaration de guerre préalable, somma le Danemark de se déclarer pour la Grande-Bretagne, et, sur son refus, écrasa Copenhague et détruisit sa flotte, ses chantiers et ses arsenaux. En même temps, à l'autre bout du monde, elle continua, sur une échelle inouïe, la presse à bord des navires américains, enlevant leurs matelots, leurs munitions navales, leurs armes, jusqu'à leurs cordages. Ce n'était pas de la colère, c'était de la rage.

Mais la mesure était comble.

Napoléon, d'abord, à la nouvelle de ces nouveaux attentats, lança de Milan, le 17 décembre 1807, un nouveau décret, complémentaire de celui de Berlin, dans lequel, déclarant que puisque les Anglais avaient la prétention d'établir « l'infâme principe que le pavillon ne couvre pas la « marchandise, » désormais, et jusqu'à ce que leur gouvernement revint aux maximes du droit des gens qui régissent les relations des États civilisés en temps de guerre, tout bâtiment, de quelque nation qu'il fût, qui aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou qui se serait soumis à un voyage en Angleterre, ou qui aurait payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, serait par là seul dénationalisé et réputé propriété anglaise; qu'en conséquence, la garantie de son pavillon serait perdue, et que s'il entraît dans un des ports soumis au système continental, ou s'il tombait au pouvoir des vaisseaux de guerre ou des corsaires de la France ou de ses alliés, il serait *pleno jure* déclaré de bonne et valable prise. Alexandre, de son côté, indigné,

tant de l'attentat de Copenhague que du dédain avec lequel son offre de médiation avait été accueillie, déclara qu'il rompait toutes les relations diplomatiques, qu'il annulait toutes les conventions commerciales qui le liaient avec le gouvernement de la Grande-Bretagne, qu'il se rattachait au principe de la neutralité armée, et que les ports, côtes et marchés russes, vis-à-vis de l'Angleterre, seraient désormais régis par les principes des décrets de Napoléon. La Prusse, le Danemark, la Suède, l'Espagne, l'Autriche, la Hollande, adhérèrent successivement au système. Enfin, les États-Unis, tout incapables encore qu'ils fussent de résister à la colossale marine militaire anglaise, commencèrent cependant d'armer contre elle leurs havres et leurs côtes, et de gêner l'introduction des produits britanniques : la politique de l'Empereur triompha dans tout l'ancien monde, elle tendit à l'emporter de même dans le nouveau ; et les Îles Britanniques furent véritablement, comme il l'avait décrété, en état de blocus sur mer comme sur terre.

Un tel résultat était immense. Maîtres de l'Océan, mais au ban de tous les marchés, les Anglais, dans l'effroyable situation où l'aveugle haine de leur aristocratie les avait précipités, n'avaient, pourvu que cette situation durât, qu'à périr de famine, de chômage, de faillites, d'encombres et de dettes ; ou, subissant la loi du vainqueur, qu'à reconnaître solennellement enfin l'indépendance industrielle et maritime de toutes les nations. Il était passé, et grâce, à Dieu, malgré les désastres qui suivirent, il ne devait plus revenir le temps, où, comme l'épicurien de Lucrèce, le fabricant britannique, contemplant de son île les désastres du continent, y voyait avec une joie sinistre la garantie de

la prospérité de ses affaires et du maintien de son monopole. La politique de Pitt était à bout ; la coalition était retournée sur une échelle gigantesque, et quand un jour elle se dissoudrait, l'Angleterre était destinée à voir que la liberté du commerce des deux mondes était fondée et que son despotisme avait péri.

La situation de la France, au contraire, au lendemain de Tilsitt, était économiquement aussi prospère que celle de la Grande-Bretagne était désastreuse.

Les finances étaient en bon ordre. Napoléon pouvait annoncer au Corps législatif une décharge considérable sur la propriété foncière. Les impôts indirects définitivement établis remplissaient le Trésor sans affecter en rien les sources de la fortune des contribuables. Les travaux publics avaient pris un développement immense. Les routes du Mont-Cenis et du Simplon se terminaient. Les Pyrénées et les Apennins allaient être, comme les Alpes, le théâtre de grandes entreprises. La navigation de dix-huit fleuves ou rivières principales était en cours d'amélioration. On poursuivait à la fois l'achèvement de dix canaux. Des ouvrages considérables s'exécutaient dans tous les ports, à Anvers, à Dunkerque, à Calais, à Cherbourg, à Rochefort, à Marseille. L'agriculture avait reçu une impulsion extraordinaire. La restauration des haras était accomplie. On travaillait à la multiplication des bestiaux et à l'amélioration des laines. Le régime protecteur, dans son excès même, donnait à tous les genres d'industrie un élan sans pareil depuis Colbert. Le commerce, malgré la guerre maritime, trouvait dans tout le continent un débouché considérable. La sécurité enfin et l'esprit d'entreprise étaient partout. Les Anglais avaient eu beau fermer la



mer, le décret de Berlin, le traité de Tilsitt et ses conséquences avaient déconcerté leur politique, et elle retombait de tout son poids sur eux seuls.

Cela ne tiendra pas, disait et redisait Canning, pour tâcher de se le persuader à lui-même. Une si vaste machine est impossible à gouverner longtemps. La France souffrira bientôt autant que nous. C'est un défi insensé à la nature que de prétendre se passer de l'Amérique et de l'Asie ; *Non omnis fert omnia tellus*. Et quand le ministre de l'intérieur disait avec raison au Corps législatif, le 16 août 1807 : « Cette guerre n'est que la guerre de l'indépendance du commerce », il le tournait en dérision.

Sur tous les points, tout habile politique qu'il fût, Canning se trompait, ou il affectait de se tromper.

Sans doute, une aussi vaste machine était difficile à conduire. Mais, comme dit spirituellement List, il n'était pas nécessaire de la faire manœuvrer avec la même précision qu'un carré de la garde. Il suffisait qu'elle durât seulement quelques années, pour qu'elle produisit toutes ses conséquences, et que le monopole britannique fût à jamais détruit.

La France devait souffrir de ce régime ; mais ses souffrances seraient médiocres et passagères, et à la paix elle en recueillerait des fruits immenses ; tandis que l'Angleterre ne recueillerait des siennes, après une crise terrible, que la perte de son omnipotence maritime et industrielle. Quand au *Non omnis fert omnia tellus*, c'était une raillerie, sans doute, dans la bouche d'un membre du gouvernement britannique. Est-ce que l'Angleterre n'avait pas appris au monde, en parvenant par ses lois prohibitives à fournir d'indiennes l'Inde et de cotonnades l'Amérique, que la

théorie du *cours naturel* des choses est une simplicité, et que l'industrie peut même remonter vers sa source ?

Du reste, les événements allaient se charger, de telle sorte, de la réfutation des discours, sincères ou calculés, des ministres anglais, que Napoléon, pour y répondre, n'avait qu'à laisser agir sa politique.

Il avait bien prévu que le blocus continental imposerait à la France des sacrifices momentanés, que ce ne serait pas en un jour que les fabriques nationales pourraient suffire à aussi bas prix que l'étranger au besoin de la consommation, que l'interdiction maritime dont l'Angleterre avait frappé le reste du monde resserrerait d'une manière singulière les communications des peuples, restreindrait les débouchés de la production et imposerait à toute l'Europe de nombreuses privations; mais l'affranchissement industriel de l'univers était si certain, pourvu qu'on eût un peu de patience, que des considérations relativement si secondaires avaient, avec raison, été incapables de l'arrêter.

D'ailleurs, l'histoire lui doit de rappeler qu'il vint au secours des souffrances inévitables de l'industrie et du commerce, pendant cette solennelle et féconde épreuve, autant qu'il fut en lui, et avec autant d'habileté et de succès qu'il était possible.

Il donna ordre au ministre de l'intérieur d'acheter, dans les moments de crise, pour plusieurs millions de marchandises aux fabriques encombrées ou en souffrance; d'avancer des sommes considérables à ceux dont les manufactures languissaient ou étaient en péril; de soutenir hardiment, toutes les fois que l'occasion s'en présenterait, des deniers du Trésor, les ateliers qui menaçaient d'être sans travail.

Ces prêts s'élevèrent, suivant les estimations les plus authentiques, jusqu'à une vingtaine de millions. Les désastres de 1813 et de 1814 firent qu'un tiers environ ne fut pas remboursé. Mais qu'était-ce, pour le Trésor et pour les contribuables, que cette perte insignifiante de dix, de vingt millions même si l'on veut, en comparaison du résultat qu'on obtenait en maintenant les fabriques ouvertes, et en poussant au développement de l'industrie nationale <sup>1</sup>?

L'Empereur ne s'occupa pas moins, par tous les moyens en son pouvoir, de soulager le commerce et de lui créer des débouchés. Il fit lever d'anciennes prohibitions qui existaient en Espagne, sur nos soieries, nos draps et nos ouvrages de quincaillerie. Il fit disposer, à Trieste, d'immenses magasins qui servirent d'entrepôt aux expéditions et aux retours de notre commerce avec Constantinople. Un vaste service de roulage fut organisé, de Marseille et de Gênes jusqu'aux frontières de la Bosnie, et affecté au transport de nos draps *chaalons* en Asie et à celui des cafés et des cotons du Levant jusqu'à notre frontière <sup>2</sup>.

Enfin, il imagina une mesure qui fut très-critiquée, qui méritait sans doute de l'être, mais qui avait son excuse dans la situation extraordinaire où l'on était, et qui, au milieu de nombreux et inévitables abus, adoucit quelque peu cependant les rigueurs du système continental : ce fut la mesure des licences.

Ce fut au commencement de juin 1809 qu'il les institua. C'étaient des autorisations spéciales d'importer par mer certaines marchandises étrangères, par exception aux lois

<sup>1</sup> Lettres de l'Empereur, des 7 et 27 mars et 27 mai 1807, du 9 décembre 1810 et du 4 mars 1811, au Ministre de l'intérieur et au Ministre du Trésor.

<sup>2</sup> *Moniteur* du 10 mai 1811.

du blocus, à condition d'en exporter la contre-valeur en marchandises françaises. Ces licences, qu'il délivrait dans les premiers temps lui-même, étaient accordées pour trois et six mois. A l'importation, on pouvait rapporter toutes les marchandises du Levant, et notamment des cafés et des cotons, en en justifiant l'origine. L'exportation consistait en tous produits naturels ou fabriqués français, non prohibés à la sortie<sup>1</sup>.

Tout cela, assurément, était loin de valoir le régime de la paix maritime. Les avances aux fabricants n'étaient que des palliatifs; la gigantesque entreprise de la substitution du commerce de terre au commerce de mer, pour les échanges avec le Levant, renchérisait extrêmement tous les objets de ces échanges; le régime des licences enfin, outre qu'il ne réussissait pas toujours à tromper la vigilance des croisières ou des douanes anglaises, était devenu sur la fin, pendant l'absence de Paris de Napoléon, l'occasion de scandaleux trafics; et, encore une fois, il est trop clair que la paix maritime eût mieux valu.

Mais cette paix, qui donc, depuis 1793, la refusait toujours? Était-ce nous? Est-ce que le blocus continental n'était pas une pure politique de représailles, adoptée à la dernière extrémité? Est-ce que Napoléon, si on peut le blâmer sur tant d'autres choses, n'est pas parfaitement absous devant l'histoire, après ses deux lettres au roi d'Angleterre et sa négociation avec Fox, de la responsabilité des inévitables souffrances et des non moins inévitables abus que devait entraîner le système continental?

L'école du *laissez faire* et du *laissez passer* lui a fait

<sup>1</sup> Voyez sur le régime des licences le *Tarif chronologique des douanes de l'Empire français* (1812), de Dujardin Sailly.

le plus dur procès du monde sur ces abus et sur ces souffrances. Elle n'a oublié, en faisant ce procès, que de le diriger contre le gouvernement coupable qui était l'auteur de toutes ces choses. Car, à moins de prouver, ce qui est difficile, que c'était la France, en 1807, qui fermait la mer au genre humain; à moins, dans le délire de l'enthousiasme pour la philanthropie britannique, d'aller jusqu'à soutenir que Pitt et Canning avaient le droit de faire de toutes les mers le théâtre d'un affreux brigandage, sans que la France eût celui d'y opposer les moindres représailles : à moins de cela, il faut convenir que les vexations imposées à la France elle-même par le blocus continental n'étaient que l'œuvre encore et l'œuvre directe de la politique à outrance de l'Angleterre.

Du reste, ce ne sont là que des détails, et ce n'est pas sur les embarras et sur les abus momentanés qu'il causa qu'il faut juger cet acte extraordinaire, c'est sur les résultats qu'il produisit. Il constituait le monde dans un état excessif évidemment. Mais l'Angleterre, en faisant la folie de pousser Napoléon à cette extrémité, avait-elle calculé juste? Loin de là : l'aristocratie qui la gouvernait alors avait, en se conduisant de la sorte, sacrifié à son orgueil les intérêts les plus chers de la puissance britannique. La France, contre la grandeur de laquelle les lords avaient fait le serment d'Annibal, cette France, inspirée en même temps qu'éprouvée par la nécessité, sortit des étreintes du blocus continental, affranchie à jamais du despotisme de l'Angleterre, dotée d'instruments de travail de tout genre aussi vastes que nouveaux, et c'est de là enfin que datent l'indépendance et la prospérité agricole, industrielle et commerciale, dont elle jouit aujourd'hui.

Oubliant un moment les événements étrangers à notre histoire qui remplissent l'intervalle des deux époques, transportons-nous de 1807 à 1812, au moment où la guerre de Russie est engagée sans retour, où le Czar a rompu la grande confédération maritime qui le lie à Napoléon, et où les effets immédiats, tant du blocus que du régime de protection énergique qui déjà l'avait précédé, sont accomplis. Il n'est pas de meilleure manière, sans doute, d'apprécier la valeur d'une politique que d'en examiner les résultats.

Il est deux monuments authentiques dont l'étude comparée peut servir à rendre ces résultats sensibles.

En 1788, de Tolosan, alors intendant général du commerce, puisant dans les archives des divers départements ministériels, en tira une statistique industrielle de la France, avec une estimation de la valeur de ses principaux produits fabriqués, que nous avons encore aujourd'hui<sup>1</sup> et qui peut servir à nous apprendre quelle était, approximativement au moins, la fortune agricole et manufacturière de la France, à la veille de la révolution. Napoléon, d'un autre côté, reprenant l'ancien projet de Colbert, avait, dès 1800, n'étant encore que consul, établi une Commission générale de Statistique, chargée de dresser l'état de la situation matérielle de la France. Cette Commission avait poursuivi ses travaux pendant toute la durée de l'Empire, et, en 1812, elle était parvenue à généraliser les résultats des vastes renseignements qu'elle avait réunis. Malheureusement l'Exposé de la situation de l'Empire, qui fut le fruit de ces longues enquêtes, confondit dans ses tableaux les chiffres

<sup>1</sup> Ouvrage rare; la *Statistique de la France* en a réimprimé les résultats, t. I, de l'*Industrie* (1847), *Introduction*.

de la production de toute la France de l'époque, c'est-à-dire d'une France qui comprenait cent vingt départements : de manière que les totaux que cette immense statistique fournit ne peuvent servir d'éléments de comparaison avec les chiffres donnés par Tolosan, pour une France infiniment moins vaste. Mais, en 1819, Chaptal qui, autrefois, comme ministre de l'intérieur, avait contribué à la direction des travaux de la Commission de statistique, et qui avait eu entre les mains les documents originaux réunis par cette Commission, s'en est servi dans son exact et élégant ouvrage *De l'Industrie française*, et les chiffres ainsi que les renseignements qu'il donne ont, pour ce motif, sans parler de la confiance qu'inspirent ses lumières personnelles, une autorité irrécusable.

Or, voici ce que la comparaison des chiffres fournis par ces deux statistiques, d'une part, et quelques autres renseignements généraux puisés dans les publications officielles du temps, de l'autre, nous apprennent sur le progrès de la puissance productive de la France sous l'impulsion du régime protecteur, depuis les premières mesures prohibitives de la Convention, jusqu'aux derniers décrets promulgués par Napoléon, à la veille de la campagne de Russie.

Il n'est pas une branche de l'agriculture qui n'ait prospéré durant cet intervalle, qui n'ait perfectionné ses méthodes, accru son capital et augmenté ses produits. On dira que pour quelques-unes de ces branches, comme la culture des céréales et celle des vignes, le progrès, quel qu'il soit, ne saurait être attribué uniquement au régime de la protection. Il est vrai. La révolution de 1789, en supprimant la corvée, les péages et douanes intérieures, et en divi-

sant la propriété, l'Empire, en couvrant la France de routes et de canaux, ont fait, pour le progrès de la culture du blé et du vin, infiniment plus que le régime protecteur. Mais on aurait tort de croire que, même là, ce régime n'ait point agi. En effet, en donnant à l'industrie nationale un élan extraordinaire, il a augmenté extrêmement l'importance du marché intérieur pour les propriétaires de vignobles et de terres à blé, et la consommation qui s'en est suivie a tourné évidemment pour eux en encouragement et en profit. La preuve en est bien facile à donner, c'est que, de 1789 à 1812, l'étendue et la valeur des terres à blé et des vignobles n'ont cessé de s'accroître. Mais, si le régime de la protection ne peut revendiquer qu'indirectement le progrès de la culture des céréales et des vignes, comment ne pas reconnaître sa décisive influence dans la multiplication croissante des bestiaux, des chevaux, des bêtes à laine, dans le progrès énorme des anciennes cultures industrielles, comme la soie, le chanvre, le lin, et enfin, ce qui est bien moins récusable encore, dans le développement sans précédent de celle de la pomme de terre, de la betterave et du pastel ? Il serait peu utile de reproduire à cet égard les chiffres que donne Chaptal : ils n'ajouteraient rien à l'éloquence de faits dont tout le monde a encore aujourd'hui les conséquences sous les yeux.

Le changement dans l'industrie fut bien plus rapide et bien plus remarquable encore ; et, outre les statistiques de Tolosan et de Chaptal, des documents officiels de tout genre peuvent servir non-seulement à le constater, mais à en donner l'expression sous toutes les formes.

Bloquée de toutes parts, la France fut mise, sous l'Empire, dans la nécessité absolue de demander au génie de



ses enfants d'enfanter des merveilles pour arriver à se passer absolument du reste du monde. Le cabinet britannique riait d'abord beaucoup de la prétention étrange où étaient nos manufacturiers de créer des machines qui rivalisassent avec celles de l'Angleterre, et bien plus encore de voir nos savants chercher à remplacer par des produits européens les denrées et les matières premières de l'Amérique et de l'Asie ; mais il cessa de rire, quand il eut vu, à l'épreuve, de quoi étaient capables, en ce genre, sous l'impulsion du grand génie qui les excitait, les Berthollet, les Vauquelin, les Fourcroy, les Conté, les Chaptal, les Thénard, les Parmentier, les Brongniart, les Darcet, les Adam, les Leblanc, les Philippe de Girard, les Oberkampf, les Richard Lenoir, les Gonin, les Clément et Désormes, les Deyeux, les Barruel, etc.

*Non omnis fert omnia tellus*, toute terre ne porte pas toutes les sortes de fruits, répétait gravement le cabinet britannique, avec l'école du *laissez faire* et du *laissez passer*. C'est une erreur. Il y a une terre qui est capable de tout porter, quand elle est fécondée par le travail, c'est le génie de l'homme !

C'est une démonstration qu'à son éternel honneur la France de l'Empire a donnée, avec une grandeur qui ne périra pas dans l'histoire.

Le décret du 22 février 1806 nous avait laissés tout à coup presque sans filés et sans tissus de coton ; en même temps, l'interdit dont les Anglais frappaient les mers nous réduisait à n'employer que des cotons du Levant, de Naples ou d'Espagne, qui se prêtaient difficilement à former des fils d'une grande finesse. Qui n'eût cru, réduits à nos filatures à rouets et à nos tissages à bras, et privés des

cotons d'Amérique, que nos fabriques d'indiennes allaient périr? Cependant *la nécessité*, cette *mère de l'industrie*, (c'est un proverbe qui vaut bien le *Non omnis fert omnia tellus*), la nécessité éveillant le génie de nos constructeurs et de nos fabricants, nous eûmes déjà, en 1812, plus de deux cents filatures à la mécanique, comptant plus d'un million de broches, et ouvrant plus de dix millions de kilogrammes de coton. C'était surtout avec les cotons du Levant que ces filés se fabriquaient, et ces cotons, ainsi que nous venons de le dire, étaient très-rebelles à la fabrication des filés fins, à cause de leur grosseur et de leur brièveté. Cela empêcha-t-il nos filateurs de réussir? Nullement, cela ne servit qu'à donner de l'émulation à nos constructeurs de machines et à leur faire produire des instruments plus parfaits. « Les difficultés qui étaient à vaincre, dit Chaptal, n'ont pas peu contribué à perfectionner la filature. » Le tissage suivit le même progrès : il comptait, en 1812, soixante-dix mille métiers.

Cependant Napoléon, qui un moment avait douté lui-même que le génie de la Mécanique pût suffire à alimenter nos tisserands de filés de coton, avait par provision pensé à mettre, au besoin, la France en état de se passer de cotonnades, et à remplacer celles-ci par des tissus de lin.

Dans cette vue, il promit, par un décret du 7 mai 1810, un million à celui qui trouverait une machine capable de faire pour la filature du lin ce qu'Arkwright avait fait, de l'autre côté de la Manche, pour celle du coton. Philippe de Girard trouva cette machine, au moment même où l'Empire croulait. L'Autriche nous enleva le grand manufacturier; de là, sa mécanique passa en Angleterre, et il fallut qu'un autre industriel de premier mérite, M. Scrive,

allât plus tard, au prix de difficultés et même de dangers personnels de toute sorte, la retrouver à Londres et la ramener en France. Mais cela ne change rien au fait primitif. Sans l'excitation extraordinaire donnée au génie de la Mécanique par le décret de Berlin, où serait cette machine unique qui convertit le lin en fil de dentelles, d'une finesse et d'une force à désespérer la fileuse à la main la plus habile?

Si l'on compare maintenant les chiffres de Tolosan avec ceux de Chaptal, relativement à l'importance comparée de la production des tissus pris ensemble de lin, de chanvre et de coton, on trouvera que, de 1789 à 1812, cette production, tandis que les prix de revient et de vente de ses ouvrages s'étaient abaissés considérablement, avait presque doublé de valeur : elle n'était que de deux cent vingt-cinq millions de francs avant la Révolution, elle s'élevait à quatre cent trente-cinq à la fin de l'Empire.

Deux autres grandes branches de l'industrie des tissus, la soierie et la draperie, firent également des progrès considérables sous l'époque impériale.

Lyon ayant été presque détruit par la fureur révolutionnaire, toute l'industrie de cette grande ville était à rétablir quand Napoléon prit les affaires. Nous avons déjà vu que, dès 1802, elle avait jeté de nouveau un vif éclat à l'Exposition de la cour du Louvre. La guerre, qui avait été constante depuis lors avec l'Angleterre, n'avait été rien moins que favorable à son développement; cependant la valeur de ses produits qui, en 1788, était de cent sept millions, s'était, en 1812, élevée à cent vingt-cinq, et le nombre de ses métiers s'était augmenté de trois mille.

La draperie avait reçu une impulsion analogue. L'in-

troduction des mérinos d'Espagne ayant permis aux fabricants de Sedan et de Louviers d'employer des laines fines, et le blocus les ayant obligés à imiter les machines anglaises pour le foulage des draps, et à en inventer d'inconnues pour leur tonte et leur lainage, notre draperie riche n'avait, en 1812, de rivale nulle part. Elbeuf avait, sous l'influence de causes voisines, pris une extension remarquable. Il en était de même des manufactures d'Abbeville et de celles du Midi, de Carcassonne et de Limoux notamment. Enfin, si, négligeant l'accroissement de quantité des produits en aunage et la diminution des prix, on compare, avec les seuls éléments que fournissent Tolosan et Chaptal, la situation générale de l'industrie de la laine en 1789 et en 1812, on trouve que le nombre des métiers avait passé de sept à dix-sept mille, et celui des ouvriers de soixante-seize à cent trente et un mille; autrement, que le nombre des métiers s'était accru de cent trente-sept pour cent, et celui des ouvriers de cent soixante-douze. La production avait suivi une marche ascendante proportionnelle; elle avait environ quadruplé, car le nombre des pièces de lainage fabriquées en France, qui, avant la Révolution, était de trois cent vingt-quatre mille environ, en 1812 était de douze cent quarante mille.

La plupart de ces progrès étaient dus au génie de la Mécanique, surexcité par la violence des événements; mais le génie d'une autre science se mit aussi de la partie, et enfanta de plus rares merveilles encore, ce fut celui de cette science toute moderne, dont Lavoisier, à la fin du dernier siècle, avait trouvé, jusque sous la hache révolutionnaire, le temps de fixer les principes : la Chimie.

Napoléon avait jugé tout ce qu'il y avait d'avenir pour

l'industrie dans son association avec cette science nouvelle, et il avait dit un jour, avec sa vive originalité de langage ordinaire, qu'il mettait les chimistes en réquisition. Ceux-ci avaient tous entendu, quelques-uns même devancé cet appel. En un moment, la France se couvrit de laboratoires, où tout un peuple d'esprits d'élite se mit à chercher la solution du singulier problème d'amener la France à remplacer sur son sol les productions des Indes et des Antilles.

Ce fut, d'abord qu'on les vit à l'œuvre, un concert de plaisanteries d'assez pitoyable goût, non-seulement sur les bords de la Tamise; mais, ce qui fut assez triste, sur ceux même de la Seine. On ne tarissait pas. Se passer d'indigo, de cochenille, de rouge d'Andrinople, de céruse d'Angleterre, de sucre enfin, était-ce possible! Bien mieux, quand les premiers échantillons des extraordinaires produits nouveaux que nos chimistes inventaient paraissaient à la lumière, on commençait par soupçonner quelque fraude, puis on les criblait de railleries. Elles étaient fort plaisantes à coup sûr, fort patriotiques surtout! Voici cependant, à l'effroi du gouvernement britannique qui, lui, observait de près ces résultats extraordinaires du génie de nos chimistes, à quoi ceux-ci parvenaient.

Un Suédois, le savant Schéele, avait découvert l'acide muriatique oxygéné et reconnu qu'il avait la propriété de décolorer les substances végétales. Berthollet et Chaptal, s'emparant de ce fait, entreprirent d'en tirer parti pour les arts. Ils y parvinrent, et bientôt l'acide muriatique fut universellement employé au blanchiment du chanvre, du lin, du coton et de la pâte de linge destinée à la fabrication du papier. La consommation annuelle s'en éleva, sous l'Empire, jusqu'à six mille quintaux métriques. La fabri-

cation de l'acide sulfurique était, avant la Révolution, extrêmement bornée. Les besoins de l'industrie en réclamant des quantités de plus en plus considérables, Clément et Désormes en perfectionnèrent la fabrication; elle s'étendit rapidement, et des usages nouveaux de cet acide, comme l'épuration des huiles de graine, furent le fruit de l'accroissement de sa production. La chimie parvint encore à fabriquer à si bas prix les acides nitrique et nitro-muriatique, qu'ils devinrent d'un usage vulgaire dans l'art monétaire et dans les ateliers de teinture et de chapellerie. Il en fut de même de l'ammoniaque. Nous allions chercher le sel ammoniac en Egypte. Nos chimistes parvinrent à nous en fabriquer, à la porte de Paris, en assez grande quantité, non-seulement pour suffire à nos besoins, mais pour nous permettre d'en exporter une partie. Nous tirions l'alun de toute l'Europe; et nul ne pensait qu'on pût suppléer à celui qui s'extraît des entrailles de la terre. Chaptal y arriva cependant : il composa un alun artificiel qui, en peu de temps, remplaça parfaitement l'alun de mine, et créa ainsi un produit dont la valeur commerciale annuelle ne fut pas moindre de six millions. La couperose était en partie aussi un produit étranger. Nous étions obligés de la tirer de l'Angleterre; mais Canning ne voulait plus nous en vendre. Clément et Désormes en produisirent artificiellement à Soissons; ce fut une création industrielle d'une valeur de production courante d'environ deux à trois millions. Les préparations mercurielles que nous tirions de Hollande et d'Italie eurent le même sort : nos laboratoires en trouvèrent le secret de composition, et ils affranchirent nos industriels du besoin de les aller chercher à l'étranger.

Mais c'était en matière de teinture, de vernis et de mor-

dants, que les plus grands efforts étaient à faire. Nous étions tributaires presque du genre humain à leur égard.

Les Anglais étaient, de temps immémorial, en possession de nous fournir de céruse et de blanc de plomb. Comment arriver à détourner à ce point le *cours naturel* des choses, que de nous passer de leur blanc de plomb et de leur céruse ? On y arriva cependant : la science, remontant aux principes constituants de ces produits, surprit à la nature la manière dont elle s'y prenait pour les faire, et il sortit bientôt de ses ateliers des céruses plus blanches que celles d'Angleterre. Nos artistes et nos fabricants se plaignaient extrêmement, depuis le blocus maritime, de manquer des principales couleurs dont ils avaient besoin. La chimie chercha ; et elle trouva tout ce dont les arts et les métiers avaient besoin. Elle découvrit le chrome, et avec lui ce beau vert qui décore depuis toutes nos porcelaines ; une préparation de cobalt produisit, entre ses mains, un bleu inconnu ; elle parvint à fixer le noir sur le coton, à produire sur la soie toutes les nuances de l'hortensia, à y fixer la couleur du bleu de Prusse, à donner un éclat particulier au rouge d'Andrinople, à transporter sur le coton tous les procédés et tous les résultats de la teinture de la laine, à fabriquer des nankins français au point d'en livrer au commerce jusqu'à dix-huit cent mille pièces dans une année, etc. Enfin nos savants mirent le comble à leur gloire et à l'étonnement public en ce genre, en arrivant à remplacer l'indigo de l'anil par celui du pastel, et l'écarlate de la cochenille, en transformant, pour ainsi dire, la couleur de la garance.

Napoléon était justement fier de ces succès. Il les célébrait à l'égal de ses plus belles victoires. Il prévoyait avec raison que ces conquêtes du génie sur la nécessité et sur

la nature compteraient un jour parmi les titres les plus solides comme les plus purs de la gloire de son règne, et que la postérité en saluerait en lui l'initiateur.

Cependant, cet extraordinaire mouvement de découvertes, loin de se ralentir, semblait, au contraire, ne faire que s'activer en marchant.

On ne connaissait pas le charbon animal ; la chimie le découvrit, et elle fit voir qu'il possédait les qualités les plus précieuses pour la conservation, la clarification et l'épuration des liquides. On en essaya dans les raffineries : il y devint, dès les premiers essais, ce qu'il est resté depuis, l'un des agents les plus puissants de la fabrication du sucre. La distillation des combustibles conduisit encore nos chimistes à la découverte du vinaigre de bois et à celle du gaz à éclairage. Ils perfectionnèrent aussi la distillation du vin, et créèrent les alambics dont nos fabricants d'eau-de-vie se servent encore de nos jours.

Il leur fallait suffire à tout. Nos savonneries, nos verriers, nos blanchisseries, nos buanderies, nos teintureries, manquaient de soude. Nous en tirions de l'étranger environ pour cinq millions de francs par an ; mais la guerre avait rompu ou détourné toutes les relations, et nos approvisionnements étaient insuffisants. La chimie décomposa le sel marin, et y trouva toute la soude nécessaire, à ce point de parvenir à la livrer au commerce à dix francs le quintal.

Tout cela composait un ensemble de merveilles : ce n'était, pour ainsi dire, rien cependant, en comparaison de la découverte suprême qui devait sortir de cette magnifique et opiniâtre lutte du génie et de la nécessité.

Si nous manquions de soude, de cochenille, de cé-



ruse, etc., à bien plus forte raison nous manquions de sucre.

Nous n'avions besoin de personne pour nous en procurer, lors de la brillante époque où nous possédions Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, Tabago, la Guiane, etc., nous en exportions au contraire alors pour plus de soixante millions. Mais nos colonies étant perdues, envahies ou interceptées, et les Anglais bloquant nos ports, comme nous bloquions leurs côtes, il fallait ou nous en passer ou parvenir à en produire en Europe. Il paraissait presque insensé de songer seulement à ce dernier parti. Car si la théorie *du cours naturel* des choses paraissait de mise quelque part, c'était bien là : entreprendre de remplacer sur le sol de la France un aliment originaire des Antilles par un produit équivalent, aussi riche, aussi beau et aussi agréable, cela semblait de la démence : la chimie y réussit cependant.

On essaya d'abord de mille choses.

On planta des cannes en Provence : elles donnèrent une belle végétation, mais pas de sucre cristallisable.

Ne pouvant trouver le produit même, on en chercha le similaire. On poursuivit le sucre dans toutes les racines, tiges, fruits, substances où on supposa qu'il pouvait être ; dans le maïs, dans la pomme, dans la sève de l'érable, dans les châtaignes, dans le miel, dans les poires, dans les mûres blanches, dans les cerises, dans les prunes, dans les figes. On réussit quelque peu avec le miel ; la chimie étant parvenue à le décolorer et à lui enlever son odeur, on sucra tant bien que mal son thé et son café. Bientôt on essaya avec du raisin. On en exprima d'abord des quantités considérables de sirops qui rendirent

de grands services dans les usages domestiques ; et quand ensuite on fut arrivé à en tirer une substance farineuse et solide, on crut presque avoir réussi : « C'est le sucre « indigène ! » s'écria Parmentier.

Ce n'était pas encore lui ; mais, d'essais en essais, enfin, on allait le trouver.

Dès 1747, Margraff, chimiste prussien, avait obtenu des cristaux de sucre d'une infusion de betteraves sèches dans l'alcool ; mais il s'était arrêté à cette simple expérience, et il n'avait songé à en rien conclure, sinon que le sucre se trouvait dans d'autres végétaux que dans la canne. Quelque temps après, un réfugié de l'édit de Nantes, dont la famille était, depuis cette fatale mesure, fixée à Berlin, le savant Achard, frappé du parti qu'on pouvait tirer de la découverte de Margraff, chercha et trouva un procédé nouveau pour extraire le sucre de la betterave ; il la fit cuire et la soumit ensuite à la pression. Il proposa son invention à Frédéric le Grand qui, accessible à toutes les idées utiles, l'accueillit avec empressement. Achard, avec l'appui du roi, eût poussé sans doute plus loin encore ses expériences, quand celui-ci mourut. Heureusement, il publia le récit de la manière dont il opérait. Ce fut alors que Deyeux, en l'an VIII, rendit compte à l'Institut des expériences qu'il avait faites et de celles de Margraff. Une Commission où Deyeux eut pour collègues Chaptal, Fourcroy, Darcet, Guiton, Parmentier, Cels, Tessier et Vauquelin, examina attentivement ces expériences, les répéta, y introduisit des améliorations importantes, celle entre autres de ne plus cuire la betterave, et déclara que certainement il était possible de tirer de cette racine, en la traitant convenablement, un sucre

parfaitement cristallisable, très-pur, très-blanc, et qui, avec de la patience et du temps, pourrait finir par passer de l'état de simple curiosité chimique à celui de produit satisfaisant à toutes les nécessités de la consommation et du commerce.

Sur la foi du rapport de Deyeux, plusieurs manufacturiers s'étaient mis à l'œuvre; mais ils se soutenaient péniblement, et le sirop de raisin faisait à leurs produits, encore grossiers et très-coûteux, une concurrence fâcheuse, quand un événement nouveau vint fixer sur l'avenir du sucre de betterave l'attention de Napoléon.

M. Barruel, au commencement de 1811, se livra, dans son laboratoire, à une série d'opérations qui lui donnèrent du sucre brut de betterave à trois francs trente-trois centimes le kilogramme, et le raffiné à quatre francs quarante centimes. On porta à l'Empereur plusieurs quintaux de ce sucre; on les mêla avec du sucre de canne, et il était déjà très-difficile de les distinguer. Les négociants furent avertis qu'il pourraient visiter les échantillons au ministère de l'intérieur. Ils accoururent, et la surprise fut universelle : il était évident qu'avec des mesures administratives convenables, la France désormais pourrait être dotée de la production du sucre.

Le parti de Napoléon fut pris sur-le-champ. Deux jours après la constatation du succès des expériences de M. Barruel, un premier décret, en date du 25 mars 1811, arrêta qu'il serait mis dans l'empire jusqu'à concurrence de trente-deux mille hectares en culture de betteraves. Le 8 janvier 1812, M. de Montalivet ayant annoncé que six ou sept mille hectares seulement, jusqu'alors mis en culture, avaient produit cent millions de kilogrammes de

racines, capables de donner déjà quinze cent mille kilogrammes de sucre, l'Empereur, jugeant l'expérience décisive, promulgua aussitôt un second décret dans lequel il rassembla toutes les mesures de protection capables d'assurer définitivement à la France la production du sucre indigène. Il ordonna la culture immédiate de cent mille arpents métriques de betteraves dans l'étendue de l'empire, et la délivrance de cinq cents licences de fabricants. Il assura l'immunité de tout octroi et de tout impôt, pendant quatre années, à chaque établissement, et une immunité plus longue à quiconque perfectionnerait les procédés de fabrication anciens, ou en inventerait de nouveaux. Il créa quatre fabriques impériales, dont une dans son domaine de Rambouillet, qui, avec les fruits de la récolte de 1812 à 1813, devaient produire au moins, aux frais et au profit de la couronne, deux millions de sucre brut; enfin, il institua quatre écoles spéciales de chimie dont l'office principal fut de vulgariser les méthodes connues de fabriquer le sucre indigène.

On sait qu'il ne vit pas le succès de ces grandes mesures; mais la postérité devait les voir; et, bien que cela soit très-fâcheux pour la gloire des partisans du *laissez faire* et du *laissez passer*, il faut convenir qu'en regardant aujourd'hui pousser, dans la banlieue de Valenciennes, ce sucre qui ne venait, au dernier siècle, que sous le climat de Saint-Domingue, il est difficile de ne pas se dire, renversant la maxime de l'école : *Omnis fert omnia tellus*. Car enfin, qu'y a-t-il d'interdit par la Providence à l'esprit et au courage d'invention de l'homme en ce genre, après une telle épreuve?

Le tableau de l'impulsion extraordinaire communiquée

par le régime économique de la Convention et de l'Empire au génie manufacturier de la France ne serait pas complet, quelque étendu qu'il soit déjà, si nous n'esquissions, au moins à grands traits, les fruits que porta ce régime dans plusieurs autres branches très-importantes d'industrie, dans celles notamment des cuirs, des poteries et verreries, des munitions et armes de guerre, enfin, et surtout, dans celle du fer.

L'art d'apprêter les peaux fit, sous l'Empire, des progrès très-précieux pour le bien-être des populations; il en fit un remarquable entre tous par la naturalisation définitive en France de l'industrie du maroquin, que jusqu'alors nous tirions exclusivement du Levant. La fabrication des porcelaines et poteries fit aussi un grand pas. Jusqu'alors nous n'excellions que dans la porcelaine de luxe. Sèvres, en ce genre, maintint sa séculaire renommée; mais le blocus continental nous ayant forcés à fabriquer de la porcelaine commune, c'est depuis cette époque qu'elle est devenue, chez nous, d'un usage aussi vulgaire qu'auparavant, et depuis Bernard de Palissy, l'était la faïence. Quant à la poterie, c'était l'Angleterre qui nous la fournissait. En refusant de nous en vendre, elle nous apprit à la fabriquer nous-mêmes. Ce fut une conquête d'une vingtaine de millions de production annuelle. Nous importions aussi, avant la révolution, une masse considérable de verre à vitre et de cristal. Le blocus continental mit fin à ce tribut. Il nous donna Bacara et près de deux cents verreries de toute espèce, dont Chaptal évaluait les produits, en 1812, à plus de vingt millions.

On ne s'étonnera pas que la fabrication de la poudre, du salpêtre, des fusils, des canons, des armes blanches, ait

fait de grands progrès sous une ère où il se faisait de ces terribles produits une si ample consommation. On fabriqua, à Grenelle, jusqu'à trente-cinq millions de poudre, et à Paris jusqu'à quinze mille fusils, par jour. En comparant les chiffres de la statistique de Tolosan et de celle de Chaptal, on trouve que les besoins de la guerre, de 1789 à 1812, doublèrent environ la fabrication annuelle de la fonte et qu'ils triplèrent celle des fonderies de cuivre.

Mais c'est dans la métallurgie civile, si je puis ainsi dire, que le progrès et les résultats de l'industrie furent surtout sensibles. Comme il fallut suffire à tous les besoins du marché intérieur, tous les procédés de fabrication furent perfectionnés, rendus plus expéditifs, plus parfaits et moins coûteux. La forme des hauts-fourneaux fut améliorée; la soufflerie amenée à un état d'économie remarquable; on apprit à tirer parti de la flamme perdue dans les hauts-fourneaux, pour la cémentation du fer, la fabrication des briques, de la chaux, etc.; on commença à traiter la fonte par la houille, et on introduisit l'usage des laminoirs. Quant aux résultats, ils furent immenses: tous les ouvrages de quincaillerie, coutellerie, tôlerie, carderie, tréfilerie, mercerie, qu'auparavant nous fournissaient en grande partie les Anglais, c'est-à-dire, faux, faucilles, scies, épingles, aiguilles, limes, râpes, cardes, alènes, marteaux, enclumes, couteaux, ciseaux, bijouterie d'acier, etc., etc., tout cela se fabriqua désormais exclusivement en France, et le territoire se couvrit de fabriques de toute sorte, où une population considérable enrichit l'État, en trouvant elle-même du travail et du pain.

Enfin, veut-on résumer par des chiffres les résultats déjà accomplis de tous ces progrès sous l'Empire? En voici

d'une irrécusable éloquence. Malgré les rigueurs extrêmes du blocus, non-seulement la balance du commerce, qui n'était plus en notre faveur depuis la Révolution, se rétablit à notre avantage ; mais, en 1810, l'excédant de nos exportations sur nos importations fut de vingt-six millions. Quant à l'industrie, le résultat général de son progrès est bien plus digne encore d'être rapporté. De Tolosan évaluait en 1788 la fortune industrielle de la France à neuf cent trente et un millions ; Chaptal, ne considérant, bien entendu, que la même France dont avait parlé Tolosan, évaluait sa fortune à la fin de l'Empire à dix-huit cent vingt millions, c'est-à-dire à près du double.

Cependant, et tandis qu'à la dure mais féconde école de la nécessité, notre pays prenait un tel essor, que devenait, sous la main de l'imprudente aristocratie qui la gouvernait, notre rivale, l'Angleterre ? Elle était aux abois ; et sa détresse faisait avec l'état de la France le plus pitoyable contraste. L'interdiction des mers dont elle nous avait frappés avait tourné contre son dessein ; au lieu de tuer notre industrie, comme elle y avait compté, cette interdiction lui avait donné un élan prodigieux ; mais la proscription du continent qu'en représailles nous lui avions infligée, le blocus presque hermétique où Napoléon l'avait réduite, cette mise au ban enfin des marchés du genre humain où, en conséquence de l'adoption par presque tous les peuples des principes du décret de Berlin, elle se trouvait, tout cela, au contraire, lui causait de telles souffrances, provoquait dans son sein de si formidables crises, qu'à courte date, le système continental durant une année ou deux encore au plus, elle allait être obligée à demander merci.

Napoléon, implacable, lui rendant, comme il le lui

avait promis, haine pour haine, guerre pour guerre, coup pour coup, la poursuivait sans relâche, en effet, d'un bout de l'univers à l'autre.

Le blocus continental s'exécutait partout : en Espagne, en Portugal, en Italie, en Autriche, en Hollande, en Allemagne, en Suède, en Russie; encore un moment, et les Etats-Unis, à bout de patience, allaient déclarer la guerre au cabinet de Londres. Les conséquences de cette exécution gigantesque des prescriptions du décret de Berlin étaient effroyables.

La France avait armé une nuée de corsaires qui faisaient éprouver au commerce britannique des pertes énormes. Les marchandises anglaises, en conséquence d'un décret nouveau d'août 1810, étaient non-seulement saisies, mais brûlées, partout où on les rencontrait. Ces incendies en place publique avaient lieu depuis Rouen jusqu'à Saint-Petersbourg. Le *Moniteur* étalait périodiquement dans ses colonnes la liste de ces exécutions. Elles coûtaient des sommes fabuleuses à l'Angleterre. Un recueil périodique anglais, *The quarterly Review*, évaluait, en 1811, la valeur de ces pertes à huit millions de livres sterling (deux cent millions de francs). Ajoutez, à Londres, à Bristol, à Liverpool, à Glasgow, à Hull, à Manchester, à Birmingham, un encombrement immense de denrées coloniales, de cotonnades, d'objets de mercerie et de quincaillerie, et de tous les produits manufacturés dont l'Angleterre jusque-là avait habitude de fournir le monde et que le monde aujourd'hui repoussait. Il résultait de là une crise financière, commerciale, ouvrière et politique, dont la gravité allait croissant chaque jour. La dette, depuis dix ans, s'était accrue de neuf milliards; les emprunts suivaient haletants les em-



prunts, écrasant le contribuable, multipliant et avilissant le papier-monnaie, poussant de jour en jour le Trésor à la banqueroute. Les prises de nos corsaires, les destructions de marchandises anglaises sur toute la surface de l'Europe, exerçaient sur le cours du change, sur le prix des assurances, sur la valeur courante des denrées de première nécessité, une influence désastreuse. Les faillites se succédaient et s'entraînaient avec une rapidité effrayante : leur nombre, en 1811, s'éleva à Londres à plus de deux mille. Les ouvriers, réduits aux extrémités de la famine, étaient exaspérés. En vain, l'aristocratie jetait-elle des millions aux manufactures pour les soutenir. Les fabriques, entraînées par les maisons de commerce, et, réciproquement, les maisons de commerce par les fabriques, se culbutaient les unes les autres. Les ouvriers brisaient les métiers, attentaient aux propriétés et aux personnes, formaient des clubs où des motions qui respiraient l'esprit de 1793 étaient proposées et soutenues avec un sinistre enthousiasme. La presse, épouvantée, avait tourné comme l'opinion. Elle accusait l'aristocratie de tous les malheurs publics ; il n'y avait d'égale à la violence des invectives qu'elle vomissait contre Napoléon que la violence de celles dont elle couvrait le gouvernement britannique ; enfin, l'Angleterre, semblable à un vaisseau désarmé, battu de tous côtés par la tempête, semblait n'avoir plus d'autre port que la paix, si elle voulait éviter de sombrer.

Elle allait donc céder, cette oligarchie sans entrailles qui, pour étendre sur le monde le despotisme de son commerce d'épices et de coton, avait, depuis 1793, fait couler sur le continent une mer de sang humain, capable de porter la flotte entière de sa Compagnie des Indes ! Elle était donc

à bout, cette haine épouvantable de l'indépendance du travail de toutes les nations, qui, depuis dix-huit ans, couvrait l'Europe de cadavres et de ruines ! Elle agonisait donc enfin, cette hydre des coalitions qui avait précipité sur la France tant de milliers de baïonnettes ! Napoléon avait donc atteint son but ; et le gouvernement britannique allait donc reconnaître — enfin ! — la liberté des marchés, des manufactures et des mers !

Rien ne pouvait la sauver de cette extrémité, personne ne pouvait la soustraire à cette expiation : rien, ni personne. Excepté cependant une seule chose et un seul homme : excepté Napoléon lui-même et ses fautes.

Mais ce fut ce qui arriva : cette ancre unique et suprême du salut des Anglais, leur plus cruel ennemi lui-même la leur jeta.

Et comment cela ? Ah ! c'est qu'il s'était fait de grands changements, depuis la paix de Tilsitt et depuis le décret de Berlin, dans la pensée et dans la conduite de l'homme qui dirigeait alors les destinées du monde. L'Empereur n'avait continué du Premier Consul que son prodigieux génie administratif et militaire ; mais tout ce qu'il y avait eu en lui jusque-là de sagesse politique avait péri dans l'enivrement de la gloire d'Iéna et de Friedland. L'homme d'Etat de Campo-Formio, de Lunéville et d'Amiens, était mort en Napoléon, au milieu de l'orgueil de ces journées magnifiques ; un autre personnage avait commencé en lui, violent, mobile, rêveur, la tête remplie de projets gigantesques, qui n'avaient plus de grandeur, car ils n'avaient plus de proportion. Ce sublime bon sens, resté intact en toute matière d'administration et de guerre, avait été frappé comme d'égarement en politique.

Arrivé au faite de la gloire, il s'était cru tout permis et tout possible. L'omnipotence avait produit sur cette tête puissante le même effet qu'elle produit sur les têtes médiocres, elle l'avait tournée. Il avait cessé de vouloir compter non-seulement avec aucun homme, mais avec aucune chose, pas même avec les lois de la nature, pas même avec le temps. Sa politique intérieure et extérieure, animée de ce fatal esprit, s'était précipitée dans des excès de tout genre qui, d'un objet d'admiration qu'il avait été jusque-là pour le monde, en avait fait un objet d'épouvante.

Il avait effrayé l'Europe par une suite d'entreprises violentes. Lui, le restaurateur du culte, il avait fait saisir le Pape par des gendarmes. Au mépris du droit des gens, il avait envahi le Portugal. Il avait, dans des conférences qui ressemblaient à une embuscade, attiré et dépouillé, pour quels motifs et dans quel but ! la monarchie espagnole. Cela l'avait jeté dans une guerre aussi meurtrière qu'injuste, où le sang de la France avait coulé à flots, pour n'arriver à rien, qu'à refaire les Pyrénées ! L'Autriche, soudoyée par l'Angleterre, avait saisi l'occasion de redescendre dans la lice toujours ouverte des coalitions. Il l'avait écrasée à Wagram. L'empereur François, moitié épouvante, moitié séduction, lui avait donné Marie-Louise. La fille des Césars était entrée dans le lit du nouveau César. Cela avait-il mis un terme à son infatigable besoin d'usurpation territoriale et d'activité guerrière ? Non. Cela n'avait fait que le pousser à des entreprises plus disproportionnées et moins explicables encore. Sous le prétexte que le blocus continental était mal exécuté, ou qu'il ne l'était pas assez complètement, prétexte futile, car, dans l'état où il avait

mis l'Angleterre, qu'importait que quelques aunes de coton parvinssent, au prix de mille périls, à s'introduire sur le continent, sous ce prétexte donc il avait déclaré Rome, Amsterdam, Hanovre, Hambourg, Dantzick, etc., préfectures françaises. Le monde ne paraissait plus assez grand à le contenir. Le rêve de l'empire d'Occident, troublant ses nuits, lui faisait oublier la France; il ne pensait plus à continuer Richelieu, Louis XIV, ni la Révolution : il voulait recommencer Charlemagne.

Cependant, du Tibre à l'Èbre, à l'Escaut, au Danube, à l'Elbe, à la Vistule, cette domination de fer, qui violentait tous les instincts de race et tous les souvenirs historiques, soulevait de jour en jour davantage les esprits. Le blocus continental, qui d'abord avait été salué pour ce que Napoléon l'avait donné, et pour ce que dans son principe il était réellement, l'instrument du rachat de l'indépendance du commerce, le blocus continental ne paraissait plus entre ses mains qu'une machine à étouffer les nations et à absorber les territoires. Les souvenirs de l'oppression marchande anglaise allaient s'effaçant chaque jour; le sentiment de l'oppression douanière et militaire française ne faisait que grandir, au contraire; et peu à peu, de tous les bouts de l'horizon, se rassemblaient contre la France les éléments d'une coalition suprême, sous l'effort de laquelle il était écrit qu'elle succomberait, car cette coalition ne devait plus être celle des rois conjurés pour le salut de leur despotisme, mais celle des peuples armés pour la revendication de leur liberté!

Il manquait un chef pourtant à cette coalition. Ce chef, quelque désespérés efforts que fissent, pour l'en empêcher, ses plus fidèles amis, Napoléon lui-même le lui

donna. Ce fut son ami de Tilsitt, Alexandre de Russie.

La paix de Tilsitt, sous ses magnifiques dehors, était au fond très-dangereuse. Elle avait donné le midi de l'Europe à Napoléon et le nord à Alexandre. Mais le lot du premier était une chimère, car comment espérer de continuer un empire, même fédératif, dont Paris serait la capitale, et Rome, Lisbonne, Madrid, Amsterdam, etc., des chefs-lieux? Le lot d'Alexandre était une réalité au contraire, une réalité facile à acquérir, facile à garder et pleine, pour l'avenir de l'équilibre du monde, de conséquences formidables. Il n'y avait rien de plus aisé, et le Czar l'avait bien fait voir, que de réunir la Finlande, et le traité de Tilsitt lui abandonnait la mer Noire. C'est-à-dire que Napoléon, en échange de son rêve de l'empire d'Occident, avait, dans ce traité fameux, livré lui-même à la Russie la route des deux détroits.

Sans doute, c'était l'Angleterre qui l'avait jeté dans cette alliance léonine avec le Czar; c'était la haine aveugle de l'aristocratie britannique, qui l'avait obligé, rompant avec toutes les traditions de la politique française, de livrer la Suède et la Porte à Alexandre; mais, du moins, ne devait-il pas faire alors tout au monde pour conserver ce qu'il y avait d'avantageux dans cette union, quelle qu'elle fût?

Elle était à peine conclue, qu'au lieu de chercher à étouffer, à force de prudence, les germes funestes qu'elle contenait, il sembla, sous la pression de quelque repentir secret, mais dont l'heure était perdue, uniquement occupé à les aigir et à les développer. De froissements en froissements, il disposa chaque jour Alexandre à se rapprocher des Anglais, à prendre le commandement de la coalition

nomique permanent des grandes puissances continentales. — Péril et colère de l'Angleterre. — Politique protectioniste du cabinet de lord Liverpool au sujet des céréales. — Mouvement libre échangeiste de l'opinion anglaise : son esprit. — Pétition de 1820. — Ministère de Huskisson. — Son habileté, ses lumières; esprit de sa réforme. — Textes de ses principaux discours. — Son voyage en France pour obtenir un traité de commerce : il échoue; pour quelles raisons. — Jugement porté par M. de Saint-Cricq sur la réforme commerciale de l'Angleterre. — L'Angleterre se rabat sur un traité de navigation. — Précédents de la Restauration en cette matière. — Histoire de la convention de 1822 avec les Etats-Unis. — Ses tristes résultats. — Enquête de 1824 sur les causes du dépérissement de notre marine marchande. — Erreur peu explicable de la Restauration dans ces circonstances. — Elle signe la convention de 1826 avec l'Angleterre. — Conséquences de cette convention. — Réflexions à ce sujet. — Débat incident des Chambres, et motion de Casimir Périer sur le principe de la sanction législative des traités. — Vote à ce sujet. — Enquête de 1828 sur les fers et sur les sucres. — Rapport de M. Pasquier sur les fers. — Rapport de M. d'Argout sur les sucres. — Résultats de la politique commerciale de la Restauration. — Caractère moral en même temps que matériel des progrès économiques de la nation pendant cet âge. — Révolution de Juillet.

De toutes les ruines que la chute de l'Empire dut entraîner après elle, il n'en était, ce semble, aucune qui fût plus inévitable que celle du système de politique commerciale dont le blocus continental avait été la vigoureuse et gigantesque expression.

Deux puissances, en effet, la Russie et l'Angleterre, triomphaient, en 1815, sur les débris de la monarchie de Napoléon.

Mais ni l'une ni l'autre, apparemment, ne devaient soit continuer elles-mêmes, soit souffrir que l'on continuât en dehors d'elles, un régime économique pour le renversement duquel elles s'étaient solennellement alliées. La Russie paraissait avoir fait un cas plus que médiocre du profit qu'elle pouvait retirer, pour le développement de sa marine marchande et de sa fortune industrielle, du système con-

tinental, puisqu'elle n'avait pas craint, dès le commencement de 1811, non-seulement de se séparer de la France, mais de s'en séparer au plus grand avantage de l'industrie, du commerce, de la marine et des colonies de l'Angleterre. Quant à celle-ci, il est inutile de faire ressortir le désir et l'intérêt immenses qu'elle avait de voir la politique commerciale de Napoléon confondue, aussi bien que tous ses autres projets. Depuis vingt-deux ans, elle ne faisait la guerre, ou à peu près, que pour arriver à ce but; depuis vingt-deux ans, elle couvrait le continent de sang et de ruines pour détruire, à son profit, les manufactures de tout le globe; depuis vingt-deux ans, enfin, elle refusait obstinément de faire la paix sur d'autres bases que sur celles de la reconnaissance préalable, par tous les peuples de l'univers, de conditions qui lui assurassent le monopole de l'industrie et des mers. Si le maintien de chose au monde paraissait attaché au maintien même de l'Empire, c'était donc bien celui du système protecteur.

Ajoutez que les deux puissances triomphantes ne l'étaient pas à demi, en 1815 : elles l'étaient si complètement, qu'elles s'attribuaient chacune ce qui leur plaisait, sur la carte du monde, et qu'elles disposaient ensemble de l'étendue de territoire qu'il leur convenait de donner à toutes les autres nations, depuis la plus petite jusqu'à la plus grande.

La Russie s'était fait sa part à l'aise dans ce remaniement universel. L'habile puissance avait augmenté ses domaines de toutes celles des provinces limitrophes de ces domaines dont l'acquisition lui manquait encore pour asseoir sa prépondérance sur l'Allemagne et sur l'Orient. Depuis Pierre le Grand, elle n'avait cessé de s'avancer dans

cette double voie, tendant à la fois d'arrière en avant, de l'est à l'ouest, vers la Baltique, la Vistule et le Danube, et du nord au sud, vers la mer Caspienne, la mer d'Azof et la mer Noire. Pierre le Grand avait poussé son pays vers la Baltique, en réunissant l'Ingrie, la Livonie et l'Estonie. Catherine II était allée jusqu'à la Vistule, en partageant la Pologne et en s'en réservant le lot commercialement et militairement le plus précieux. Elle avait, au sud, entraîné sa nation sur la route de Constantinople, en conquérant la navigation de la mer d'Azof et celle de la mer Noire, et en réunissant la Crimée et la Géorgie, Oc-zakow et les bouches du Dnieper. Alexandre, aux traités de Vienne, prit dans tous les sens : la partie occidentale de la mer Caspienne sur la Perse, la Bessarabie sur les Turcs, le grand-duché de Varsovie sur les lambeaux de la Pologne, la Finlande enfin sur la Suède ; réunions immenses, qui firent de la Russie une masse d'autant plus formidable qu'elle fut territorialement d'un seul tenant et ethnographiquement presque homogène.

L'Angleterre, en accédant à toutes ces conquêtes de son alliée, n'y vit qu'une occasion de donner à ses colonies toute l'extension dont elles étaient susceptibles. Elle agit comme faisait la Russie, sans contrainte, et elle marqua sur une sphère tous les points que dans les différentes parties du monde il lui convenait de posséder. Un empire maritime aussi vaste que l'empire continental de la Russie lui fut ainsi reconnu par les traités de 1815. En Europe, elle eut, sans parler de sa province du Portugal qui lui fut rouverte, Gibraltar et Malte, ou les deux clefs de la Méditerranée ; les Iles Ioniennes, d'où elle put gouverner la Grèce et commander l'Adriatique ; Hélioland, entre les



bouches du Wésar et d'Elbe, station marchande et militaire dont elle a fait depuis une citadelle à dominer, au besoin, les deux grands fleuves de l'Allemagne, ou un comptoir à les inonder, le cas échéant, de fer, de houille et de coton. En Asie, on lui reconnut, sans opposition, tout son continent de l'Inde, à quoi on ajouta Ceylan, dont la Hollande fut définitivement dépouillée, possession magnifique qui joue dans cette partie du globe les rôles réunis que remplissent en Europe, pour l'importance commerciale et militaire, Corfou et Malte. En Afrique, la Hollande dut encore lui abandonner sans retour la grande station de la route extérieure des Indes, le Cap; puis, il fallut que nous lui cédassions l'Ile-de-France! En Amérique, elle réunit à toutes ses Antilles deux des nôtres, Sainte-Lucie et Tabago. Ajoutez le Canada, l'Acadie, Terre-Neuve, etc., etc. Enfin, elle prit tout ce qu'elle pouvait et voulait prendre; et, comme elle ne faisait aucune objection aux agrandissements de la Russie, la Russie ne fit aucune objection aux siens.

Quant aux autres nations, la Russie et l'Angleterre, au congrès de Vienne, en distribuèrent les territoires, « au nom de la très-sainte et indivisible Trinité », absolument comme il leur plut, ou plutôt, ainsi qu'on va le voir, comme il convint à la première.

En effet, l'Autriche obtint un nouveau fragment de la Pologne, une parcelle de la Bavière, une autre du littoral de l'Adriatique et le royaume Lombardo-Vénitien; la Prusse eut le duché de Posen, un fragment de la Saxe et les provinces rhénanes. On créa, enfin, un royaume hollandobelge, et des États de Sardaigne, formés de provinces

moitié italiennes et moitié françaises; le tout, soi-disant, pour comprimer l'ambition de la France!

Et cette France, cette séculaire, cette incorrigible criminelle, qu'en faisait-on?

Si on eût écouté la haine de certains de ses ennemis, en vérité, on la démembrerait : ce fut la Russie, à Vienne, qui se montra modérée ! Il n'y eut pas si petit prince qui ne vint insulter au lion mourant. Tout ce qui depuis un quart de siècle rampait ou tremblait, quand il fut bien sûr que la grande armée n'était plus, se crut un personnage. Il y eut, de la part de tous ces vainqueurs, un enthousiasme d'avidité unique. Il leur fallait à tous quelque chose de la terre d'Henri IV, de Richelieu, de Louis XIV et de Napoléon. Il y en eut qui demandèrent la Bresse ; un autre se fût accommodé d'un morceau de Lorraine ; celui-ci de Strasbourg ; celui-là de Lyon.

En fait, nous perdîmes à peu près toutes nos colonies et nous fûmes réduits à nos limites de 1790, ébréchées encore presque toutes sur les points les plus sensibles, sur ceux du moins que l'on crut tels. On nous mit le roi de Piémont à Chambéry et à Nice, de manière à bien nous rendre impossible toute promenade militaire en Lombardie. On chargea la Suisse de bien défendre contre nous le Valais. Le roi de Bavière fut mis à Landau ; le roi de Hollande, à Bruxelles ; la Prusse, à Sarrelouis. On rasa Huningue. Toute la population de héros qui, de Valmy à Waterloo, avait donné au monde l'exemple de l'honneur militaire, fut désarmée. C'était une rareté, à la fin de 1815, qu'un fusil de chasse dans nos villages. Cent cinquante mille hommes des troupes alliées occupèrent nos places fortes du Nord et de l'Est pour trois ans. Enfin, nous fûmes con-

damnés à payer à l'Europe une indemnité de sept cents millions.

Politique funeste, qu'on ne sait s'il faut encore plus plaindre que maudire.

A l'avantage de qui donc se faisait-elle, cette inconcevable répartition de territoires, où les peuples étaient distribués comme des troupeaux, sans égard à leur religion, à leur histoire, à leurs mœurs, à leurs langues, à leurs besoins les plus indispensables ? Pour la plus grande gloire et pour le plus grand profit de qui donc mettait-on ainsi comme à plaisir l'Occident en poussière ? Quelle inspiration lugubre avaient-ils donc tous reçue de la « très-sainte et indivisible Trinité » que de ménager ainsi à l'esprit de révolution autant de foyers qu'il y a de provinces en Italie et en Allemagne, et au démon de la guerre autant de sujets d'ensanglanter l'Europe qu'ils inscrivaient, dans ces déplorables traités, de violences sans excuse au génie de toutes les nations ? Ces traités ont-ils beaucoup diminué la France ? Belfort ne vaut-il pas Huningue ; les fortifications de Lyon, de Metz et de Paris, rendent-elles aisée une pointe au cœur de notre territoire ? Qu'est devenue l'union de la Belgique et de la Hollande ? L'Algérie n'a-t-elle pas réparé nos pertes coloniales ? Est-ce à la conquête de la Bourgogne que les Piémontais ont le désir de marcher ? et l'Autriche est-elle bien populaire en Suisse ? La France est donc intacte : quarante ans de paix l'ont refaite de ses blessures. Mais l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie, que, malgré les observations assurément bien désintéressées de M. de Talleyrand, on a, l'Angleterre muette ou complice, livrées à la Russie, qu'ont-elles retiré d'avantages de ces fameux traités de Vienne ?

Traités uniques, où la postérité voit aujourd'hui le chef-d'œuvre de la diplomatie russe, et le monument le plus accablant de l'imprévoyance de l'Angleterre et de ses alliés. Mais tel était l'effet de la haine que l'imprudent cabinet de Londres, même après nos défaites, même quand Napoléon avait pour jamais disparu de la scène, entretenait encore contre nous. Il ne songeait qu'à se venger, quand il n'aurait fallu songer qu'à gouverner. Se venger ! et de quoi ? De ce que nous avions émancipé l'industrie et le commerce du monde de la tyrannie de son monopole ? Le crime était grand, il est vrai ; mais il était consommé ; et avec quelque sang-froid, ce semble, on eût vu, en 1815, qu'on n'y pouvait plus rien, et on eût vu, en outre, qu'il y avait quelque chose alors de plus noble et de plus habile à faire que d'armer l'Occident contre la France vaincue, et de le désarmer contre la Russie, envahissante et victorieuse.

Mais revenons à notre sujet. Dans une telle situation, la Russie ayant montré que, pour le moment du moins, elle ne faisait nulle difficulté d'abandonner la politique commerciale où Napoléon l'avait engagée à la suite de tout le continent, l'Angleterre ayant cette politique en horreur, et toutes les deux étant alors, comme on vient de le voir, les maîtresses des destinées du monde, le régime économique de la France ne courait-il pas le plus grand danger d'être sacrifié à la haine du cabinet de Londres, aussi bien que l'avaient été ses colonies et ses frontières ? Le plus grand danger assurément.

D'autant que la maison de Bourbon, qui, après vingt-cinq ans d'exil, venait de reparaitre sur le trône, semblait, à cette origine de sa restauration, dans la presque impuissance de

rien refuser à l'Angleterre. Elle lui devait beaucoup, en effet : beaucoup trop pour elle et pour nous.

Louis XVIII, en 1814, reçu solennellement à Londres en qualité de roi de France, et complimenté à ce sujet par le prince Régent, avait reconnu l'étendue de sa dette dans ces paroles fameuses, qu'il n'aurait jamais dû prononcer, car, si elles étaient véritables, elles étaient inutiles : « ..... C'est aux conseils de Votre Altesse, à ce glorieux pays, à la confiance de ses habitants, que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres... » Après de telles paroles, comment refuser un traité de commerce aux Anglais, pour peu qu'ils le demandassent ?

Ils n'y manquèrent pas, comme on pense ; mais ils n'obtinrent rien. Louis XVIII avait pu un moment s'oublier, à Londres, en discours ; mais, à Paris, une fois sur le siège d'Henri IV et de Louis XIV, il ne s'oublia pas, grâce au Ciel, en conduite, et, à la grande irritation du cabinet britannique, il trouva que la France avait assez fait de sacrifices en perdant ses colonies et ses frontières, sans livrer encore à la nation qui avait ameuté contre elle, un quart de siècle durant, toutes les armées de l'Europe, le travail de ses manufactures, l'aliment de son commerce et le pain de ses ouvriers.

Mais, avant de se déclarer à cet égard, le gouvernement nouveau fut, comme on pense, obligé à infiniment de circonspection. Tant que dura l'occupation étrangère, sa situation, tant intérieure qu'extérieure, fut terrible, et rompre dans de telles circonstances avec le cabinet britannique eût été une folie. Passons sur ces années affreuses,

où, comme si la France n'avait pas été assez cruellement éprouvée dans tous ses membres depuis la Révolution, il fallut encore qu'un esprit forcené de réaction frappât de mort ou d'exil les plus nobles de ses enfants. Traversons cette nouvelle Terreur, si digne de l'ancienne ; arrivons au moment où Louis XVIII, assez maître des affaires pour délivrer la France des fureurs des ultras, et assez établi pour négocier la libération du territoire, y parvient enfin, avec l'aide du duc de Richelieu, en octobre 1818, et, libre désormais de ses actions, au dedans comme au dehors, commence vraiment de gouverner.

La question de savoir à quel régime commercial la France devait se rattacher n'avait jamais été posée dans des circonstances plus graves. Le gouvernement nouveau avait une vaste tâche à remplir : la tâche de panser les blessures de la nation et de relever sa puissance, en développant, à l'ombre d'une paix, enfin et si chèrement acquise, toutes les branches de la fortune publique. Les traités de 1815 nous affectaient cruellement ; mais les coups qu'ils nous portaient étaient tous réparables, si la monarchie qu'ils avaient restaurée savait entrer dans la pleine intelligence des besoins du pays et des moyens d'y satisfaire. Cette monarchie allait-elle se montrer à la hauteur des événements et de son rôle ? Allait-elle prendre, en matière économique, la bonne ou la fausse route ? Telle était la question, à la fin de 1818.

Napoléon, de ce rocher perdu au sein de l'Atlantique où la haine et l'effroi de l'Europe l'avaient envoyé mourir, Napoléon, contemplant de Sainte-Hélène la situation nouvelle de la France, apercevait clairement, avec son génie d'administration ordinaire, que, pour nous relever de nos

désastres, nous n'avions qu'à continuer, en l'appropriant aux besoins de la paix, la politique commerciale dont le système continental avait été entre ses mains l'exagération si l'on veut, mais encore, et là même, l'exagération féconde. Il tremblait que la Restauration, cédant, comme autrefois la cour de Louis XVI, aux suggestions de l'esprit d'utopie d'une part, aux intimidations de l'Angleterre de l'autre, ne s'égarât dans les chimères du *laissez faire* et du *laissez passer* et ne repoussât avec le régime protecteur le seul moyen qu'elle eût de rétablir la fortune et, un jour avec elle, la puissance du pays. Il exprimait ses craintes et ses vues à Las-Cases : « Je n'ai garde, lui disait-il, de tomber  
« dans la faute des hommes à systèmes, de me croire, par  
« moi seul et par mes idées, la sagesse des nations. La  
« vraie sagesse des nations, c'est l'expérience. Et voyez  
« comme raisonnent les économistes : ils nous vantent sans  
« cesse la prospérité de l'Angleterre, et nous la montrent  
« constamment pour modèle. Mais c'est elle dont le sys-  
« tème de douanes est le plus lourd, le plus absolu; et ils  
« déclament sans cesse contre les douanes. Ils voudraient  
« nous les interdire. Ils proscrivent aussi les prohibitions;  
« et l'Angleterre est celle qui a donné l'exemple des prohibi-  
« tions, et elles sont, en effet, nécessaires pour certains ob-  
« jets; où elles ne sauraient être suppléées par la force des  
« droits, et où la contrebande et la fantaisie feraient man-  
« quer le but du législateur. Nous demeurons bien arriérés  
« sur ces matières délicates; elles sont encore étrangères  
« ou confuses pour la masse de la société. » Il lui disait  
une autre fois : « La combinaison politique des divers Etats  
« rend leurs principes (ceux des hommes à systèmes) fau-  
« tifs... Les douanes ne doivent point être un objet de fisc,

« il est vrai ; mais elles doivent être les garanties et les sou-  
« tiens d'un peuple : elles doivent suivre la nature et l'ob-  
« jet du commerce. La Hollande, sans productions , sans  
« manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de  
« commission, ne doit connaître ni entraves ni barrières.  
« La France, au contraire, riche en productions, en in-  
« dustries de toutes sortes, doit sans cesse être en garde  
« contre les importations d'une rivale qui lui est encore  
« supérieure ; elle doit l'être contre l'avidité, l'égoïsme,  
« l'indifférence des purs commissionnaires. » Paroles  
pleines de sens et de force, qui devraient être gravées dans  
la mémoire de tous les hommes, en France, qui parlent,  
qui écrivent, et surtout qui disposent, en qualité d'admi-  
nistrateurs ou de diplomates, de ces vastes intérêts.

La voix de Sainte-Hélène était perdue pour le cabinet  
des Tuileries ; mais, à défaut du grand conseil oral que,  
du fond de sa captivité, Napoléon émettait, il avait laissé,  
grâce à Dieu, sur le sol de la France, un monument ma-  
gnifique de la justesse de ce conseil, c'était le progrès  
procuré, par la politique qu'il avait suivie, à l'agriculture, à  
l'industrie et même, malgré les rigueurs du blocus, au  
commerce national. Louis XVIII n'avait qu'à jeter les  
yeux autour de lui, qu'à se rappeler la France qu'il avait  
quittée en 1789, et qu'à considérer celle qu'il revoyait  
en 1818, pour s'édifier pleinement sur les mérites de cette  
politique. Autour de lui, d'ailleurs, toute une génération  
d'administrateurs, de manufacturiers, d'agriculteurs, etc.,  
formés à l'école de l'Empire, étaient là, en possession,  
grâce à la Charte et à la liberté politique qu'elle avait  
apportée, de l'éclairer sur la conduite à tenir, de prévenir



de fausses mesures, d'en solliciter, d'en provoquer, d'en faire triompher de bonnes.

Le roi heureusement était un homme remarquablement attentif et sensé, et aucune des leçons du passé ne fut perdue pour lui. Il avait, depuis 1814, pour toutes les raisons que nous avons vues, ajourné de se déclarer expressément pour le maintien du régime protecteur; mais, dès que l'évacuation du territoire par les alliés l'eût laissé libre, il n'hésita plus et il entra franchement dans la voie de ce régime.

On eut, dès le commencement de 1819, la preuve publique de la sagesse de ses sentiments à cet égard, dans deux ordonnances, dont l'une établit, au ministère de l'intérieur, un Conseil chargé de donner son avis sur les questions de législation et d'administration intéressant l'agriculture, et dont l'autre institua une Exposition publique périodique des produits de l'industrie française, à des époques dont les intervalles ne durent pas excéder quatre années.

Le Conseil d'agriculture entra immédiatement en fonctions, et nous allons voir tout à l'heure quelle grande mesure économique il provoqua.

Quant aux Expositions périodiques de l'industrie, la première eut lieu cette année même.

C'était la quatrième, en France, depuis le premier essai de François de Neufchâteau, en 1798; il y en avait eu deux sous le Consulat, en 1801 et en 1802, Chaptal étant ministre de l'intérieur; une seule avait eu lieu sous l'Empire, pendant le ministère de M. de Champagny, en 1806.

Celle de 1819 était curieuse surtout à un titre. Elle devait offrir en chaque genre le spécimen des progrès

qu'avait réalisés l'industrie pendant le système continental, et déposer publiquement ainsi de la vertu ou du vice de ce système.

Ce fut, on peut le dire, le triomphe et la récompense des efforts de Napoléon ; et, quand les journaux français et étrangers lui portèrent le compte-rendu de cette fête du travail et du génie industriel indigènes, il dut, au fond de sa douloureuse solitude, éprouver du moins ce contentement de voir que, de son vivant, le système continental, tout inévitablement violent qu'il eût été dans son exécution, était du moins glorifié dans son principe et dans ses conséquences.

Jamais victoire et démonstration ne furent, en effet, plus complètes.

Sous tous les rapports, l'Exposition de 1819 offrit sur celle de 1806 un progrès éclatant. On constata, par exemple, que les tissus de laine, de soie, de chanvre, de lin, de coton, avaient, à la faveur des tarifs, acquis un degré de perfection nouveau, en même temps que leur prix de vente avait sensiblement baissé. L'influence de l'amélioration de nos laines par l'introduction des mérinos se manifesta jusque dans la fabrication de la draperie moyenne. On reconnut que l'acclimatation du ver à soie blanche de la Chine était désormais assurée. La filature à la mécanique du chanvre et du lin exposa déjà des produits d'une assez grande finesse pour suffire aux besoins des fabricants de batiste et de dentelles. La filature mécanique du coton qu'avait créée le décret de février 1806 apporta des filés du numéro 200 ; elle prouva qu'elle filait couramment du 120, tandis qu'en 1806, nos filateurs n'allaient pas au delà du numéro 60. Il fut démontré que des progrès

analogues avaient été réalisés par toutes les industries sans exception, la métallurgie, les machines, la verrerie, la cristallerie, la fabrique de porcelaine, la poterie, les arts chimiques, etc., etc. Enfin, il ne s'agit cette fois que de regarder pour voir qu'il y aurait folie à toucher à un régime qui, dans les circonstances les plus malheureuses, dans des guerres continuelles, en dépit des sacrifices incessants d'hommes et d'argent que coûtaient ces guerres, malgré, enfin, l'issue fatale qu'elles avaient eue, et les cinq ou six années de purs désastres qu'on venait d'essuyer, avait cependant enfanté de pareils résultats.

S'il y avait eu quelque incertitude à cet égard dans l'esprit de Louis XVIII et de son conseil, l'Exposition de 1819 dut suffire et au delà à la dissiper. Quoi qu'il en soit, à partir de là, du moins, rien de plus net et de plus énergique que la conduite qu'en cette matière son gouvernement suivit.

Dès cette même année 1819, ce gouvernement, que représentaient alors des ministres aussi modérés qu'éclairés, le général Dessolles aux affaires étrangères, le baron Louis aux finances, M. de Serre aux sceaux, le baron Portal à la marine, le comte Decazes à l'intérieur, soumit aux Chambres un projet de loi sur le commerce des grains qui, en témoignant de la manière la plus explicite de la sagesse et de la fermeté des opinions économiques du cabinet, mit la nation elle-même en demeure de se prononcer, à propos d'une des plus graves questions de la matière, sur l'esprit du régime commercial qu'elle trouvait le plus avantageux de suivre.

S'il est, en effet, une question ardue, délicate et complexe, en matière économique, c'est bien assurément cette question du commerce des grains où, quoi qu'on

l'assez, il est toujours difficile de tenir équitablement la balance entre les besoins si impérieux et si sacrés du consommateur, et ceux non moins respectables et non moins utiles à sauvegarder, dans l'intérêt public même bien entendu, du producteur.

Une seule partie du problème était complètement éclaircie en 1819.

L'édit de Turgot avait, à cet égard, posé deux grands principes qui n'ont pas bougé depuis lui, et qui sont immuables comme la vérité : le premier, que le commerce des grains, de province à province, ou, pour parler le langage actuel, de département à département, doit être, d'un bout du territoire à l'autre, libre, absolument libre, à tout prix libre ; le second, que le gouvernement doit borner son intervention, en cette redoutable matière, à assurer, au besoin par la force, la liberté des transactions des particuliers, la sécurité des convois et celle des marchés publics ; qu'au surplus, il doit se reposer entièrement sur le commerce, seul capable de bien juger des besoins de la consommation et d'y pourvoir, du soin d'approvisionner le pays ; et que, sauf les achats à l'étranger, que la prudence lui peut, en temps de disette, conseiller de faire, à son propre compte, pour la nourriture des troupes de terre et de mer, comme il le fait à l'intérieur en temps normal, sauf cette exception unique, disons-nous, il doit soigneusement s'abstenir de toute participation personnelle au commerce des grains. Ces deux principes étaient universellement admis dès 1819 ; gouvernement et citoyens en convenaient, et ainsi la liberté du commerce intérieur des blés et le rôle du gouvernement vis-à-vis de

ce commerce étaient choses sur lesquelles il était inutile d'appeler l'attention des Chambres.

Mais un point très-grave était en litige, point qu'elles seules pouvaient résoudre avec autorité, et à propos duquel le principe même du régime protecteur était solennellement mis en question, c'était le point de savoir quelle législation devait régler l'importation des blés exotiques et l'exportation des blés indigènes.

L'exportation des blés indigènes avait été soumise à des règlements jusque-là très-divers<sup>1</sup>.

Sous l'ancien régime et jusqu'au commencement de l'Empire, cette exportation, en principe, avait été prohibée, le gouvernement se réservant de la permettre quand il aurait reçu des renseignements satisfaisants sur l'état de la récolte. Telle avait été la législation courante, notamment de Sully, de Colbert et du reste du règne de Louis XIV, du dix-huitième siècle jusques et y compris Louis XVI, des différents pouvoirs enfin de la Révolution. L'Empire avait modifié cette législation, dont le grand mal était l'incertitude. En 1804, il avait été décidé que l'exportation des blés indigènes pour l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et la Hollande, ne serait prohibée que lorsque le prix de l'hectolitre de grains de première qualité atteindrait le taux de seize francs dans les départements du Nord et de l'Ouest, et celui de vingt francs dans ceux du Midi. En 1806, elle avait été permise pour toute destination, jusqu'à concurrence du prix de vingt-

<sup>1</sup> Voyez le *Tarif chronologique*, publié par le ministère de l'agriculture et du commerce, dans les *Annales du commerce extérieur*, 2<sup>e</sup> partie, *Matières végétales*. Voyez aussi, liv. IV et liv. VI, ce que nous avons déjà dit de la législation de Colbert et de celle de Turgot.

quatre francs, la moyenne des dix dernières mercuriales des principaux marchés devant servir à constater ce prix. Seulement, pour corriger ce qu'un tel régime avait de trop absolu, l'exportation avait été soumise à un droit progressif, calculé d'après la valeur vénale des blés, qui était de deux francs quand l'hectolitre valait dix-neuf francs, et qui s'élevait successivement jusqu'à huit francs, quand l'hectolitre arrivait à vingt-trois francs, limite extrême de la faculté de sortie. La Restauration elle-même enfin, en 1814, avait fait sanctionner par la Chambre des pairs une loi qui, divisant la France en trois zones, prohibait l'exportation, lorsque le prix de l'hectolitre de blé-froment (termes de la loi) atteignait vingt-trois francs dans les départements de la première zone, vingt-et-un francs dans ceux de la seconde, dix-neuf francs dans ceux de la troisième, et la permettait au-dessous de ces prix par tous les ports et frontières du royaume, sous un simple droit de balance.

Quant à l'importation des blés étrangers, un mot suffit à l'histoire de son régime. Non-seulement depuis 1791, elle avait été, à un droit de balance insignifiant près, entièrement libre; mais même, dans de trop nombreuses circonstances, je veux dire dans les disettes, et notamment dans celle de 1816, on l'avait favorisée par des primes considérables.

Tels étaient les précédents, et tel était l'état régnant de la législation, lorsqu'en 1819 M. Decazes, ministre de l'intérieur, apporta aux Chambres un projet de loi ayant pour objet de la remanier profondément, en augmentant les entraves déjà existantes à l'exportation des blés indigènes,

et en subordonnant l'importation des blés étrangers à des conditions jusqu'alors inconnues.

Dans un exposé d'une lucidité remarquable de vues et de langage, M. Decazes fit connaître aux Chambres les motifs de la décision du gouvernement.

Quant à l'exportation, il démontra, pièces en mains, que dans plusieurs circonstances, et notamment dans les jours qui avaient précédé les disettes de 1816 et de 1817, elle avait, malgré la loi de 1814, au détriment des consommateurs et au grand embarras des pouvoirs publics, pris une extension immodérée et déterminé dans nos greniers et sur nos marchés des vides que le commerce d'importation, encouragé même par l'expédient des primes, avait été impuissant à combler.

Quant à l'importation, il expliqua que, si longtemps le prix du froment n'étant pas supérieur en France à celui qu'il avait communément à l'étranger, elle n'avait été qu'un fait exceptionnel dont le Midi seul avait ressenti les effets, les choses, depuis la paix, étaient singulièrement changées.

Un nouveau producteur, en effet, la Russie, avait, depuis 1814, paru sur nos marchés et y faisait une concurrence de plus en plus insoutenable à notre culture indigène. A ce sujet, M. Decazes entra dans des considérations de statistique et de mercuriales comparées d'une exactitude parfaite, que toute l'expérience que nous avons acquise depuis lors n'a fait que confirmer. Il dit généralement que la puissance de production de la Russie en céréales était incalculable. En effet, nous le savons aujourd'hui à n'en pas douter. Les publications officielles du gouvernement russe, unanimement confirmées en cela par les observations des voyageurs, des négociants et des agences consu-

laïres <sup>1</sup>, nous apprennent que les provinces méridionales de la Russie offrent, à perte de vue, des steppes d'une fertilité à peine croyable. L'Ukraine, la Volhynie, la Podolie et les provinces voisines forment une zone deux fois plus grande que la France, où la terre végétale, incessamment renouvelée et enrichie par la décomposition de myriades d'insectes, offre jusqu'à un mètre de profondeur. On voit là des récoltes de froment se succéder depuis un siècle sans interruption et sans engrais. Les champs donnent jusqu'à vingt-sept fois le rapport de la semence. Bien que plusieurs de ces contrées soient éloignées jusqu'à huit cents kilomètres des ports d'embarquement de la mer Noire et de la mer d'Azof, cependant l'état de servitude du paysan russe (*mougié*) permet d'effectuer le transport des céréales avec une économie telle, que les propriétaires russes peuvent vendre à bénéfice pour huit francs à Odessa les mêmes blés que dans celles de nos provinces les plus propres à une culture à bas prix, la Bretagne et la Lorraine, par exemple, nos cultivateurs vendent à perte à quinze francs.

M. Decazes, à l'affirmation générale de ces faits dont le détail nous a été connu depuis, ajouta des renseignements contemporains d'une grande valeur.

Il exposa que les disettes de 1816 et de 1817 avaient été

<sup>1</sup> Ces documents sont nombreux ; nous nous bornerons à en signaler au lecteur deux, qui paraissent mériter toute confiance. Ce sont les curieuses *Etudes sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, par le baron A. de Haxthausen (édition française ; Hanovre, 2 vol. in-8°, 1847), le meilleur ouvrage, assurément, qui ait encore paru sur la Russie ; et la *Note sur les blés de Russie*, de M. Bergasse, note publiée par M. Thiérs, avec son *Discours sur le régime commercial de la France*.



pour l'agriculture russe un stimulant redoutable, qu'elle était arrivée à amener sur la mer Noire des quantités énormes de céréales dont l'encombrement avait abaissé les prix de vente, au lieu de destination, jusqu'à treize et douze francs l'hectolitre, tandis que nos cultivateurs commençaient à souffrir, dans nos départements méridionaux, quand cet hectolitre tombait au-dessous de vingt-trois francs. Il fit connaître que, dans l'hiver de 1817, l'importation de ces blés d'Orient n'avait pas été moindre de huit cent mille hectolitres, et que depuis, malgré l'abondance de la récolte de 1818, elle tendait à se soutenir au même niveau. Il appela l'attention des Chambres sur la condition déplorable que faisait un tel état de choses, non-seulement aux producteurs de blé de nos départements méridionaux, mais aux départements riverains de la Saône et du Rhône qui alimentaient ordinairement le Midi, et qui, le trouvant occupé par les blés russes, refluaient vers les départements de l'Est et y amenaient l'avisement des prix. Il termina enfin en annonçant que les renseignements du gouvernement lui donnaient à croire que l'importation russe, si on la laissait libre, servie comme elle l'était par une marine marchande naviguant presque pour rien, la marine grecque, arriverait jusqu'à paraître dans nos ports de l'Océan et à faire à nos producteurs du Nord une concurrence aussi redoutable qu'à nos producteurs du Midi.

A la suite de cet exposé, le ministre déposa un projet de loi qui, après avoir essuyé, de la part d'un ou deux partisans du libre échange, quelques critiques sur lesquelles nous reviendrons plus tard et dont la discussion fit ample justice, fut adopté par la Chambre des députés, par cent trente-quatre voix sur cent soixante-deux votants, et par

la Chambre des pairs à l'unanimité de cent treize membres présents.

Voici quelle fut l'économie générale de la loi. Les trois classes de départements, établies déjà en 1814, furent divisées en sections, à chacune desquelles furent annexés ou deux ou trois marchés régulateurs. Les mercuriales des deux premiers marchés du mois courant et du dernier marché du mois précédent, sur la place des divers marchés régulateurs désignés, durent servir à établir le prix moyen de l'hectolitre de blé pour chacune des différentes sections. Ces prix moyens furent affectés, en remplacement de ceux qui devaient être dressés par l'autorité publique, en vertu de la loi de 1814, à régler la suspension de l'exportation. Quant à l'importation, son régime fut réglé par l'ingénieuse échelle de proportion, moitié fixe et moitié mobile, que voici. En principe, un droit permanent fut établi sur chaque hectolitre de grains importés en France; mais ce droit, fixé à un franc vingt-cinq centimes, lorsque l'importation eut lieu par navire étranger, s'abaissa à vingt-cinq centimes, quand elle se fit par navire français. En second lieu, la loi prescrivit que, lorsque le prix des blés indigènes serait au taux de vingt-trois francs dans les départements compris dans la première des classes établies par la loi de 1814, à celui de vingt et un francs dans les départements de la seconde classe, et à celui de dix-neuf francs dans les départements de la troisième classe, les blés étrangers, indépendamment du droit permanent, payeraient à leur entrée, sans distinction de pavillon, un droit supplémentaire de un franc par hectolitre. En troisième lieu, chaque franc de diminution de prix des blés indigènes au-dessous des taux de vingt-trois, vingt et un et dix-neuf

francs, donna lieu à un second droit supplémentaire de un franc, perçu également sans distinction de pavillon, sur chaque hectolitre de blé étranger. Enfin, la loi statua que lorsque le prix des blés indigènes serait, dans les diverses classes de départements, tombé au-dessous de vingt, de dix-huit et de seize francs, l'importation, dans ces départements respectifs, des blés de production étrangère, serait prohibée.

Cette loi, bien que sagement conçue, ne satisfit pourtant pas, comme on l'avait espéré, aux besoins du producteur indigène. Le prix des blés, loin de se relever de l'avilissement où il était tombé, baissa encore pendant toute la fin de l'année 1819 et pendant tout le premier semestre de 1820. Les députés de cinquante-trois départements, en tête desquels figuraient ceux du Midi, représentèrent au ministère que l'échelle mobile de 1819 était encore insuffisante à les couvrir, et on essaya, dans la loi de finances du 7 juin 1820, d'arriver à un résultat meilleur, en doublant le droit permanent établi sur les blés introduits sous pavillon étranger. Mais en vain. La propriété, grande et petite, continua de souffrir, et, en 1821, le gouvernement, assailli de réclamations qui partaient de tous les points de la France, présenta aux Chambres un projet nouveau, qu'il jugeait plus efficace, et dont les mesures protectrices, fortifiées encore par les débats et les votes du Parlement, constituèrent définitivement, sur les bases bonnes et mauvaises que l'on va voir, la législation des céréales de la Restauration.

M. Decazes avait quitté le ministère à cette époque. Il y avait été remplacé par un personnage doué, comme son prédécesseur, d'un esprit remarquablement éclairé et modéré, le comte Siméon. M. Siméon soumit aux Cham-

bres un projet très-bien conçu, qui modifiait la loi de 1819 sans en altérer l'économie, qui satisfaisait heureusement aux besoins divers engagés dans le débat, et qui eût mérité d'être adopté tel qu'il le présentait.

Après avoir constaté qu'en effet les souffrances de l'agriculture étaient réelles, et que les blés restaient encore en France, dans plusieurs départements, à un prix qui ne permettait pas même toujours au cultivateur de rentrer dans son capital et dans ses avances ; après avoir discuté les différents motifs assignés par les propriétaires ou par les publicistes à ce fâcheux état de choses, ainsi que les différents remèdes qu'ils y proposaient, le ministre annonça que le gouvernement, quant à lui, jugeait qu'il n'y avait rien à faire qu'à apporter dans la division des départements en différentes classes, telle que l'avait établie la loi de 1819, quelques modifications, faciles, du reste, à introduire. Le gouvernement s'était aperçu, dit-il, que la composition de la première classe de départements (Gironde, Landes, Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Alpes, Isère, Ain, Jura et Doubs) donnait trop d'influence dans la détermination des prix moyens, régulateurs de l'importation, à des contrées qui, comme le Var et les Bouches-du-Rhône, étaient presque stériles en blé. Le mal était aisé à guérir : il s'agissait de choisir les marchés régulateurs dans des pays plus agricoles que commerciaux, d'élever par là le prix moyen qui réglait la faculté d'importation, et, sans nuire aux consommateurs, de diminuer ainsi le préjudice et surtout l'inquiétude des propriétaires ; inquiétude, expliquait très-bien M. Siméon, plus funeste encore en cette matière que le tort, quel qu'il fût réellement, causé par l'importation à

la culture indigène. Dans ces vues, le ministre proposait de diviser les départements de la première classe en trois sections au lieu de deux, de supprimer de la seconde les marchés d'Arles et de Lyon, et d'y substituer celui de Fleurance, marché essentiellement agricole, où le bas prix des grains contribuerait, de concert avec les prix de Toulouse, à faire concurrence à la cherté constante du marché de Marseille, et à rendre ainsi l'importation des blés russes plus rare et moins dangereuse.

Le projet était sage et certainement très-suffisant. Mais les esprits, à la Chambre des députés surtout, sous l'influence de passions réactionnaires, très-étrangères, à coup sûr, au sujet soumis à leurs délibérations, étaient fort emportés sur cette matière. Il faut se rappeler quel engouement de restauration aristocratique régnait alors dans la majorité de cette Chambre. De très-honnêtes gens, et des plus raisonnables hors de là, rêvaient la destruction du Code civil, le droit d'aînesse, les substitutions, la reconstitution de la propriété féodale, etc., etc. Ils croyaient, en exagérant les droits à l'importation des blés étrangers, arriver à procurer au propriétaire indigène, non pas seulement des prix largement rémunérateurs, ce qui était le vœu très-sensé de la loi, mais des prix assez considérables pour que, quoi qu'en dût souffrir le consommateur, la propriété réalisât de vastes bénéfices. A l'aide de ces bénéfices, pensaient-ils, les domaines s'agrandiraient, et le morcellement à l'infini des terres, qu'ils jugeaient, de très-bonne foi, une calamité économique aussi bien que politique, serait arrêté. Ce n'étaient là, il est à peine aujourd'hui besoin de le dire, que de grosses erreurs, à peine explicables dans la bouche des personnages, d'ailleurs

recommandables, qui s'en faisaient alors les organes à la tribune; mais, toutes grosses que fussent ces erreurs, elles dominaient la majorité du Parlement en 1821, et elles eurent une influence regrettable sur les débats du projet de loi présenté par M. Siméon et sur l'établissement final des bases de notre législation des grains pendant le reste de la Restauration.

En effet, après un débat contradictoire très-vif et très-brillant, où M. Siméon se défendit avec beaucoup de force et de raison, le projet du gouvernement fut transformé, presque de toutes pièces, en une loi nouvelle qu'adopta l'immense majorité des deux Chambres, et dont voici les principales dispositions.

Les départements frontières de la France furent distribués en quatre classes, au lieu de trois comme ils l'avaient été en 1814, et les sections de chacune des classes, ainsi que les marchés régulateurs annexes, presque entièrement renouvelés. La nouvelle loi statua ensuite que l'exportation des grains serait suspendue dans chaque classe, lorsque les blés indigènes y auraient dépassé de deux francs le prix fixé comme limite pour l'importation des blés étrangers; et elle arrêta que cette importation serait prohibée toutes les fois que le prix des blés indigènes descendrait, dans les départements de la première classe, au-dessous de vingt-quatre francs; dans ceux de la deuxième, au-dessous de vingt-deux francs; dans la troisième, au-dessous de vingt francs, et, dans la quatrième, au-dessous de dix-huit francs. Quant au tarif des droits à l'importation, dans le reste des cas où celle-ci demeura permise, le droit permanent et les deux droits supplémentaires, établis par la loi de 1819, furent maintenus; mais le premier de

ces deux derniers droits fut déclaré applicable, lorsque le prix des blés indigènes serait descendu à vingt-six, vingt-quatre, vingt-deux et vingt francs dans les diverses classes de départements, et le second, lorsque le prix de ces mêmes blés serait tombé au-dessous de ces différents prix. C'est-à-dire, qu'en même temps que la loi multipliait les classes et qu'elle changeait les marchés régulateurs, elle fixait d'une manière définitive la barrière à l'exportation des blés indigènes, elle restreignait la faculté d'importation des blés étrangers, et dans les cas, enfin, où elle continuait d'autoriser cette importation, elle augmentait tous les droits dont la législation antérieure l'avait déjà grevée.

Quelle était la valeur de cette législation à l'époque où elle fut adoptée, et quel jugement en doit porter l'histoire ?

Nous avons déjà fait pressentir notre opinion à cet égard. Incontestablement fondée en motifs, parfaitement conforme dans son esprit général aux vrais principes de l'économie politique, la loi des céréales de 1824 n'était, dans ses détails, ni exempte d'erreurs ni à l'abri de reproches. Elle en essuya en son temps, de la part des représentants des intérêts qu'elle froissait, de nombreux, qui furent de deux sortes, les uns très-légitimes, les autres peu intelligents et extrêmement injustes. Mais la postérité a sous les yeux, dans les conséquences, inconnues des contemporains, de la législation qu'ils attaquaient, les éléments nécessaires à discerner ce qu'il y avait de fondé et ce qu'il y avait de faux dans leurs critiques, et elle peut aujourd'hui exprimer, tant à leur égard que sur le fond lui-même de la controverse, un jugement facilement impartial.

Des innombrables et très-amères critiques que subit,

tant au dedans qu'au dehors des Chambres, la loi de 1821, deux seulement étaient fondées.

La première portait, et avec pleine raison, sur le mauvais choix qu'avaient fait les Chambres des marchés régulateurs du prix des grains dans la première classe des départements. On avait assigné aux sept départements composant cette classe, savoir : les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, le Gard, les Bouches-du-Rhône, le Var et la Corse, quatre marchés, Toulouse, Marseille, Fleurance et Gray, dont la combinaison devait presque nécessairement amener, pour eux, un renchérissement factice, inutile et exorbitant, du prix des grains. Le ministre de l'intérieur s'était vainement opposé à cette mesure. Il voulait bien, et en toute sagesse, donner aux pays producteurs, dans l'évaluation des prix moyens régulateurs de l'importation, l'influence naturelle qu'ils devaient avoir; mais il ne voulait pas que cette influence dégénérât en abus, et qu'une portion très-intéressante du territoire supportât, pour le maintien légitime du prix des blés indigènes, des sacrifices excessifs et sans compensation. Il avait proposé de prendre, pour régulateurs des départements de la première classe, Toulouse, Marseille et Fleurance, ce dernier marché à la place de ceux d'Arles et de Lyon, désignés par la loi de 1814. La Commission de la Chambre des députés avait voulu y adjoindre Gray. Il s'y était opposé avec raison, disant qu'il accepterait volontiers ou Fleurance ou Gray, au choix de la Chambre, mais non les deux ensemble, parce que Marseille, en concurrence avec trois marchés où les grains sont presque toujours à bas prix, aurait évidemment trop à souffrir de n'entrer que pour un quart dans la détermination du prix



régulateur, en concurrence avec des pays dont l'état normal était l'abondance. Qu'importe, avait-il très-bien dit, que les blés russes soient aussi bas que l'on voudra, s'ils n'entrent qu'à de longs intervalles et lorsque de grands besoins se manifesteront; et si, lorsqu'ils seront entrés, ils font baisser les prix de manière à ce que, par le simple effet du jeu de l'échelle mobile, la porte leur soit de nouveau fermée? Fallait-il, pour donner des débouchés aux grains de la Saône et de la Garonne, obliger les départements, qui n'en recueillaient pas assez pour leur consommation, à les payer un prix exorbitant? Était-il juste de priver presque absolument ces départements du secours que la mer leur offre? Le gouvernement voulait favoriser les propriétaires de l'intérieur, il est vrai, et il le proclamait plus haut que personne; mais c'était aux dépens de l'étranger qu'il entendait établir cette protection, et non pas aux dépens de la population des côtes. D'ailleurs, si l'on voulait restreindre le commerce des blés du Levant dans ce qu'il avait d'excessif, on n'entendait nullement l'atteindre dans ce qu'il avait d'utile. Il fallait prendre garde que la peur d'un mal nous jetât dans un pire, et redouter de manquer le but en le dépassant. Mais la voix des vrais principes avait parlé en vain par la bouche de M. Siméon. La majorité emportée des deux Chambres avait passé outre, et les deux marchés de Fleurance et de Gray, situés l'un au centre du Gers et l'autre de la Haute-Saône, avaient été adjoints ensemble à celui de Toulouse, bien que l'un d'eux, celui de Gray, encore préférablement à l'autre, eût pu amplement suffire au but que l'on voulait atteindre. Il en résulta ce que le ministre avait prévu, c'est que sept de nos départements du Midi, pendant toute la durée de la

Restauration, souffrirent beaucoup de la loi, et sans aucun profit pour personne. En 1829, notamment, la mercuriale étant à vingt-deux francs et vingt centimes, par suite de la pression exorbitante exercée sur le prix régulateur par les marchés réunis de Gray et de Fleurance, le blé indigène se vendait trente francs à Marseille, et néanmoins, à la même époque, les habitants d'une autre partie de la France, de la Moselle, par exemple, de la Meuse et des Ardennes, dont la mercuriale était à dix-huit francs, jouissaient, à ce prix, de la faculté d'importation. Et quel était le vœu réel de la loi, cependant? C'était qu'au taux de vingt-quatre francs l'importation commençât et vînt rétablir l'équilibre. Les exigences violentes de la majorité de 1821 avaient faussé ce vœu et y avaient substitué une déception légale contre laquelle l'opinion s'éleva, et avec raison.

Une seconde critique également juste fut adressée à cette loi, et cette critique, il faut le dire, atteignait aussi bien le projet primitif du gouvernement que le projet amendé ou plutôt transformé par les Chambres. Pourquoi la loi fixait-elle une limite à l'importation? n'était-il pas plus conforme à l'esprit de son système de s'en fier jusqu'au bout au jeu de l'échelle mobile, en se contentant d'ajouter, à chaque baisse d'un franc des blés indigènes, un franc correspondant à l'entrée des blés étrangers? On aurait eu ainsi l'avantage de tenir la balance complètement égale entre le consommateur et le producteur, et de protéger l'un, sans qu'il pût rester à l'autre aucun prétexte à dire qu'il était sacrifié. Dans cette matière redoutable et délicate, deux fléaux sont également à craindre : la surabondance du produit, qui ruine le cultivateur, et sa rareté,

qui peut finir par opprimer horriblement le consommateur : il faut viser à écarter à la fois ces deux fléaux. Le régime protecteur, dans une large mesure au moins, nous verrons plus tard qu'il n'y suffit pas toujours, le régime protecteur, disons-nous, dans la presque totalité des cas, peut remplir ce double but; mais c'est à une condition qui n'avait pas été suffisamment comprise par le législateur de 1821, et cette condition, c'est qu'on n'oublie pas qu'en matière de subsistances, à la différence d'autres matières d'un besoin moins urgent, la limite de la mesure dans laquelle l'intérêt du consommateur peut être sacrifié à celui du producteur, et réciproquement, est très-rapidement atteinte. Si peu que l'on outre cette mesure, dans un sens ou dans l'autre, on est certain d'arriver soit à ruiner les campagnes, soit à affamer les villes. Avec plus d'expérience, les Chambres de 1821 auraient évité de pencher vers l'un de ces deux écueils.

Il y avait donc deux erreurs, et la première surtout vraiment grave, dans la législation des céréales qu'avait conçue la Restauration. Ces erreurs, qui, du reste, ont aujourd'hui disparu de nos lois, étaient-elles les seules? On peut en toute sûreté répondre par l'affirmative. L'esprit de critique du temps alla dans ses censures beaucoup plus loin, il est vrai; mais ce fut lui alors qui erra et de la manière la plus visible. Il serait long et inutile de rapporter tous les paradoxes et toutes les déclamations auxquels il se livra à cet égard.

Voici trois ou quatre seulement de ces déclamations dont il peut y avoir intérêt à faire sentir le vice, parce qu'elles ont survécu à la controverse originale dont elles sont

sorties, et que les partisans du *laisser faire* et du *laisser passer* les comptent aujourd'hui encore parmi les raisonnements les plus foudroyants qu'ils puissent opposer aux principes du régime économique de la protection.

— C'est une crainte ridicule, disaient les députés des Bouches-du-Rhône, en opposition avec ceux du reste de la France, que de redouter l'invasion des blés de la mer Noire. L'importation ne saurait fournir qu'une quantité de grains très-modique, proportionnellement à l'étendue de nos besoins.

— Il est vrai, leur répondirent très-bien le gouvernement et ses partisans par la voix de M. Siméon, de M. de Villèle, du duc de Lévis et de plusieurs autres orateurs, il est vrai que l'importation n'apporte en France que des quantités de blés minimes, comparativement à la production indigène; cette importation néanmoins agit d'une manière considérable sur le prix du blé dans toute la France. En effet, elle produit dans les nombreux départements frontières, où elle arrive, un bas prix dont le double effet est de fermer aux départements intérieurs qui produisent le blé leur débouché le plus légitime, le débouché du territoire national, et de provoquer par suite, sur les marchés de ces départements, un encombrement qui fait tomber la denrée au-dessous des prix les plus strictement nécessaires à la vie du producteur. Ainsi, quand il arrive, de la mer Noire à Marseille, des quantités de blé qui pour la subsistance de la totalité de la France seraient insignifiantes, ces quantités cependant suffisent et au delà à faire descendre le prix du pain, sur nos côtes de Provence, à des prix qui ne sont plus rémunérateurs pour le producteur indigène. Si l'invasion des blés exotiques n'agit pas sur l'avilisse-

ment du prix des blés indigènes directement, cette action, pour être indirecte, ne s'en fait pas moins sentir, et alors de quoi dispute-t-on ? de purs mots.

— Mais, ajoutaient-ils, c'est un tribut levé sur la population frontière du Midi au profit des propriétaires de l'Est et du Centre ; c'est, en outre, une loi de famine, qui n'a pour objet que de faire renchérir le prix du pain ; c'est enfin un système qui sacrifie uniquement la consommation à la propriété.

— D'abord, il faudrait expliquer une contradiction qui saute ici aux yeux. Ils venaient de dire que l'importation était insignifiante, comment la restriction à cette importation, alors, pouvait-elle équivaloir à une « loi de famine » ? L'importation est efficace, ou insignifiante ; il faut choisir. Si elle est efficace, leur argument mérite discussion ; mais ils prétendent qu'elle est insignifiante, que vaut alors cet argument dans leur bouche ? Mais passons. Quels furent les résultats de cette « loi de famine », dans le Midi même, les départements de la première classe exceptés, durant les années qui suivirent la loi de 1821 ? Elle fut sans effet aucun sur le renchérissement du prix du blé indigène. A Toulouse, par exemple, avant comme après la promulgation de la loi, le blé resta à 17 francs. En 1824, il tomba à 15 francs ; à 14 francs, en 1825 ; enfin, à 13 francs et à 12 francs 70 centimes, en 1826. Mais supposons que les blés de la mer Noire fussent entrés librement, pendant ce temps, à Marseille, quelle n'eût pas été la conséquence de cette importation sur l'avisement de prix déjà tombés si bas ? On dit : mais c'est lever un tribut sur une partie de la population au profit d'une autre partie. Il n'y a point là de tribut, et c'est introduire gratuitement des mots odieux

dans la controverse que d'employer un pareil langage. La prétention du consommateur, en matière de subsistances, est fondée, quand il se refuse à payer à la production indigène le pain qu'elle lui fournit, au delà d'un prix raisonnable et rémunérateur; mais elle est absurde quand le consommateur va jusqu'à exiger que le producteur indigène, son compatriote, ne trouve pas, à le nourrir, une récompense équitable et lucrative de ses peines : il ne faut pas sacrifier la consommation à la propriété, d'accord; mais il ne faut pas davantage sacrifier la propriété à la consommation.

— Mais l'étranger est là pour nous nourrir : qu'importe que le pain que nous mangeons soit russe ou français; l'important c'est qu'il soit au plus bas prix possible. Vous dites que le blé d'Ukraine et de Volhynie revient, à Odessa, à Kaffa et à Taganrog, à des prix comparativement avilis? Tant mieux. Tirons de ces blés; nous les payerons moins cher que les céréales indigènes; nous donnerons en échange aux Russes quantité de nos produits fabriqués, et ce sera tout bénéfice.

— Il y eut trois ou quatre discours sur ce thème, tant de fois ressassé depuis, dans la discussion parlementaire de la loi de 1821. Mais ce qu'il a de faux saute aux yeux. On demande s'il importe que le pain que nous mangeons soit russe ou français. C'est un jeu de mots. La nationalité n'est pas attachée au produit, mais au producteur. Mais, qui soutiendra, à moins d'avoir abjuré tout patriotisme et toute prévoyance, qu'il est indifférent au bien public que ce soit un fermier de la Beauce ou un paysan del'Ukraine qui gagne sa vie à nous nourrir? Singuliers citoyens à qui il est indifférent que leurs compatriotes vivent de leurs sueurs ou n'en

vivent pas! Et puis, qu'est-ce que : L'étranger est là pour nous nourrir à bas prix. L'étranger ne vous nourrira pas à bas prix, le jour où votre culture indigène, découragée, aura abandonné la culture des céréales. Il vous nourrira au prix qui lui plaira, et, sauf le port d'arrivée de ses produits tout au plus, ce n'est pas le bon marché qu'il vous apportera, mais des prix de famine. Quant au paiement que, dans ce système, nous devrions faire des blés étrangers en objets manufacturés, on n'a qu'à regarder ce qui arrive en temps de disette, et si c'est en cotonnades, en meubles et en quincaillerie que se soldent alors les centaines de millions nécessaires à l'extraction forcée des blés exotiques.

Dix orateurs pour un réduisirent facilement à néant, en 1821, ces frères paralogismes, et il suffit, grâce à Dieu enfin aujourd'hui, de les exprimer pour qu'ils tombent.

Mais tout cela ne fut rien, en comparaison des cris que jeta Marseille, pendant et après la discussion de la loi.

Nous avons déjà reconnu qu'elle avait, malheureusement pour tout le monde, très-grande raison de se plaindre du sort que lui apprêtait le mauvais choix des marchés régulateurs. Ses orateurs, à la Chambre, appuyèrent justement le ministre de l'intérieur dans les efforts qu'il fit pour faire changer ces marchés; mais ils ne se contentèrent pas de cela, ils se jetèrent encore, sur le fond de la matière, dans des divagations qui contribuèrent beaucoup à discréditer les bonnes raisons qu'ils donnaient sur le reste.

Ils avaient raison quand ils disaient que les marchés régulateurs de leur classe devaient être choisis de manière à ce que leur condition ne fût pas pire que celle des autres parties de la France; mais ils avaient étrangement tort

quand ils demandaient, comme ils le firent, non-seulement que cette condition fût meilleure, mais qu'elle fût ce qu'ils la désiraient, abstraction faite des intérêts de la production nationale. Car alors, sous prétexte de liberté, c'est un privilège et un privilège énorme qu'ils sollicitaient pour Marseille, le privilège de faire à sa seule et exclusive convenance un commerce de commission, lucratif pour elle, il est vrai ; mais ruineux pour le maintien de la culture indigène, la plus indispensable au pays.

Mais telle était alors la situation économique de cette grande et belle cité qu'elle était, en quelque sorte, réduite à considérer comme un fléau la prospérité du reste du royaume.

Elle avait extrêmement souffert sous l'Empire. Les Anglais, en bloquant son port, avaient à peu près anéanti son commerce. Napoléon avait fait beaucoup d'efforts pour la soulager. Il y avait provoqué une industrie locale considérable. Ainsi les fabriques de savon y étaient, par ses encouragements, devenues très-nombreuses. Des tanneries, des fabriques de produits chimiques s'y étaient établies, qui avaient occupé les bras et provoqué par terre une certaine exportation. Mais qu'est-ce que Marseille réduite à exporter par terre les produits de son industrie locale !

Aussi avait-elle salué, avec un enthousiasme que le misérable état où elle avait si longtemps vécu explique, la chute de l'Empire et la fin du blocus continental. La paix, en effet, lui avait rendu une grande activité ; non pas toute celle malheureusement qu'elle avait rêvée et que nous voudrions tous lui voir, mais enfin son port et ses quais avaient vu succéder à la mort la vie.



Rientôt après, les disettes de 1816 et de 1817 avaient été pour elle, ce que sont toutes nos disettes, un coup de fortune. L'Égypte et la Russie lui avaient expédié des quantités énormes de blés sur lesquelles ses négociants et ses ouvriers avaient prélevé, les premiers des primes de commission, les autres des salaires considérables.

Cela naturellement l'avait engouée de libre échange. Qu'y avait-il de mieux à faire que de continuer à tirer ainsi de l'étranger des blés qui amèneraient à la bourse de Marseille des affaires colossales et dans son port une quantité innombrable de navires? Sans doute; mais il aurait fallu pour cela une chose terrible, qu'en conscience personne ne pouvait désirer, cette chose c'était que la disette de 1817 se renouvelât tous les ans. Grâce à Dieu, dès 1818, l'abondance avait reparu, et l'année suivante, à son tour, elle avait tellement déprécié les prix de nos blés indigènes, que M. Decazes, en toute hâte, avait dû soumettre aux Chambres sa loi, depuis elle-même jugée insuffisante, de 1819.

On devine la colère du commerce marseillais, se voyant dépouillé, comme disaient ses orateurs à la Chambre, du plus riche article de ses spéculations maritimes. Cette colère s'accroissait encore de la considération de l'état général de la France, qui subitement était redevenue telle, qu'elle regorgeait de produits. Les journaux de la ville ne tarissaient pas contre cette détestable abondance qui faisait que le pays n'avait plus besoin de personne. Il faut, tant la chose est singulière, faire connaître au lecteur, au moins par un extrait, le langage de l'organe le plus considérable alors de la presse marseillaise, à cet égard.

« Les importations, disait le *Journal de Marseille*, le 17 octobre 1820, se trouvant hors de toute proportion

« avec les besoins journaliers, et la *surabondance paraly-*  
 « *sant la velléité de spéculer*, les marchandises ont, en gé-  
 « néral, une tendance à la baisse *qui devient habituelle et*  
 « *fâcheuse*. Il y a en ville du blé pour deux ans; des sucres  
 « bruts pour l'approvisionnement de la campagne entière;  
 « nos vignobles ont donné une récolte qui a passé toutes  
 « les espérances, et il s'en faut que les vins de l'année der-  
 « nière soient écoulés... Les huiles, cet article fondamen-  
 « tal, sembleraient devoir échapper à la défaveur com-  
 « mune; nous sommes dans la saison ordinairement la  
 « plus active de la savonnerie, et les froids de janvier 1820  
 « ont dévoré, dans presque toute la Provence, les produits  
 « de plusieurs années: cependant, les huiles baissent. Dans  
 « les trois derniers mois de l'été, le feu des chaudières a  
 « été constant et animé; il en est sorti une quantité sura-  
 « bondante de savon, et les marchés de l'intérieur en ont  
 « bientôt regorgé... Nos piles en contiennent aujourd'hui  
 « de quoi suffire à tous les besoins de l'hiver. Dans le nord  
 « de la France, la culture des plantes oléagineuses a été  
 « poussée avec autant de vigueur que de succès. *Dans*  
 « *l'ordre naturel, ce serait une compensation précieuse; dans*  
 « *l'ordre social, c'est pour notre Provence un malheur de*  
 « *plus.* »

Ce singulier et précieux fragment révèle l'esprit en même temps que la nature du commerce de Marseille: pur commerce de commission, qui n'inspire aux négociants qui le font qu'un désir bien naturel, le désir de faire le plus de consignations et de courtages possible. Mais comment l'économie politique d'un pays, aussi essentiellement et aussi universellement producteur que la France, pourrait-elle reposer sur la considération exclusive du vœu, qu'exprime

l'un de ses ports, d'être appelé à tirer pour lui de l'étranger le plus grand nombre possible des choses dont il peut s'approvisionner lui-même ?

Telle est, comme disait Napoléon à Las-Cases, « l'indifférence des purs commissionnaires. » Intermédiaires cosmopolites entre l'acheteur et le vendeur, peu leur importe que ce soit leur pays qui, dans le marché, achète ou vende, c'est-à-dire, au fond, produise ou ne produise pas, c'est-à-dire encore, soit fourni par l'étranger ou le fournisse. La baisse des marchandises leur apparaît comme un mal, non pas parce que l'encombrement qu'elle révèle pèse sur les prix de vente, et partant sur les bras du producteur ; mais parce que cet encombrement paralyse jusqu'à la *velléité de spéculer* ! Et admirez, après des déclarations semblables, quelle autorité avaient, en 1821, les députés des Bouches-du-Rhône, à venir parler, à la tribune, contre la loi que demandaient, pour résister à l'avilissement des prix, les producteurs de blé de tout le reste de la France !

Telles furent les critiques, à peine digne d'être rappelées, que l'esprit de système ou l'intérêt local joignirent en foule, en 1821, aux deux seuls reproches sérieux que méritât la loi votée par les Chambres.

On peut à présent se faire une idée complète du mérite et des défauts de cette loi.

Ses défauts sont purement de détail. Il suffisait, pour la mettre à l'abri de tout reproche, de faire ce qui a été accompli depuis, c'est-à-dire de mieux choisir les marchés régulateurs du prix des grains, et de substituer à la prohibition d'importation une échelle indéfinie et toujours croissante de droits restrictifs.

Quant au mérite, il est très-grand et de beaucoup supé-

rieux aux défauts. Le gouvernement de la Restauration a parfaitement compris qu'aux deux principes proclamés par Turgot en cette matière, savoir le principe de la liberté absolue du commerce intérieur, et celui de l'abstention, de la part du gouvernement, de toute opération de nature à troubler l'action des spéculateurs privés, il y avait deux principes nouveaux à ajouter : le principe de la protection aux consommateurs, par la réglementation de la faculté de sortie des blés indigènes ; et celui de la protection aux producteurs, par l'établissement de droits à l'entrée des blés étrangers. La Restauration a pu ne pas arriver du premier coup au meilleur système d'application de ces deux principes ; mais elle les a fortement conçus, et c'est à elle que nous devons leur introduction dans nos lois.

Résultat considérable, et qui, malgré ses écarts, donne à la discussion parlementaire dont la loi de 1821 est sortie une place digne d'être remarquée dans l'histoire des progrès de notre politique commerciale.

Ainsi engagé, et à propos du problème le plus ardu et le plus complexe de l'économie politique, dans la voie du régime protecteur, il n'était pas vraisemblable que le gouvernement de Louis XVIII faiblît sur le reste, et qu'il n'étendît pas à toute la production nationale, industrielle et agricole, métropolitaine et coloniale, les principes d'un système dont il avait si bien compris les avantages au sujet de la culture et de l'approvisionnement des céréales.

Il ne tarda pas à donner la preuve la moins suspecte du ferme et intelligent esprit qui l'animait à cet égard.

Dès l'année qui suivit l'adoption de la loi sur le commerce des grains, les Chambres furent saisies d'un vaste

projet embrassant le système entier de notre régime commercial, depuis l'élève des troupeaux jusqu'à l'industrie du fer et à la culture de la canne à sucre, où les principes du système protecteur reçurent la sanction la plus explicite et l'application la plus étendue. Ce projet, devenu, après une longue et belle délibération, la loi du 27 juillet 1822, compose encore aujourd'hui, après plus de trente ans, le fond de notre législation économique. Mais cette considération elle-même, toute importante qu'elle soit, mise à part, l'intérêt des motifs donnés par le gouvernement du temps à la loi qu'il proposait serait encore assez grand lui-même pour mériter d'arrêter l'histoire.

Le projet de 1822, sans parler des lois sur les grains de 1819 et de 1821, n'était pas le coup d'essai du gouvernement de la Restauration en matière économique. A cinq ou six reprises déjà depuis son avènement, ce gouvernement avait touché à différentes parties de cette délicate matière, et, pour apprécier à sa juste valeur le projet nouveau dont il saisissait les Chambres, il n'est pas inutile de jeter en arrière un regard sur la politique qu'il avait suivie jusque-là.

Cette politique, tout au début, avait été un moment, ainsi que nous l'avons déjà dit, empreinte d'un esprit, très-explicable et très-excusable, de tâtonnement et d'incertitude.

Au premier retour de la paix, en 1814, ç'avait été, d'un bout de l'Europe à l'autre, un concert de l'opinion contre les rigueurs du blocus continental. On allait donc enfin communiquer, sans obstacles, de peuple à peuple ! On allait donc, grâce à la libre navigation des mers, revoir à l'aise du sucre des Antilles, du thé de Chine, du coton d'Amérique, etc. ! Les gouvernements et les nations avaient éga-

lement partagé un enthousiasme bien naturel pour ces conséquences heureuses de la cessation d'une guerre qui durait depuis près de vingt-cinq ans.

La Restauration, dans sa première inexpérience, avait donné dans cet enthousiasme, un peu au delà de ce qui était nécessaire.

Ainsi, Monsieur, frère du roi, à peine arrivé en France, avait rendu, le 23 avril 1814, un décret dans lequel il avait ou supprimé ou énormément réduit les droits d'entrée des produits d'outre-mer, « convaincu, avait-il dit, que si les « droits actuels étaient maintenus sur ces marchandises, « le commerce subirait la perte de capitaux considérables. »

En conséquence, par exemple, le décret avait autorisé l'entrée des cotons en laine actuellement en entrepôt, et de ceux qui pourraient être importés à l'avenir, sous un simple droit de balance ; ainsi, encore, le même décret avait réduit les droits d'entrée des sucres et des cafés de toute provenance, de trois cents et de quatre cents francs le quintal métrique à soixante francs. C'avait été procéder vite et largement ; mais la prudence conseillait-elle d'aussi larges et d'aussi absolues réductions ?

Il était bien certain que la chute de l'Empire et avec lui du blocus continental rendait non-seulement inutiles, mais gratuitement onéreux, les droits d'entrée dont étaient frappés les cotons. Napoléon avait pu, pour tenter de forcer la nature à produire du coton en Italie, dans les départements du Tibre et du Trasimène, comme disait le *Moniteur* de 1811, frapper les cotons d'Amérique de droits d'entrée s'élevant jusqu'à huit cents francs le quintal, et ceux des autres pays, les départements du

Tibre et du Trasimène et le royaume de Naples exceptés, de six cents et de quatre cents francs. Mais, outre que le cotonnier de la campagne de Rome avait eu, à peu de choses près, le sort de la canne à sucre de Provence, et que l'expérience en ce genre était complètement faite, la France de 1814 n'était plus la France de 1811, et, privés même de l'espérance de voir du coton pousser dans l'ex-département du Tibre, nous n'avions plus très-certainement qu'à rouvrir nos ports aux cotons du Levant et surtout d'Amérique. Mais était-il sage, dans l'intérêt de notre marine, de ne faire aucune distinction entre les cotons amenés par pavillon français ou par pavillon étranger, et le simple droit de balance où l'on avait tout réduit était-il suffisant pour les besoins du Trésor?

Quant aux sucres et aux cafés, le décret de Monsieur était encore plus exposé à la censure. Les colonies, il est vrai, que nous laissaient les traités, ne produisaient plus les quantités de café et de sucre nécessaires à la consommation de la métropole; mais était-ce une raison pour les abandonner, dans leur faiblesse, à la concurrence écrasante des colonies anglaises et espagnoles, et n'eût-il pas été sage aussi de réserver les droits de notre pavillon?

Une ordonnance de Louis XVIII avait, le 12 août, suivi le décret de Monsieur, et, bien que mieux conçue, avait révélé néanmoins encore, dans la politique commerciale du gouvernement nouveau, une incertitude de conduite très-explicable, nous le répétons, en présence du vaste changement que venait de subir l'Europe. Cette ordonnance, précédée de considérants un peu embrouillés, et où le pour et le contre se heurtaient volontiers, avait statué que tous les fers étrangers, existant ou devant arriver dans les ports

du royaume, y seraient mis provisoirement en entrepôt, en attendant la publication d'une loi destinée à fixer le droit moyennant lequel ils pourraient être définitivement introduits.

Mais bientôt et très-promptement tout avait changé de face, et Louis XVIII, averti tant par les réclamations de l'opinion que par les représentations d'administrateurs formés à l'école de l'Empire, dont plusieurs heureusement étaient restés dans ses conseils, avait commencé d'entrer dans la voie des vrais principes.

Dès le mois de décembre 1814, les erreurs du décret du mois d'avril avaient été en partie réparées, et l'incertitude de l'ordonnance d'août levée, par une loi qui avait soumis les cotons en laine apportés par navire étranger à un droit de cinq francs les cent kilogrammes ; distingué, au profit de nos colonies et de notre marine, les droits à payer par les navires de différente provenance à l'entrée des cafés et des sucres de nos colonies ou des colonies étrangères ; et imposé enfin à l'introduction des fers exotiques un droit dont l'expérience devait bientôt montrer l'insuffisance, mais qui, momentanément du moins, avait rassuré nos usines.

A partir de ce premier retour dans la vraie route, le gouvernement nouveau n'avait fait qu'y marcher de plus en plus, et il y avait déjà fait, en 1822, des progrès qui, pour n'être pas encore arrivés au niveau des besoins publics, n'en étaient pas moins notables.

Un personnage d'une expérience et d'une sûreté de jugement unique en matière de politique commerciale, M. de Saint-Cricq, ancien administrateur des douanes sous l'Empire, devenu, en 1815, directeur général de cette



vaste administration, avait été l'inspirateur de ces progrès, et devait heureusement l'être de tous ceux que la Restauration était appelée, dans la suite, à réaliser en ce genre.

Tout était à réorganiser, en 1815, dans le département des douanes. La chute de l'Empire avait mis notre législation économique dans le chaos. Les décrets de Napoléon, en effet, qui en formaient la base, avaient tous été conçus et promulgués en vue d'une France qui s'étendait de Bordeaux à Hambourg et de Brest à Rome; mais cette France ayant été réduite par les alliés à ses frontières de 1790, la politique commerciale de l'Empereur pouvait sans doute, et même plus que jamais, lui convenir dans ses principes; mais elle ne lui convenait plus dans le détail de ses lois. Ajoutez que le passage de l'état de guerre à l'état de paix avait créé des besoins nouveaux de tout genre, matériels, politiques et moraux, qu'il était aussi indispensable qu'urgent de satisfaire.

M. de Saint-Cricq, dès le lendemain de Waterloo, s'était mis à débrouiller cette confusion, à ajuster les immuables principes de la matière aux formes nouvelles de la société, du gouvernement et du royaume, et trois lois déjà, grâce à lui, avaient été, avant 1822, adoptées par les Chambres, qui avaient dégrossi l'œuvre et surtout, chose plus essentielle encore, qui avaient engagé le gouvernement, à la suite de l'opinion, dans la voie de la saine économie politique.

Ces lois promulguées, l'une en 1816, l'autre en 1817, la dernière en 1820, avaient établi, dans les intérêts divers du Trésor, de l'agriculture, de l'industrie, des colonies et de la navigation, des droits sagement conçus, qui en 1822 déjà avaient porté d'heureux fruits. Mais un résultat

aussi utile, au moins, avait été atteint par M. de Saint-Cricq. Il avait trouvé, en présentant ses projets aux Chambres et en les leur expliquant, l'occasion d'exposer avec une rare netteté les principes de la politique commerciale qui convenait à la France nouvelle aussi bien qu'à l'ancienne, et, en vulgarisant ces principes dans l'opinion des hommes éclairés, il avait préparé de longue main leur triomphe définitif.

On ne lira pas sans intérêt peut-être un fragment de l'un de ses discours qui présente, en quelques lignes, une vive peinture des nécessités économiques et politiques qu'avaient créées le blocus continental, et de l'obligation d'honneur comme d'intérêt où se trouvait la Restauration de ne faillir à aucune de ces nécessités.

« Le système prohibitif, disait-il, conséquence de l'état  
« de guerre, a été, à son tour, l'occasion d'une grande  
« révolution industrielle. L'isolement produit le besoin  
« de se suffire à soi-même; ce besoin double les forces des  
« individus, décuple celles des peuples. Des industries an-  
« ciennes se sont agrandies, des industries nouvelles se sont  
« développées. Tous les arts, tous les secrets de la science,  
« toutes les créations du génie, ont été appelés au secours  
« de cette activité nouvelle. D'immenses capitaux ont été  
« détournés de leurs voies ordinaires, pour se placer dans  
« des voies qui leur étaient inconnues. Tous les prodiges  
« ont été tentés; beaucoup se sont réalisés. Que, parmi  
« ces industries nouvelles si nombreuses, quelques-unes  
« soient plus propres à d'autres peuples qu'au nôtre; que  
« plusieurs, pour se perfectionner, nous imposent, pour  
« quelque temps encore, de pénibles sacrifices; que, de  
« leur perfectionnement même et de leur insuffisance

« pour nos besoins, il résulte momentanément, si l'on  
« veut, un moindre écoulement de nos richesses agricoles,  
« quelque altération dans nos relations mercantiles au  
« dehors, un moindre développement de notre commerce  
« maritime, je ne conteste rien de tout cela; mais il répu-  
« gnerait à notre commerce de s'enrichir en allant de-  
« mander au dehors ce que notre travail nous offre en  
« abondance; et, à tout prendre, c'est de ce travail  
« même, de l'encouragement que nous lui prodiguons,  
« que le commerce doit attendre des moyens d'échange  
« qui font déjà pencher en faveur de notre exportation  
« la balance de chaque année... Ce n'est pas le gouver-  
« nement, du moins, qui dira — à des propriétés indus-  
« trielles, acquises au prix d'énormes sacrifices : Un  
« droit de 20 pour 100 ne suffit pas à vous protéger,  
« périssez ! l'industrie étrangère est là pour vous suppléer;  
« — à d'immenses capitaux : Vous vous êtes trompés de  
« route, portez vos débris ailleurs ! — aux milliers d'ou-  
« vriers qui exploitent le coton : Vos produits sont trop  
« chers; brisez vos métiers ! — aux exploitants de nos  
« forges : On nous offre à 15 francs ce que vous produisez  
« à 25; éteignez vos fourneaux ! — aux millions de bras  
« que toutes ces industries mettent en action : Cherchez  
« un travail qu'il nous convienne de protéger... Non ! en  
« économie politique, tous les faits accomplis, tous les  
« intérêts établis veulent être respectés. Qu'on prouve  
« que ces intérêts, que ces faits n'existent pas : qu'on  
« démontre l'aveuglement de l'administration qui s'obstine  
« à les prendre pour guides, celui de tous les manufac-  
« turiers du royaume qui vous crient de leur conserver le  
« marché de nos trente millions de consommateurs...;

« qu'on le démontre, qu'on livre à la controverse publique un tarif assis sur d'autres bases, comme le tarif actuel lui est livré depuis cinq ans, l'opinion, qu'on invoque souvent et qu'on ne respecte pas toujours, répondra, et les Chambres jugeront ! »

Avec un ministre de cette expérience et de cette conviction, notre législation économique avait les plus belles chances de se constituer sur des bases durables. Ce fut ce qui arriva dans la session de 1822. M. de Saint-Cricq, presque au début de cette session, en effet, de concert avec un de ses collègues, dont les lumières en ces matières étaient aussi très-précieuses, M. de Villèle, devenu depuis un an ministre des finances, proposa aux Chambres le projet que nous avons annoncé et à l'exposition duquel la suite de notre récit nous amène.

Ce projet, comme nous l'avons déjà dit, était extrêmement vaste. Il intéressait, en effet, de notre agriculture à nos colonies, le système entier de notre régime commercial ; il en livrait, sur tous les points, les principes et les tarifs à la plus libre controverse. Ce n'étaient pas quelques augmentations de droits seulement que le ministère venait demander aux Chambres de voter, c'était une confirmation publique de l'esprit même de notre économie politique nationale. Pareil débat ne s'était pas encore vu dans notre histoire, dans ces proportions, du moins, et avec cette solennité.

Il serait long et inutile de suivre dans tous ses détails, quelque intéressants qu'eux-mêmes ils aient été, la discussion parlementaire à laquelle donna lieu le projet de 1822. Il suffit d'en faire connaître, pour qu'on en apprécie la

valeur, l'esprit, les principaux objets, la suite et les résultats.

M. de Saint-Cricq l'ouvrit par une déclaration de principes remarquablement lucide et ferme, qui eut trop d'influence sur la détermination des Chambres pour qu'on n'en rappelle pas au moins les grands traits.

Il commença par distinguer, en matière de politique commerciale, les principes et les tarifs; les uns qui sont essentiellement immuables, et les autres, au contraire, essentiellement mobiles. Distinction aussi ingénieuse que fondée; car il est toujours vrai qu'un gouvernement a le droit de protéger le travail de ses nationaux, mais il est évident que cette protection peut varier à l'infini, suivant les lieux, les circonstances et les temps. Ainsi, c'est protéger la culture de certaines denrées ou matières premières que d'en faciliter l'exportation, et c'est protéger la fabrication de certains produits que de prohiber ou de restreindre l'importation des produits similaires étrangers. Ainsi encore, un droit médiocre suffira à protéger telle industrie, la prohibition seule suffira à assurer l'existence de telle autre. Ainsi enfin, telle prohibition, avec le temps, deviendra plus onéreuse qu'utile, et on fera bien d'y substituer un droit et réciproquement. — Ce premier principe posé, M. de Saint-Cricq déclara ensuite que le gouvernement n'entendait nullement faire des douanes une source de revenus pour le Trésor, mais un instrument de protection pour le travail indigène. Non pas qu'il crût que le Trésor dût négliger une source aussi naturelle et aussi légitime de rentrées; mais il proclama avec raison que ce n'était là que l'effet secondaire et accidentel des douanes, que leur but primordial et essentiel c'était de protéger les produc-

teurs nationaux et de développer par cette protection la perfection, l'abondance et le bas prix de leurs produits. — Ensuite il ajouta que, la part du Trésor faite de bonne foi et avec toute la modération possible, le gouvernement entendait protéger non pas telle ou telle branche de la fortune publique, préférablement à telle ou telle autre, mais toutes ces branches ensemble, agriculture, industrie, commerce intérieur, production coloniale, navigation, commerce extérieur enfin, et de terre et de mer. De telle sorte que les droits proposés par le nouveau tarif étaient calculés de manière à remplir ce but complexe de protéger des intérêts souvent divergents, comme il est inévitable que cela arrive chez une nation possédant un grand territoire et étant à la fois continentale et coloniale, agricole, manufacturière et maritime, et cela sans en sacrifier un seul à tous les autres. Nouvelle déclaration aussi sensée que les précédentes; car il serait aussi violent, dans un grand pays comme la France, d'immoler les intérêts du commerce d'exportation, par exemple, à ceux de la production industrielle, ou ceux de la culture métropolitaine à ceux de la culture coloniale, que le contraire. La France est à la fois agricole, manufacturière, commerçante, maritime et coloniale; c'est une universalité de puissance économique qui peut être quelquefois un grave sujet d'embarras pour les hommes d'État chargés de lui donner des lois; mais songer à se tirer de cet embarras, comme on l'a trop souvent proposé, en sacrifiant l'un des intérêts divers qu'il s'agit de concilier, c'est un acte de vandalisme que M. de Saint-Cricq repoussait avec noblesse et raison. — Enfin, le ministre annonçait hautement que le gouvernement, au nom duquel il parlait, ne faisait pas plus de difficulté

d'appliquer des prohibitions là où elles étaient nécessaires que de simples droits protecteurs. Et en cela, comme dans tout le reste, il parlait le pur langage du bon sens. Des gens à système peuvent dire en l'air, et il ne manqua pas, dans la discussion de 1822, d'orateurs pour tenir un discours de la sorte : « Un droit de douze pour 100 suffit à toute industrie; une industrie qui ne peut vivre avec douze, ou quinze, ou vingt pour 100, ne mérite pas qu'on la protège. » Ce sont des affirmations qui semblent dire quelque chose et qui, en réalité, ne signifient rien. Il s'agit de protéger une branche quelconque du travail indigène, qui a besoin de l'être : voilà le but à atteindre. Si une prohibition, comme il y en a tant d'exemples dans l'histoire économique de tous les peuples, suffit seule à remplir ce but, quelle serait cette simplicité de ne pas aller jusqu'à la prohibition? M. de Saint-Cricq, en terminant, repoussait avec énergie et raison ce puéril paradoxe, dit des *droits modérés*. On l'a souvent déjà fait remarquer : ces mots de *droits modérés* n'ont pas de sens. Il faut que les droits qu'on établit, quand on en établit, soient *suffisants*, ou autrement la raison crie qu'il est inutile d'en mettre. L'objet du législateur n'est pas de s'arrêter à une barrière arithmétique idéale quelconque, qualifiée, on ne sait pourquoi, par l'esprit de système, du nom de *modérée*; son objet est d'élever l'échelle de la protection qu'il a jugée utile, jusqu'au point où elle peut l'être, jusqu'à 12 pour 100, si cela suffit, au delà si cela ne suffit pas, et jusqu'à la prohibition pure et simple, si la prohibition seule remplit l'objet qu'on se propose.

Tels furent les traits principaux de la profession de

principes, apportée par M. de Saint-Cricq à la tribune, au nom du gouvernement qu'il représentait.

Il déposa ensuite le texte de son vaste projet, expliquant article par article, avec une abondance de preuves et de vues qui fait de son discours une des pièces les plus importantes de l'histoire de notre politique commerciale, les motifs des augmentations diverses de droits qu'il proposait.

Nous le répétons, ce serait entreprendre une tâche immense que d'exposer ce projet dans tous ses détails; mais il suffit de faire connaître les points essentiels dont il traitait. On jugera aisément par là de l'étendue et du mérite de l'œuvre entière.

Trois dispositions, relatives, l'une au régime économique de l'agriculture, l'autre à celui de l'industrie, la dernière à celui des colonies, dominent la loi de 1822, et en concentrent en elles l'esprit et la substance. La première avait pour objet d'établir un droit considérable à l'entrée des bestiaux étrangers; la seconde, d'élever le tarif à l'importation des fers; la troisième, de protéger, plus efficacement encore qu'ils ne l'étaient, les sucres de nos colonies contre la concurrence, insoutenable dans l'état contemporain des choses, que leur faisaient sur les marchés de la métropole les sucres exotiques. Rien que sur cet énoncé, on le voit, cette loi, si l'on peut s'exprimer ainsi, contenait une législation économique tout entière.

Il fut établi sur le premier point, tant par M. de Saint-Cricq que par le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, M. de Bourrienne, que l'importation, en France, des bestiaux étrangers, principalement de ceux des Etats de l'Allemagne du midi, Bade, le Wurtemberg, la Bavière, allait s'accroissant chaque jour, et que, dans les deux



dernières années, elle avait dépassé toute proportion, aussi bien que toute prévision. Il en résultait pour nos éleveurs une détresse dont une multitude de pétitions déposaient. Le droit d'entrée des bœufs étrangers n'était jusque-là que de trois francs et trente centimes, le projet de loi l'élevait à trente-trois francs, la Commission proposa de le porter à cinquante.

La situation de nos fabricants de fer, malgré les tarifs établis en leur faveur depuis la paix, n'était pas devenue moins précaire que celle de nos éleveurs. La prohibition de fait, dont les guerres constantes de la Révolution, du Consulat et de l'Empire, avaient frappé les fers étrangers, avait donné à nos forges un accroissement dont nous avons ailleurs retrace le tableau. Mais la paix avait tout changé. Les fers du Nord et surtout ceux de l'Angleterre, admis sur nos marchés sous des droits insuffisants, faisaient aux nôtres une concurrence dont M. de Saint-Cricq révéla d'un mot le péril, en apprenant aux Chambres que l'Angleterre était, grâce à sa magnifique dotation naturelle en minéral et en combustible, à la protection séculaire dont elle avait entouré son industrie et à la supériorité de son capital de toute sorte, en état de nous vendre à huit francs le kilogramme le même fer que les forges françaises n'étaient encore en état de produire qu'à vingt francs. Le projet, adopté et fortifié encore par la Commission, avait pour but de rétablir de notre côté la liberté d'industrie, en équilibrant, au moyen d'une taxe de proportion, des moyens aussi visiblement inégaux de concurrence. Le droit existant était élevé, dans cette vue, de plus du tiers.

Quant aux sucres, outre que la modification à apporter

à leur régime n'était pas moins urgente que celle que réclamaient les fers, la discussion des mesures qu'il convenait d'adopter à leur égard était encore, par un autre endroit, particulièrement intéressante.

Notre système colonial tout entier, en effet, était engagé dans le débat. Autrefois, avant la Révolution, quand nous possédions des colonies qui nous fournissaient, en sucre, en café, en coton, en indigo, une masse de produits dont la valeur moyenne annuelle s'élevait à cent soixante millions de francs, que nous réexportions à l'étranger près des deux tiers de ces envois, et que l'exportation des produits de notre sol et de notre industrie, à la destination et pour l'usage des colons, nos compatriotes, était d'une valeur d'environ quatre-vingts millions de francs, en ce temps-là, disons-nous, le régime colonial se justifiait de lui-même : il n'y avait qu'à mettre sous les yeux de ses détracteurs les chiffres du mouvement du commerce de la métropole avec ses colonies, pour leur en démontrer l'excellence ; mais depuis la paix, là comme partout, tout avait changé. Les rares colonies que la Sainte-Alliance nous avait laissées ne nous fournissaient plus ni coton ni indigo ; et il fallait, en 1822, payer à l'étranger quarante ou cinquante millions de francs, pour la fourniture qu'il nous faisait de ces deux sortes de matières. La culture du café avait singulièrement dégénéré dans celles qui nous restaient de nos possessions d'outre-mer. Elle pouvait fournir à peine à la moitié de notre consommation. La culture du sucre enfin avait, il est vrai, depuis la paix, pris dans nos colonies un développement remarquable ; mais ses produits restaient encore notablement au-dessous de nos besoins. Enfin, le chiffre de la valeur totale de notre

commerce colonial était tombé, de deux cent quarante-cinq millions de francs, où il était avant la Révolution, à soixante et douze. Dans un tel état de choses, la production de nos colonies ne suffisait pas à deux de nos consommations, manquant à toutes les autres, n'offrant d'aliment à aucune réexportation au dehors, la population des colons enfin ne présentant plus aux produits français qu'un débouché des plus médiocres, le temps n'était-il pas venu d'abandonner les colonies à leur propre fortune et d'affranchir la métropole des sacrifices qu'elle faisait pour les soutenir? Ce parti était soutenu avec ardeur, en 1822, par quelques esprits à système et par un certain nombre de négociants et d'industriels qui rêvaient d'obtenir, en échange de l'abandon de notre régime colonial, des débouchés inconnus dans l'Inde anglaise et dans l'Amérique espagnole.

Les circonstances générales, comme on voit, n'étaient rien moins que favorables à l'adoption, en faveur des sucres de nos colonies, de mesures protectrices. Mais, bien plus : depuis 1814, les mesures de ce genre avaient été prodiguées aux colons sans amener de résultats. On avait accordé une préférence considérable à leurs produits sur ceux de l'étranger, la consommation de la métropole avait toujours été croissant, nos colonies y avaient pris une part toujours plus grande, l'importation des sucres exotiques avait été considérablement réduite, et cependant, bien que le consommateur de la mère-patrie se fût plié à payer, huit années durant, le sucre de Bourbon, de la Guadeloupe et de la Martinique, notablement plus cher que ne revenait celui de l'Inde, du Brésil et de la Havane, nos colons néanmoins, au prix où ce qui restait de concurrence étrangère les obligeait de vendre, produisaient encore à perte. Al-

lait-on s'obstiner dans la voie des sacrifices, et l'expérience n'était-elle pas faite ?

M. de Saint-Cricq, vivement appuyé en cela par M. de Villèle, qu'un long séjour aux colonies avait particulièrement éclairé sur la question, ne le pensait pas. Il croyait, avec raison, que le temps n'était pas venu, s'il devait jamais venir, de rompre les liens du pacte colonial ; que la détresse de nos colonies, loin d'être un motif de les abandonner, en était un de les soutenir, au contraire ; que c'était à la métropole à montrer dans cette voie autant d'obstination que la fortune montrait de rigueur ; que renoncer à prendre de préférence, dans nos propres établissements, le sucre nécessaire à notre consommation, c'était les exposer à une ruine certaine, et nous, nous mettre à la merci de l'étranger, s'il lui convenait de hausser ses prix et ses droits ; que notre navigation enfin et notre politique étaient intéressées, non moins que notre commerce, au maintien du pacte colonial, et qu'une grande nation doit savoir faire des sacrifices de plus d'un jour au succès de ses entreprises. Aussi, après s'être prononcé de la manière la plus explicite pour la continuation du régime colonial, proposait-il aux Chambres d'introduire dans la législation de ce régime une disposition nouvelle destinée à en rendre l'application plus efficace, et d'augmenter le tarif de manière à assurer à peu près complètement aux colonies le monopole du marché métropolitain.

On voit, par ces exemples, quelle était l'étendue du projet de loi et quelle vaste surface il offrait à la discussion.

Cette discussion se prolongea dans les deux Chambres pendant de longues et nombreuses séances où tout ce qu'il

était imaginable de dire, pour et contre l'adoption de la loi, fut en quelque manière épuisé.

Ses adversaires, qui formaient, du reste, la plus médiocre minorité, essayèrent de couvrir par la vivacité et l'amertume de leurs critiques ce qu'elles avaient d'injuste et d'erroné. Tous les arguments de l'école du *laissez faire* et du *laissez passer* repassèrent encore une fois, comme lors des discussions de 1819 et de 1821, sous les yeux des deux Chambres. La loi était détestable : elle érigeait en théorie la cherté, elle imposait aux consommateurs des tributs iniques en faveur des producteurs, le gouvernement s'enfonçait de plus en plus dans l'aveugle système de Bonaparte (style du tamps) : quand comprendrait-on enfin que l'unique principe de l'économie politique est d'acheter à bon marché, etc. ?

Mais ces éternels et ennuyeux paradoxes ne manquèrent pas d'être refutés. Dix orateurs pour un se chargèrent de cette tâche facile.

Les deux rapporteurs de la loi notamment, M. de Bourrienne à la Chambre des députés et M. de Sussy à celle des pairs, les réduisirent à néant, et le gouvernement n'eut presque qu'à assister au débat.

M. de Villele cependant, à la suite de M. de Saint-Cricq, y prit part dans deux discours remarquables qui produisirent la plus vive impression sur les Chambres et sur le public. On lit encore avec intérêt aujourd'hui ce sensé et décisif passage de l'un deux : « Supposons un instant le système de prohibition aboli, Odessa vous inonde de ses blés, l'Angleterre de ses fers, de ses quincailleries, de ses tissus, de presque tous les objets d'un usage habituel et de commodité, où elle a la même supériorité

« que nous avons sur elle dans les objets de luxe et dans  
« les productions de notre sol que le sien lui refuse. Le  
« Bengale et le Brésil vous envoient leurs sucres à un prix  
« bien inférieur à celui de vos colonies ; les Américains  
« vous envoient leur tabac, leur coton, leur morue. Vous  
« perdez ainsi votre agriculture, votre industrie, vos colo-  
« nies. Je dis plus ; vous perdez votre commerce : car, si  
« vous tarissez la source de tous ces produits, il n'existe  
« plus de moyens d'échange, et, par une conséquence  
« nécessaire, votre commerce se trouve anéanti. Si d'au-  
« tres pays, après avoir perfectionné leur industrie en  
« éloignant du concours de la consommation les produits  
« étrangers, se trouvent dans un état de plénitude dont  
« ils sont embarrassés, et sentent le besoin de sortir du  
« système de prohibition, avant de suivre leur exemple,  
« il faut au moins que votre industrie soit arrivée au point  
« de pouvoir lutter avec la leur... »

C'était le langage de la raison. Les Chambres qui, très-passionnées sur les objets de politique générale, étaient très-éclairées sur tous ceux d'administration, entendirent ce langage. Elles écoutèrent patiemment tout ce que l'esprit de système et l'intérêt privé inspirèrent de déclamations à quelques-uns de leurs membres, et elles votèrent la loi, la Chambre des députés à une majorité de deux cent dix-sept voix contre soixante dix-huit, et la Chambre des pairs à la presque unanimité de ses cent quatorze membres présents.

Ainsi se trouva constitué sur la base la plus solide, comme la plus étendue, notre régime économique. C'est un des titres les plus sérieux qu'ait acquis au souvenir de la postérité le gouvernement de Louis XVIII. L'expérience,

en effet, s'est chargée depuis de montrer tout ce qu'il y avait de fécond, en même temps que de sage, dans la conduite tenue par ce gouvernement en cette matière. Nous exposerons plus tard quels furent, dès la fin même de la Restauration, les résultats de cette conduite, et de quelle prospérité la politique qui l'avait inspirée fut la source. Bornons-nous, sans anticiper davantage sur la succession des temps, à annoncer par avance ces résultats, et continuons un récit dont le cours doit, avec celui des ans, nous amener à les retracer, à la place même qu'ils occupent dans l'histoire.

La loi de 1822 fut le dernier acte économique important auquel prirent part les Chambres sous le gouvernement de Louis XVIII. Des ordonnances partielles, ayant pour objet d'introduire dans cette loi des mesures protectrices nouvelles de peu d'importance, signalèrent encore, jusqu'à l'avènement de Charles X, notre politique commerciale, mais il est sans intérêt de s'y arrêter.

Une heureuse révolution administrative arriva seulement, dans ce temps, qu'il convient de rappeler ici.

La direction de notre politique commerciale avait été jusque-là, au grand détriment de son unité de vues, partagée entre quatre départements ministériels : celui des finances, pour la formation des tarifs, leur application et la perception des droits du Trésor; celui de l'intérieur, pour la surveillance des besoins de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des arts; celui de la marine, pour tout ce qui regardait la navigation et les colonies; celui des affaires étrangères enfin, pour la négociation des traités. Il était difficile, dans cette extrême division de pouvoirs, que les conflits d'attribution et les divergences de conduite ne se produisissent pas en grand nombre. M. de Saint-

Cricq s'élevait depuis longtemps contre ce fâcheux état de choses. Il montrait au Roi et à ses collègues l'exemple de l'Angleterre où l'administration des douanes était parfaite, parce qu'elle était centralisée. En 1824, enfin, son avis prévalut, et on réorganisa, sur sa demande et sur ses plans, de la manière la plus habile, l'administration économique de la France. On créa un Bureau et un Conseil supérieur du commerce et des colonies. Le Bureau, composé du directeur général des douanes et du directeur des affaires commerciales dans les trois départements des affaires étrangères, de la marine et de l'intérieur, eut dans ses attributions l'étude, la préparation et la présentation au Conseil de tous les projets intéressant le commerce dans ses rapports avec les colonies et avec les puissances étrangères. Le Conseil supérieur, composé de tous les ministres et de tous les membres du Bureau, sous la présidence du président du Conseil des ministres, eut en partage la délibération de ces projets. La Charte, en assignant les attributions respectives des Chambres et du Roi, avait réglé le reste. M. de Saint-Cricq était naturellement désigné à la présidence du Bureau ; elle lui revint comme de droit ; il était destiné à y rendre des services que nous aurons bientôt l'occasion de raconter et d'apprécier ; car ils sont tous, à l'honneur de ce remarquable administrateur, inséparables de l'histoire de notre politique commerciale et des progrès de notre fortune publique, pendant toute la durée de la Restauration.

Mais, avant de continuer dans cette ligne la suite de nos annales, le moment est arrivé, détournant quelque temps nos yeux de ce qui se passait chez nous, de considérer ce qu'était devenu, depuis 1814, le régime économique des



nations étrangères, et dans quelle voie elles avançaient. Tout est relatif, en effet, dans la vie des peuples, et notre propre histoire, ici surtout, serait fort incomplète, si nous la bornions au tableau des seuls événements dont la France était alors le théâtre.

L'adoption définitive et aussi décidée qu'on vient de le voir, par le gouvernement de la Restauration, du système protectionniste, était un fait de politique, non-seulement intérieure, mais encore étrangère, dont la portée, à ce second point de vue non moins qu'au premier, était grande. Tout le fruit que s'étaient promis Pitt et ses successeurs de la guerre acharnée qu'ils avaient entretenue contre nous pendant vingt ans leur échappait par ce seul fait. L'Angleterre, à la paix, s'était précipitée dans nos ports et dans leurs entrepôts avec une activité et un empressement que les excessifs besoins d'exportation dont elle souffrait avait expliqués, mais qui, loin de disposer Louis XVIII et son Conseil à renoncer à la politique commerciale de la Révolution et de l'Empire, n'avaient fait, au contraire, que les exhorter à la continuer. Ainsi, la paix fermait le marché de la France aux Anglais presque aussi hermétiquement que la longue guerre qui l'avait précédée, et l'aristocratie britannique ne recueillait de son aveugle et machiavélique conduite que châtimement et déception.

Mais ce résultat de la fausse politique du gouvernement anglais ne se produisait pas seulement en France, et quelque chose de bien plus grave en ce genre menaçait l'Angleterre.

Le monde entier, de l'Escaut au Mississipi et de l'Adige à la Néva, se déclarait, comme nous, pour le maintien du régime protecteur. Et cela, non pas grâce à notre in-

fluence, ni par la vertu de notre exemple : notre influence était médiocre auprès des cabinets étrangers, de 1814 à 1822 ; et, loin que nous eussions donné l'exemple en cette carrière aux autres nations, quelques-unes nous y avaient devancés. Mais les mêmes causes avaient partout amené les mêmes effets, et les mêmes intérêts inspiré la même politique. De manière que, dès la fin du règne de Louis XVIII, la politique commerciale des deux continents était, en pleine paix, aussi universellement et bien plus sûrement protectionniste qu'elle ne l'avait été aux plus beaux jours des décrets de Berlin et de Milan.

L'Angleterre elle-même avait partout précipité ce mouvement, d'ailleurs si naturel, des peuples vers l'indépendance de leur travail et de leur commerce national.

Les alliés, aux conférences de Vienne, moitié sous l'influence du duc de Wellington et de Castlereagh, moitié, comme ils l'ont déclaré eux-mêmes depuis, sous l'influence de cette idée que la politique de Napoléon, en matière de commerce, avait été excessive, non pas seulement dans les faits, mais encore dans les principes, les alliés donc, en 1815, s'étaient fait réciproquement les plus belles et les plus sincères promesses du monde d'ouvrir leurs Etats respectifs à la circulation, sans entraves, des produits de l'industrie de tous. Les Allemands notamment s'étaient, par un article exprès, réservé de délibérer, dès la première réunion de leur diète à Francfort, sur les moyens les plus propres à atteindre un aussi heureux résultat. La Russie avait adhéré à ces vues. On avait mêlé la mysticité religieuse à cette affaire : la protestante Allemagne, la grecque Russie et la catholique Autriche avaient fait intervenir « la très-sainte et indivisible Trinité » dans cette

question de douanes, au grand contentement de l'Angleterre, charmée de voir cette macédoine religieuse prendre solennellement ainsi sous sa protection les intérêts des fabriques de Manchester, de Sheffield et de Birmingham. L'acte principal et les traités additionnels de 1815 avaient même déjà commencé à régler de la manière la plus évangélique, non pas seulement la distribution des peuples, distribution la plus évangélique du monde, comme chacun sait ; mais la navigation de divers fleuves, comme le Pô, le Rhin, le Neckar, le Mein, la Moselle, la Meuse, l'Escaut, l'Ems, la police de leurs ports et chemins de halage, etc. ; et ce n'était, faisaient pressentir les traités, que l'origine d'une ère commerciale nouvelle.

Mais bientôt toutes ces promesses durent s'évanouir, les illusions céder aux faits, et chacun revenir au soin de son intérêt national.

L'Angleterre, avons-nous dit, précipita ce retour de tous les gouvernements à la politique protectionniste. Et cela de deux manières, par les discours fort ingénus de quelques-uns de ses orateurs sur ce sujet, et, bien plus encore, par le débordement d'exportation auquel se livrèrent ses fabriques.

M., depuis lord Brougham, ayant dit tout net en plein Parlement, dès 1815, « qu'on pouvait bien courir des risques de perte sur l'exportation des marchandises anglaises, afin d'étouffer au berceau les manufactures « étrangères », et les industriels, ses compatriotes, ayant suivi à la lettre son conseil, il en était résulté sur les marchés des deux continents une invasion de produits anglais, mis en vente à vil prix, qui partout, aux Etats-Unis, en Russie, en Allemagne, en Autriche, etc., avaient déter-

miné une crise financière et ouvrière extrêmement grave.

La leçon, quand M. Brougham n'eût pas pris la peine d'y joindre son ingénieux commentaire, était d'une irrécusable éloquence. Les confédérés de Vienne se regardèrent. L'Évangile ordonnait-il que les marchés du continent devinssent la propriété exclusive des marchands de la Cité ? Il n'y avait rien de plus beau, de plus sage, de plus prévoyant, de plus impérissable que les traités de Vienne, à coup sûr, et nous le voyons de reste aujourd'hui ; mais la promesse qu'ils contenaient de faire abstraction des intérêts commerciaux de tous les peuples n'avait-elle pas été un peu légère, et Napoléon s'était-il aussi prodigieusement trompé que Castlereagh l'affirmait ?

Chaque gouvernement, de retour chez soi, voyant quels beaux fruits portaient ces premiers essais de libre échange, réfléchit. La réflexion de la part de tous fut très-prompte, et ses résultats unanimes : l'Angleterre avait démontré au genre humain que sans douanes il n'y avait pas d'équ沿海, ni, partant, de liberté commerciale possible.

L'Autriche donna la première le signal de la rentrée des gouvernements alliés dans les vrais principes qui doivent diriger, en cette matière, tout grand gouvernement, je veux dire, tout gouvernement disposant d'un vaste territoire et pouvant trouver sur ce territoire de quoi suffire par le travail à la plupart des besoins de la population qui le couvre. Elle oublia ce qu'elle avait pu dire ou laisser dire de hasardé aux conférences de 1815, et, reprenant les traditions de Joseph II, elle ferma ses portes, sans distinction d'anciens ennemis ou d'anciens alliés, à tout le monde. Ainsi, par exemple, elle interdit l'entrée de ses nouvelles provinces de Lombardie et de Vénétie aux toiles de la Souabe, et

porta ainsi un rude coup à la partie elle-même de l'Allemagne avec laquelle, dans le reste de la politique générale, elle avait le plus d'intérêt à marcher toujours d'accord.

Mais elle ne fut pas longtemps sans être imitée; toute l'Allemagne, comme elle, chercha bientôt le salut de ses fabriques dans les douanes.

Il faut dire que les Anglais prêchaient ce retour au système continental avec une éloquence d'action vraiment remarquable.

En 1814, ils avaient exporté, en Europe, pour une valeur de dix millions huit cent trente et un mille livres sterling (deux cent soixante-dix millions et sept cent soixante-quinze mille francs), rien que de coton manufacturé, et l'Allemagne, pour sa part, en avait reçu pour trois millions deux cent quarante-huit mille livres sterling (soixante-dix-sept millions de francs)<sup>1</sup>. La Saxe qui, à la faveur du blocus continental, avait élevé des fabriques relativement très-riches, qu'on disait et qu'on croyait rivales de celles de Manchester, avait été d'un seul coup écrasée. Le chômage et la misère, son inévitable compagne, s'étaient étendus de l'Elbe au Rhin. Toutes les populations à grands cris demandaient à leurs gouvernements de ne pas les laisser dans un état qui les livrait à la merci de la suprématie financière, industrielle et marchande anglaise.

La Prusse prit la première et très-habilement les mesures propres à conjurer le danger qui la menaçait.

Sa situation était très-mauvaise. Les riches provinces du Rhin surtout, qu'elle venait d'acquérir à nos dépens,

<sup>1</sup> On trouvera des renseignements statistiques intéressants sur ce sujet dans le Recueil périodique (en allemand) de Léopold Ranke (*Historisch-politische Zeitschrift*), 1833, deuxième volume.

étaient dans la plus grande détresse. N'ayant plus notre France pour marché, les fabriques de ces provinces, livrées à la concurrence anglaise, périssaient d'encombrement. Ajoutez que, comme le reste de l'Allemagne, la Prusse était encore couverte de douanes intérieures qui accablaient son commerce de taxes de tout genre. Il fallait ou remanier toute la législation économique du pays, ou se résigner à voir les eaux de la Vistule, du Niémen, de l'Oder, de l'Elbe, du Weser et du Rhin, redevenir, ce qu'elles avaient été si longtemps, britanniques.

Le gouvernement prussien prit sur-le-champ son parti. Il commença très-sensément, en 1816, par supprimer toutes les douanes à l'intérieur et par en reporter la ligne aux frontières, et bientôt après, en 1818, il publia un nouveau tarif dont l'ingénieuse combinaison mérite que nous nous arrêtions un moment à l'expliquer.

L'ordonnance de 1818 commençait par proclamer en principe la liberté d'introduction en Prusse de tous les produits de l'industrie étrangère ; mais, à peine ce principe posé, elle se hâtait d'expliquer comment elle en entendait l'application, en subordonnant à des droits la faculté d'exercice de cette liberté. Et comment étaient calculés ces droits ? De la manière la plus habile. D'abord, le cabinet de Berlin déclarait que les peuples étrangers seraient traités en Prusse sur le pied de la réciprocité, aussi bien pour les restrictions, prohibitions comprises, que pour les faveurs ; première déclaration qui allait droit à l'adresse de l'Acte de navigation et de tout le code de douanes de l'Angleterre. Et remarquez que cette forme de langage était très-heureuse. Quel peuple pouvait se plaindre, en effet, que la Prusse lui fit subir les mêmes tarifs auxquels il la

soumettait? Ensuite, un droit protecteur uniforme d'un demi thaler par quintal (trois fr. soixante-quinze cent. par cent kilog.) et un droit de consommation de dix pour cent de la valeur étaient imposés à l'entrée de toutes les marchandises. Le premier de ces droits avait l'air d'être bien modique; mais, outre que le second, pour être purement fiscal dans son établissement, n'en agissait pas moins, en définitive, dans ses conséquences, comme nouvel engin de protection, et relevait l'importance du premier, la disposition caractéristique de la loi avait encore donné à celui-ci une valeur toute particulière. En effet, chose essentielle à remarquer, le droit d'un demi-thaler par quintal ne devait pas être perçu à la valeur, mais au poids. Et voici ce qui devait s'ensuivre et ce qui s'en est suivi en effet. Ce droit au poids d'abord étant fixe, puisque le poids des marchandises est constant, l'industrie nationale prussienne était par là garantie contre les dépréciations qui pouvaient, en temps de crise, survenir dans la valeur des produits de fabrique étrangère. Ensuite, le prix de revient et surtout de vente des objets manufacturés tendant sans cesse à diminuer, le droit au poids, rien qu'en demeurant constant, devait naturellement, avec le progrès même des choses, s'élever de toute la différence de la baisse des prix. Combinaison ingénieuse, qui était destinée à régler continuellement la mesure de protection de l'industrie indigène sur la proportion du danger que la concurrence étrangère l'exposerait de plus en plus à courir. Ajoutez encore que ce droit au poids assurait aux marchandises lourdes, c'est-à-dire à celles de consommation courante, une protection destinée à développer, en Prusse, la fabrication des objets de première nécessité et à la mettre, à ce sujet, en état de se

passer de cette grande manufacture à bas prix qu'on appelle l'Angleterre. Enfin, le cabinet de Berlin terminait son ordonnance douanière en annonçant qu'elle serait révisée tous les trois ans, et mise, suivant ce que l'expérience indiquerait, au niveau des besoins de l'industrie nationale. Promesse qu'il a fidèlement tenue, et qui, comme nous le verrons plus tard, l'a conduit à imprimer de plus en plus à la législation douanière allemande le caractère de la protection.

Mais la politique prussienne, en promulguant ce tarif, avait visé plus loin encore qu'à un simple but économique; et, dès l'époque où nous sommes, elle commençait de marcher par lui d'une manière également habile et heureuse vers un autre point, et très-important, de son ambition.

Le tarif de 1818 était applicable à l'entrée en Prusse des produits des autres Etats allemands, aussi bien qu'à ceux de toutes les nations. Mais il en résultait pour ces Etats, pour les plus voisins et les plus petits surtout, une gêne extrême. Le cabinet de Berlin l'avait bien ainsi calculé; mais, en même temps, il commença de dire tout bas à ces petits Etats qu'il était un moyen de s'affranchir de cette gêne; que ce moyen, c'était de former avec la Prusse une union douanière, qu'alors tout ce qui était pour les Allemands étrangers à la Prusse un sujet d'entraves deviendrait un instrument fructueux de protection. Dès 1819, la petite principauté de Schwarzbourg-Sondershausen entendit ce langage. En 1822 et en 1823, diverses seigneuries, bailliages et duchés de Schwarzbourg-Rudolstadt, Saxe-Weimar, Anhalt-Bernbourg et, trois ans plus tard,



Lippe-Detmold, suivirent son exemple. Et ainsi commença le Zollverein<sup>1</sup>.

Cependant, les exemples de la Prusse parlaient. Tous les autres Etats importants de l'Allemagne, au nord, au centre et au midi, souffraient autant qu'elle et par les mêmes raisons qu'elle. Comment ne l'auraient-ils pas imitée? Ce fut successivement ce qu'ils firent.

En 1819, à la foire de Francfort-sur-le-Mein, comme tous les négociants s'entretenaient du tort mortel que causait à l'Allemagne l'invasion des produits anglais, un Souabe, professeur et journaliste jusque-là peu connu, mais qui était destiné à devenir un jour le premier économiste de son temps, Frédéric List, s'ouvrit à l'un de ces négociants d'un projet qu'il avait conçu, de constituer l'union douanière du corps germanique et de commencer, pour y plus sûrement parvenir, par l'Allemagne du midi, Bade, le Wurtemberg, la Bavière, Nassau, auxquels on adjoindrait, si on pouvait, la Hesse. Le projet fut goûté, et une société se fonda, qui, à l'aide d'un journal hebdomadaire, entreprit de le populariser. Cinq à six mille membres y adhérèrent dès la première année. La suivante, en 1820, des fondés de pouvoirs de sept Etats allemands signèrent, à Vienne, une première convention par laquelle ces Etats s'engagèrent à envoyer à Darmstadt des députés, chargés de se concerter sur la suppression respective de leurs

<sup>1</sup> Bien des écrivains, en Allemagne, ont raconté la formation et les progrès du Zollverein. Nous en avons deux histoires en France : l'une, de MM. La Nourais et Bères, *l'Association des douanes allemandes*, etc. (1841), que recommandent des recherches consciencieuses et des vues utiles ; l'autre, d'un de nos économistes les plus distingués, le traducteur excellent de List, M. H. Richelot, *l'Association douanière allemande* (1845), qui est, sans comparaison, ce qu'on a publié de plus parfait sur la matière.

douanes et sur la rédaction d'un tarif commun. Les négociations furent difficiles ; mais enfin, en 1824, elles commencèrent d'aboutir, et, quatre années plus tard, une union douanière du Midi, comprenant la Bavière, le Wurtemberg et les enclaves de ce dernier, s'était établie à côté, à l'exemple et en rivalité de l'union prussienne.

Restaient l'ouest, l'extrême nord et le centre de l'Allemagne, macédoine d'Etats de moyenne grandeur, comme le Hanovre et la Saxe, et de moindre dimension, comme la Hesse électorale, Oldenbourg, Brunswick, Nassau, Hesse-Hombourg, les seigneuries sans nombre de Thuringe, Brême et Francfort-sur-le-Mein, dont l'isolement, en présence des deux unions prussienne et bavaroise, devenait de plus en plus ruineux. Ces Etats firent ce qu'ils avaient vu faire. Après de longs pourparlers, ils conclurent, eux aussi, à Cassel, une union de douanes, reposant sur la base d'un tarif commun.

C'est ainsi que l'oppression commerciale anglaise avait déjà, quelques années seulement après les traités de 1815, poussé l'Allemagne vers une unité de défense économique, encore très-imparfaite sans doute, mais dont les tronçons étaient infailliblement destinés à se réunir et à opposer un jour, aux prétentions du monopole britannique, une masse homogène et compacte devant laquelle il était écrit qu'il tomberait.

Mais l'Allemagne, nous l'avons dit, n'était pas seule avec l'Autriche à rentrer dans la voie du régime protecteur.

Un Etat nouveau, violemment sorti des conférences de Vienne, les Pays-Bas, formés, comme on sait, de la réunion de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg, les

Pays-Bas, eux aussi, avaient bientôt reconnu qu'avec le territoire que les traités leur avaient constitué, la théorie du *laissez passer* et du *laissez faire* leur était mortelle. Cette théorie aurait pu convenir jusqu'à un certain point à la Hollande, à condition encore qu'elle se réduisît au pur commerce de commission; mais l'agriculture, les mines et les fabriques de la Belgique ne pouvaient s'accommoder d'un pareil régime. On s'en aperçut bientôt. Le roi rendit, en 1820, une ordonnance en vertu de laquelle lui-même, sa famille, les personnes attachées à sa cour, toutes celles employées dans les établissements de charité ou ateliers de bienfaisance, toutes les troupes de terre et de mer enfin, durent désormais ne faire usage que d'étoffes fabriquées dans l'intérieur du royaume. Quatre ans plus tard, les Chambres adoptèrent, moitié contre nous et moitié contre l'Angleterre, un tarif où les droits les plus élevés furent imposés à l'introduction des marchandises étrangères. Le gouvernement néerlandais fit plus encore. On avait stipulé, aux conférences de Vienne, que l'Escaut et le Rhin seraient désormais considérés comme fleuves de la Confédération germanique, et qu'à ce titre la navigation en serait libre jusqu'à la mer, pour tous les membres de la Confédération : le roi des Pays-Bas, en sa qualité de l'un de ces membres, aurait dû n'entraver en rien cette navigation au profit de ses sujets; mais il avait, comme tous ses alliés, oublié les promesses de Vienne, et de longues négociations traînèrent sans qu'il fût possible de rien obtenir de lui, à cet égard.

Que faisait, cependant, en présence de ce mouvement protectionniste de tous ses alliés du continent, la grande puissance qui avait sauvé l'Angleterre, en 1811, des mains

de Napoléon, et qui depuis avait tant fait pour le renverser ? Que faisait la Russie ? Elle suivait la route commune.

Elle aussi, au commencement, et même plus que personne, elle avait dit que le blocus continental avait été une simple mesure de guerre, dont l'usage devait cesser aussi bien que le motif, et le Czar était entré très-franchement dans la voie de la suppression des tarifs. La tribune et la presse anglaise avaient aussitôt retenti de l'éloge de sa libéralité. Mais Alexandre n'avait pas été longtemps sans voir que cette libéralité finirait par ruiner ses sujets. En vain avait-il essayé de lutter contre les Anglais, en soutenant, des deniers du Trésor, les fabriques de son empire. Il avait été impossible à celles-ci de soutenir la concurrence. Cependant, l'excédant des importations était allé croissant d'une manière effrayante. A la fin de 1820, il avait été, pour le seul commerce de Pétersbourg, d'une valeur de plus de quatre-vingt-cinq millions de roubles. Aussi, la Russie ne tarda-t-elle pas à changer de maximes. En 1821, le Czar fit paraître un manifeste <sup>1</sup> dans lequel son gouvernement expliqua que personne n'ayant tenu les promesses de Vienne, il était dégagé de la sienne, que d'ailleurs l'expérience avait démontré que les manufactures russes ne pouvaient rivaliser sans tarifs avec celles de l'étranger, et qu'en conséquence, il s'était résolu à revenir aux principes du régime protecteur. Et, à la suite de ce manifeste, vint un ukase d'un bien autre style, assurément, que celui de 1814, dans lequel, entre autres choses, l'introduction des marchandises de coton et de laine sans distinction,

<sup>1</sup> Ce curieux document se trouve reproduit par extrait dans l'*Annuaire historique de Lesur*, pour 1822, page 317.

celle des objets de quincaillerie et celle des sucres raffinés fut prohibée sur toutes les frontières de l'empire.

Enfin, par de là l'Océan, la même scène, qui se jouait alors sur toute la surface de l'ancien monde, se répétait sur celle du nouveau.

Bien qu'il n'eussent pas figuré aux conférences de Vienne, les Etats-Unis eux-mêmes avaient, au retour de la paix, partagé cette croyance que le système continental devait finir avec la guerre. Ce système, assurément, ne leur avait été rien moins que défavorable, car il avait développé d'une manière extraordinaire toutes leurs industries et notamment celle, si intéressante pour eux, du coton<sup>1</sup>. Cependant, en 1816, les Etats-Unis avaient diminué sensiblement les droits de leurs tarifs. Aussitôt l'Angleterre les avait inondés de cotonnades, de draps, de fer, etc. En 1824, après avoir essayé huit ans de cette lutte inégale, ils avaient été contraints, à leur tour, de rentrer dans la voie du régime protecteur. Bientôt, en 1828, ils allaient y faire un pas nouveau et adopter même, par l'effet d'une réaction inévitable, un tarif des plus rigoureux.

Et ainsi, les mêmes causes amenant sur les bords de l'Ohio les mêmes effets et les mêmes résolutions que sur ceux de l'Escaut, du Rhin, du Danube, de l'Adige, du Weser, de l'Elbe et de la Néva, le régime protecteur n'avait chancelé un moment, dans l'étendue de l'univers entier, que pour être plus que jamais raffermi par l'épreuve des conséquences qu'entraînait son abandon.

Le caractère et l'étendue de cette révolution sont faits pour frapper l'esprit.

<sup>1</sup> Voyez les chiffres que donne à cet égard List, *Système national*, p. 186.

Un système qui n'avait paru dans les mains de Napoléon qu'une arme de guerre, employée momentanément par lui pour amener l'Angleterre à reconnaître à la France le droit imprescriptible de régler son commerce suivant ses intérêts, se trouvait, à la paix, devenu le régime économique normal non pas seulement d'une nation, mais de toutes. Napoléon, de sa personne, avait succombé; mais sa politique avait survécu, et il laissait après lui ce grand résultat de ses opiniâtres efforts d'avoir assis la liberté du commerce du globe sur le principe de l'indépendance de la législation de tous les peuples.

Il faut même remarquer quelque chose de plus.

Le système continental avait été essentiellement précaire et viager sous la forme que lui avait donnée l'Empereur. Il était impossible que cette immense coalition de douanes, commençant à Palerme, et se continuant par Naples, Gênes, Marseille, Perpignan, Barcelone, Cadix, Lisbonne, le Ferrol, Bayonne, Nantes, Dunkerque, Amsterdam, pour s'étendre, par ses deux extrémités, au midi jusqu'à Odessa, et au nord jusqu'à Pétersbourg, se soutînt longtemps sous la direction d'un seul gouvernement. La merveille même était qu'organisée de la sorte, elle eût duré plusieurs années. Mais la paix, en continuant le système continental, le reproduisait sous une forme bien autrement durable et redoutable. Ce n'était plus un seul homme, un seul gouvernement, une seule nation maintenant qui soutenait ce système; il était devenu la politique nationale de chacun de tous les peuples du monde en particulier. La coalition gigantesque dont Paris, de 1807 à 1811, avait été le centre, n'existait plus; mais elle s'était reformée pièce à pièce à Naples, à Madrid, à

Bruxelles, à Berlin, à Vienne, à Pétersbourg et jusqu'à New-York, sous la pression d'intérêts uniformes, mais distincts, et au lieu d'une seule tête qu'elle avait eue sous l'Empire, à présent elle en avait dix.

En présence de ce formidable état de choses, que devenait la nation dont le gouvernement, dans son aveugle haine, avait tant fait pour l'amener? Où en était l'Angleterre, et de quels expédients allait-elle s'aviser pour échapper à la mortelle étreinte de ce blocus renaissant?

Sa situation, à tous les points de vue, était fort grave, et il lui fallait rassembler tout son courage et tout son génie pour en sortir.

Tout avait changé pour elle et cruellement depuis la paix. Son agriculture, son industrie, sa navigation, ses finances, ses impôts, tout cela se trouvait dans un état bien différent de celui qui avait précédé les traités de Vienne. Pendant la guerre, l'agriculture anglaise avait trouvé, dans la possession exclusive de l'immense marché britannique, momentanément même dans des exportations importantes en Portugal et en Espagne, enfin, dans la nécessité de fournir à de vastes approvisionnements militaires, un excitant et des prix rémunérateurs qui l'avaient développée et enrichie. Mais, dès 1813, bien loin qu'elle pût songer à exporter, elle avait vu, au contraire, son propre marché national envahi par les blés russes et allemands, et les cours des céréales étaient tombés à des taux qui ne permettaient plus au producteur indigène de soutenir la concurrence. L'industrie, en sens inverse, n'avait pas éprouvé un moins malheureux sort. De 1793 à 1807, l'affluence des capitaux qui, fuyant les ravages du continent, étaient venus en foule se réfugier dans le

seul pays qui fût hors des atteintes de la guerre, les magnifiques découvertes d'Arkwright, de Watt et de Crompton, le monopole des marchés russe, autrichien, allemand, espagnol, italien, et en partie même américain, tout cela avait donné à l'industrie britannique un élan prodigieux. Ayant à fournir le monde, l'Angleterre s'était montée sur le pied d'y suffire; elle était devenue comme l'atelier du genre humain. Le blocus continental, de 1807 à 1812, l'avait effroyablement éprouvée : un peu plus outre, il l'étouffait. Cependant l'ukase de 1811 l'avait sauvée, et, jusqu'à la fin de 1815, la surabondance toujours croissante de sa production avait trouvé des débouchés; mais, à partir de la paix, ces débouchés, comme nous avons vu, s'étaient fermés les uns après les autres. Le mur d'airain du système continental s'était partout relevé. L'encombrement était redevenu, à Londres, à Liverpool, à Manchester, etc., presque aussi extrême qu'en 1810. Le chômage désolait les districts manufacturiers les plus riches. On entendait partout une population, inoccupée et misérable, demandant du pain ou du travail à grands cris. La navigation, toute colossale qu'elle fût, avait souffert comme le reste. Tous les pavillons du genre humain, depuis la paix, étaient rentrés sur ces mers si longtemps saluées par le matelot de Londres du nom de britanniques. La concurrence qu'ils avaient recommencé de faire au pavillon anglais, médiocre quant au chiffre du tonnage, était sensible dans ses résultats. Tout transport, si minime qu'il fût, enlevé à une nation dévorée à ce point par l'encombrement et par le chômage, se traduisait pour elle en pertes et en souffrances. L'Angleterre, en effet, en était venue à ce point, ou si l'on veut à cette pléthore de puissance marchande,



d'avoir besoin partout du monopole pour être heureuse. Ses finances, à leur tour, étaient dans un état pitoyable. Pitt et ses successeurs, il est vrai, avaient fini par renverser la République et Napoléon ; mais il leur en avait coûté des sommes fabuleuses. La dette qui, en 1793, était de six milliards et demi, en 1816 avait dépassé l'énorme chiffre de vingt-deux milliards, et les dépenses annuelles s'étaient élevées, en 1814, jusqu'à deux milliards et six cent soixante-quinze millions. Les impôts inévitablement avaient suivi cette progression ; ils avaient porté surtout sur les douanes, qui, d'augmentations en augmentations de droits, de taxes en surtaxes, et de subsides temporaires en subsides permanents, avaient fini par rapporter au Trésor plus de trois cents millions, c'est-à-dire le quart environ de l'impôt total. Denrées, céréales elles-mêmes comprises, matières premières ou demi-ouvrées, objets manufacturés de toute provenance et de toute sorte, tout avait été affecté par ces exactions fiscales qui pesaient horriblement sur la subsistance, le travail, l'entretien et le salaire des masses. Enfin la paix, qui, pour le reste du monde, était le plus grand des bienfaits, pour l'Angleterre, dans la situation exceptionnelle que la politique acharnée et imprévoyante de son aristocratie lui avait faite, était le plus grand des malheurs.

Que faire cependant, et comment sortir de cette sorte d'impasse ?

Tout au début, M. Brougham, nous l'avons déjà entendu, avait indiqué un moyen, c'était d'étrangler au maillot les manufactures des deux continents ; mais le moyen n'ayant pas réussi, comment s'y prendre pour forcer l'univers à ouvrir et à livrer ses marchés ? Quelques-

uns, dans l'égarement de la colère, ne balançaient pas à dire qu'il fallait y employer le canon. Cela se produisit un jour notamment, à propos de la Prusse. Le cabinet de Berlin ayant établi, en faveur de la navigation prussienne, des droits différentiels qui gênaient l'entrée des navires anglais à Dantzick, ce fut une explosion de menaces au Parlement. Un membre dit que ce n'était qu'avec des boulets qu'on pouvait répondre à cette « injonction insolente » d'un petit prince d'Allemagne<sup>1</sup>, et il avait fallu que le ministère vînt à la tribune rappeler à l'ordre le député qui s'était permis cette excentricité, et formuler des excuses à l'adresse du roi de Prusse<sup>1</sup>.

C'est qu'en effet le temps était passé où l'Angleterre avait pu prétendre imposer par la force, au reste du monde, le joug de son despotisme commercial. Napoléon avait affranchi l'univers : il était impossible de lui ravir maintenant la liberté par les armes, et il était insensé d'en parler.

C'était dans une autre voie qu'il fallait pacifiquement chercher un remède, s'il y en avait un, à la situation.

Le ministère commença par l'agriculture, qui ne cessait de pousser des cris de détresse. Il était devenu, si l'on voulait que les agriculteurs anglais continuassent à produire du blé, indispensable de les protéger contre l'importation des céréales étrangères. Le cabinet, présidé alors par lord Liverpool, proposa et fit adopter par le Parlement une loi d'après laquelle l'importation du blé exotique en Angleterre fut prohibée, toutes les fois que le blé indigène tomberait au-dessous de quatre-vingts shillings le quarter ( trente-quatre francs quarante centimes l'hectolitre ).

<sup>1</sup> Voyez le discours d'Huskisson, du 6 mai 1827.

C'était une mesure largement protectrice, à coup sûr, pour les producteurs; mais les consommateurs n'avaient-ils pas lieu de s'en plaindre? Ce prix rémunérateur de quatre-vingts shillings le quarter dont avait besoin l'agriculteur anglais pour ne pas être opprimé par la concurrence étrangère, le reste du peuple, celui des villes manufacturières notamment, était-il en état de le payer? Il l'était si peu, qu'en 1817 et en 1818 des émeutes formidables ensanglantèrent les principaux centres d'industrie, Manchester, par exemple, qui n'échappa au pillage que par miracle. De manière qu'on n'avait évité un mal que pour tomber dans un pire.

Cependant l'esprit public n'avait pas tardé à apercevoir sur quel point devaient se concentrer tous les efforts. C'était la crise industrielle et commerciale qui était la cause du chômage, partant de la misère, partant de l'impuissance du peuple à payer son blé indigène un prix suffisamment rémunérateur. Conjurer cette crise; tel fut, dès 1815, le but que tout ce qui pensait, parlait et écrivait en Angleterre, dans le cabinet, dans le Parlement, à la Bourse, dans la presse, etc., se proposa d'atteindre: problème difficile, et qui paraissait presque insoluble.

En 1820 cependant, le haut commerce de Londres crut l'avoir résolu, et il proposa sa solution au Parlement dans une pétition demeurée célèbre et qui mérite, en effet, de l'être, car elle a donné le signal et le plan de toutes les réformes économiques que l'Angleterre a depuis accomplies.

Voici, en substance, quels étaient la suite et l'esprit des considérants et des propositions de cette pièce remarquable.

L'Angleterre, au dire des pétitionnaires, n'avait plus besoin, pour son industrie, des droits prohibitifs ou protecteurs qui interdisaient ou qui restreignaient l'introduction sur son sol des productions de l'étranger; elle était assez forte pour soutenir sans leur secours la concurrence des autres nations. D'ailleurs, il s'en fallait de beaucoup que l'industrie anglaise fût réellement protégée par ces droits. A y bien regarder, ils l'opprimaient plutôt, au contraire. En effet, presque tous étaient établis en vue de percevoir sur les aliments du peuple ou sur les matières nécessaires à son travail des impôts excessifs. Il en résultait qu'ils étaient une charge pour le travail national, au lieu de lui être un appui. Cependant ils n'empêchaient pas les importations de l'étranger, qu'ils avaient pour objet d'interdire; car la contrebande, moyennant des primes modiques, se chargeait d'introduire en Angleterre presque toutes les marchandises que son tarif prohibait. L'existence de ce tarif avait encore un inconvénient plus grave. Il était pour les fabricants étrangers un motif d'assaillir leurs gouvernements de demandes de représailles. Les gouvernements exauçaient ces prières; la vieille politique britannique tendait à devenir ainsi la politique universelle, au profit de tous les peuples, excepté du peuple anglais. Le temps était venu d'adoucir graduellement le tarif. On soulagerait ainsi les manufactures nationales, à qui on permettrait de fabriquer, avec des matières premières peu coûteuses, des articles qui, infiniment moins chers que ceux de l'industrie continentale, pourraient, même en acquittant à la frontière des peuples étrangers le montant des droits établis pour la protection de leur industrie, lutter encore avec avantage sur tous les marchés du monde. En outre, rien ne

saurait mieux conjurer la redoutable hostilité des Etats rivaux que d'adopter envers eux cette politique conciliante. En admettant leurs produits à des conditions plus douces, on exercerait une influence salubre sur les résolutions à venir de leurs gouvernements. Les pétitionnaires étaient persuadés que l'Angleterre, qui avait l'habitude de donner l'exemple à l'univers en matière de régime commercial, serait imitée dans sa conduite nouvelle, comme elle l'avait été dans l'ancienne, et que la libéralité en matière de douanes serait désormais de sa part un acte d'habileté. Enfin, la pétition contenait encore quelques maximes générales empruntées au plus pur de la théorie du libre échange, telles que : le bon sens conseille d'acheter les marchandises là où elles sont le meilleur marché ; l'exclusion des produits étrangers entretient entre les nations l'hostilité et la jalousie ; si toutes les nations communiquaient les unes avec les autres sans entraves, la félicité et la prospérité du monde seraient au comble, etc., maximes stupéfaites de se trouver sous la plume de manufacturiers anglais, mais dont le reste du document expliquait trop clairement la politique, pour que qui que ce fût pût se méprendre sur l'origine et sur le but de cet accès d'amour, sans précédent et sans péril, qui portait la Cité à embrasser le genre humain.

Cette pièce unique, singulier monument de naïveté et d'adresse, où la voie au bout de laquelle le monopole commercial de l'Angleterre avait une chance suprême de trouver son salut était si ingénieusement découverte et si crûment expliquée, eut, dès son apparition, un immense retentissement. Bientôt, d'un bout du Royaume-Uni à l'au-

tre, les esprits fermentèrent. Des enquêtes furent ouvertes, qui constatèrent, et au delà, que la navigation et l'industrie britanniques n'avaient, presque sur aucun point, rien à redouter, de la concurrence sans protection des nations étrangères; que les droits actuellement en vigueur opprimaient, au lieu d'aider, le travail indigène; que le temps était venu, enfin, de remanier dans le sens ingénieux indiqué par les pétitionnaires de Londres, la vieille législation économique de la Grande-Bretagne; et, l'esprit public anglais se portant dans cette voie avec l'énergie qu'il met à tout, le ministère fut mis, de façon à ne s'y pouvoir soustraire, en demeure, ou de se retirer, ou de commencer la réforme que l'opinion en général, sauf à délibérer sur les détails, jugeait indispensable.

Le ministère, cependant, en 1822, époque où ce mouvement d'esprit était arrivé à son plus haut période, était composé, sous la présidence de lord Liverpool, de person-sages qui pouvaient passer alors, par l'autorité, les lumières et le talent, pour les premiers de l'Angleterre : c'étaient le duc de Wellington, lord Eldon, Canning, Robert Peel, Robinson, depuis lord Goderich, et, enfin, le plus compétent de tous, en ces graves matières, le financier hors ligne qui devait attacher pour jamais son nom au souvenir de la première et sage période de la réforme dont l'ère s'ouvrait, William Huskisson.

Huskisson n'était rien moins qu'un esprit excessif et systématique, et s'il sentait, comme tout le monde, la redoutable nécessité de porter la main aux fondements de la vieille et vigoureuse législation qui avait, pendant cinq cents ans, protégé le développement de la grandeur de son pays, il n'avait nul dessein de rien faire en ce sens

au delà du strict nécessaire. Il était très-éloigné surtout de donner dans l'utopie du *laissez faire* et du *laissez passer*. En matière agricole, par exemple, il repoussait, avec la plus grande force, l'idée qui se produisait déjà dans de nombreux écrits, de retirer toute protection à la production du blé indigène, et il répondait à ceux qui l'invitaient à entrer dans cette voie : « Vous dites que si le pays qui « produira pour nous du blé cesse de nous en fournir, il « souffrira autant que nous? C'est une erreur. Il ne sup- « portera, dans ce cas, qu'une simple diminution de re- « venu ; mais il ne s'agira, pour nous, de rien moins que « d'une révolution. » Sur dix autres points, ses opinions protectionnistes s'étaient révélées avec la même netteté. Et, en fait, s'il croyait, comme tous les esprits éclairés de son temps, l'heure venue de réformer le code commercial de l'Angleterre, il était bien résolu à n'opérer cette réforme qu'à coup sûr, et à ne pas la dénaturer ni la compromettre, en l'exagérant jusqu'aux proportions d'un bouleversement.

C'est ce qu'on vit de reste dans la suite de modifications au tarif qu'il fit adopter par le Parlement, durant son ministère, c'est-à-dire depuis 1822, où il entra aux affaires avec Canning, Robinson et Peel, jusqu'à la fin de 1827, où la mort de Canning brisa les liens du cabinet dont il faisait partie <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> L'histoire de sa politique est tout entière dans ses discours, et notamment dans ceux des 25 mars 1825, 12 mai 1826 et 6 mai 1827, qui sont comme des traités de la matière. Les personnes qui voudraient étudier de près ce point curieux d'histoire contemporaine n'ont rien de mieux à faire que de recourir à ces sources. Néanmoins, et même après les avoir étudiées, elles liront encore avec plaisir l'élégante et exacte *Histoire de la réforme commerciale en Angleterre* (1853), dont M. H. Richelot vient de donner le premier volume.

Toutes ces modifications, en effet, furent conçues dans le plus sage esprit. Huskisson s'y proposa de décharger le plus possible le peuple, l'industrie, la navigation et le commerce, des taxes qui, sous le nom de droits protecteurs, n'étaient rien que de purs impôts, oppressifs de ce commerce, de cette navigation, de cette industrie et de ce peuple ; de protéger ainsi le développement du travail national, en diminuant la cherté des matières premières, et en permettant à l'industrie de livrer au commerce d'exportation des articles manufacturés, au plus bas prix de revient, et, par conséquent, de vente possible ; de mettre à la portée du plus grand nombre les denrées alimentaires de première nécessité, de façon à élever de plus en plus les salaires au-dessus du prix des objets de consommation ; de provoquer enfin, s'il se pouvait, par ces réformes, les gouvernements étrangers à les imiter au moins en partie, en diminuant leurs tarifs, ou en contractant avec l'Angleterre des conventions de réciprocité.

Il n'y a qu'à lire ses admirables discours pour être pleinement édifié à cet égard.

Il propose de réduire dans de larges proportions les droits sur l'importation de certaines denrées, de certaines matières premières ou de certains produits manufacturés étrangers ; mais quelles raisons en donne-t-il au Parlement ? Celles-ci seulement, et toujours les mêmes : que l'introduction de ces denrées, de ces matières, de ces produits, sous des droits moins élevés que ceux du tarif actuel, est incapable, en l'état des choses, de nuire à la production indigène, soit parce que l'objet qu'il s'agit d'introduire n'a pas de similaire en Angleterre, soit parce que son similaire y est produit dans de telles conditions qu'il ne redoute aucune



concurrence; que cette plus grande facilité d'introduction déconcertera la contrebande et augmentera d'autant les revenus du Trésor; qu'en admettant libéralement certains produits étrangers dans ses ports, l'Angleterre donnera à ses fabriques des facilités nouvelles de travail qui les mettront à même de braver le monde entier; que les concurrents étrangers, auxquels les diminutions de tarif qu'il propose doivent profiter, ne sont pas des rivaux que le manufacturier ou l'armateur anglais puissent craindre; et qu'en définitive, s'il touche aux droits établis, c'est qu'il est parfaitement convaincu et que l'expérience en grande partie déjà a démontré que l'Angleterre, après s'en être servi cinq cents ans, n'a plus, le Tout-Puissant en soit loué! aucun besoin de s'en servir.

Écoutez-le; je cite au hasard.

« Il est hors de doute que pour la fabrication des étoffes  
« de coton nous surpassons tous les autres peuples, non-  
« seulement par la qualité, mais encore par la modicité du  
« prix auquel nous pouvons les vendre. Et si une vérité  
« aussi notoire avait besoin de preuves, j'établirais en fait  
« une chose qui étonnerait même la Chambre à laquelle  
« j'ai l'honneur de m'adresser. L'année dernière, la valeur  
« des étoffes de coton exportées d'Angleterre a excédé la  
« somme énorme de trente millions de livres sterling.  
« Cependant le droit à l'importation va jusqu'à 75 pour  
« 100; il est de 67 liv. 10 sh. N'admireriez-vous pas la  
« sagacité de l'homme qui vous prouverait la nécessité du  
« maintien de ces 10 sh. pour que le coton manufacturé  
« anglais soit suffisamment protégé? Pour moi, je pense  
« que, dans un tel état de choses, il n'y a aucun inconvé-  
« nient de réduire ces droits prohibitifs à 10 pour 100.

« En voulez-vous une preuve nouvelle. Il est un pays, « l'Inde, qui de toute antiquité était en possession de manufacter le coton ; que de temps nous en avons exporté « des cotonnades ! aujourd'hui nous les y importons pour « plusieurs milliers de livres sterling ! »

Vient le tour de la laine : « Nous avons fait de la laine, « durant des siècles, l'enfant gâté de nos lois ; c'était l'afné « de nos produits, nous l'avons traité en Benjamin ; mais « je suis convaincu qu'il n'y a pas le moindre danger à « réduire le droit qui protège nos lainages de 50 à 15 pour « 100. Sans doute, cela déterminera peut-être dans le « commencement une plus grande importation de lainages « étrangers, mais je ne crains rien de cette importation. Ce « qui arriva en 1786 » — que tout lecteur français se pénétre bien de cet aveu — « servira de garant à ma tranquillité. « Le drap français, à la faveur de ce traité, fut un moment « de mode ; mais bientôt cette fantaisie passa, nous fîmes « aussi bien que les Français, et le drap anglais reprit le « marché. »

Voulez-vous l'entendre à présent sur les métaux ? « C'est « un fait bien connu qu'il y a maintenant à Birmingham « beaucoup d'ordres d'Amérique, et que ces ordres ne peuvent être remplis, faute de matière première, et cela tient « à ce que le droit établi sur les fers étrangers est trop élevé. « Il en est de même du cuivre. Il est impossible que nos « maîtres de forges et nos propriétaires de mines ne perdent « pas le marché étranger, si les droits ne sont pas réduits... »

Il passe ensuite à la contrebande ; lisez encore : « Dans « l'état actuel, la plupart des droits de notre tarif, au taux « où ils sont, ne servent en rien nos manufacturiers, qui n'en « ont pas besoin ; ils servent seulement de prime à la contre-

« bande. Cet immoral trafic a pris un prodigieux développement. Allez-vous-en à Brighton. Manifestez-y le désir d'avoir un article français, soit de mode, soit d'ornement. Il ne vous manquera pas de fraudeurs pour vous offrir, moyennant trente pour cent, de vous rendre en Angleterre l'article que vous désirerez, au prix de Paris. Ne faut-il pas changer un système aussi contraire aux intérêts du Trésor ? »

Mais c'est sur la navigation qu'il faut l'entendre.

La part de la marine marchande anglaise, dans sa navigation de concurrence, avait été, en 1826, de vingt et un mille bâtiments, jaugeant deux millions et demi de tonneaux et montés par cent soixante-trois mille hommes, contre cinq mille navires étrangers, ne jaugeant que six cent quarante et un mille tonneaux et montés par trente-quatre mille hommes. Cependant, quelques alarmistes demandaient une enquête sur le progrès toujours croissant et vraiment effrayant, disaient-ils, des marines continentales. Huskisson les persifla comme il suit : « La Chambre veut-elle savoir de quelle nature de navires se compose, pour la plus grande partie, la marine de nos rivaux ? Un quart de ces navires est au-dessous de cinquante tonnaux. En moyenne, ils ne s'élèvent pas au-dessus de cent tonnaux chacun. Vous pouvez voir à l'aise cette puissante marine commerciale apporter à Douvres, à Ramsgate, à Southampton, à Rochester, et autres ports, depuis Hull jusqu'à Plymouth, des œufs, du beurre, des légumes, de la volaille, du poisson, des fruits, etc. La plupart de ces bâtiments arrivent avec une marée et s'en vont avec la suivante. Est-ce là la pépinière de mate- lots qui doivent nous faire descendre de notre rang comme

« puissance maritime? Peut-on comparer les marins for-  
« més à cette école à ceux qui s'en vont sur nos navires  
« jusqu'aux extrémités les plus reculées du globe? Autant  
« vaudrait comparer les petites voitures qui vont de Pad-  
« dington à la Banque, aux diligences qui font le trajet de  
« Londres à Édimbourg. Ce mince trafic d'œufs, de volaille,  
« etc., est-il digne d'occuper notre marine ou d'exciter  
« notre jalousie? Il est encore un autre article qui occupe  
« beaucoup ces petits navires. Ce sont les os que nous im-  
« portons comme engrais. La valeur de cet article, 'qu'on  
« importe en Angleterre, des côtes comprises entre l'Escaut  
« et l'Eider, est de cent mille livres sterling. On les ra-  
« masse dans les anses et criques de ce littoral. Nos arma-  
« teurs sont-ils alarmés de ce commerce? Veulent-ils qu'un  
« navire marchand anglais s'en aille se mettre à quai  
« à Hambourg, jusqu'à ce que, boisseau à boisseau, on lui  
« ait ramassé assez d'os pour compléter son chargement?  
« Ces os peuvent avoir du prix comme engrais pour nos  
« agriculteurs; autrement, il est clair qu'ils n'y mettraient  
« pas leur argent. Mais le commerce auquel ils donnent  
« lieu ne peut subsister que par l'extrême infériorité du  
« prix du fret; soumettez-le à des droits différentiels, vous  
« ne le donnerez pas à l'Angleterre, vous le détruisez... »

Ces textes parlent, et, sans qu'il soit besoin d'en pro-  
duire davantage, ils suffisent amplement à montrer et  
combien était sage et combien était exempte de péril la  
réforme d'Huskisson.

Toutes ses réductions de tarif, en effet, étaient calculées,  
on le voit, de manière à ne porter que sur des matières, ou  
bien dont le fisc imposait d'une manière excessive l'entrée,  
au détriment soit de l'industrie, soit du Trésor, ou bien sur

la fabrication et l'exploitation desquelles les Anglais ne connaissaient plus depuis longtemps de rivaux; quant à tout le reste, quant aux denrées ou objets de manufacture que l'étranger produisait à plus bas prix que la Grande-Bretagne, Huskisson se gardait bien de leur faire courir la moindre aventure, et il leur conservait le taux de protection le plus rassurant du monde. Ainsi, il réduisait notablement l'entrée des laines brutes et celle des chanvres, afin d'encourager le développement de l'industrie des draps et des toiles à voiles. Ainsi, il dégrevait les droits à l'importation des gants, des papiers et des livres, parce que, dans l'état exagéré de la législation, la contrebande sur ces menus objets fraudait journellement le Trésor. Ainsi, il se montrait de la plus triomphante bravoure du monde sur les cotonnades, les fers, la quincaillerie, parce qu'il était connu du genre humain que l'Angleterre, sur ces articles, n'avait à compter avec la concurrence de personne. Ainsi enfin, il démontrait surabondamment qu'il n'était pas de traité de réciprocité avec les marines étrangères qui ne dût nécessairement être avantageux à la navigation britannique. Mais s'agissait-il des blés, où l'Angleterre redoutait les importations de la Russie et de l'Amérique; quatre-vingts shillings par quarter, c'est-à-dire un droit de huit à douze francs plus élevé que le droit protecteur correspondant en France, lui paraissait seul capable de couvrir la production britannique. S'agissait-il des vins, des soieries, des batistes, où nous pouvions avoir l'avantage; Huskisson maintenait des droits énormes sur nos importations : six shillings par gallon de vin de France, trente pour cent sur les soieries, vingt-cinq pour cent sur les toiles.

Mais ces motifs de politique intérieure n'étaient pas les seuls qui inspirassent le sage économiste.

Il pensait encore, comme les pétitionnaires de 1820, que ces changements, introduits par l'Angleterre dans sa séculaire législation maritime et commerciale, agiraient fortement sur les esprits du continent, qu'ils séduiraient l'opinion et, par voie d'influence, les gouvernements, et qu'un jour viendrait peut-être où les rigueurs du système continental s'adoucirait au profit de la suprématie britannique.

On lui reprochait d'avoir conclu avec les États-Unis, la Prusse et le Danemark des conventions de navigation ; il avait, disaient certains membres du Parlement, déchiré la grande charte maritime anglaise, il se leva et dit :  
« Si le système des droits différentiels, en faveur de nos  
« navires, était un secret qui ne fût connu que de nous, s'il  
« n'était ou ne pouvait être mis en vigueur dans aucun  
« autre pays, la conduite du gouvernement serait inexcu-  
« sable. Tant qu'aucun État commerçant et indépendant  
« n'existait hors de l'Europe, et tant que les vieux gou-  
« vernements européens, soit ignorance, soit indifférence,  
« dédaignaient d'employer contre nous notre propre sy-  
« stème, c'eût été une folie que d'y toucher. Mais, est-ce  
« là l'état présent des choses ? Les États-Unis n'ont-ils pas  
« donné les premiers le branle, et ne les voyez-vous pas  
« adopter les droits différentiels de navigation les plus  
« rigoureux ? Le monde entier a suivi leur exemple.  
« Toutes les nations empruntent, feuille à feuille, tout  
« notre code maritime. Nous nous sommes trop vantés de  
« notre Acte de navigation. Nous avons accoutumé par là  
« les autres peuples à croire, quelque erronée que cette

« opinion puisse être, que c'est là la condition *sine quâ non*  
« de créer une grande puissance commerciale... Il serait  
« dangereux de nous dissimuler quel changement immense  
« s'est opéré dans les vues et dans la conduite de tous les  
« gouvernements étrangers en pareille matière. Partout  
« maintenant la navigation et le commerce sont des sujets  
« d'attention et d'étude, aussi bien que d'intérêt général.  
« Dans les pays même dont le gouvernement est le plus  
« absolu, les questions qui s'y rattachent sont librement  
« discutées ; et l'opinion publique arrive ainsi à peser ex-  
« trêmement dans la direction des intérêts. Qu'avons-nous  
« à faire dans de telles circonstances?... Nous jeter dans une  
« guerre systématique de tarifs?... Mais, à la longue, une  
« pareille guerre serait surtout dommageable à celle des  
« deux nations qui, au commencement de la lutte, aurait eu  
« le plus de commerce et de navigation, c'est-à-dire à l'An-  
« gleterre... Nous avons essayé de cette lutte avec les  
« États-Unis, et, après plusieurs années de persévérance,  
« nous avons cédé sur le point même qui nous avait mis  
« les armes à la main... D'ailleurs, en quel temps l'Angle-  
« terre établit-elle son système de navigation ? Dans un  
« temps où sa marine était insignifiante, ses capitaux mé-  
« diocres, et où, n'ayant pas encore de manufactures, elle  
« exportait ses grains, ses laines brutes et d'autres matières  
« premières. Elle l'a établi à une époque où les Flamands  
« et les Hollandais étaient les premiers manufacturiers du  
« globe et les seuls rouliers des mers. Qu'est-il arrivé de-  
« puis ? L'industrie et la marine de ces peuples sont tou-  
« jours allées en diminuant, et les nôtres sont maintenant  
« immenses. L'Angleterre, aujourd'hui, est devenue le  
« centre des capitaux et des manufactures ; elle importe

« fréquemment des grains et elle n'en exporte jamais ; elle  
« tire de toutes les parties du monde des matières premiè-  
« res qu'elle leur renvoie manufacturées. Telle était déjà  
« notre situation, quoique dans une moindre splendeur,  
« lorsque l'Amérique devint indépendante. Aussitôt elle  
« commença de nous appliquer le système que nous avions  
« adopté envers la Hollande. Elle était pauvre alors, sans  
« marine, sans manufactures ; elle n'exportait, elle aussi  
« alors, que des grains et des matières brutes ; considérez  
« ce que depuis elle est devenue ! Réfléchissons donc bien,  
« avant de nous engager dans une guerre de tarifs avec  
« des pays moins avancés que nous, car voilà ce que cette  
« guerre produit. Demandons-nous si notre système de  
« droits différentiels, maintenant que le brevet d'invention  
« qui nous en a si longtemps assuré l'exploitation exclu-  
« sive est expiré, n'est pas plutôt l'expédient d'un pays  
« dans une situation pareille à celle où l'Angleterre était à  
« l'origine, que la ressource d'un État arrivé à possé-  
« der la plus grande marine commerciale du monde.  
« Peut-être à l'examen trouvera-t-on qu'il serait sage de  
« détourner les nations étrangères de ce système, plutôt  
« que de les exciter, ou même de leur fournir un prétexte,  
« à l'adopter ou à y persévérer. »

Il était impossible, on l'avouera, de faire voir en termes plus explicites que l'Angleterre, en réformant ses tarifs, ne consultait que le soin du maintien de sa grandeur et de celui de la faiblesse relative des autres nations. La démonstration était aussi ingénue qu'irréfragable, et il était trop clair, après un tel discours, qu'Huskisson ne se conduisait, en agissant comme il le faisait, ni en chimérique ni en humanitaire, comme on a dit depuis, par un mot



aussi bizarre que la rêverie qu'il exprime, mais en patriote et en homme d'Etat.

Cependant, bien que l'exemple fût beaucoup, en effet, pour porter les esprits faux du continent à donner en foule dans le piège, et à susciter ainsi aux gouvernements des deux côtés de l'Atlantique l'embarras de controverses, absurdes à coup sûr, mais qui à la longue pouvaient singulièrement égarer l'opinion; il était certain que la victoire serait bien plus fructueuse, si d'emblée on parvenait à persuader à certains cabinets, au cabinet français notamment, de conclure par provision quelque traité de commerce; ce serait un vrai coup de fortune.

On dira qu'il était au moins extraordinaire de songer à venir faire à la France une proposition pareille, après les instructives déclarations dont avait retenti le Parlement de Londres. Mais l'esprit anglais, si vigoureux et si pénétrant, ne connaît pas ces délicatesses. Tellement qu'Huskisson, à peine ses discours prononcés et comme si l'Europe n'en eût rien entendu, ou eût dû n'y rien comprendre, se hâta de s'en venir lui-même à Paris solliciter une réduction de tarifs.

Rentrons en France avec lui, et reprenons maintenant la suite de notre histoire intérieure au point où nous l'avons laissée.

Il s'était fait un changement important depuis peu. Charles X avait succédé à Louis XVIII; mais le nouveau règne n'avait fait que modifier l'ancienne administration, sans en altérer l'esprit et sans en renverser les principaux membres. M. de Villèle était devenu président du conseil, et M. de Saint-Cricq était resté directeur général des douanes. M. de Damas avait remplacé Chateaubriand aux

affaires étrangères, et M. de Chabrol, M. de Clermont-Tonnerre à la marine; mais ces choix nouveaux n'avaient influé en rien sur la direction de la politique commerciale du cabinet, que M. de Saint-Cricq et M. de Villèle inspiraient sous Charles X, comme ils l'avaient fait dans les dernières années de Louis XVIII.

Huskisson, en présence d'un tel gouvernement, devait nécessairement échouer dans sa mission, et il échoua en effet. On lui répondit qu'il avait parfaitement démontré que si l'Angleterre admettait la concurrence étrangère dans une plus large mesure qu'elle ne l'avait fait jusque-là, c'est que cette politique était conforme à son intérêt national; que, lorsque la France serait arrivée au point où en était l'Angleterre, elle ne manquerait pas de suivre son exemple; mais que l'industrie française étant, vis-à-vis de l'industrie britannique, dans un état d'infériorité si notoire qu'on n'avait pas craint de le proclamer en plein Parlement, à la face de l'Europe, il n'était pas possible de songer à un traité de commerce. M. Huskisson proposait des réductions de tarifs réciproques. On l'entendait bien; mais il devait entendre, à son tour, que la réciprocité serait illusoire avec un pays toujours engorgé, comme l'Angleterre, de produits industriels, et toujours disposé à les vendre à vil prix. Ces pourparlers, quant au commerce au moins, n'allèrent et ne pouvaient, en effet, aller plus loin, et Huskisson reprit le chemin de Londres.

Mais sa seule présence à Paris avait alarmé toute la finance et toute l'industrie. Malgré ses sentiments bien connus, le ministère pourtant, sous la pression de nécessités politiques, accèderait-il aux offres qu'on lui faisait?

Il ne faut pas grand'chose chez nous, comme on sait, pour effrayer l'industrie et la finance; il y eut un commencement de panique, et il fallut que le ministère vînt à plusieurs reprises à la tribune rassurer publiquement l'opinion.

La discussion de lois soumises aux Chambres dans les sessions de 1825 et de 1826, l'une ayant pour objet de compléter la loi de 1822 sur les grains en organisant le régime des entrepôts, l'autre de couvrir de la sanction constitutionnelle certaines modifications peu importantes du tarif, que diverses ordonnances royales avaient, depuis 1823, provisionnellement promulguées, étaient, pour le ministère, des occasions naturelles qu'il saisit, d'expliquer ses sentiments sur la valeur de la réforme anglaise. Mais personne n'en discerna et n'en dévoila plus clairement l'esprit et le but que M. de Saint-Cricq; et on lira aujourd'hui encore avec intérêt et avec fruit ce passage de l'un de ses discours.

« Il y a longtemps, dit-il, que les hommes d'État de l'Angleterre connaissent les théories de l'économie politique; mais, jusqu'ici, ils se sont bornés à les admirer, et ils ont cru plus sûr de s'en rapporter aux faits. C'est encore aux faits, et aux faits seulement, qu'ils obéissent aujourd'hui. Ces faits, ils les ont soigneusement constatés; et, lorsqu'ils en ont déduit la convenance de nouvelles tables changements dans les chiffres d'un tarif devenu inutilement inflexible, ils n'ont fait qu'en tirer la juste conséquence. Partout où des faits semblables existeront, il sera malhabile d'en tirer des conséquences différentes. Certes, une protection de dix pour cent sur les tissus de coton suffit à un peuple qui exporte pour sept cents

« millions de tissus de coton, et les offre partout à plus  
« bas prix qu'aucun autre; quinze pour cent défendent  
« suffisamment des fabriques de laine qui exportent pour  
« cent soixante millions de tissus de laine. On craint peu  
« d'admettre les toiles étrangères à un droit de vingt-cinq  
« pour cent, lorsqu'on vend au dehors pour quatre-vingts  
« millions de toiles; les soieries à un droit de trente pour  
« cent, alors qu'on est parvenu, par une prohibition de  
« cent ans, à fabriquer presque toutes les espèces de soie-  
« ries aux mêmes prix, à de meilleurs prix peut-être, que les  
« rivaux qu'on a si longtemps repoussés. On demande avec  
« sécurité des fers à qui les produit au prix de trente-six  
« francs par cent kilogrammes, alors qu'on en produit  
« soi-même à dix-huit francs; alors, surtout, que l'appel  
« du fer étranger a justement pour objet d'amener ses  
« propres fabricants à cesser d'abuser des besoins déme-  
« surés d'une consommation toujours croissante, pour  
« exiger trente-six à quarante francs de ce qu'ils of-  
« fraient, peu auparavant, à dix-huit. Ce n'est pas  
« d'aujourd'hui seulement que l'habile administration de  
« l'Angleterre a reconnu, mais il lui a fallu du temps  
« et des soins pour amener l'opinion à lui permettre de  
« reconnaître tout haut, que des prohibitions, d'énormes  
« taxes qui, après un siècle et demi d'existence non in-  
« terrompue, avaient porté ses industries diverses à un  
« point de perfection et d'économie qui les place à peu  
« près partout au premier rang, n'étaient plus qu'un  
« dommage, dès lors que le marché national leur restait  
« garanti sans leur secours, parce qu'elles demeureraient seu-  
« lement comme une sorte de justification des mesures  
« analogues adoptées par d'autres États. Quel est, en

« effet, le but des fortes taxes? de réserver au producteur  
« national le marché national. Pourquoi les conserver, alors  
« que de faibles taxes ne sont plus elles-mêmes qu'une  
« défense à peu près surabondante? L'Angleterre en est  
« arrivée là, Messieurs. Voilà le secret de ses lois nou-  
« velles. Par quels moyens y est-elle arrivée? Cent cin-  
« quante ans d'un tarif puissamment protecteur vous  
« l'apprennent... »

La porte, grâce à Dieu, en 1826, était donc bien fermée, dans les conseils du gouvernement, à l'esprit de chimère et au goût d'imitation puérile; l'industrie nationale n'avait pas à redouter, d'hommes aussi éclairés que M. de Villèle et M. de Saint-Cricq, un nouveau traité de 1786. La nouvelle politique anglaise, après l'ample soin qu'elle avait pris de s'expliquer elle-même, était claire pour tout le monde, et une convention de commerce entre les cabinets de Paris et de Londres était impossible.

Quoique Canning et Huskisson en fussent bien convaincus, ils ne perdirent pas courage cependant. La France ne voulait pas faire de traité de commerce? Soit, on n'en parlerait plus. Mais pourquoi ne pas faire au moins un traité de navigation? L'Angleterre avait déjà déchiré, en faveur de cinq États européens, la Prusse, le Hanovre, le Danemark, le Mecklembourg et les villes hanséatiques, les plus beaux feuillets de sa vieille charte maritime, pourquoi la France refuserait-elle d'obtenir pour sa navigation les mêmes adoucissements aux rigueurs de l'Acte de 1660, qu'avaient obtenus déjà d'autres peuples? La navigation française était très-maltraitée dans les ports britanniques; on offrait de la traiter aussi bien que possible, on ne demandait que la stricte réciprocité.

Que pensez-vous qu'il advint?

Qu'on éconduisit Canning, comme on avait fait d'Huskisson, en lui disant que, d'une puissance parvenue, comme l'Angleterre, à l'apogée de la grandeur maritime, à une puissance comme la France, réduite, depuis 1815, à une situation navale très-difficile, toute convention de soi-disant réciprocité était léonine, et que tout traité de navigation avec l'Angleterre nous serait fatalement aussi contraire qu'un traité de commerce? C'est à coup sûr ce qu'on eût dû répondre; l'événement depuis ne l'a que trop prouvé, et cependant c'est tout le contraire qui fut fait. M. de Villèle, si ferme et si judicieux en ces matières, céda pourtant aux nouvelles propositions du gouvernement britannique; il envoya M. de Polignac à Londres négocier un traité de navigation, et, le 26 janvier 1826, ce traité très-regrettable fut signé.

On s'explique difficilement la conduite que tint, en cette circonstance, en contradiction avec ses propres principes, le ministère éclairé qui gouvernait alors la France. Tout, dans cette conduite, déconcerte le jugement de l'histoire.

Sans parler de la raison générale, tirée de la disproportion éclatante des forces maritimes des deux nations, qui aurait dû amplement suffire, ce semble, à éloigner le cabinet de 1826 de toute pensée de négocier un traité de navigation avec l'Angleterre, une épreuve récente et cruelle, dont ce cabinet avait les résultats sous les yeux, aurait dû l'avertir qu'il n'y avait rien de plus dangereux, et pour bien des raisons, que d'exposer la marine marchande française à concourir sans droits différentiels avec les marines étrangères.

Un traité de ce genre avait déjà été conclu, en 1822,

par le gouvernement de Louis XVIII, avec celui des États-Unis. Et quelles preuves de tout genre n'en étaient pas sorties, depuis lors, de l'impuissance de notre navigation à lutter sans tarifs protecteurs !

Cette malheureuse convention nous avait été, en quelque sorte, imposée, ou bien près, par le gouvernement de Washington.

Depuis 1816, la valeur des importations aux États-Unis n'ayant cessé de croître, tandis que celle des exportations baissait, un cri s'était élevé en Amérique qu'il fallait réviser le tarif des douanes. En 1820, le Congrès, faisant droit aux vœux de l'opinion, avait augmenté considérablement plusieurs des droits de ce tarif, et il avait particulièrement, en ce qui nous concernait, doublé le droit de tonnage qu'il avait jusque-là perçu sur nos navires. Toute notre marine, à son tour, avait éclaté en plaintes. M. le baron Pasquier, depuis chancelier de France, était alors ministre des affaires étrangères. Il exprima à l'envoyé américain à Paris le désir d'arranger à l'amiable les intérêts respectifs des deux nations ; mais cet envoyé, sans doute, ayant élevé des prétentions excessives, M. Pasquier envoya à Washington M. Hyde de Neuville traiter, sur les lieux même, de la composition du différend. Les Américains, ainsi que les Anglais déjà l'avaient éprouvé, se montraient dès lors extrêmement jaloux d'accroître leur navigation. Ils continuèrent, pendant toute l'année 1821, de former des demandes que M. Pasquier ne crut pas devoir leur accorder. Le différend s'envenima : ils saisirent un de nos bâtiments qu'ils accusèrent, sans le prouver bien clairement, de se livrer à la contrebande. Une guerre de représailles s'engagea, et, au langage, au moins, que tint

le président Monroé, dans son message au Congrès, du 5 décembre 1821, il est facile de voir qu'il comptait que la résistance de la part de M. Pasquier serait longue, quand, quelques jours plus tard, une révolution ministérielle renversa le cabinet dont celui-ci était membre, et amena à sa place M. Mathieu de Montmorency. Cependant les États-Unis donnèrent à leur guerre de tarifs des proportions de plus en plus menaçantes. M. de Montmorency crut, sans doute, devoir se montrer plus facile que son prédécesseur, si bien qu'au mois de juin 1822, un traité de navigation, conclu sur le pied d'une parfaite réciprocité, point sur lequel avait toujours insisté le cabinet de Washington, intervint entre la France et les États-Unis.

Mais quels avaient été, depuis lors, les résultats de cette convention ? Déplorables, ainsi qu'il eût été bien facile de le prévoir. Car il était évident que, n'ayant à envoyer en Amérique que des vins, des eaux-de-vie et des soieries, dans des quantités qui suffisaient à peine à former le lest de nos navires, et les Américains, au contraire, sans parler de tous leurs autres avantages, trouvant dans leurs cotons la matière d'un fret considérable, la concurrence avec eux, sur le pied de la réciprocité, nous serait fatale.

C'est ce que l'événement, dès l'année qui avait suivi le traité, n'avait que trop sévèrement fait voir.

En 1820, le pavillon français et le pavillon américain se partageaient, par égale moitié, les transports des deux nations, transports employant alors environ cent mille tonneaux. Le traité de 1822 est conclu. En 1823, immédiatement après, la part du pavillon français n'est plus que de quatre mille tonneaux, et celle du pavillon américain, d'un seul coup, s'élève à cent sept mille; en



d'autres termes, le premier effet de la réciprocité avait été de réduire la part de nos transports maritimes avec l'Amérique de cinquante à quatre pour cent. En 1824, nous nous étions un peu relevés aux dépens du pavillon tiers, mais dans quelle proportion? Nous avions recouvré douze mille tonneaux, et la part des Américains avait monté à cent vingt et un mille! La même relation, enfin, s'était maintenue les deux années suivantes.

Le cabinet de 1826, pourtant, avait ces chiffres trop éloquents sous les yeux; comment, après cela, allait-il tenter d'un nouveau traité de réciprocité avec l'Angleterre?

Bien plus, car tout est fait pour surprendre dans cette négociation, le cabinet de 1826, on n'a pas besoin de le dire, était animé envers la navigation des mêmes sentiments qu'il avait témoignés, en bien des circonstances, à l'agriculture, à l'industrie et aux colonies; ce n'est pas seulement son maintien qu'il désirait, c'était son développement. M. de Chabrol, dès son entrée dans ce cabinet, en 1824, en avait donné un grand témoignage public. Il avait provoqué dans nos principales villes maritimes, à la fois, à Marseille, à Bayonne, à Bordeaux, à La Rochelle, à Lorient, à Saint-Brieuc, à Granville, au Havre, à Nantes, à Rouen, à Dunkerque, une vaste enquête<sup>1</sup>, à l'effet de rechercher quelle était la cause de la cherté relative de la navigation française. Des lumières de tout genre étaient sorties des travaux des différentes commissions, et ce qu'elles avaient surtout parfaitement démontré, c'était que notre infériorité

<sup>1</sup> Les procès-verbaux de cette enquête ont été, depuis, imprimés et distribués aux Chambres, en 1840.

vis-à-vis des marines étrangères était constante. Sans les suivre dans les détails où elles entrèrent, deux grandes raisons, surtout, avaient été unanimement assignées par elles à notre faiblesse, que préalablement à toute enquête, du reste, on eût aisément devinées, c'était, d'une part, la perte de nos colonies, qui imposait à nos marins de plus longs voyages, qui les obligeait à des désarmements et à des réarmements sans fin, et qui les avait privés de matières considérables de transport, et de l'autre, le manque presque absolu où nous étions, sauf nos vins, de ces marchandises encombrantes qui exigent de forts tonnages et qui sont un si puissant stimulant à la construction navale. De sorte qu'il était bien avéré pour tout le monde, et au témoignage des juges les plus compétents en la matière, que notre marine avait tout à craindre de la navigation de concurrence.

Les documents de cette enquête étaient sous les yeux du ministère de 1826, puisque c'était lui qui l'avait provoquée; comment ne lui conseillèrent-ils pas la plus absolue réserve?

Voici ce qui paraît avoir décidé M. de Villèle à négocier, malgré tout, et bien qu'il connût, comme personne, les désavantages de notre situation, son raité avec l'Angleterre.

Il faut savoir qu'en 1826, dans l'état existant de la législation de la Grande-Bretagne, nos navires payaient à leur entrée dans ses ports, en taxes de tonnage, d'entretien de phare, etc., une somme évaluée, pour un bâtiment de deux cents tonneaux, à près de deux mille sept cents francs, tandis que les navires britanniques qui faisaient le voyage de France payaient, d'une part, à leur arrivée dans

nos ports, un droit de tonnage d'environ huit cent cinquante francs seulement, et, d'autre part, à leur rentrée en Angleterre, un second droit d'environ douze cent soixante et dix francs. Il résultait de là une double inégalité : l'une, au détriment de nos navires, qui, en somme, payaient pour aller en Angleterre des droits plus élevés que les navires britanniques n'en payaient pour venir en France ; l'autre, au détriment de notre Trésor, qui ne percevait réellement que huit cent cinquante francs de droits, tandis que les deux mille sept cents francs, acquittés en Angleterre par les navires français, étaient perçus, partie par le Trésor de l'Angleterre, et partie par certaines corporations. M. de Villèle, puisqu'on lui parlait de convention commerciale, proposa de rétablir en ce point les choses sur le pied de la réciprocité, et de réduire des deux parts les droits à un taux égal à celui perçu sur le tonnage. Mais le cabinet de Londres répondit qu'il avait avec les corporations anglaises des arrangements qui ne lui permettaient pas de supprimer les droits que celles-ci touchaient. Alors on convint qu'on élèverait, de part et d'autre, les droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine et autres droits accessoires, qu'ils fussent perçus ensemble ou séparément, à un taux égal. Ce fut le premier article du traité ; mais ce n'en fut malheureusement pas le seul. Canning en obtint un second, par lequel, renouvelant la faute que nous payions déjà si cher, du traité avec les États-Unis, le cabinet de Paris se prêta à établir les droits d'importation des marchandises à acquitter par les navires des deux nations, dans l'intercourse directe, sur le pied de la réciprocité complète.

On voit l'erreur, et combien elle était grave. Ce qu'il y

a de singulier, c'est qu'un homme aussi éclairé que M. de Villèle l'ait commise ; mais ce qui ne l'est pas moins, sans doute, ce sont les compliments que les personnages des deux Chambres, les plus autorisés par leurs lumières, lui firent de son traité. C'est que tout le monde ne s'arrêtait qu'à l'article premier, tandis que c'était l'article second qu'il aurait fallu considérer. On ne tarda malheureusement pas, du reste, à revenir de la méprise : les Anglais usèrent largement du bénéfice de ce second article, et ils nous montrèrent une fois de plus ce qu'il en coûte, de quelque manière qu'on s'y prenne, de traiter avec eux.

En 1825, la navigation marchande des deux nations jugeait dans l'intercourse cent cinquante mille tonneaux. Notre part était de quatre-vingt-quatre mille tonneaux, celle de l'Angleterre, de soixante-sept mille. C'est-à-dire que, bien que nos navires payassent dans les ports britanniques des droits supérieurs à ceux qu'acquittaient les navires anglais dans les nôtres, cependant nous avions une supériorité de cinq pour cent dans le total des transports réciproques. Le traité de 1826 se fait. L'année suivante, en 1827, la part de l'Angleterre s'élève de soixante-sept mille à cent quatre mille tonneaux, et la nôtre descend de quatre-vingt-quatre mille à soixante-seize mille. En d'autres termes, l'Angleterre qui, en 1825, ne prenait que quarante-cinq pour cent du tonnage de la navigation réciproque, dès 1827, prit cinquante-huit pour cent ; et notre part, au contraire, qui, en 1825, était de cinquante-cinq, tomba en 1827 à quarante-deux pour cent. Pendant les années suivantes, la disproportion à notre détriment ne fit que s'accroître. Ainsi successivement, en 1828 et en

1829, la marine anglaise passa de cent quatre mille tonneaux à cent douze et à cent quinze mille, et la nôtre continua de baisser de soixante-seize mille tonneaux à soixante-sept et à soixante-deux mille. Preuve nouvelle, dont la France se serait aisément passée, que l'amitié commerciale de l'Angleterre, comme autrefois l'amitié politique de Rome, est un fléau.

Ainsi, chose singulière, un gouvernement composé d'hommes dont l'histoire ne peut pas plus méconnaître les bonnes intentions que les lumières, qui, sur tous les autres points de notre régime commercial, avait témoigné par les mesures les plus utiles de sa saine intelligence des intérêts du pays, qui avait entouré notre agriculture, notre industrie, nos colonies de toute la protection désirable, par on ne sait quelle contradiction et quelle fatalité, arrivait, dans deux circonstances décisives, à livrer notre navigation marchande à l'ambition des deux rivaux les plus redoutables qu'elle pût rencontrer, l'Amérique et l'Angleterre !

Voilà qui est bien fait pour servir d'exemple à tous les hommes d'État, à tous les administrateurs, à tous les diplomates, et pour les faire entrer en considération bien sérieuse de la responsabilité qui pèse sur eux, devant leur pays et devant l'histoire. Ils ne tiennent rien moins, en effet, au bout de leur plume, que toute la puissance de leur pays. D'un mot, ils peuvent tarir ou vivifier les sources de cette puissance. S'ils réussissent, c'est un grand bien ; mais s'ils se trompent, les conséquences de leur erreur sont incalculables.

Qu'on ne croie pas, en effet, comme on l'a quelquefois et très-légèrement assuré, qu'il soit facile de corriger les

conséquences d'un mauvais traité de commerce, et que, quand l'expérience a prononcé sur les erreurs qu'il renferme, il n'y ait rien de plus simple que de guérir les plaies qu'il a causées et de l'empêcher d'en produire de nouvelles.

Les traités sont toujours temporaires, a-t-on dit, ainsi ce n'est qu'un temps d'épreuve auquel il est d'une considération médiocre d'exposer, soit l'agriculture, soit l'industrie, soit les colonies, soit la marine d'une nation.

Sans doute, les traités sont temporaires. La convention de 1822 ne devait avoir son effet que pendant deux ans, et, à l'expiration de ce terme, en vertu d'une déclaration faite six mois d'avance par l'une des deux parties contractantes, de son intention d'y renoncer, elle devait cesser de part et d'autre ; de même, la convention de 1826 n'était conclue que pour dix ans, et, dans les douze mois de l'expiration du délai, les deux nations pouvaient réciproquement la rompre. Cependant, seize fois déjà nous avons eu la facilité de déclarer aux États-Unis que la convention que nous avons avec eux nous étant onéreuse, nous y renoncions ; deux fois nous avons pu faire la même déclaration à l'Angleterre, et cependant les traités subsistent.

Or, premièrement, que s'est-il produit, grâce à ces traités, depuis 1822 et depuis 1826, dans l'état de notre marine marchande ? Elle a misérablement dé péri, tandis que celle de nos plus redoutables adversaires, à son détriment, s'est élevée. Non - seulement nous avons perdu l'avance que nous avions alors, l'avance, cette portion si essentielle du capital public d'un peuple ; mais l'Amérique et l'Angleterre l'ont prise démesurément sur nous. Sup-

posez que quelque jour, comme il est à souhaiter, les deux conventions soient mises à néant; tout le bénéfice qu'elles ont procuré à nos rivaux, tout le mal correspondant qu'elles nous ont coûté, vingt-huit et trente-deux ans durant, n'en sont pas moins, dès aujourd'hui, choses acquises. Croit-on, en matière de navigation surtout, que ce soit là un dommage facile à réparer?

Et puis, il est bien commode de dire, sur le papier, que les conventions seront temporaires et de stipuler un terme à leur échéance. En fait, une fois signées, il est très-difficile de les rompre. Assurément, il ne nous a pas manqué de ministres des affaires étrangères, de la marine et du commerce, depuis M. de Montmorency et M. de Villèle, qui aient eu un vif désir de déchirer les traités de 1822 et de 1826; mais il faut pourtant que cela ne soit pas aussi aisé qu'il le semble, pour que, malgré l'intérêt public criant qui y pousse tant de ministres de la meilleure volonté, cette œuvre soit encore à faire.

Non; que les hommes d'État et que les diplomates y réfléchissent sérieusement, c'est une très-grave affaire qu'un traité de commerce et de navigation. Nous n'avons que trop de propension à en conclure en France. Les diplomates surtout, qu'ils m'excusent, en passant, de leur faire cette querelle, mettent volontiers leur gloire à négocier des traités. C'est tout simple, ils aiment les négociations, comme les militaires la guerre. Mais qu'ils étudient l'histoire et ils verront que rien n'est plus à considérer pour leur pays et pour eux-mêmes. L'inflexible expérience rapidement démontre si le traité est bon ou s'il est mauvais. S'il est mauvais, la postérité, irritée, va chercher au bas les noms du ministre et de l'ambassadeur qui ont

commis l'erreur, et la plus simple justice l'autorise à prononcer un jugement sévère.

Encore un mot sur ce sujet délicat, nous ne l'ignorons pas, mais que sa délicatesse cependant ne saurait soustraire à la recherche et à l'expression de la vérité.

On donne quelquefois pour excuse de la hâte avec laquelle se concluent certains traités de commerce, la nécessité de mettre un terme à des représailles.

L'explication n'est guère valable. Il n'y a rien de plus détestable qu'un mauvais traité de commerce. C'est un vampire qui suce goutte à goutte le plus pur de la substance de l'État, qui dévore, sans qu'on puisse presque rien y faire; les entrailles de la puissance publique. Des représailles, si dures qu'on les suppose, sont bien loin d'entraîner de tels maux. C'est un jeu d'ailleurs auquel la France a toujours moins à perdre que ceux, quels qu'ils soient, qui sont assez malavisés pour en essayer avec elle. Il y en a, entre bien d'autres, une preuve sensible dans ce qui se passa avant et après le traité de 1822. Les Américains avaient entamé, et sur une très-large échelle, contre nous la guerre de représailles, en 1820 et en 1821. Cependant, même pendant ce temps de demi-suspension des relations amicales, au plus fort de la rupture, tandis que le tiers pavillon profitait à l'aise de la marge qu'elle lui offrait, quelle était encore la part de notre marine? Elle était de vingt et de vingt et un pour cent; tandis qu'en 1823, elle tomba à quatre pour cent, et que depuis, la quantité totale du tonnage n'ayant cessé de considérablement s'accroître, elle n'a jamais en moyenne dépassé six pour cent! Supposez que M. de Montmorency eût montré la même impasibilité que M. Pasquier devant les menaces du président



Monroë, et que, comprenant bien et faisant bien comprendre à l'envoyé américain, qu'à ce jeu de coup pour coup, l'Amérique finirait par être atteinte plus sévèrement au Havre que nous-mêmes à New-York, et cela en raison même de la supériorité d'importance et des plus grands besoins de sa marine, il est très-vraisemblable que le Congrès eût promptement éteint les foudres de sa colère ; car il se serait vite aperçu, étant très-avisé des affaires de commerce, que ces foudres, en définitive, endommageraient beaucoup plus la fortune américaine que la nôtre.

L'erreur des deux gouvernements de la Restauration, de celui de 1826 surtout, qui avait l'exemple de 1822 sous les yeux, fut donc très-grave. Une excuse, que nous avons déjà fait pressentir, peut être donnée à la décharge de M. de Villèle, c'est que tous les hommes éclairés du temps, et l'opinion générale à leur suite, pensèrent, jusqu'à la cruelle et trop rapide démonstration du contraire, que le traité avec la Grande-Bretagne était également avantageux aux deux nations. Mais cette excuse elle-même n'est qu'une preuve de plus de la facilité avec laquelle tout le monde peut se tromper en ces graves matières, et de l'extrême circonspection que les personnes qui en ont charge doivent y apporter.

Un incident seulement s'éleva dans les Chambres, à l'occasion de la ratification définitive du traité de 1826, non pas sur le fond même des intérêts qu'il réglait, car les Chambres, chose remarquable, n'en virent pas plus le péril que le ministère, mais sur la forme dans laquelle ces intérêts étaient souverainement réglés. Cet incident, qui touche à l'une des plus importantes questions de notre droit public, mérite de nous arrêter un moment.

L'article 14 de la Charte, dérogeant en cela, sur les errements du Consulat et de l'Empire, au grand principe établi par la Constituante, que le pouvoir exécutif négocie les traités, mais qu'il ne les conclut qu'*ad referendum*, et qu'ils sont nuls tant qu'ils n'ont pas été ratifiés par la puissance législative, l'article 14 donc attribuait expressément au Roi la prérogative de faire les traités de commerce. Mais l'article 48, d'un autre côté, déclarait, non moins expressément, qu'aucun impôt ne pouvait être établi ni perçu s'il n'avait été consenti par les Chambres. Or, il était incontestable que l'ordonnance royale de mise à exécution du traité de 1826 avait en réalité établi un impôt, en remaniant les droits de tonnage et d'importation de nos navires à leur entrée en Angleterre.

Casimir Périer saisit cette occasion de faire revivre le noble et salubre principe de 1789 dans toute sa plénitude. Il dit que l'article 14, tout explicite qu'il fût, ne pouvait implicitement néanmoins abroger l'article 48; que si une interprétation semblable était donnée de la Charte, nos tarifs seraient livrés à l'arbitraire et que la liberté serait un mot; et il déposa une proposition qui tendait à faire déclarer aux Chambres que toute modification au tarif des douanes, inscrite même dans un traité de commerce, ne serait valable qu'après avoir été convertie en loi par les Chambres.

Le ministère, par l'organe de M. de Saint-Cricq et de M. de Villèle, repoussa fortement la motion. Il prétendit que le traité n'établissait pas d'impôt, puisqu'au contraire il diminuait les droits à acquitter par les navires français dans les ports britanniques. Mais c'était une subtilité. Il ne s'agissait pas de savoir en quel sens avait été remanié

l'impôt, il s'agissait de savoir si on y avait touché, et Casimir Périer accabla sur ce point le cabinet sous le poids de l'évidence.

M. de Villèle argumenta encore que la prérogative royale faisait aussi partie des libertés publiques, et qu'elle servait de préservatif à toutes les autres. Cela était parfaitement vrai, et, dans un gouvernement libre, en effet, les droits du Roi, bien entendus, sont les mêmes que ceux du peuple. Mais si les prérogatives inscrites dans l'article 14 étaient sacrées, les limites posées à l'exercice de ces prérogatives par l'article 48 ne l'étaient pas moins, et si la Charte était bonne pour le Roi, elle l'était également pour les Chambres. C'est ce que Casimir Périer remontra encore avec force, et en cela il eut pour auxiliaires, très-justement convaincus comme lui, le général Sébastiani, M. Alexis de Noailles, Royer-Colard, M. Humann, à la Chambre des députés, et M. de Barante et M. le duc de Broglie, à la Chambre des pairs.

Dans ce conflit, un sous-amendement fut présenté à la Chambre des députés par M. Mestadier, sous-amendement qui, exprimant la substance de la convention avec l'Angleterre, se bornait à la ratifier. Cette rédaction n'établissait pas en principe le droit des Chambres à ratifier tous les traités, comme l'avait proposé Casimir Périer, mais elle créait en fait un précédent qu'il était bon de conquérir. Casimir Périer s'y rallia, et le sous-amendement, voté à trente-huit voix de majorité par la Chambre des députés, passa, avec le reste d'une loi de douanes peu importante dans laquelle on l'avait introduit, à la presque unanimité des voix dans la Chambre des pairs.

L'opinion salua avec raison comme une victoire et

comme un bienfait ce commencement de retour au grand et salutaire principe de 1789, sur un des points les plus importants de l'économie publique.

Bien des choses se sont passées depuis lors; mais les principes demeurent, et il est trop clair, ainsi que l'a dit à toujours la Constituante, qu'il n'y a pas de sécurité pour les intérêts, dans un système de gouvernement qui fait du droit de conclure les traités de commerce la prérogative exclusive et sans recours du pouvoir exécutif<sup>1</sup>.

Ce fut le seul débat que, partageant, comme nous l'avons dit, la méprise du ministère sur ses effets probables, les Chambres élevèrent à l'occasion du traité de 1826. C'étaient les événements, nous l'avons vu, qui devaient malheureusement se charger d'en mettre à nu les vices. Dès 1827, sitôt qu'ils se produisirent, ce fut un cri dans tous nos ports, mais il était trop tard : la foi nationale était obligée pour dix ans, disait le texte de la convention, et nous sommes encore, en 1854, à attendre un gouvernement qui la dégage.

Cependant, tandis qu'en dérogation à ses propres principes, tant de fois et si judicieusement proclamés par lui-même, le gouvernement de la Restauration, par de déplorables méprises, ruinait ainsi dans ses voies les plus intéressantes l'avenir de notre marine marchande, sur le reste, du moins, il continuait, et il observa jusqu'au bout, les saines et solides maximes du régime protecteur.

<sup>1</sup> Une exposition dogmatique et historique remarquable de cette belle question de droit public a été faite par M. Casimir Périer, dans un *Rapport sur la sanction législative des traités*, présenté à l'Assemblée nationale, dans sa séance du 11 mars 1851. Voyez le *Moniteur*.

Il donna, à cet égard, un suprême témoignage de son bon sens dans un acte qui complète l'ensemble des mesures, dignes de l'histoire, par lesquelles il a signalé sa conduite en matière de politique commerciale.

Le ministère de M. de Villèle s'étant dissous au commencement de 1828, un nouveau cabinet auquel M. de Martignac a attaché son nom se forma, dans le sein duquel M. de Saint-Cricq fut directement appelé, en qualité de ministre du commerce et des manufactures. On sait que, pour le malheur de tout le monde, cette administration nouvelle, qui convenait si bien au tempérament contemporain des esprits et des affaires, ne dura que vingt mois. Mais si courte qu'elle fût, M. de Saint-Cricq, pour sa part, contribua à en consacrer le souvenir en provoquant une excellente mesure.

Le système protecteur ne manquait pas déjà d'adversaires dans les Chambres de la Restauration, non pas qu'ils fussent en grand nombre, mais le bruit qu'ils faisaient compensait leur quantité. Cette minorité d'adversaires se composait de deux sortes d'hommes : de quelques utopistes qui professaient nettement la théorie du *laissez faire* et du *laissez passer*, et qui puisaient des arguments dans l'exemple, auquel ils ne comprenaient rien, de la réforme de l'Angleterre; et de certains producteurs ou négociants qui s'étaient persuadé que si on sacrifiait l'industrie nationale, cela procurerait au dehors à leurs produits ou à leur commerce des débouchés considérables. M. de Saint-Cricq, n'étant encore que directeur général des douanes, mais ayant, comme commissaire du Roi, chaque fois qu'il s'agissait de remaniement de tarifs, son entrée dans les Chambres, avait accablé, nous en avons vu quelques exemples, les utopistes.

Il leur avait surabondamment démontré que le libre échange était un pitoyable et funeste roman, et que l'Angleterre ne sacrifiait rien moins qu'à la poésie et à la philanthropie en réformant sa législation. Mais les producteurs, qui se croyaient lésés par le régime protecteur, étaient des gens plus sérieux et qu'il était intéressant de détromper de leur méprise. M. de Saint-Cricq s'occupa de ce soin avec autant de conscience que d'habileté.

Trois sortes de producteurs surtout remplissaient l'air de leurs plaintes : les propriétaires de vignobles, les armateurs et les raffineurs de sucre. Les premiers assuraient que si leurs exportations de vins et d'eaux-de-vie n'atteignaient pas à des chiffres beaucoup plus élevés que ceux où elles étaient parvenues, c'était la faute des maîtres de forges, qui, par la protection excessive qu'ils avaient obtenue, avaient provoqué, disaient-ils, dans des pays grands consommateurs de vin, et notamment en Suède, en Russie et en Angleterre, des représailles qui fermaient les débouchés les plus naturels de nos vignobles. Les autres ne tarisaient pas contre la surtaxe dont étaient frappés les sucres étrangers au profit de nos colonies et de nos fabriques de sucre indigène; cette surtaxe ruinait les navigateurs, les raffineurs, et, bien entendu, les consommateurs. C'était un concert de pétitions, de brochures, de discours où les chiffres les plus incroyables se produisaient à l'appui de thèses et de propositions qui ne l'étaient guère moins.

M. de Saint-Cricq et ses collègues, ainsi que la majorité des Chambres, savaient, de reste, à quoi s'en tenir sur tout cela. Mais enfin, comme nous avons dit, il était utile de détromper publiquement des hommes honorables qui n'erraient point par esprit d'utopie, mais qui se mépre-

naient, tant sur les vrais éléments de la question que sur leur intérêt même bien entendu.

M. de Saint-Cricq imagina, pour y parvenir, de provoquer deux enquêtes solennelles sur les fers et sur les sucres, enquêtes qui dirigerait une Commission composée d'hommes avant tout très-distingués par leurs lumières, mais en même temps très-indépendants et de situation sociale et d'esprit, et devant lesquels les principaux représentants des intérêts engagés dans le débat seraient appelés à s'expliquer. Il composa cette Commission de dix-huit membres dont les noms seuls étaient pour le public une garantie de savoir et d'impartialité. Ce furent sept pairs de France : MM. Portal, Pasquier, de Fitz-James, de Barante, d'Argout, de Tournon et de Kergariou ; sept députés : MM. de Berbis, Humann, Pardessus, Oberkampf, Duvergier de Hauranne, Jacques Lefèvre et Gautier ; enfin, quatre hauts fonctionnaires publics : M. de Fréville, représentant le Conseil d'Etat ; M. Filleau de Saint-Hilaire, la marine ; M. Deffaudis, les affaires étrangères ; et M. David, les douanes.

La tâche imposée à cette Commission était très-vaste et très-difficile, et il ne fallait rien moins que le faisceau de lumières très-diverses qu'elle réunissait dans son sein pour y suffire.

Elle commença par les fers, et elle ouvrit à leur sujet, sous la présidence de M. de Saint-Cricq lui-même, une enquête qui dura plus d'un mois, et dans laquelle elle entendit vingt-huit personnes, dont quatorze maîtres de forges ou propriétaires de mines, soit de fer, soit de houille ; deux délégués du commerce, l'un de Nantes et l'autre de Bordeaux ; deux marchands de fer en gros ; deux fabri-

cants de machines; un fondeur; un fabricant de limes; un propriétaire de vignobles de la Gironde; un agriculteur, maître de poste; un entrepreneur de chemins de fer; un entrepreneur de serrurerie en bâtiments; un inspecteur divisionnaire des mines, et un propriétaire de bois : en outre, la Commission appela dans son sein, pour l'assister pendant toute la durée de l'enquête, deux ingénieurs des mines universellement considérés pour leurs connaissances spéciales en la matière, M. Cordier et M. Héron de Villefosse.

L'enquête finie, la Commission se livra à une délibération générale, dans laquelle toutes les parties qui y avaient été traitées furent passées en revue, et qui se termina par un tour d'opinion de plus de quatre heures, où elle alla aux voix sur neuf questions principales embrassant la matière dans toute son étendue, et l'atteignant jusque dans ses derniers détails.

Restait à rendre public ce vaste travail dans son histoire, dans ses motifs et dans ses conclusions. Ce fut M. Pasquier qui en fut chargé. Il s'acquitta de sa tâche dans un très-beau rapport <sup>1</sup>, que nous ne pouvons mieux faire, à notre tour, que de reproduire au moins dans ses parties essentielles.

L'enquête provoquée sur l'industrie des fers par M. de Saint-Cricq mettait en délibération, et partant en question, non pas seulement le tarif qui protégeait cette industrie,

<sup>1</sup> Publié aussitôt par les soins du ministère du commerce et des manufactures. 1 vol. in-4°, sous ce titre : *Commission formée avec l'approbation du Roi, etc., pour l'examen de certaines questions de législation commerciale. — Enquête sur les fers*. Le volume renferme en outre plusieurs documents statistiques intéressants, communiqués à la Commission par M. de Saint-Cricq.



mais notre régime commercial tout entier. Si la protection ne valait rien pour les fers, elle ne valait pas davantage pour les draps, pour les cotons, pour les toiles, et, de proche en proche, pour aucune de nos manufactures. C'est ce que la Commission, trop éclairée pour avoir la moindre illusion à cet égard, sentit d'abord; et elle sentit en même temps, dès sa première séance, le besoin de se mettre d'accord sur les principes généraux de la matière. Il y avait, dans son sein même, de grands propriétaires de vignobles à côté de grands manufacturiers; mais les uns ni les autres n'étaient des chimériques, et ils se le déclarèrent de la manière la plus nette, en convenant unanimement, et avant toute délibération, qu'il ne s'agissait pas entre eux de poursuivre la réalisation de telle ou telle utopie, mais de tirer de la consciencieuse observation des faits les conséquences les plus utiles au bien public.

Il faut lire là-dessus M. Pasquier lui-même. Rien de plus ferme et de plus net que l'expression qu'il donne à ce premier et unanime sentiment de la Commission.

« ..... Dans une société qui se constituerait nouvelle-  
« ment, on pourrait peut-être procéder conformément  
« aux principes d'une liberté qui permettrait à chacun de  
« tout entreprendre, de tout emporter, de tout apporter,  
« suivant son bon plaisir, avec le secours de ses seuls  
« moyens, ou de ceux qu'ils sauraient s'associer, et sans aucune  
« assistance de la part du gouvernement et de l'administra-  
« tion, qui ne prendrait pas plus de soin pour protéger, ni  
« pour encourager, que pour interdire... Mais cette utopie  
« d'un état civilisé, où tous les droits, rangés sur la même  
« ligne, partiraient et s'avanceraient d'un pas égal dans la  
« route que leur indiquerait leur intérêt personnel, ne

« s'est pas encore réalisée et ne se réalisera jamais dans  
« notre Europe, régie, ou, si l'on veut, tourmentée depuis  
« plusieurs siècles, par une foule de lois commerciales,  
« habituellement restrictives, quand elles n'ont pas été  
« prohibitives... Ce régime, que les puissances domina-  
« trices du commerce ont toutes successivement adopté,  
« que plusieurs ont poussé le plus loin possible, et en tête  
« de celles-là il faut toujours placer l'Angleterre, ce ré-  
« gime enfin, avec lequel beaucoup d'États ont prospéré  
« longtemps aux dépens de leurs rivaux, n'a jamais été  
« non plus étranger à la France... Ainsi se sont créés, à  
« l'abri d'une spéciale protection, de nouveaux intérêts,  
« et par conséquent de nouveaux droits... et ces intérêts  
« ne sauraient être privés de cette protection, que s'il est  
« démontré qu'on la peut diminuer ou retirer, sans entrai-  
« ner la ruine de ceux qui ne se sont engagés que sur la  
« foi des avantages qu'elle leur offrait... Il faut... ne jamais  
« perdre de vue que l'état qu'on pourrait dire *naturel* n'existe  
« nulle part, et que des industries, qui, par la nature des  
« choses, ne devraient pas appartenir à un peuple plutôt  
« qu'à un autre, se trouvent cependant établies avec le  
« plus grand avantage dans tel ou tel pays, par cela seul  
« que ce pays s'en est occupé le premier, et que son expé-  
« rience acquise, ses capitaux engagés de longue main,  
« lui ont donné, dans les procédés de fabrication, une  
« supériorité qui ne permettrait à aucun autre producteur,  
« entrant dans la même carrière, de se présenter nulle  
« part, même sur ses propres foyers, en concurrence avec  
« lui; que si dès lors cette industrie est cependant jugée  
« utile à acquérir, quelquefois même nécessaire, et cela  
« n'est pas impossible, il faut bien la protéger et même

« fortement, autrement, ce serait laisser un enfant aux  
« prises avec un homme dans toute sa force... Ceci ramène  
« à la seule vérité qui plane continuellement sur toute la  
« matière, c'est que l'étude des faits, en ce qui concerne  
« le régime industriel et commercial d'un pays, doit pas-  
« ser avant toute autre, et qu'il n'y a pas de théorie qui  
« puisse prédominer sur les résultats qui sortent de cette  
« étude... »

Eh bien ! qu'avait appris à la Commission la vaste observation de faits à laquelle elle s'était livrée, et quelles résolutions lui avait suggérées son enquête ?

Le droit établi sur les fers, et dont certains producteurs ou négociants se plaignaient, était de deux sortes. Un droit de quinze francs par cent kilogrammes, qui datait de 1814, se percevait sur les fers étrangers fabriqués au charbon de bois et au marteau, c'est-à-dire sur les fers de Suède et d'Espagne ; et un autre droit de vingt-cinq francs, également par cent kilogrammes, pesait sur l'importation des fers fabriqués à la houille et au laminoir, c'est-à-dire à peu près exclusivement sur les fers d'Angleterre.

La Commission, aussi résolue qu'elle l'était à ne se décider que par l'étude et la comparaison des faits, avait une première et indispensable chose à faire avant d'exprimer un avis sur le maintien, la diminution ou l'abrogation de ce tarif, c'était de rechercher si les fabricants étrangers de fers, avec lesquels nos nationaux se trouvaient en concurrence, avaient réellement une telle supériorité, soit naturelle, soit accidentelle sur ceux-ci, que les droits imposés à l'entrée de leurs produits fussent justifiés.

L'enquête, ainsi que le constata M. Pasquier dans son rapport, avait mis ce point fondamental hors de doute.

Quant aux fers français, produits au bois premièrement, il n'y avait guère que les plus fins de la Franche-Comté, du Berri, d'une partie de la Normandie, et des forges à la catalane des Pyrénées, qui pussent, pour la qualité, se rapprocher de ceux de Suède; mais l'enquête avait établi que les fers de Suède, le droit de quinze francs par cent kilogrammes acquitté, revenaient encore, dans nos ports, à deux francs et dix centimes moins cher que tous ceux que nous leur pouvions opposer. S'il y avait sur ce premier point quelque chose à faire, ce n'était donc pas, à moins qu'on ne voulût abandonner la production indigène, de réduire le tarif, ç'aurait été plutôt de l'augmenter.

Mais la comparaison des prix de revient de la production indigène des fers marchands, de qualité commune, tant au bois qu'à la houille, avec ceux correspondants de la production anglaise à la houille, avait mis en lumière des résultats encore plus frappants.

D'abord, ce n'avait pas été sans motifs et pour le pur plaisir d'élever, au détriment même des rentrées du Trésor, les droits de la douane, que le gouvernement, en 1822, avait frappé de vingt-cinq francs d'entrée les fers anglais. C'est que ces fers, fabriqués dès lors à très-bon compte, à la houille et au laminoir, se vendaient, dans nos entrepôts maritimes, vingt et un francs, tandis que les nôtres ne pouvaient être livrés au commerce qu'à cinquante.

Une grande révolution industrielle, dont les origines remontaient au dix-septième siècle, avait donné à l'Angleterre cette avance sur toutes les autres nations du globe. Elle avait découvert le secret de rendre la houille propre à la fusion du minerai de fer <sup>1</sup>. Dotée comme elle l'est par

<sup>1</sup> M. Cabrol, aujourd'hui directeur des forges de Decazeville, a publié,

la nature de houillères inépuisables et d'exploitation peu coûteuse, ainsi que de couches de minerai à peine réfractaires, mise par le génie de Watt dans la propriété longtemps exclusive de l'emploi de la vapeur comme force motrice, sillonnée de canaux qui avaient abaissé dès lors, chez elle, presque aux dernières limites du bon marché, le prix des transports, disposant enfin, grâce à cinq cents ans de protection continue, de capitaux immenses, cette découverte, dans de telles conditions, l'avait mise à même de produire le fer à des prix tellement bas, que nulle part pas plus qu'en France, il n'était possible, pour cet objet, d'entrer en concurrence avec elle. Ajoutez que ses fabricants, encombrés depuis 1816 et s'encombrant de plus en plus tous les jours, faute de débouchés suffisants, s'étaient mis, ainsi que l'enquête l'avait prouvé, à vendre à perte, et que tout le monde convenait qu'ils pouvaient longtemps soutenir cette lutte sans diminuer leur fabrication. On évaluait que le prix rémunérateur de mille kilogrammes de fer, fabriqués en Angleterre, devait être de trois cents francs ; ils nous les vendaient cent soixante-quinze. M. Pasquier estimait même qu'au besoin ils descendraient, dans l'espoir de ruiner les fabriques du continent, encore plus bas. « Qu'on pense, disait-il, à la surabondance des « capitaux qui se trouvent entre les mains des Anglais, à « la science particulière, à la souplesse avec laquelle ils « savent les manier, les liquider, puis recommencer et se « refaire même après des sacrifices énormes. Ils donnent au-

en 1834, une note *Du Tarif, à l'entrée en France, des fontes et des fers*, où l'on trouvera des renseignements historiques pleins d'intérêt sur les origines et les conséquences de la fabrication du fer à la houille en Angleterre.

« jourd'hui le fer à cent soixante-quinze francs; s'ils  
« avaient le moyen de le faire pénétrer en France, n'en  
« retirassent-ils que cent cinquante francs, ils inonderaient  
« notre marché. Du littoral, ils arriveraient jusqu'au cen-  
« tre, et se récupéreraient bientôt de leur perte, en ame-  
« nant l'anéantissement de notre industrie. »

Dans une situation pareille, fallait-il abandonner la production indigène? Toute la Commission tomba d'accord, au contraire, qu'il fallait lui donner une entière préférence sur le marché national, et que, par conséquent, il fallait la protéger, non pas à demi, mais vigoureusement. La Commission pensa, en outre, que la protection pouvait bien être calculée dans le but de retenir la hausse des fers français dans de certaines limites, mais non de faire arriver habituellement les fers étrangers sur quelque point du marché que ce fût. « Une protection est admise, dit M. Pasquier, « et une forte protection; à quel degré sera-t-elle assez « forte? Évidemment, quand elle ira jusqu'à l'exclusion « de la production étrangère, du moment où celle-ci serait « capable de prendre le dessus dans notre marché. »

Dès ce point de l'enquête, il était évident que les réclamations, quelles qu'elles fussent, qu'avait excitées le tarif des fers n'étaient pas fondées en raison. Car, à moins que les auteurs de ces réclamations alassent jusqu'à prétendre que la France devait renoncer à jamais à fabriquer elle-même le fer nécessaire à sa consommation, il était évident déjà que les droits établis n'étaient juste que suffisants.

Mais, cela même mis à part, ces réclamations avaient-elles encore pour elles quelque apparence de bon droit?

La Commission remarqua d'abord parfaitement bien que toutes les branches de la production d'une nation sont

solidaires, que le prix des coupes de bois paye le blé, le prix des fers celui des vins, etc. ; que le meilleur de tous les marchés pour un producteur, quel qu'il soit, c'est le marché indigène ; que si ce marché est riche, si la nation est aisée, si elle a du travail, la consommation augmente et la production est encouragée ; que les capitaux se forment des économies que rassemblent les propriétaires de toute nature, et que, par conséquent, quand un producteur quelconque crie contre un autre, au fond il crie contre lui-même. Remarque d'éternel bon sens, que les procès-verbaux de l'enquête n'avaient fait que confirmer une fois de plus.

Mais cette remarque était trop générale, à ce qu'il parait, pour les propriétaires de vignobles. Ils en admettaient la vérité pour tout le monde, excepté pour eux. Ils étaient, eux, dans une situation exceptionnelle. On les avait sacrifiés indignement. Leur situation faisait pitié. D'extrêmement florissante qu'elle était autrefois, *avant la révolution*, elle était devenue misérable. *La révolution* avait tout changé. Elle avait amené le blocus continental, créé avec lui toutes sortes de choses artificielles. Le tarif des fers leur avait fermé leurs anciens débouchés et empêchait leur exportation de prendre un accroissement indéfini, etc., etc.

D'abord la Commission commença par mettre sous les yeux des députés de Bordeaux et de la Gironde qu'elle entendit, le tableau officiel comparé des exportations de vins *avant* la Révolution et *depuis* la Restauration. Ils furent fort étonnés d'apprendre que l'exportation de nos vins qui, en 1787, était de neuf cent soixante et onze mille hectolitres, s'était, depuis 1815, constamment maintenue au-dessus de un million, et qu'en 1828, notamment, elle était

montée à plus de douze cent quarante mille. La décadence dont ils parlaient était donc une illusion.

Mais le progrès serait bien plus grand alors, assuraient-ils, sans le tarif des fers. Les pays du Nord et l'Angleterre nous enlèveraient, sans ce tarif, des quantités bien autrement fortes de vins de toute sorte. — Cela tombait singulièrement dans l'exagération. Mais la Commission y mit toute la patience possible. Elle entendit des chiffres inouïs, et elle répondit par des faits qui remplirent si bien d'étonnement les propriétaires de vignes, qu'ils eurent, au témoignage de M. Pasquier, la bonne foi, non-seulement de convenir qu'ils étaient dans l'erreur, mais d'en fournir eux-mêmes la preuve.

Ils espéraient, dans les pays du Nord, dans le Danemark, dans la Prusse, dans les villes hanséatiques, dans les Pays-Bas, en Suède, et enfin en Russie, une plus grande exportation de leurs produits, si les droits qui frappaient l'entrée des fers de ces pays étaient diminués. D'abord, on leur fit remarquer que ni les villes hanséatiques, ni la Prusse, ni le Danemark ne produisaient de fer, et que, par conséquent, il était bien impossible que notre tarif, quant à eux, eût empêché la France de les inonder à l'aise des produits de ses vignobles. On les invita de même à rayer de leur liste les Pays-Bas; car, si les Pays-Bas produisaient du fer, ils n'en exportaient pas, et, par conséquent, ils n'avaient aucun lieu de se plaindre des droits dont nous couvrons notre production indigène. Restaient la Suède et la Russie. Mais de croire que la Suède pût consommer une beaucoup plus grande quantité de nos vins qu'elle n'en consommait *avant la révolution* était une erreur. Son territoire, en effet, depuis les derniers traités, était diminué, sa



population était au moins restée stationnaire, et sa richesse n'avait presque fait aucun progrès. C'était une pauvre ancre de salut pour nos vignobles, s'ils mettaient leurs espérances là. Quant à la Russie, si son tarif était peu favorable à l'introduction des vins étrangers, cela tenait à deux causes que nos propriétaires de vignes apprirent de la bouche des membres de la Commission, et qui n'avaient rien à démêler avec le tarif des fers. La première, que le monopole de la vente des vins et eaux-de-vie appartenait, en Russie, au gouvernement, qui en faisait, comme nous du tabac, par exemple, une source de revenu public; la seconde, que la Russie, à l'exemple de la Prusse, de l'Autriche, de la Turquie, qui encourageaient la culture de la vigne dans les provinces rhénanes, en Hongrie et en Moldavie, l'encourageait, elle, dans ses provinces limitrophes de la mer Noire. D'ailleurs, enfin, en concurrence avec la Suède et l'Angleterre, la Russie serait peu apte à nous fournir des fers, et ce n'était pas elle que nos tarifs atteignaient.

C'était l'Angleterre. Mais y avait-il, en réduisant ces tarifs, à espérer, en Angleterre, une grande augmentation dans la consommation de nos vins? Les délégués des vignobles le croyaient, avant d'avoir conversé avec la Commission; mais, dans cette conversation, ils convinrent qu'ils s'étaient trompés extrêmement. On leur demanda d'abord quelle réduction ils estimaient nécessaire sur le droit établi à l'entrée des fers anglais pour déterminer le cabinet britannique à diminuer réciproquement, et de manière à ce qu'ils y trouvassent avantage, les droits qui frappaient nos vins à leur entrée en Angleterre? Ils répondirent qu'il fallait que cette réduction fût très-considérable. Mais on leur fit voir que le tarif actuel était à peine suffisant, et ensuite

on leur demanda si c'est qu'ils entendaient conseiller l'abandon de notre production indigène du fer? Ce premier point les embarrassa extrêmement. Mais encore, ce sacrifice, tout extravagant qu'il fût, amènerait-il les conséquences que les propriétaires de vignes espéraient? Pressé de questions, le délégué de la Gironde convint lui-même, de bonne foi, que la diminution opérée en 1825, par Huskisson, dans la taxe perçue, en Angleterre, sur nos vins, n'en avait augmenté la consommation qu'à une manière insignifiante. On corrobora sur-le-champ sa proposition, en lui communiquant les relevés officiels qui la confirmaient pleinement; et cependant, la réduction opérée par Huskisson avait été de près du tiers du droit! Ensuite, on lui fit observer que c'était une erreur de croire que les Anglais, non plus que les Russes, maintinssent leurs droits sur nos vins, parce que nous maintenions les nôtres sur nos fers. En frappant nos vins de droits considérables, l'Angleterre, et elle ne s'en cachait pas, on n'avait qu'à lire les discours de ses ministres pour s'en convaincre, avait en vue de protéger trois choses : la consommation des vins de Portugal, avec lequel la liait le traité léonin de Méthuen ; celle de la bière et des eaux-de-vie de grains, dont l'impôt, réuni à celui de la drèche, ne produisait pas moins au Trésor britannique de deux cent cinquante millions de francs ; la culture, enfin, de la vigne au cap de Bonne-Espérance, dont les traités de 1815 lui avaient définitivement reconnu la propriété.

Restaient les représailles. Était-il vrai que le maintien de notre tarif sur les fers nous eût attiré, de la part des puissances étrangères, des représailles qui avaient atteint l'exportation de nos vins? L'erreur des propriétaires de vignes

dépassait ici, en vérité, les limites permises. Notre tarif sur les fers remontait en 1822. Or, la Russie, en 1825, l'Angleterre, en 1825, et la Suède, en 1826, bien loin d'augmenter les droits sur nos vins, les avaient, dans des vues fiscales et pour le bien de leur Trésor, notablement diminués !

Il était difficile, sur ce point, de faire la lumière plus démonstrative et plus complète ; les plaintes des propriétaires de vignobles étaient donc sans ombre de fondement.

Cependant, était-ce une raison pour que le consommateur français ne dût pas désirer de voir le plus promptement possible le prix des fers s'abaisser ? La Commission était composée d'hommes trop éclairés pour donner dans aucun système absolu. Elle reconnut à merveille que rien n'était plus désirable pour l'agriculture, pour la construction des navires, pour celle des maisons, pour les usages, enfin, de tout genre où entraient de plus en plus le fer et la fonte, que leurs prix de revient, et partant de vente, diminuassent.

Mais toute la question était de savoir si c'était en cessant ou en continuant de protéger la production du fer indigène qu'on arriverait à ce résultat.

Quant à la Commission, elle ne pouvait, après ce qu'elle avait entendu, faire aucun doute qu'avec le temps, et une sage protection leur étant continuée, nos fabricants de fer arriveraient, suffisamment stimulés par la concurrence intérieure, à réaliser des progrès qui leur permettraient de livrer leurs produits à des prix infiniment plus bas.

N'avait-on pas sous les yeux l'exemple du coton, réduit déjà aux deux tiers du prix qu'il se vendait sous l'Empire, des soudes, tombées à moins du dixième, et tant d'autres

garants de l'efficacité de la concurrence des nationaux entre eux à diminuer les prix de tous les produits?

Mais l'histoire même du fer en témoignait.

M. Héron de Villefosse, le savant ingénieur des mines que la Commission s'était adjoint, lui communiqua des tableaux<sup>1</sup> desquels il résultait que, sous l'empire du tarif de 1822, la production du fer en barres, en France, de 1820 à 1825, avait triplé, et que, de 1822 à 1828, en moins de sept ans, la production totale de toutes les sortes de fer avait doublé. Résultat extraordinaire dont il y a eu, en tout temps, peu d'exemples, dans aucune industrie. Cependant, les prix étaient-ils restés stationnaires? Pas davantage : de 1815 à 1828, le prix des fers, en France avait déjà baissé de 30 pour 100 en moyenne. Et ce n'était pas tout, loin de là. Des hauts fourneaux, des feux d'affinerie, des forges à l'anglaise partout se montaient, qui promettaient une augmentation certaine de produits et une diminution non moins certaine dans les prix de vente. Était-ce le moment de toucher aux tarifs, de répandre l'alarme dans l'industrie, d'effrayer les capitalistes?

Les réclamations et les hypothèses des propriétaires de vignobles avaient trop peu convaincu la Commission des inconvénients du régime protecteur pour qu'elle pût incliner à y renoncer.

Elle forma, en terminant, un certain nombre de vœux empreints d'un tout autre esprit.

Elle fit remarquer, avec une haute raison, que l'avenir du progrès du bas prix dans la production du fer, en

<sup>1</sup> Publiés par l'auteur lui-même, en 1822, dans un ouvrage spécial sur les *Progrès de la fabrication du fer*. Voyez aussi les *Annales des mines*, 1820 et années suivantes.

France, dépendait surtout de la multiplication et du perfectionnement des voies de transport. Le gouvernement avait déjà beaucoup fait en ce genre, en provoquant par une loi spéciale, en 1822, la construction du canal latéral à la Loire, des canaux du Rhône au Rhin, de Bourgogne, du Nivernais, du Berri, de Bretagne, d'Arles à Bouc, et en portant ainsi à plus de trois mille kilomètres la ligne totale de notre navigation artificielle intérieure. Par là, le minerai, la castine, la houille, le coke, avaient été singulièrement rapprochés des centres communs où ils devaient se rendre pour concourir à la fabrication du fer, et leur prix de revient, au pied du haut fourneau, avait sensiblement diminué. C'était un grand progrès. Mais la Commission voyait très-juste, quand elle appelait de nouveau l'attention publique sur ce point. La multiplicité et le bas prix des moyens de transport, en effet, sont la source de la vie de l'industrie, plus encore s'il est possible, que du commerce.

La Commission ajouta, en outre, que les tarifs n'étaient rien moins qu'immobiles, et elle-même elle soumit au gouvernement quelques modifications dont elle recommanda l'étude à sa sagesse et l'exécution, s'il les approuvait, à toute sa prudence; mais, en principe, elle établit, et ce fut la conclusion finale de ses délibérations qu'exprima énergiquement M. Pasquier, « qu'il n'y a pas de demi-protection; qu'il « faut conserver ou détruire; et que toute concurrence, « qui aurait pour effet de rendre invendable, sur le marché « français, la denrée française, serait destructive de l'industrie qui la produit...; qu'il faut aux producteurs une « sécurité bien établie pour engager leurs capitaux dans « des entreprises toujours lourdes et quelquefois hasar-

« deuses... »; que « pour retenir les capitaux dans de telles  
« entreprises, il est nécessaire que la législation soit conçue  
« de manière, non-seulement à ne pas les décourager,  
« mais même à les encourager fortement... »; que « si on  
« objecte qu'avec une protection excessive, les capitaux  
« s'engagent avec trop d'imprudence, il est facile de ré-  
« pondre que si les capitaux ne s'aventuraient pas un peu,  
« il n'y aurait rien à faire ni à espérer...; qu'on a tort,  
« enfin, de craindre que la protection n'endorme les maî-  
« tres de forges dans une trop grande confiance, car cela  
« ne peut se dire, quand la protection s'applique à deux  
« modes de production qui se trouvent naturellement en  
« rivalité... »

Motifs, conclusions et prévisions pleins de sens, qui font du rapport où M. Pasquier les a exprimés au nom de ses collègues, avec autant de lucidité que de mesure et de force, un des ouvrages les plus solides et les plus utiles qu'ait produits parmi nous l'économie politique. Voilà, en effet, quels sont les écrits vraiment et seulement dignes d'être appréciés dans cette science. Ce sont ceux qu'a dictés, comme ce rapport, l'étude consciencieuse des faits. Le reste n'est que dissertations vaines et fastidieuses, bonnes seulement à fatiguer ce qu'elles peuvent trouver de lecteurs.

L'enquête sur les fers achevée, il en restait une autre, non moins importante et non moins difficile à mener à terme, sur les sucres.

Si, en effet, les réclamations dont on vient d'apprécier la valeur, qui s'élevaient contre le maintien de notre tarif des fers, mettaient en question tout notre régime commercial, celles qui retentissaient à leur tour contre la législa-

tion protectrice de nos producteurs de sucre n'atteignaient rien moins, par voie de conséquence, que tout notre régime colonial.

L'objet de la querelle était la surtaxe qui pesait sur l'importation des sucres étrangers. Cette surtaxe, depuis 1814, avait été successivement élevée, de dix à vingt-cinq francs, par cinquante kilogrammes. De longues délibérations, dont avaient été remplies les séances des Chambres de 1816, de 1820 et de 1822, avaient complètement mis en lumière, pour tous les hommes publics, familiers avec ces matières, la nécessité de cet accroissement constant de protection. Les colons, ne faisant qu'un en cela avec les fabricants de sucre indigène,—ils n'en étaient pas encore venus à se faire entre eux l'étrange guerre à laquelle nous avons assisté depuis,—les colons donc et les fabricants de sucre de betterave déclaraient unanimement que, sans le maintien de cette surtaxe, il leur était impossible de soutenir la concurrence étrangère. Mais, d'un autre côté, les raffineurs et nombre d'armateurs prétendaient que l'exportation, la navigation et la consommation souffraient extrêmement de l'état présent des choses, et qu'il fallait aviser au plus vite, si on voulait éviter leur ruine, à changer la législation.

M. de Saint-Cricq saisit du débat la même Commission qu'il avait chargée d'examiner le régime des fers, et aussitôt une nouvelle enquête s'ouvrit, qu'il présida lui-même comme l'autre, et qui ne fut ni moins solennelle, ni moins scrupuleuse. La Commission entendit seize personnes, qui vinrent tour à tour plaider devant elle pour tous les intérêts qui se croisaient dans la question : quatre propriétaires aux colonies, à la Guadeloupe, à la

Martinique, à l'île Bourbon et à Cayenne; quatre délégués des Chambres de commerce de Paris, de Bordeaux, de Nantes et du Havre; deux négociants de Paris; deux fabricants de sucre de betterave; deux raffineurs; le directeur des douanes à la Guadeloupe; et, enfin, un chimiste qui s'était fait dès lors, dans la matière, à la suite des Deyeux, des Barruel et des Chaptal, une belle réputation qu'il a encore augmentée depuis, M. Dubrunfaut.

Cette enquête mit en lumière une foule de faits jusqu'alors peu connus, d'un prix tout particulier, et qui, encore aujourd'hui, aux points de vue les plus divers de l'histoire, de la science, de la politique générale, de la législation, de la navigation, des colonies, de l'industrie, enfin, présentent le plus grand intérêt. La Commission elle-même en fut frappée, et elle sentit d'autant plus le besoin, pour combattre les préjugés sans nombre qui régnaient dans l'opinion sur cette vaste matière, de charger l'un de ses membres de rédiger un écrit où les résultats de l'enquête, ainsi que les motifs et les conclusions des délibérations qui l'avaient suivie, seraient consignés.

M. d'Argout, depuis directeur de la Banque de France, fut chargé de ce travail, non moins épineux que celui qui était échu à M. Pasquier, et il s'en acquitta dans un rapport<sup>1</sup> qui, comme celui de son collègue, est resté un modèle de ce difficile genre d'ouvrages, et le monument primitif que doivent étudier tous ceux qui prétendent se former, sur la belle question d'économie politique qui y

<sup>1</sup> Publié en même temps que le rapport de M. Pasquier, dans la même forme, et augmenté, comme lui, outre les procès-verbaux de l'enquête, de documents statistiques produits par le gouvernement.



est traitée, une opinion fondée sur l'impartiale observation des faits.

Entrer, à la suite de M. d'Argout, dans tous les détails de l'enquête et de la délibération qui s'ensuivit serait chose infinie. Nous ne pouvons que renvoyer à son rapport le lecteur désireux de s'instruire complètement de cette matière. Nous nous réduirons, pour ne point allonger démesurément cette partie de nos récits, à rapporter en substance quelles furent les conclusions de la Commission et sur quels motifs principaux elle les appuya.

Une chose, avant tout, ressortit de la manière la plus explicite des procès-verbaux de l'enquête et fut unanimement proclamée par la Commission, c'est qu'il ne pouvait, en aucun cas, être question de se départir, pas plus vis-à-vis de la fabrication du sucre que vis-à-vis de celle du fer, du principe de la protection. Mais, en outre, M. d'Argout dit expressément dans son rapport que, bien loin que les plaintes dont le tarif existant était l'objet fussent reconnues légitimes, l'enquête faisait voir, par tous les résultats qu'elle avait produits au jour, qu'il n'avait rien eu d'excessif. Et ainsi la question générale et la question principale qui en dépendait furent, sans contestation, vidées en faveur du maintien du régime protecteur.

Deux incidents seulement s'élevèrent, qui tinrent une grande place dans les délibérations de la Commission, et qu'il convient de rappeler.

En fait, et bien, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, que les conséquences que tiraient les armateurs et les raffineurs de ce fait fussent inexactes, en fait, disons-nous, il était constant d'abord que le prix des sucres, non-seulement était encore très-élevé, mais même que, depuis 1816,

il s'était notablement accru. Était-il juste de condamner indéfiniment le consommateur à surpayer ainsi une denrée de consommation aussi générale? La Commission ne pouvait le penser. Mais, pensant très-judicieusement aussi, l'avenir l'a de reste prouvé, qu'en continuant aux producteurs de sucre la protection dont ils jouissaient, on les amènerait, comme les fabricants de fer, à livrer leurs produits à bas prix, elle émit l'avis qu'il ne pouvait dans le sein du gouvernement s'élever de question que sur la quotité juste du prix qu'il convenait d'assurer sur notre marché aux sucres de nos producteurs, pour suffire à les préserver, — le mot est tiré du rapport, — de la concurrence étrangère. Pour établir ce chiffre, il eût fallu établir d'abord un prix de revient commun et comparé des sucres de nos colonies et de notre sucre indigène, d'une part, avec celui des sucres exotiques, de l'autre. Les personnes familières avec les études économiques connaissent le dédale inextricable de difficultés où l'on se perd, quand on cherche des nombres balance de ce genre. La Commission ne trouva pas le chiffre exact, quelque effort qu'elle fit pour s'en rendre compte. Mais elle laissa sagement toute latitude au gouvernement à cet égard, lui conseillant de se tenir plutôt au-dessus qu'au-dessous des prévisions de l'expérience; et ce fut sous ces réserves qu'elle proposa, si les circonstances encore à cette époque étaient favorables, — et on sait si elles le furent, — d'opérer, en 1830, une modification dans la quotité de la surtaxe.

Le second incident qui l'occupa fut de savoir si le moment n'était pas venu d'imposer, aussi bien que tous les autres produits de l'industrie et du sol, le sucre de betterave. On se rappelle, en effet, que l'Empereur, dans son

décret de 1812, l'avait temporairement exempté de tout impôt et de tout octroi. Fallait-il continuer encore cette immunité? La Commission le pensa. Seulement elle crut, avec sagesse, utile d'avertir les fabricants de sucre indigène qu'un jour nécessairement viendrait où leurs produits subiraient un exercice, comme les sels, les vins, les bières, etc. Et encore voulut-elle mettre dans sa démarche toute la mesure possible. Elle se borna à un vague avis qu'un jour il serait nécessaire d'en venir là; mais elle n'entendit ni fixer ce jour, ni encore moins délibérer de la quotité de l'impôt. « Des avertissements solennels, dit « M. d'Argout, produiraient une impression fâcheuse, et « cette impression arrêterait les capitaux et retarderait « l'essor de l'industrie. Le gouvernement ne veut pas « lui concéder d'injustes privilèges; mais il veut encore « moins la décourager, alors surtout que son dévelop- « pement semble devoir amener de grandes améliorations « dans notre système d'agriculture... »

Tels furent la lettre et l'esprit des conclusions auxquelles l'enquête conduisit la Commission.

Mais où avait-elle puisé, en dépit des plaintes des armateurs et des raffineurs, la conviction qu'il était nécessaire de maintenir la surtaxe protectrice des fabricants de sucre? Dans les résultats mêmes que, dans la réalité des choses, tout au contraire de ce que disaient et croyaient ses adversaires, cette surtaxe avait déterminés.

On disait que le haut prix du sucre avait arrêté le développement de sa consommation. — L'enquête et les documents officiels qui y furent produits prouvèrent que la consommation du sucre de nos colonies s'était élevée,

de 1816 à 1827, de dix-sept à soixante millions de kilogrammes.

On assurait que ce haut prix avait fait dépérir, au détriment des raffineurs, le commerce d'exportation. — L'enquête montra que l'exportation de nos sucres raffinés s'était élevée, de 1823 à 1827, d'un demi-million de kilogrammes à près de quatre millions.

Tout le commerce colonial s'en va, grâce à cette surtaxe, s'écriaient les armateurs, et avec lui le tonnage de notre navigation réservée. — C'était encore tout le contraire : de 1816 à 1827, nos importations dans nos colonies avaient presque doublé de valeur, car elles avaient passé de vingt-huit millions de francs à plus de cinquante-cinq millions; le progrès du chiffre de nos exportations avait été plus considérable encore, de dix-huit millions de francs il s'était élevé à cinquante. Quant au tonnage de la navigation, il n'était que de quatre-vingt-douze mille tonneaux en 1816, et il avait été de deux cent quatorze mille en 1827.

Enfin, il n'y avait, assurait-on (on n'était pas prophète), aucun espoir que la fabrication indigène contribuât jamais à abaisser notablement les prix auxquels le sucre pouvait être livré à la consommation. — M. Dubrunfaut fit connaître que, grâce au régime protecteur, il existait en France quatre-vingt-dix fabriques de sucre de betterave, qui, à la fin de l'année 1828, avaient produit près de cinq millions de kilogrammes de sucre, et qu'ainsi, la production indigène fournissait déjà au quinzième environ de la consommation, et il évalua à deux cents le nombre des fabriques qui seraient en activité d'ici à 1830, si on savait respecter les tarifs. Un des fabricants de sucre du Nord

alla plus loin. Il fit, lui aussi, une prédiction ; mais elle était plus juste que celle des armateurs, car nous l'avons vue se réaliser. « J'ai la certitude, dit-il, que si la fabrication du sucre de betterave continue à recevoir la même protection qu'elle a reçue jusqu'à présent, avant dix ans, elle suffira, avec la production coloniale, à la consommation de la France.

Ces faits, ces chiffres, les assurances que les hommes pratiques les plus expérimentés et les plus dignes d'être crus ne craignaient pas d'y joindre, tels avaient été les éléments des conclusions où la Commission s'était arrêtée. On voit sur quelles bases solides elles reposaient. Là, comme pour les fers, le passé avait servi de lumière au présent et de garant de l'avenir. Cette lumière était-elle fausse, et cette garantie vaine ? Le temps devait l'apprendre ; n'anticipons pas sur la suite de ses leçons : pour ne venir, dans notre récit, qu'à la place que son cours général leur assigne, elles ne perdront rien de leur éloquence.

L'enquête de 1828 fut le dernier acte important de la politique commerciale de la Restauration. Quelques mesures secondaires se produisirent dans les deux années à peine encore que ce gouvernement dura, qui ne changèrent rien à l'esprit de sa conduite, et sur la détail desquelles il serait superflu de s'arrêter.

Mais l'histoire de cette époque ne serait pas complète si, avant de la quitter, nous ne présentions un tableau de ses principaux résultats. Déjà, dans le cours de notre récit, nous avons été conduits à en signaler d'avance quelques-uns, et des plus importants ; mais il est inté-

ressant, au point extrême où nous voilà parvenus, de donner une vue générale de leur ensemble.

Une seule des branches de la fortune publique dépérit durant la Restauration, ce fut la branche très-importante de la marine marchande.

Nous avons vu déjà les causes et l'étendue de ce dépérissement. Les traités de navigation conclus en 1822 et en 1826 avec les États-Unis et avec l'Angleterre, en oubli des inflexibles principes du régime protecteur, portèrent ce coup sensible à notre navigation de l'Océan. En même temps, chose remarquable, et comme si les principes étaient destinés, pendant cet âge, à s'affirmer solennellement deux fois sur la même matière, tandis que la partie de notre marine marchande, livrée sans défense à la concurrence étrangère, ne fit que s'amoinrir, toute celle qui resta réservée, au contraire, et particulièrement celle de nos colonies, alla, nous l'avons vu encore, croissant de plus en plus. De façon qu'on vit à la fois dans la même carrière, de 1822 à 1830, ce que pouvaient, pour le développement ou pour la ruine de la puissance maritime d'un peuple, l'observation ou la négligence des vraies maximes économiques.

Le reste de notre fortune, durant cette période, porta, grâce au ciel, à notre profit, témoignage de l'excellence de ces maximes.

Le commerce de nos colonies, nous l'avons encore déjà fait remarquer, ne cessa de s'accroître sous le régime de protection qui, de 1814 à 1830, leur fut, malgré les plus vives clameurs, énergiquement continué. Mais il faut ajouter ici que leur commerce ne s'accrut pas de la sorte, sans que leur prospérité intérieure ne s'en ressentit pro-

fondement. L'étendue comparée des terrains qui y étaient en culture au commencement de la Restauration, et de ceux qui s'y trouvèrent à la fin, le démontre. La superficie totale des terres cultivées, durant cet intervalle, s'augmenta à la Martinique de cinq mille hectares, à la Guadeloupe de dix mille, à l'île Bourbon de trente mille. Les cultures les plus intéressantes pour l'alimentation et pour la navigation de la métropole, la canne, le café, le coton, le cacao, profitèrent proportionnellement de ce progrès<sup>1</sup>. Quant aux colonies elles-mêmes, l'aisance y revint, chose inconnue depuis 1792.

La France continentale réalisa, sous l'empire du régime de protection qui lui fut maintenu, des progrès de tout genre, bien autrement considérables encore. Tout fleurit, sous ce régime, de 1814 à 1830 : agriculture, industrie, commerce extérieur, toutes les branches de la fortune publique, la navigation exceptée, et pour la raison que nous avons vue, prospérèrent à l'envi.

L'agriculture s'améliora extrêmement, et cependant, à partir de 1818, le pain fut toujours à bon marché. Une seule région de la France le paya quelquefois cher, ce furent quelques départements du Midi et notamment celui des Bouches-du-Rhône, mais nous avons vu pourquoi. Une erreur commise dans la loi de 1822, sur le choix des marchés régulateurs qui convenaient à cette partie du royaume, en fut la cause. A cela près, la loi de 1822 et l'ingénieuse échelle mobile qu'elle avait créée, sans jamais être onéreuse à la population, puisque le blé fut toujours à des

<sup>1</sup> C'est ce qui résulte des tableaux de statistique comparées produits par M. de Saint-Cricq dans l'*Enquête sur les sucres*. Voyez le volume de cette enquête, p. 28 et 29.

prix ordinaires, préserva la production de ces prix d'engorgement, qui sont pour le cultivateur un fléau aussi cruel que les prix de famine le sont pour le consommateur.

Nos vins et nos eaux-de-vie, qui sont, après nos céréales, notre denrée la plus intéressante, ne cessèrent de croître en richesse sous ce régime protecteur, contre lequel les propriétaires de vignobles, abusés par de vaines espérances, n'avaient pas assez de foudres. La consommation intérieure, grâce à l'aisance générale, s'accrut extrêmement. Une preuve sensible s'en tire du progrès de la mise en vignobles des meilleures terres du pays. Le nombre d'hectares plantés en vignes, qui, en 1808, était de seize cent mille, s'éleva, en 1829, à près de deux millions<sup>1</sup>. Un témoignage, non moins irrécusable, de l'innocuité parfaite du régime économique suivi par la Restauration, au sujet de la prospérité de nos vignobles, est le progrès de leurs exportations à l'étranger. La valeur de nos exportations de vins était, en 1820, de trente-neuf millions de francs et celle de nos eaux-de-vie de dix-sept millions; à la fin de la Restauration, la valeur des premières était de cinquante-deux millions, et des autres de trente-trois; les unes avaient augmenté de près d'un tiers, les autres avaient presque doublé.

L'industrie, comblée de protection, rendit à flots, en progrès de tout genre, le prix de l'appui qu'elle avait reçu.

Nous avons déjà vu ce qu'avaient réalisé en ce genre la production du fer et celle du sucre; mais il n'y eut pas de manufactures qui n'offrissent des résultats semblables.

<sup>1</sup> Ce sont les chiffres historiques officiels communiqués par l'administration des finances à la Commission d'enquête sur l'impôt des boissons (session de 1851). Tome II de l'*Enquête*, p. 5.



L'Exposition de 1827 en donna au public une preuve brillante, qui frappa également les regards de la science et ceux de l'opinion <sup>1</sup>.

Tous les produits de l'industrie humaine, depuis le minerai brut jusqu'à la plus riche orfèvrerie, depuis la laine jusqu'à la dentelle, comparurent à cette Exposition, et la fabrication de tous accusa des progrès.

Il serait infini d'entrer à cet égard dans le détail, mais quelques objets peuvent être cités en exemple; ils parleront pour tous les autres.

Les tissus, à l'Exposition de 1827, brillèrent en première ligne par leur beauté de fabrication et en même temps par leur abaissement notable de prix.

On y vit de longues laines, produites dans les départements du Nord et de l'Aisne par l'introduction de ces beaux béliers du comté de Kent, qui n'ont de rivaux que dans les mérinos. Les fabricants de Sedan, d'Elbeuf et de Louviers exposèrent des draps d'une finesse qui fit l'admiration générale. Cependant, il fut constaté qu'ils cotaient au prix de trente-six francs les mêmes pièces qu'en 1814 ils vendaient cinquante. Les draps communs, singulièrement améliorés, quant à la qualité, avaient subi une diminution de prix de vente plus notable encore, elle était de cinquante pour cent. Enfin, l'exportation de nos lainages, qui, en 1821, n'était d'une valeur que de vingt-deux à vingt-trois millions de francs, en 1821 approchait de trente millions. L'industrie des soieries avait suivi le même progrès. On avait planté, depuis 1819, plus de quinze cent mille pieds de mûriers. L'édu-

<sup>1</sup> M. Charles Dupin donna, dans le *Moniteur* de cette année, un tableau très-étendu et très-intéressant, auquel nous renvoyons le lecteur, des progrès industriels de tout genre révélés par l'Exposition.

cation du ver s'était extrêmement perfectionnée; les produits s'en étaient augmentés en nombre, de trente pour cent. Lyon, bien qu'Huskiisson eût affirmé qu'on y tremblait des progrès de Macclesfield et de Coventry, ne connaissait toujours de rivaux sur aucun marché du monde. Notre exportation de tissus de soie s'était élevée, en 1827, à plus de cent treize millions de francs. L'industrie du coton avait marché à grands pas, comme le reste. Il fut constaté que nous étions encore loin des Anglais, surtout en ce qui concernait la filature; mais des perfectionnements sensibles avaient été introduits dans toutes les parties de l'industrie, depuis dix ans. Notre exportation de cotonnades de tout genre avait plus que doublé depuis 1821; elle s'était élevée de moins de vingt millions de francs à plus de quarante-quatre.

Entre autres produits, les porcelaines se firent remarquer. Huskiisson s'était vanté, dans un de ses discours, de ce que les fabricants anglais produisaient pour l'Inde même des mouchoirs de Bandana. On vit chose analogue à l'Exposition de 1827; ce fut une collection de quatre mille pièces de porcelaine, destinées à figurer dans les cérémonies religieuses de la Chine.

La mécanique exposa des machines à trier, à filer, à carder, à peigner et à tisser, qui fixèrent l'attention. Elles étaient encore inférieures à celles des Anglais, mais on fut frappé des perfectionnements que les fabricants indigènes avaient réalisés, et dès lors on annonça, ce que nous avons vu depuis, qu'ils feraient quelque jour aussi bien que leurs rivaux. Le reste de la métallurgie se signala par des améliorations notables. La coutellerie surtout fut félicitée

et récompensée d'être parvenue à mettre ses produits à la portée des artisans les plus pauvres.

Ainsi, le progrès s'était partout fait sentir, dans la qualité des objets et dans la diminution de leurs prix de vente.

Mais peut-être préférera-t-on à ces détails quelques chiffres d'ensemble qui montrent d'une seule vue l'influence de la politique économique de la Restauration sur la richesse générale. En voici quelques-uns qui serviront en même temps et d'un seul coup à faire apprécier le progrès de notre industrie et celui de notre commerce extérieur durant cette époque.

La France, en 1817, recevait, par son commerce spécial, pour cent quatre-vingt-quatre millions de francs de matières premières et pour cinquante-quatre millions de produits manufacturés de l'étranger. En 1829, la valeur des importations de produits manufacturés était réduite à trente-cinq millions de francs, c'est-à-dire environ d'un quart, et celle des importations des matières premières, destinées à être mises en œuvre par nos fabriques, s'était élevée à quatre cent quatre-vingt-trois millions, c'est-à-dire qu'elle avait quadruplé. Quant à notre commerce, également spécial, d'exportation, sa valeur, durant le même intervalle, s'était élevée de quatre cent soixante-quatre millions de francs à cinq cent quatre. La part des produits de l'industrie dans ce total, enfin, n'était jamais tombée au-dessous de trois cent onze millions <sup>1</sup>.

L'éloquence de ces faits et de ces chiffres nous dispense

<sup>1</sup> Ces chiffres, ainsi que tous ceux qui les précèdent, sont puisés dans les tableaux officiels publiés par l'administration des finances et par celle des douanes.

de toute réflexion ; c'est au lecteur lui-même à en déduire la moralité et les conséquences.

Tel fut, si l'on peut s'exprimer ainsi, le bilan de la politique commerciale de la Restauration. Mais, pour en apprécier toute la valeur, faut-il se borner à l'envisager, comme nous venons de le faire, à la lumière de la statistique ? Ce serait ne pas rendre à cet âge toute la justice qu'il mérite.

L'économie politique se donne par-dessus tout pour une science morale. Elle a raison ; elle l'est, en effet, dans toute la force de la lettre et de l'esprit du mot. Les objets dont elle s'occupe sont essentiellement matériels, à coup sûr ; car, quelles choses tombent plus sous les sens que des denrées, des tissus, etc. ? mais si ces objets sont matériels, l'homme qui les produit ou qui les ouvre est, s'il en fut, sans doute, un être moral. Retracer les progrès accomplis dans la qualité ou dans le bas prix de fabrication de ces choses, ce n'est donc rien, au fond, que retracer les progrès de l'esprit et du travail de l'homme. Les conquêtes de la fortune publique pendant la Restauration, pour être estimées comme elles le méritent, ont besoin, plus qu'à aucune autre époque de notre histoire peut-être, d'être considérées de ce point de vue.

La Restauration fut, par excellence, une époque où le travail, dans toutes les branches de l'activité humaine, reçut, de l'esprit des sages institutions publiques qui régnaient, la plus noble comme la plus féconde impulsion. Les intelligences, durant cet âge, ne s'élancèrent pas uniquement dans la carrière de ce qu'on appelle les affaires. L'agriculture, l'industrie, le commerce obtinrent alors une large part de l'attention publique. On en a vu la preuve dans

ce qu'on vient de lire; mais cette attention n'y fut pas tout entière absorbée. Le même mouvement qui entraînait les esprits à la découverte du mieux, dans l'ordre de la matière, les entraînait en même temps aussi, dans des sphères plus élevées, à la poursuite de la vérité et de la beauté. La liberté, qui féconde tout, excita et bénit le travail de l'homme dans tous les champs qu'il ensemença. Les choses matérielles ne furent pas toutes seules à s'améliorer pendant cet âge. Le progrès économique de la Restauration se confondit dans un progrès général, plus vaste et plus élevé, qui l'inspira et qui l'ennoblit. La religion, durant ce même temps, fut émue de controverses profondes dans lesquelles la polémique ecclésiastique reparut et l'éloquence de la chaire se ranima. La philosophie, sortant du grossier matérialisme où elle avait végété si longtemps, fit revivre les systèmes de tous les âges, les compara et les jugea. Les sciences mathématiques et naturelles continuèrent leurs découvertes. Ce ne furent pas seulement les sciences utiles comme la mécanique, la physique et la chimie industrielle, qui brillèrent alors, mais encore ces sciences si noblement inutiles, éternel honneur de l'esprit humain, l'astronomie, la géologie, l'algèbre transcendante, qui ne servent qu'à perfectionner et à honorer « cet art des arts », comme l'appelle Leibnitz, qui est l'art de penser. L'éloquence politique brilla d'un éclat inconnu. Les discussions parlementaires rappelèrent en éclat les beaux jours de la Constituante; les Chambres portèrent dans la délibération et dans la conduite des affaires une étendue d'expérience et une sûreté de jugement que la Constituante elle-même n'avait pas égalées. L'histoire éleva de grands monuments où la postérité admire des parties dignes de l'antique. La poésie se

soutint dans tous les genres. Dans le genre lyrique, elle atteignit au sublime. Le théâtre fut honnête, sensé et élevé. De brillantes disputes littéraires firent de l'étude des lois éternelles du beau une sorte de passion publique. Tous les arts suivirent ce mouvement. Paris devint encore une fois la capitale incontestée de l'esprit et du goût. Et ainsi, le progrès matériel de la société ne fut ni seul alors, ni sur le premier plan ; il servit comme d'encadrement au reste, et le reste l'épura et l'éleva. Noble caractère de ce temps que l'histoire ne peut ni méconnaître ni oublier, et qui confond le souvenir du progrès économique de la France, de 1814 à 1830, avec le progrès général de sa civilisation.

Arrivée à son apogée et en même temps à la veille de sa chute, la Restauration se signala par un acte suprême qu'il faut, en terminant, rappeler.

Elle fit la conquête d'Alger. Ce que cette conquête avait d'avenir, nous l'avons éprouvé depuis. Les contemporains y saluèrent avec un noble orgueil deux grands résultats : la destruction définitive, au profit de la civilisation maritime tout entière, de la piraterie des Barbaresques, et la première réparation des pertes qu'avaient infligées les traités de 1815 à notre puissance coloniale. C'était, en outre, pour la monarchie qu'avaient ramenée ces traités, une noble manière d'en répudier et d'en atténuer le souvenir.

Pourquoi faut-il que, dans le même moment, un inconcevable vertige l'ait poussée à sa perte !

Journées glorieuses et fatales ! Le temps a fait voir ce qu'elles devaient coûter un jour, et ce qu'il y avait au fond de cette révolution, toute légitime qu'elle fût, de déceptions et de périls. Nous ne pouvons aujourd'hui parler en rien les illusions de nos pères. Elles se sont fanées

feuille à feuille. Ce même gouvernement n'est plus, que la révolution de Juillet pensait pour jamais affermir. Et nous avons appris, par de cruelles épreuves, quelles en étaient la fragilité et la valeur. Mais il est une chose, du moins, que l'histoire ne saurait oublier et qui domine aujourd'hui tous les souvenirs de la Restauration : c'est, entre la double infortune de son origine et de sa chute, la mémoire des bienfaits publics qui, ainsi qu'on vient de le voir, remplirent sa carrière et l'honoreront toujours.

---

## LIVRE IX.

## LA MONARCHIE DE JUILLET.

Dangers intérieurs et extérieurs de la France, le lendemain de la révolution de Juillet. — Lumières et courage du roi Louis-Philippe. — Quels services il rendit. — Ministère de Casimir Périer. — Ce qu'il avait à faire ; ce qu'il fit. — Organisation du nouveau gouvernement. — Rétablissement de l'ordre. — Séparation de la Belgique et de la Hollande : importance de cet événement au point de vue de notre politique commerciale. — Loi sur les grains : constitution définitive de l'échelle mobile ; jugement sur cette loi. — Clauses commerciales de la convention de 1831 avec les États-Unis : leur importance. — Mort de Casimir Périer. — Ministère du 11 octobre. — Enquête de 1834. — Dans quel esprit M. Duchâtel l'avait provoquée. — Quelles mœurs fâcheuses s'y produisirent. — Ses résultats. — Période ministérielle de 1836 à 1840. — Vue générale de la politique commerciale suivie durant cette période. — Lois diverses sur le tarif des houilles : système des zones ; erreurs économiques commises à ce sujet. — Loi de douanes de 1836 : débats des Chambres. — Législation des sucres : rivalité des colonies et de la métropole. — Législation des fils de lin : son histoire, son caractère, ses résultats. — Avènement du ministère du 29 octobre. — Ce qu'était devenue la politique commerciale des autres nations depuis 1830. — Persistance de tous les grands États continentaux, — des États-Unis, — de la Russie, — de l'Autriche, — de la Prusse, — dans le système protecteur. — Politique générale des unions douanières. — Influence de cette politique sur l'opinion et sur le gouvernement de la France. — De l'union dite du Midi. — Des projets d'union douanière avec l'Espagne et avec la Suisse. — Traités avec la Belgique et avec le Piémont. — Leurs motifs. —



Négociations et débats auxquels ils donnèrent lieu. — Discours de M. Gai-  
zot à ce sujet. — Caractère des traités, leurs mérites, leurs défauts et leurs  
résultats. — Débats incidents sur la sanction législative des traités de com-  
merce : opinion de M. le duc de Broglie. — Traités divers de navigation  
conclus par la monarchie de Juillet. — Histoire de la politique commerciale  
de l'Angleterre depuis la Restauration. — Sa situation critique en 1830. —  
Travaux économiques des ministères de lord Grey et de lord Melbourne,  
— Nouveau mouvement de l'opinion libre échangiste en Angleterre. — Or-  
ganisation de la ligue de Manchester : M. Cobden ; ses discours et ceux de  
ses amis. — Enquête commerciale des Communes, en 1840 : caractère et  
enseignements de cette enquête. — Ministère de M. Peel. — Ses antécédents,  
ses lumières, ses premiers actes. — Fermeté et sagesse de sa conduite en  
1842, en 1844 et en 1845. — Il se jette, en 1846, dans le radicalisme écono-  
mique de la ligue de Manchester. — Son discours. — Quelle impression il  
produisit en Angleterre, — et sur le continent. — Ce qu'il faut penser de  
cette vaste révolution. — Espérances, publiquement proclamées, de M. Peel.  
— Mouvement libre échangiste en France. — Folie et violence de ce mou-  
vement. — Grave situation des affaires en 1847. — Projet de loi présenté  
par le gouvernement. — Rapport de la Commission de la Chambre des  
députés. — Résultats de la politique commerciale de la monarchie de Juillet.  
— Révolution de Février : désordre universel des idées et des choses. — Réap-  
parition du libre échange ; à quelle occasion. — Discours de M. Thiers. — Vote  
de l'Assemblée nationale. — Fin de cette histoire. — Conclusion de l'ouvrage.

La révolution de Juillet léguait à la monarchie nouvelle  
qu'elle élevait au trône une tâche également imposante par  
sa difficulté et par sa grandeur.

Cette monarchie, à son origine, se trouvait en face de rien  
moins que d'un bouleversement social à conjurer. La ré-  
publique, en effet, était menaçante ; et tout le monde sait  
quelle anarchie, en France, se cache sous ce beau mot de  
république. Deux fois, depuis soixante ans, nous avons  
vu dans notre pays le pouvoir républicain à l'œuvre : la  
première fois, il a réalisé l'idéal de l'horrible ; la seconde,  
la nation, tout le temps qu'il a duré, a semblé en proie à  
une sorte de démence. C'était l'abîme où la société cou-

rait le risque de tomber quand, en août 1830, Charles X, à Cherbourg, quitta la France.

Un prince survint alors, courageux autant qu'habile, qui se saisit de la couronne. On a souvent, depuis, qualifié sa conduite, dans ces circonstances, du nom d'usurpation. En fait, l'impartiale histoire se doit pour ainsi dire à elle-même de le proclamer bien haut : le roi Louis-Philippe, en 1830, n'usurpa que sur l'anarchie, et quand il s'empara du sceptre, ce sceptre, s'il ne l'eût pris, allait rouler avec la société et avec la liberté dans les profondeurs d'une révolution dont il était impossible de prévoir ni le terme ni l'issue.

Mais il ne suffisait pas d'avoir par ce coup hardi et heureux ravi, pour un moment, sa proie au génie du désordre ; il fallait, et le plus promptement possible, pourvoir, à l'intérieur et au dehors, à des besoins dont l'urgence égalait seule la gravité et l'étendue.

A l'intérieur, il fallait d'abord, sous le feu d'une révolution sociale qui menaçait à chaque instant de faire explosion, réformer la Charte et se livrer ainsi, au milieu des passions déchaînées, à l'œuvre la plus élevée comme la plus délicate que puisse, même dans les meilleurs temps, entreprendre un législateur ; il fallait ensuite, sur les bases du pacte fondamental reconstitué, rendre au pays, ému autant qu'à aucune époque de son histoire, la sécurité, l'ordre et la paix. Au dehors, l'œuvre à accomplir n'était pas moins difficile. A la clarté de la révolution de Juillet, le ciel entier de l'Occident s'était embrasé. Tous les peuples dont les traités de 1815 foulaient aux pieds les souvenirs, les intérêts et les droits, avaient tressailli. La Pologne, qu'on croyait morte, était sortie de sa tombe. La Belgique

avait proclamé son indépendance. L'Italie, frémissante, n'aspirait qu'à se lever pour reconquérir la sienne. Dans des circonstances aussi complexes et aussi périlleuses, le nouveau gouvernement avait besoin, pour ne pas périr, de déployer partout autant de fermeté que de prudence. Il fallait, qu'au dehors comme au dedans, on le vît également résolu et mesuré : résolu pour la défense et le maintien des légitimes conquêtes de la Révolution dont il était sorti, mesuré dans l'étendue de la responsabilité qu'il accepterait des conséquences de cette Révolution.

Le Roi, par son courage brillant et calme, ainsi que par sa longue expérience des hommes et des affaires, mérita certainement de tenir, entre tous les personnages publics que suscita la Révolution, le noble rang que la fortune lui avait assigné; et on peut dire que dans ces dures années de son règne, il ne manqua ni à ce que le rétablissement de l'ordre exigeait de son dévouement au dedans, ni à ce que l'honneur et l'intérêt bien entendu du pays réclamaient de sa fermeté et de sa modération au dehors.

Mais la nature des institutions nouvelles que la France s'était données ne permettait pas, quand même il y eût suffi, que le roi Louis-Philippe fût seul à se dévouer à la vaste tâche qu'il s'agissait alors d'accomplir. Cette tâche même, pour arriver à terme, avait besoin de passer par d'autres mains que les siennes. C'était l'opposition libérale du temps du gouvernement déchu qui avait élevé sur le pavois la royauté de Juillet; c'était aux membres les plus importants de cette opposition à finir leur œuvre, en affermissant cette royauté.

Deux hommes, que la faveur de l'opinion n'avait cessé d'entourer depuis 1815, entreprirent les premiers avec

honneur et courage de suffire à ce mandat de leur parti, qui était en même temps le plus grand besoin des temps, ce furent M. Dupont (de l'Eure) et M. Laffitte. Mais à peine figurèrent-ils au pouvoir. La Révolution dévora le premier en moins de trois mois, le second en moins de cinq. L'un et l'autre ne servirent ainsi qu'à montrer, une fois de plus, ce que fait la popularité de ses idoles.

Il fallait pour faire face à la Révolution un personnage d'une trempe de caractère et d'esprit que cette Révolution, toute profonde qu'elle fût, ne pût faire ployer. Il parut : ce fut Casimir Périer.

La nature lui avait donné les deux grandes vertus avec lesquelles on gouverne les hommes : un esprit droit et une volonté forte. Il jugea très-sainement des bonnes et des mauvaises conséquences de la Révolution, de celles qu'il fallait sauver à tout prix, et de celles, au contraire, qu'il fallait répudier de même. C'était une tâche énergique que celle qui consistait, en 1830, à assurer ce triomphe des principes de la liberté sur les excès de la démagogie. Casimir Périer n'y dura qu'un an ; mais, du moins, il eut cette gloire, que nous avons eu depuis la cruelle occasion d'apprécier tout ce qu'elle vaut, de laisser en mourant l'anarchie refoulée et la liberté vivante.

Il s'agissait d'abord de modifier la Charte. Tant que cette œuvre fondamentale ne serait pas accomplie, aucune politique suivie, dans aucune carrière, ne serait possible ; car le gouvernement même ne serait pas constitué. Les circonstances révolutionnaires au milieu desquelles cette réforme devait s'accomplir la rendaient, comme nous l'avons déjà dit, extrêmement difficile ; ajoutez qu'elles la rendaient également pressante. Il fallait réformer la

Charte en toute hâte, afin que le gouvernement restât dans le grave état d'incertitude, où l'avait mis la Révolution, le moins longtemps possible; et il fallait que cette hâte ne nuisît en rien, s'il se pouvait, à la sagesse des délibérations du pouvoir constituant. Si ce pouvoir en eût été Casimir Périer et M. Thiers qui, dans cette circonstance, révéla pour la première fois à la nation l'orateur qu'elle a si souvent admiré depuis, le miracle se faisait. On veut dire que, suivant ce que Casimir Périer désirait, et ce dont M. Thiers, dans un discours plein d'élévation, de sens et de force, avait démontré l'indispensable nécessité, la pairie eût été déclarée héréditaire. Alors, ce gouvernement idéal des trois pouvoirs, que depuis soixante ans nous poursuivons en France, était réalisé. Les trois formes possibles de tout pouvoir politique, la royauté, l'aristocratie et la démocratie, s'harmonisaient en une, et vraisemblablement si ce noble système eût prévalu, le gouvernement que nous avons vu périr serait encore debout. On sait qu'il n'en fut rien. Ce que l'on devait craindre arriva : l'esprit démocratique domina exclusivement les esprits dans la Chambre de 1831 ; le plus indispensable des ressorts du gouvernement représentatif fut faussé, et la Charte nouvelle établit un soi-disant gouvernement d'équilibre, auquel il ne manqua, pour mériter son nom, que d'être équilibré.

Cependant, telle quelle, la Constitution était rétablie et c'était un grand pas ; car le pire état où puisse rester un peuple, c'est cet état intermédiaire où les institutions anciennes n'existent plus et où les nouvelles, quelles qu'elles soient, n'existent pas encore. La Charte de Juillet n'était pas ce que Casimir Périer eût voulu et ce qu'il eût été né-

cessaire qu'elle fût, pour le bien de la liberté et de la nation ; mais l'avenir pouvait en corriger les erreurs ; et, quant au présent, elle avait, quel que fût son texte, cet inappréciable avantage de fixer l'existence des grands pouvoirs publics, et d'établir ainsi la base d'action du gouvernement nouveau.

La Charte votée, Casimir Périer avait, à l'intérieur, une seconde tâche à remplir, c'était d'établir le gouvernement constitutionnel, dans son indépendance et dans sa sincérité.

Le précédent régime s'était perdu, parce que la royauté avait empiété révolutionnairement sur les droits de la nation ; le nouveau, à peine au monde, menaçait de périr sous les attaques de l'anarchie. Casimir Périer, et c'est le trait le plus rare peut-être de sa conduite, se tint, avec la dernière vigueur, dans un milieu également éloigné de la dépendance du pouvoir royal et de la faiblesse devant le désordre. En cela, il montra également la voie à suivre à tous les ministres qui étaient destinés à venir après lui. Il n'y a pas de gouvernement constitutionnel viable, là où les ministres n'ont pas toute la réalité du pouvoir dont ils ont la responsabilité. L'ingérence prédominante de la royauté dans l'exercice de cette sorte de gouvernement ne peut qu'en entraîner la perte. Casimir Périer fut un ministre constitutionnel dans toute la sincérité du terme : je veux dire qu'il eut, dans la vraie mesure où tout ministre de cet ordre doit l'avoir, l'initiative des actes dont il était responsable. Mais, en même temps, il fut devant le désordre ce que tout homme d'État doit être : imperturbable. Il ne le vit pas entièrement céder : le ministère qui suivit le sien eut encore de violents combats à livrer ;

mais il avait reçu le premier assaut et montré comment on pouvait le soutenir. Nobles exemples, qui, jusqu'au bout suivis, eussent certainement maintenu, malgré les imperfections de la Charte, le gouvernement de 1830.

Mais le dehors, avons-nous vu, au lendemain de la Révolution de Juillet, n'était ni moins alarmant, ni moins embarrassant que le dedans.

La révolution, sur ce nouveau terrain, pouvait périr par excès, ou se déshonorer par faiblesse : Casimir Périer la préserva de ce double malheur.

L'excès eût consisté, comme le voulaient les révolutionnaires, à déclarer que la monarchie de Juillet était solidaire de toutes les insurrections du continent, quelles qu'elles fussent et quelque impossibilité, matérielle même, qu'il y eût pour la France à les aider à triompher. Ainsi se présentait le soulèvement de la noble et malheureuse Pologne. Casimir Périer et le général Sébastiani eurent le courage, quelque violence qu'ils durent faire en cela à leurs propres sentiments, d'opposer la voix de la raison à celle d'une inutile et désastreuse témérité. Mais le déshonneur eût été de laisser périr à nos portes une révolution fille de la nôtre, ou de permettre à l'absolutisme de se dédommager, dans le rayon même de notre intervention possible, des sacrifices que cette révolution avait pu lui coûter. Le cabinet du 13 mars, à son honneur, agit là avec autant de résolution que de mesure.

L'expédition de Bruxelles, complétée plus tard par celle d'Anvers, assura l'indépendance de la Belgique, et porta en même temps aux traités de 1815 le plus grand coup dont la monarchie nouvelle pût les frapper. L'expédition

d'Ancône couronna cette politique. Il n'appartenait pas à la France libérale de Juillet de faire par la voie des armes la propagande révolutionnaire qu'avaient faite autrefois, et encore en manière de représailles et pour le pur besoin de la défense nationale, la Convention et le Comité de salut public. Elle eût donné dans cet abus, en excitant l'Italie à l'insurrection. Mais Casimir Périer agit avec la véritable intelligence de la mesure des devoirs que les circonstances lui imposaient, en se bornant à saisir dans Ancône un gage de la modération de l'Autriche.

Et ainsi sa politique fut au dehors ce qu'elle était au dedans, exempte de faiblesse comme d'exagération. Caractère remarquable, qui fait, de son court et fécond ministère, celle de toutes les époques de la monarchie de Juillet sur laquelle l'histoire s'arrêtera toujours avec le plus de sympathie et d'intérêt.

Quels furent cependant, pour les annales particulières dont nous devons nous borner à développer ici les souvenirs, les résultats de l'administration de Casimir Périer ?

Il en découla déjà deux, et très-importants, des événements généraux que nous venons de rappeler.

La grande ambition de Casimir Périer était de rétablir le plus promptement possible l'ordre intérieur. Cela éclate dans toutes ses mesures et dans tous ses discours. Or, c'était là aussi le premier besoin de la politique commerciale de la France, après les journées de Juillet 1830. Le travail, comme on sait, ne vit rien moins que d'anarchie. En comprimant vigoureusement les émeutes de Paris, de Lyon, de Marseille, de Grenoble, etc., le cabinet du 13 mars rendit au commerce le premier service que celui-ci atten-



dait de lui. Il y eut encore beaucoup à faire en ce genre après ce ministère, car ce ne fut guère que deux ou trois ans plus tard que la nouvelle royauté parut prendre définitivement le dessus sur les factions ; mais Casimir Périer ébaucha fortement l'œuvre, et si la fortune publique ne prit pas de son temps, ce qui était impossible, l'essor qu'un plus tranquille avenir lui devait imprimer, du moins elle fut sauvée dès lors de la ruine, et son salut commençant de paraître assuré, son dépérissement s'arrêta.

Ce fut la première et très-intéressante conséquence que produisit la conduite générale du cabinet du 13 mars, dans l'ordre des intérêts économiques de la nation.

La séparation de la Belgique d'avec la Hollande fut un second résultat de cette conduite, qui ne mérite pas moins d'être rappelé. Il fut évident, dès le jour où cette séparation se consumma, que les belles contrées qui, pendant la Révolution et l'Empire, avaient formé les départements de Jemmapes, de l'Escaut, des Deux-Nèthes, de Sambre-et-Meuse, etc., auraient désormais une tendance inévitable et, politiquement au moins, très-heureuse à lier leurs intérêts industriels et commerciaux avec ceux de la nation dont elles avaient longtemps fait partie. Il n'y aurait jamais eu à songer à faire aucun traité de commerce avec les Pays-Bas tels que les avaient constitués les traités de Vienne ; et d'ailleurs, tant que la Belgique avait dépendu du gouvernement de La Haye, ses intérêts avaient été entraînés, en dehors de l'orbite de la France, dans une sphère d'attraction très-différente de la nôtre. Mais la création d'une Belgique indépendante et jouissant en outre, comme la France de Juillet, de la liberté constitutionnelle, devait nécessairement faire fléchir un jour, sur un des points les

plus intéressants de nos frontières, les principes rigoureux de notre économie commerciale. C'était un nouveau fruit de la politique générale de Casimir Périer, que le temps était destiné à mûrir comme l'autre.

En dehors cependant de ces conséquences de sa conduite générale sur le présent et sur l'avenir de la fortune publique, le ministère auquel Casimir Périer a mérité, à tant de titres, de laisser son nom, trouva encore le moyen de signaler, si court qu'il fût, son passage aux affaires par deux actes directs de politique commerciale, qui, par leur importance, sont dignes l'un et l'autre de toute l'attention de l'histoire.

Le premier de ces actes avait pour but, et il a eu pour effet, de fixer, jusqu'à nos jours du moins, notre législation des blés.

On se rappelle que les Chambres de 1819 et de 1821 avaient, dans deux lois successives, établi fort sagement les principes de cette difficile matière; mais on se rappelle aussi que ces lois, malgré leur mérite, avaient, au moment même de leur adoption, provoqué des réclamations fort légitimes. Elles avaient deux défauts : l'un, d'avoir attribué à certains de nos départements méridionaux des marchés régulateurs mal choisis ; l'autre, d'avoir édicté des prohibitions à l'entrée des blés étrangers. L'opinion, depuis dix ans, n'avait cessé de s'élever contre ces deux erreurs, et leurs conséquences avaient amplement justifié les plaintes de l'opinion. Ainsi, Marseille, par suite du mauvais choix des marchés destinés à régler le prix auquel l'importation des blés exotiques était permise dans sa zone, avait quelquefois, depuis 1822, été condamnée à payer le blé trente francs, sans avoir le droit de recourir à l'étranger, tandis que le vœu de la loi était, qu'au taux de

vingt-quatre francs, l'importation fût universellement permise en France. Ainsi encore, les prohibitions établies par les lois de 1819 et de 1821 avaient créé au commerce des blés des chances ruineuses. Par exemple, si, pendant qu'un négociant, autorisé par la hausse légale du marché français, allait chercher des grains étrangers, une baisse, ou réelle, ou factice, avait lieu sur ce même marché, il se voyait, à son retour, refuser la faculté d'importation. Vainement eût-il offert d'acquitter les droits d'entrée les plus onéreux, la prohibition était inflexible. La loi avait ainsi ce singulier effet d'interdire presque au négociant, au détriment du consommateur lui-même, l'esprit de prévision. Ces défauts et quelques autres encore demandaient d'être corrigés.

M. d'Argout, alors ministre du commerce, apporta, dans ce but, aux Chambres de 1832 un projet de loi qui, non-seulement les faisait disparaître, mais encore qui introduisait dans l'économie du reste de notre législation des grains des changements importants. Ainsi, le ministre, après avoir proposé de remplacer les prohibitions par une échelle de droits gradués et de remanier le système des marchés régulateurs, proposait encore, d'une part, de substituer le prix du pain à celui de l'hectolitre de blé comme type modèle de l'abaissement ou de l'élévation des droits; et, de l'autre, d'abolir, en temps de cherté, la surtaxe perçue sur les arrivages par navires étrangers. La Commission de la Chambre des députés, qui nomma pour son rapporteur M. Charles Dupin, admit les principes généraux du projet ministériel; mais, sur les détails d'exécution, elles'en sépara profondément, et il résulta de là un second projet sur lequel il fallut délibérer concurremment avec le premier.

La discussion s'établit sur ce double terrain, et, après quelques rapides incidents parlementaires, une loi nouvelle, adoptée successivement par les deux Chambres, assit sur des bases, qui durent encore au moment où j'écris, les principes de notre commerce des blés.

L'esprit de cette loi fut très-sage : elle se borna, se tenant dans un milieu également éloigné des extrêmes, à corriger, sans en ébranler les principes, les vices de la législation précédente.

Ainsi d'abord, le système des marchés régulateurs fut maintenu ; mais un meilleur choix de ces marchés fut fait pour les départements du Midi. On substitua, dans leur classe, le marché de Lyon à celui de Fleurance, contre lequel Marseille avec raison, depuis 1821, n'avait cessé de réclamer. En second lieu, les prohibitions, tant à l'entrée des blés étrangers qu'à la sortie des blés indigènes, furent levées et remplacées, la première, par une surtaxe d'un franc cinquante centimes par hectolitre pour chaque franc de baisse dans le prix des blés indigènes, constaté dans les mercuriales des marchés régulateurs, et la seconde, par un droit fixe plus ou moins élevé, suivant la qualité des grains. En outre, la surtaxe sur les importations par navires étrangers en tout temps fut réduite ; et, quand le prix moyen s'élèverait à plus de vingt-huit francs dans les départements de la première classe, et à vingt-six, vingt-quatre et vingt-deux dans ceux des trois autres, elle fut supprimée. Enfin la loi statua que les droits d'entrée et de sortie qu'elle avait fixés n'auraient lieu, le gouvernement se réservant, si les circonstances l'exigeaient, d'en proposer la révision, que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1833.

Telle fut la loi du 15 avril 1832, qui, ainsi que nous

l'avons déjà dit, est encore en vigueur de nos jours; car les Chambres de 1833 l'ont prorogée jusqu'à une révision éventuelle et indéterminée de tarifs, dont le besoin s'est si médiocrement fait sentir, qu'aucun gouvernement depuis ne s'en est occupé.

Est-ce à dire que cette loi soit parfaite, et qu'il n'y ait plus, quoi qu'il arrive, à y toucher?

Une telle conclusion serait aussi mal fondée qu'excessive.

Les marchés régulateurs et les tarifs établis par la loi de 1832 ne sont pas encore les meilleurs possibles; car, bien qu'ils aient corrigé déjà, d'une manière heureuse, pour les besoins de l'alimentation de sept de nos départements du Midi, les vices de la législation antérieure, ces départements, cependant, payent toujours le pain plus cher que le reste de la France; et peut-être, soit en augmentant le nombre des marchés de cette partie du territoire, soit en modifiant les droits qui y règlent l'importation, soit en n'admettant comme élément de la fixation des prix moyens que des blés d'une qualité déterminée, arriverait-on, sans compromettre les intérêts du producteur indigène, à régler d'une manière plus équitable les conditions d'existence d'une partie très-intéressante de la population. En outre, le système tout ingénieux qu'il soit, et il l'est extrêmement, de l'échelle mobile, ne suffit pas à tous les cas. Il n'est applicable que dans les temps ordinaires. Quand la disette s'annonce, il faut au plus vite, et le plus tôt est le meilleur, en revenir à la politique d'expédient de Colbert et de Turgot; et, suspendant l'échelle mobile, prohiber la sortie des denrées alimentaires indigènes, admettre en franchise les blés étrangers, et ne s'occuper

par tous les moyens imaginables, en donnant des primes aux importateurs, en abaissant les prix des transports, en assurant énergiquement la liberté de la spéculation et la sécurité des ventes, ne s'occuper, disons-nous, qu'à mettre le commerce en état de suffire aux besoins de la consommation.

Tels sont les défauts de la loi encore aujourd'hui régnante : l'un, de détail, et, comme on voit, réparable ; l'autre, de principe, mais, comme on voit aussi, qu'il est impossible d'éviter ; car la disette est heureusement un fléau exceptionnel, et le législateur, dans l'impuissance où il est de la prévoir et de la régler, ne peut la traiter aussi que par des voies d'exception.

Mais, cette double réserve faite, que faut-il penser de la législation de 1832 ? Vingt-deux ans d'expérience, à l'éloge des Chambres qui l'ont établie, ont fixé le jugement de tous les hommes éclairés à son égard. Elle est, sans comparaison, la meilleure que nous ayons jamais eue : dans la sphère d'action où il est permis à la prévision du législateur d'atteindre, elle est, à quelques détails près, aussi sage que l'on peut le désirer ; et si elle ne suffit pas au delà de cette sphère, c'est que l'esprit même de l'homme, en dehors de ces limites, est impuissant à s'exercer.

Tel fut le premier des deux actes de politique commerciale proprement dite qui signala le passage aux affaires du ministère du 13 mars : on en voit l'importance.

Le second, dans un ordre d'intérêts tout différent, ne fut pas moins bien conçu. Il consista dans une convention commerciale avec le gouvernement des États-Unis, qui, après beaucoup de vicissitudes, étrangères d'ailleurs à la partie économique de la question, était destinée à avoir

sur le progrès de notre agriculture et de notre industrie une très-heureuse influence.

Le gouvernement des États-Unis, à l'époque du ministère de Casimir Périer, était, depuis plus de vingt ans, en instance auprès de nous pour obtenir le paiement d'une dette très-légitime que nous avions contractée à son profit, lors de la guerre maritime provoquée, en 1806 et en 1807, par les décrets de Berlin et de Milan. Nos corsaires alors, bien que nous ne fussions pas en guerre déclarée avec les États-Unis, avaient, en exécution des lois du blocus, coulé ou brûlé un certain nombre de bâtiments américains qui n'étaient, après tout, coupables que d'avoir fait le commerce avec la Grande-Bretagne. En 1810, la bonne harmonie s'étant, grâce aux excès plus graves encore des Anglais, rétablie entre les États-Unis et Napoléon, ils avaient formé auprès de celui-ci une demande en indemnité des dommages qu'ils avaient éprouvés. L'Empereur, en principe, avait loyalement reconnu la justice de cette demande, mais l'Empire s'était écroulé avant qu'il y eût été fait droit. Le cabinet de Washington, fort de la reconnaissance formelle de la légitimité de sa créance qu'il avait reçue de l'Empereur, s'était adressé, après sa chute, à la Restauration. Mais celle-ci avait élevé des difficultés préjudicielles, avait dit que les pertes éprouvées de son côté, pendant la guerre, par le commerce français, étaient un équivalent de celles qu'avait pu essuyer le commerce américain, et même avait donné clairement à entendre qu'elle ne reconnaissait pas les dettes de l'Empire. Cependant la révolution de Juillet étant arrivée, le gouvernement issu de cette révolution, dans l'incertitude où il était des dispositions de la Sainte-Alliance à son égard, avait tourné ses regards

vers les États-Unis, et tâché de nouer avec eux, sinon une alliance offensive et défensive, au moins les meilleurs rapports possibles. Le gouvernement de Washington avait saisi cette occasion toute naturelle de présenter de nouveau son titre de créance, et, après vérification, de bonne foi, faite des deux parts, de ce qui pouvait être légitimement dû par la France aux États-Unis, le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, agissant pour nous, d'un côté, et l'envoyé américain à Paris pour son pays, de l'autre, le montant de toutes les dettes avait été amiablement liquidé par la reconnaissance d'une somme de vingt-cinq millions à payer par nous aux États-Unis pour solde définitif de leurs réclamations.

Cependant, Casimir Périer avait trouvé là ouverture à une négociation commerciale très-heureuse.

Les Américains se plaignaient, depuis longtemps, de ce que leurs cotons longue soie acquittaient, à leur arrivée dans nos ports, des droits plus élevés que leurs cotons courte soie. Cette différence de tarif, établie en faveur de notre Trésor, lui était médiocrement profitable; elle ne protégeait aucun produit similaire chez nous, enfin, elle se résolvait même en une charge pour nos filateurs, nos tisserands et nos imprimeurs de coton, puisqu'elle enchérissait d'autant le prix de leur matière première. On proposa aux Américains de consentir à ce qu'ils désiraient, si, de leur côté, ce qu'ils accordèrent immédiatement, ils voulaient réduire les droits que, dans l'intérêt également unique de leur Trésor, ils percevaient à l'importation de nos vins. Le marché, des deux parts, était avantageux. Le Trésor respectif des deux puissances, en effet, était seul engagé dans la transaction, et il était facile de prévoir, ce



qui arriva, en effet, que la cotisation des cotons longue soie, en France, et des vins, en Amérique; réparerait promptement, par l'accroissement du nombre des perceptions de droits, le dommage médiocre que pouvait momentanément causer l'abaissement de leur quotité.

En matière de traité de commerce, néanmoins, ce ne sont, comme à la guerre, que les résultats qui font définitivement voir si l'on a bien ou mal opéré.

Casimir Périer ne vit pas le succès de sa négociation. La mort l'emporta moins d'une année ensuite, et ce ne fut même qu'en 1835 que les Chambres, après avoir une première fois et très-malhabilement repoussé le traité principal dont cette clause de commerce était une annexe, l'ayant enfin adopté, on put commencer d'apprécier les résultats de la transaction.

Ils furent très-heureux. Ainsi, en 1835 et en 1836, l'exportation de nos vins de la Gironde, en Amérique, doubla d'importance. Celle de nos autres vins suivit une progression à peu près analogue. Nos eaux-de-vie, bien qu'elles ne fussent pas comprises littéralement dans le traité, en recueillirent indirectement le bénéfice, et les Charentes virent, comme la Gironde, leurs envois aux États-Unis prendre un accroissement considérable. La convention de 1832, enfin, eut un autre effet, également digne d'être rapporté, sur le progrès de nos relations commerciales avec l'Amérique. Cette convention les ayant décidés, en 1833, à adoucir, en faveur de plusieurs de nos industries, les droits de leur tarif, nos soieries, nos draps, nos porcelaines, notre orfèvrerie et notre industrie parisienne, virent

leur débouché du Nouveau-Monde s'agrandir notablement<sup>1</sup>.

Ce fut, du moins, une compensation, au profit de notre commerce, des ravages causés dans l'effectif de marine marchande par le traité de 1822. Le ministère du 13 mars a l'honneur d'avoir, par sa nouvelle convention, amené ce résultat; l'histoire lui en devait acte et compte.

Tel est le contingent de l'administration dont Casimir Périer fut le chef dans les progrès de notre politique commerciale. Si l'on réfléchit que cette administration ne dura qu'une année, et que l'on considère cependant l'importance des mesures par où elle se signala : commencement du retour de la confiance publique, séparation des intérêts commerciaux aussi bien que politiques de la Belgique et de l'Allemagne, constitution presque définitive de notre législation des blés, conclusion, enfin, d'un traité avantageux avec les États-Unis, on reconnaîtra qu'il est peu de gouvernements qui, dans des circonstances aussi difficiles et en aussi peu de temps, aient acquis, pour nous borner même à la nature des matières dont nous retraçons les annales, plus de titres à notre souvenir.

Un ministère nouveau qu'on appela depuis, de la date de son avènement, le ministère du 11 octobre, prit la direction des affaires peu après la mort de Casimir Périer et la conserva, sous la présidence successive du maréchal Soult, du maréchal Mortier et de M. le duc de Broglie jusqu'au 22 février 1836, c'est-à-dire un peu plus de trois ans. Ce ministère, sans parler des services de tout genre qu'il rendit à la nation, fut remarquable par le nombre

<sup>1</sup> Voyez là-dessus la *Statistique de la France*, vol. du *Commerce extérieur*, p. 134-135.

d'hommes distingués qu'il réunit. Tous les personnages politiques importants de l'époque, M. Molé excepté, en firent partie. C'est ainsi qu'on y vit ensemble, outre les présidents du Conseil que nous venons de nommer, M. Thiers, M. Guizot, M. de Rigny, M. Duchâtel, M. d'Argout, M. Humann. Heureuse union que, pour le bien de la monarchie constitutionnelle, il eût été si désirable de voir toujours durer !

Le département du commerce, dans le ministère du 11 octobre, fut tour à tour occupé par M. d'Argout, M. Thiers et M. Duchâtel. Mais ni M. d'Argout, ni M. Thiers alors, ne proposèrent de lois qui, directement ou indirectement, pussent affecter notre politique commerciale, et, par suite, en intéresser l'histoire. Il en fut différemment de M. Duchâtel, qui, dès le lendemain de son arrivée aux affaires, en 1834, provoqua une mesure qui eut un grand retentissement.

Nous voulons parler de l'*enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* que le nouveau ministre ouvrit sous sa présidence, au mois d'octobre de cette année.

Déjà et avançant avec mesure, du reste, les avis de cette enquête, M. Duchâtel, en vertu des lois en vigueur qui l'y autorisaient, avait provisoirement, et sous la réserve de la sanction à intervenir des Chambres, levé certaines prohibitions. M. Duchâtel avait eu raison, au moins pour plusieurs. Ainsi, il avait sagement fait disparaître de notre tarif la prohibition des produits de l'horlogerie étrangère, prohibition qui, de notoriété publique, ne faisait que favoriser, au détriment du Trésor, les faciles spéculations de la contrebande. Ainsi encore, il avait levé et remplacé

par des droits l'interdiction à l'entrée en France des vêtements d'étoffes prohibées. Cette interdiction était excessive, elle défendait médiocrement l'industrie indigène, et elle nuisait au Trésor, qui trouvait dans l'établissement de droits sur ces objets, au contraire, une source très-légitime de revenus. Ainsi, enfin, des droits avaient également remplacé la prohibition à l'entrée de certaines fontes. L'enquête de 1828 avait fait connaître, à cet égard, les besoins très-réels de nos mouleurs et de nos constructeurs de machines, et il était légitime, sans affecter l'existence de nos hauts fourneaux, de pourvoir à des nécessités auxquelles ils étaient reconnus, dans une certaine mesure, impuissants à suffire.

Mais, nous le répétons, ces modifications de tarifs, même celles dont l'utilité n'était point contestable, avaient besoin, pour devenir définitives, d'être converties en lois par les Chambres. M. Duchâtel, tout en se disposant à demander cette indispensable sanction, pensa qu'il serait opportun de présenter en même temps, au Parlement, un projet général dans lequel toutes les prohibitions, susceptibles d'être levées sans danger pour l'industrie, seraient remplacées par des droits. Il estimait que la disparition de notre code de douanes de la plupart de ces prohibitions aurait pour effet de décourager la contrebande, de procurer à l'industrie des facilités nouvelles, et d'étendre peut-être, au dehors, les débouchés de notre commerce. Cependant, le ministre voulait agir avec toute la circonspection imaginable et ne se décider qu'en pleine connaissance de cause. Dans ce but, il ne vit rien de mieux, et, en principe, il avait incontestablement raison, que de provoquer, comme nous l'avons dit, sous sa propre présidence,

une enquête, à l'effet d'éclaircir les points douteux de la question à résoudre.

Un Conseil supérieur du commerce, composé, pour cette circonstance, de vingt-six membres pris parmi ce que les Chambres, le Conseil d'État, la banque, l'agriculture, l'industrie et le haut commerce comptaient d'hommes publiquement désignés par leurs lumières au choix du ministre, fut institué par lui, à l'effet de diriger l'enquête et d'en recueillir les avis. M. Duchâtel adressa, en même temps, une circulaire aux membres des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures de tout le royaume, dans laquelle il leur expliqua très-clairement l'esprit et l'objet de sa mesure.

« Les faits, dit-il, sont, en matière commerciale, la base  
« de toute détermination sage et prudente. Ils montrent  
« dans quelles limites et avec quels ménagements l'appli-  
« cation des principes est praticable... Le remplacement  
« des prohibitions par des droits est un des vœux les plus  
« fréquemment adressés au gouvernement; il a été exprimé  
« dans les rapports des Commissions du budget. Déjà, par  
« une récente ordonnance, le gouvernement a pu lever  
« diverses prohibitions; mais il en reste un certain nom-  
« bre sur lesquelles il convient que les Chambres puissent  
« se former une opinion positive et approfondie... Le pro-  
« jet d'enquête ne doit alarmer aucun intérêt. Je n'ai pas  
« besoin de dire qu'il n'entre dans les intentions de per-  
« sonne, et surtout du gouvernement, de porter, par de  
« brusques changements, la perturbation dans les intérêts  
« matériels. Ce que le pays demande au gouvernement,  
« ce que le gouvernement désire comme le pays, ce sont  
« des améliorations progressives et calculées avec prudence.

« dence, qui n'imposent à aucun intérêt de sacrifices violents, mais qui les placent tous dans des conditions meilleures, de façon que chacun trouve sa prospérité particulière dans la prospérité générale... » Enfin, M. Duchâtel annonça que les sujets sur lesquels le gouvernement pensait qu'il était nécessaire que l'enquête portât principalement étaient les verreries, les poteries et le plaqué, d'une part, et, de l'autre, les tissus de laine et de coton, et que c'était sur ces objets surtout que les témoins qui se présenteraient seraient entendus.

L'enquête aussitôt commença, tant par voie de correspondance de la part de toutes les Chambres de commerce, que par voie de déposition orale de la part des délégués des industries intéressées, qui se présentèrent et qui furent interrogés et écoutés avec le plus grand soin, au nombre de plus de quatre-vingts.

M. Duchâtel, assurément, avait en tout cela procédé avec infiniment de franchise, et son appel eût mérité d'être entendu dans le même esprit où il avait été fait.

Il n'en fut pas malheureusement ainsi.

L'enquête, tant écrite qu'orale, au lieu de fournir les lumières qu'on était en droit d'en attendre, servit, aux intérêts privés, d'un champ de bataille où ils s'entre-choquèrent, sous les yeux de la Commission, et sans qu'elle en pût tirer presque aucun enseignement solide, avec une violence extrême. Quelques dépositions, mais en petit nombre, mises à part, qui se recommandèrent par une vue élevée de l'intérêt général, le reste se passa en récriminations de ville à ville, d'industrie à industrie, de commerce à commerce, d'une âpreté de sentiments et de langage qui durent sincèrement affliger la Commission qui en fut

témoin. L'historien, du moins, en présence des trois gros volumes pleins de passion qu'a fournis cette enquête, ne peut que déplorer qu'elle n'ait servi qu'à un tel usage.

En vérité, il s'agissait bien de savoir ce qui convenait à Marseille toute seule, ou à Lille toute seule, ou à Bordeaux, ou à Sedan, ou à Roubaix, ou à Rouen, ou au Havre, ou à Mulhouse ! Il s'agissait de savoir ce qu'il était expédient de faire dans l'intérêt commun de la France prise ensemble, et non pas apparemment de telle ou telle de ses villes, de telle ou telle de ses industries, envisagée abstraction faite de toutes les autres. La belle nouvelle, le beau renseignement à apporter au gouvernement que Bordeaux a l'extrême désir de vendre le plus de vin, Mulhouse, le plus de cotonnades, Lyon, le plus de soieries, nos forges, le plus de fers, etc., que possible ! Voilà pourtant, nous le répétons, à quelques exceptions près, d'autant plus honorables qu'elles furent plus rares, les résultats saillants de l'enquête : chaque ville s'occupa d'elle, rien que d'elle, ne paraissant pas se douter qu'il ne s'agissait pas d'elle cependant, mais de la nation.

Cette prédominance de l'intérêt privé sur l'intérêt national, qui restera le caractère distinctif <sup>1</sup> de l'enquête de 1834, n'était, du reste, rien moins qu'une exception dans les mœurs du temps. Dès l'époque où nous voilà parvenus, l'esprit public, en France, inclinait visiblement, de la manière la plus alarmante, à l'égoïsme. Les délibérations des

<sup>1</sup> Cela n'empêche pas cette *enquête*, nous le répétons encore, de contenir quelques avis et dépositions qui échappent, à tous égards, à la censure que nous faisons de l'ensemble. On peut donc trouver, malgré tout, des renseignements utiles dans les trois volumes qui la composent; mais il faut les lire avec beaucoup de précaution.

Chambres commençaient à s'empreindre de plus en plus de ce triste caractère. Le gouvernement apportait vainement des projets de loi, conçus dans une intention de bien général, les « intérêts de clocher », pour rappeler le mot dont l'opinion les avaient justement flétris, tiraient chacun ces projets à soi. Il n'y avait si mince hameau qui ne se crût quelque chose d'infiniment plus digne de l'attention publique que toute la France, et les représentants de ces hameaux n'étaient pas rares qui trouvaient tout simple de parler de haut aux ministres des « volontés de leurs commettants. »

Mortels symptômes qui ne présageaient que trop la décomposition de la société et du pouvoir, et avec elle la chute du gouvernement parlementaire.

Ainsi, au lieu de la lumière que le ministère du 11 octobre avait cherchée dans l'enquête, il n'en sortit qu'une explosion de passions. Cela même alla si loin, les manifestes échangés de ville à ville, de commerce à commerce, d'industrie à industrie, prirent un caractère si violent, que l'anxiété, tant que la Commission siégea, c'est-à-dire le reste de l'année environ, fut générale dans le monde des affaires. Beaucoup de Chambres de commerce accusèrent le gouvernement de semer l'inquiétude, en prolongeant ses interrogatoires, et la fin en fut presque saluée comme une délivrance !

Passons : à quoi bon élever le jugement de l'histoire ? et puis sur quel piédestal s'élèverait-elle pour qualifier ces tristes souvenirs ? Hélas ! elle ne parlerait aujourd'hui que sur des ruines.

L'enquête de 1834 fut le seul acte de politique commerciale qui signala la présence aux affaires, du ministère



du 11 octobre. Une année environ plus tard, avant d'avoir encore été en mesure de faire adopter, par les Chambres, la loi dont il avait besoin pour couvrir la légalité des ordonnances de douanes qu'il avait provisoirement fait signer au roi, il fut obligé de se dissoudre.

A sa chute, une période ministérielle, si l'on peut ainsi dire, s'ouvrit dans l'histoire générale de la monarchie de Juillet, période où, pendant environ quatre années, du commencement de 1836 au dernier trimestre de 1840, six cabinets se succédèrent à peu de distance l'un de l'autre. Ce furent : en 1836, ceux du 22 février et du 6 septembre ; en 1837, celui du 15 avril ; en 1839, ceux du 31 mars et du 12 mai ; en 1840, enfin, celui du 1<sup>er</sup> mars, qui ne dura que jusqu'au 29 octobre de la même année. M. Thiers, M. Molé, M. de Montebello, le maréchal Soult, M. Thiers enfin, une seconde fois, occupèrent tour à tour, pendant cet intervalle, le ministère des affaires étrangères ; le département du commerce passa successivement aux mains de M. Passy, de M. Martin (du Nord), de M. de Gasparin, de M. Cunin-Gridaine et de M. Guvlin.

Dans cette grande et fâcheuse mobilité du pouvoir, que devinrent les destinées de notre politique commerciale ? Le dieu de l'esprit de suite s'en chargea secrètement, sans doute ; car, au lieu, comme il aurait bien pu arriver, de ressentir de graves atteintes de ces incessantes révolutions ministérielles, elles continuèrent, au contraire, de se maintenir, en général, dans des voies favorables au progrès de la fortune publique.

Il n'y eut guère à cette sage conduite qu'une exception, dont, pour ne pas briser la suite de notre récit, nous commencerons par rapporter à part l'esprit et les effets.

Cette exception eut lieu au détriment d'une production très-importante, celle de la houille.

Il y avait longtemps déjà que les houilles étrangères étaient imposées à leur entrée en France. Colbert, qui semble avoir deviné l'avenir du « charbon de pierre », comme on l'appelait de son temps, avait, dans son tarif de 1664, mis des droits d'une certaine importance à son importation. Il voulait par là protéger les exploitations naissantes du bassin de la Loire. Après lui, sous l'ancienne monarchie, la législation avait souvent varié ; mais, en général, il faut le dire, ces variations n'avaient généralement eu pour but que de satisfaire aux exigences toujours croissantes de la fiscalité. La Révolution et l'Empire n'avaient guère connu, comme on sait, que le régime pur et simple de la prohibition, vis-à-vis de l'Angleterre ; et quant à la Belgique, sa réunion à la France avait dispensé, sur ce point, comme sur tous les autres, ce qui était bien commode, de toute législation de douanes. La Restauration était venue. La matière était neuve : dans l'inexpérience où l'on était des nécessités de sa réglementation, on s'était borné alors à frapper uniformément l'entrée de la houille étrangère sur notre territoire, sans distinction de provenance, de un franc par quintal métrique. Mais l'expérience avait fini par apprendre que l'uniformité de ce droit n'était ni équitable ni habile. La production indigène de la houille, en France, est soumise, suivant les lieux de ses établissements, à des chances très-diverses de la part de la concurrence étrangère. Ainsi, toutes nos côtes de la Manche et de l'Océan, de Brest à Bordeaux, sont exposées, de la part de l'Angleterre, à un débordement d'importation, qui, par le moyen de la navigation de la Loire et de la Seine, parviendrait,

si on la laissait faire, à approvisionner, aux dépens des plus intéressantes de nos houillères, la plus grande partie de la France. Nos frontières de l'Est et du Nord redoutent, par les mêmes raisons, la concurrence de la Prusse et de la Belgique. De Bordeaux à Bayonne, au contraire, la nature de la concurrence étrangère et l'importance de son danger pour la production indigène ne sont plus les mêmes. Enfin, nos houillères du Gard sont protégées naturellement déjà dans les ports de la Méditerranée, contre les importations anglaises ou espagnoles, par une différence à leur avantage de frais de transport qui rend inutile l'adoption, en leur faveur, d'un tarif aussi élevé que celui qui est nécessaire à l'Ouest, à l'Est et au Nord.

M. Duchâtel avait reconnu, en 1835, la nécessité d'adopter une législation plus en harmonie avec la diversité des besoins qu'il était utile de satisfaire, et une ordonnance royale, rendue sur sa proposition, avait abaissé de un franc à trente centimes le droit d'importation des houilles étrangères, des Sables-d'Olonne à Bayonne et sur le littoral de la Méditerranée. Ainsi avait commencé ce qu'on a appelé depuis le système des zones. M. Passy, ensuite, dans sa loi du 2 juillet 1836, distingua les importations faites par navires français et par navires étrangers, et réduisit à cinquante centimes, en faveur des premiers, le droit à percevoir, des Sables-d'Olonne à Dunkerque. Le ministère du 15 avril modifia encore la législation, en 1837. Il réduisit à cinquante centimes le droit exigible sur toute la frontière de terre et de mer, depuis les Sables-d'Olonne jusqu'à Baisieux, et à quinze centimes le droit exigible par la frontière de terre depuis Baisieux. Une loi enfin intervint, en 1841, qui reproduisit les dispositions de

l'ordonnance de 1837, et qui réduisit encore de quinze à dix centimes le droit sur les houilles entrant par la Meuse et par le département de la Moselle. Les frontières et les tarifs d'importation furent ainsi partagés en deux classes et en cinq zones. Les droits furent de cinquante et de trente centimes par cent kilogrammes pour les houilles importées par mer, suivant qu'elles entrèrent des Sables-d'Olonne à Dunkerque, ou par tous autres points du littoral; et de cinquante, dix et quinze centimes pour les houilles importées par terre, suivant qu'elles furent introduites, de la mer à Halluin exclusivement, par la Meuse et le département de la Moselle, ou par tous autres points de la frontière de terre. Ce fut le dernier remaniement du tarif jusqu'à la fin de la monarchie<sup>1</sup>.

On peut dire de cette législation, comme de tant d'autres œuvres humaines, qu'elle avait de bonnes parties, de médiocres et de mauvaises.

Ce qu'elle eut de bon fut, par les motifs historiques et géographiques que nous avons rappelés tout à l'heure, la division en classes et en zones des frontières et des tarifs d'importation. Ce qu'elle eut de médiocre et même d'inutile, ce fut la distinction des navires importateurs en nationaux ou étrangers. A quoi pouvait servir cette distinction, en présence de notre traité de 1826 avec la Grande-Bretagne? Ce qu'elle eut de mauvais, ce fut l'abaissement successif et prématuré des droits. Ce qui résulta de cet abaissement, en effet, fut fâcheux. Sous le régime des tarifs de 1835, la production indigène était de vingt-

<sup>1</sup> Le tarif des houilles a encore été abaissé depuis, par décret du 6 janvier 1853.

cinq millions de quintaux métriques, et l'importation seulement de sept à huit millions ; en 1846, la production indigène, profitant de ce qui lui restait de protection, s'éleva à près de quarante-cinq millions de quintaux ; mais l'importation, s'accroissant d'une manière bien plus considérable, s'éleva à près de vingt-deux, c'est-à-dire que, grâce à la législation nouvelle, elle tripla, tandis que la production indigène fit moins que doubler, c'est-à-dire encore, qu'au lieu de fournir seulement au tiers de la consommation, les importations étrangères en alimentèrent environ la moitié : progression d'autant plus remarquable que les besoins de cette consommation en même temps doublèrent.

Des motifs de plusieurs genres, dont on trouve la trace très-nettement accusée dans les discussions des Chambres, déterminèrent l'adoption des réductions successives de tarifs, que consacra la loi de 1841 ; mais deux de ces motifs surtout, qu'il convient de mentionner, dominèrent les esprits et décidèrent leur résolution.

Le premier fut purement politique.

On eut en vue d'étendre, au profit des intérêts généraux du gouvernement, nos relations commerciales avec la Belgique et avec l'Angleterre. Nous aurons occasion plus loin de faire connaître, par la simple continuation de l'exposé des faits, ce qu'il y avait, en ce qui concerne la Belgique, de sage à la fois et d'excessif dans cette vue ; ici, nous nous bornerons, en thèse générale, à dire que le premier des intérêts politiques d'un pays aussi essentiellement et aussi universellement producteur que la France, c'est le développement de sa production, parce que ce développement est lié, à tous les degrés, à celui même de sa puissance publique. Quant à l'Angleterre, la conces-

sion que lui a faite la loi de 1841 nous a-t-elle rapporté, en avantage politique, ce qu'elle nous a coûté en sacrifice commercial? C'est ce qui est extrêmement douteux. Lors même que nous eussions maintenu, envers les Anglais, nos tarifs de 1835, les réformes qu'ils ont cru devoir accomplir depuis dans leur législation économique auraient-elles eu moins cours, et les événements généraux n'eussent-ils pas fini par rendre l'alliance des deux gouvernements tout aussi intime?

Un second motif fut encore et très-fréquemment mis en avant, dans les discussions des Chambres de 1836 à 1841, en faveur de la réduction du tarif des houilles, ce fut un motif de l'ordre économique.

Plusieurs prétendirent que la houille étant, comme on dit « le pain de l'industrie », on ne pouvait, dans l'intérêt même du développement industriel de la nation, se procurer ce pain à trop bon marché. Et ce qu'il y eut de singulier, c'est que cette maxime se trouva volontiers dans la bouche, non pas seulement des partisans du libre échange, mais de manufacturiers même dont l'industrie se trouvait protégée par les droits les plus considérables, quand ce n'était par la prohibition.

Cependant, il faut et s'entendre et choisir. L'exploitation des mines est une industrie, sans doute, tout comme celle des cotons, des draps, des fers, etc.; c'est, en outre, une industrie qui a d'autant plus besoin d'être protégée qu'il faut, pour l'exercer avec fruit, y engager des capitaux plus considérables. Il faut des sommes et un crédit immenses pour creuser des puits de mines et les mettre en rapport. Mais si une telle industrie ne mérite pas de protection, quelle industrie en méritera? La raison que toutes les autres

industries ont besoin de celle-là a-t-elle aucune valeur? Les tisserands de toile et de coton, les fabricants de draps, ont besoin de la filature du lin, du coton et de la laine, est-on d'avis de supprimer la protection qui défend ces filatures? Alors il faut cesser aussi de protéger le tissage. L'école du *laissez faire* et du *laissez passer* est au moins conséquente dans son utopie, quand elle assure qu'il est abominable de protéger aucune industrie; mais que penser de la portée de vue de producteurs qui disent : La protection qui est indispensable, qui est sacrée pour moi, honni soit qui y touche! n'a point de raison d'être pour mon voisin? C'est pourtant ce qu'on vit et ce qu'on entendit, sous la monarchie de Juillet, lors des délibérations successives auxquelles fut soumis le tarif des houilles. Nouvel et triste symptôme de la prévalence inintelligente autant qu'égoïste de l'intérêt privé sur le souci du bien public qui caractérisa et qui perdit ce temps.

A part ces discordes fâcheuses néanmoins et l'erreur de législation qu'elles contribuèrent à causer, au détriment d'une industrie importante, la période ministérielle qui remplit, de 1836 à 1840, l'intervalle compris entre la retraite du cabinet du 11 octobre et celle du cabinet du 1<sup>er</sup> mars, fut, ainsi que nous l'avons dit, favorable au maintien des saines doctrines économiques. De nombreuses discussions parlementaires et plusieurs lois affectant, à divers titres, le régime de notre politique commerciale, se produisirent durant cette période; mais les unes ne servirent guère qu'à mettre publiquement en relief la justesse des principes et la fécondité des résultats de cette politique; et les autres, ou bien en modifièrent certains détails sans en altérer en rien l'esprit, ou bien même ne firent qu'en

affirmer plus énergiquement encore les maximes et les tendances.

M. Duchâtel, quelques jours avant la retraite du ministère du 11 octobre, avait présenté un projet de loi, dans lequel, justement soucieux de l'anxiété commerciale qu'avait produite l'enquête de 1834, il s'était borné à demander la sanction législative des modifications de tarifs qu'il avait provisoirement fait décréter par ordonnances royales. Peu après, son successeur, M. Pasay, joignit un second projet de peu d'importance à ce premier. Il s'agissait de remanier en divers sens différents droits d'entrée sur le cuivre, le salpêtre, les machines, les chevaux, les cuirs et quelques autres objets. Ces deux lois furent adoptées à de grandes majorités et avec pleine raison par les Chambres. Elles introduisaient dans notre code de douanes des améliorations utiles à l'industrie, au commerce et au Trésor, et elle ne blessaient aucun intérêt général. Ce serait tout ce que l'histoire aurait à en dire, si elles n'avaient été, par occasion, le sujet de discussions très-prolongées sur la valeur de notre régime économique en général, dont, bien qu'elles aient été plus vives que neuves, il faut, en passant, dire un mot.

Le rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi de M. Duchâtel avait, tout en concluant, au nom de ses collègues, en faveur du maintien du régime établi, fait précéder son rapport d'une longue préface, visiblement empreinte de l'esprit du libre échange et dans laquelle, entre autres maximes singulières, il avait affirmé que l'objet essentiel des douanes n'était que de créer un revenu à l'État. En soi, cette préface, étant l'œuvre purement personnelle du rapporteur, n'était d'aucune consé-



quence pour le texte de loi ; mais les esprits et les intérêts s'émurent, et il fallut que le ministère et quelques orateurs de la majorité vinssent, pour rassurer l'opinion, affirmer contradictoirement les vrais principes de la matière,

A quelque chose, ainsi, le paradoxe fut bon.

Il valut à la Chambre un vaste discours de M. Thiers, alors président du Conseil, où cette parole souverainement lucide répandit sur ces arides débats autant de charme que de lumière. Divers orateurs se firent écouter, dans le même sens encore, avec un vif intérêt. M. Passy parla, au nom du gouvernement, le langage d'un économiste homme d'affaires, très-méprisant des utopies et très-soucieux de l'observation des faits. M. Charles Dupin s'éleva avec vigueur contre les étranges théories du rapporteur de la Commission, et il les confondit par une histoire rapide du régime protecteur, remarquable par l'exactitude des assertions et par l'élévation des vues.

Mais M. Jaubert et M. Dupin aîné, alors président de la Chambre, se distinguèrent entre tous par l'énergie avec laquelle ils prirent la défense de nos traditions nationales,

M. Jaubert faisant judicieusement remarquer que les libres échangistes n'étaient rien que des radicaux : « Ce  
« sont de part et d'autre, dit-il, mêmes théories hasar-  
« deuses, même despotisme de prétendus principes, même  
« esprit cosmopolite qui, d'un côté, considère tout révolu-  
« tionnaire comme un frère; qui, de l'autre, n'hésite pas  
« à sacrifier des compatriotes à quiconque produit à meil-  
« leur marché, fût-il au bout du monde : de part et d'au-  
« tre, mêmes appels aux passions, mêmes soins d'ameuter  
« les classes de la société les unes contre les autres, même

« haine des supériorités inhérentes à toute société... D'une  
« part, ce sont les aristocrates que l'on attaque ; de l'autre,  
« les grands industriels : et les uns et les autres excitent  
« la même jalousie. D'une part, c'est le laissez faire l'effe-  
« rescence populaire ; d'autre part, c'est le laissez passer  
« la réforme commerciale... Et ainsi, on nous laisse entre-  
« voir dans l'avenir la liberté commerciale absolue, à peu  
« près comme, dans le premier ordre d'idées dont j'ai parlé  
« tout à l'heure, on laisse apercevoir la république. » Pa-  
roles tristement prophétiques ! les prévisions de l'orateur  
n'ont été que trop vérifiées par l'avenir : ne les avons-nous  
pas tous vues à l'œuvre, ces saturnales, qu'il redoutait, du  
radicalisme et de l'envie !

M. Dupin aîné, enfin, s'exprima non moins fortement  
dans le même sens. Ayant à haranguer le roi, le 1<sup>er</sup> mai,  
à l'occasion de sa fête, il lui dit : « Les utopistes, quels  
« qu'ils soient, doivent comprendre nettement que le pays  
« ne veut, ni se laisser imposer par le tumulte et les cla-  
« meurs de la place publique, ni s'abandonner à cet es-  
« prit de système qui brave la puissance des faits, et qui,  
« sous le mysticisme calculé d'obscures théories, couvre  
« souvent de funestes doctrines et nourrit de fatales pen-  
« sées. »

Grâce à Dieu, comme on voit, les rêveries qui nous  
avaient jadis valu le traité de 1786 offraient alors de mé-  
diocres périls : le grand jour de la liberté politique les  
couvrait de confusion, rien qu'en les éclairant.

Mais bientôt une nouvelle et vaste carrière s'ouvrit où  
les principes de notre régime économique furent mis à une  
plus rude épreuve et dont, après bien des vicissitudes, ils  
finirent, au grand bien de la fortune publique, par sortir

encore une fois intacts. Nous voulons parler des longues discussions parlementaires qui s'ouvrirent en 1837 et qui ne furent définitivement closes, au delà des limites de la période qui en ce moment nous occupe, qu'en 1843, sur le sujet de la législation des sucres.

On se rappelle en quel état nous avons, lors de l'enquête de 1828, laissé la production du sucre tant indigène que colonial. Cette double production se développait alors, à l'abri de la surtaxe qui la protégeait contre l'importation étrangère, d'une manière égale et fructueuse. Mais bientôt un schisme dangereux n'avait pas tardé à se déclarer entre les producteurs des colonies et ceux de la métropole ; et ce schisme était devenu tel, en 1837, qu'il était indispensable d'y remédier par une loi.

Les causes de cette division sont dans l'histoire des législations comparées qui avaient jusque-là réglé l'industrie du sucre colonial et celle du sucre indigène.

Le décret de 1812 avait, on s'en souvient, affranchi de tout impôt la production et la circulation du sucre indigène. Cette immunité de taxes lui avait été conservée jusqu'alors. En 1828, nous l'avons raconté déjà, M. d'Argout, rapporteur de la Commission d'enquête, avait bien fait pressentir qu'un jour viendrait où elle devrait cesser et où les fabricants de sucre indigène seraient imposés, comme tous les autres producteurs nationaux ; mais il s'était appliqué en même temps à rassurer les industriels, en leur déclarant que ce changement de la législation n'aurait lieu, en tout cas, que peu à peu et dans un avenir indéterminé. Plus tard, en 1831, M. Humann, rapporteur du budget, avait, au nom des besoins du Trésor, demandé la création de cet impôt ; mais sa motion était restée sans

écho. L'année suivante, M. d'Argout, alors ministre du commerce, avait, en partie, sous la pression des mêmes besoins, proposé de mettre un faible droit de cinq pour cent sur la consommation du sucre indigène; mais la Commission de la Chambre avait, par l'organe de son rapporteur, M. Passy, rejeté à l'unanimité la proposition comme prématurée et inopportune. En 1836, enfin, le projet d'impôt avait encore reparu dans le budget, et les Chambres l'avaient encore repoussé.

Quelle était cependant, vis-à-vis du Trésor, la situation du producteur des colonies? Elle était très-différente.

La loi du 28 avril 1816 avait frappé ses sucres d'un droit fiscal d'importation qui n'était pas moindre, tout compris, de quarante-neuf francs et cinquante centimes par cent kilogrammes. Il était résulté de là, au profit du producteur de sucre indigène, une situation exceptionnellement protectrice dont on apprécie toute l'importance. Non-seulement il bénéficiait, ainsi que le producteur des colonies, de la surtaxe dont étaient frappés les sucres étrangers, surtaxe qui, à l'origine, en 1816, n'avait été que de vingt-sept francs et qui, en 1833, avait été portée à quarante; mais il avait encore sur son rival d'outre-mer, français comme lui cependant, cet avantage énorme d'être exempt d'un impôt qui s'élevait pour celui-ci à un taux à peu près égal à la valeur du produit sur le lieu de la production.

A l'abri cependant de cette protection d'exception qu'était-il arrivé?

C'est ici que l'école du libre échange serait fort embarrassée d'expliquer ses doctrines. Assurément, si le régime protecteur est un régime de *serre chaude*, comme dit cette école, qui étouffe toutes les plantes qu'on lui confie, le sucre

indigène aurait dû périr sous le poids des prohibitions qui le couvraient. Mais il faut croire que le libre échange est une utopie parfaite, car, bien loin de dépérir sous la législation énormément protectrice où Napoléon l'avait placée, et où la Restauration tout entière et le gouvernement de Juillet, pendant les six premières années de son existence, l'avaient maintenue, la production du sucre de betteraves avait pris un tel développement que, chose merveilleuse ! et qui, sans doute, eût fait sourire bien des gens en 1810, si on la leur avait prédite, elle en était venue à créer sur les marchés de la métropole une concurrence mortelle aux importations des colonies ! En effet, le nombre des fabriques de sucre de betteraves s'était élevé, depuis 1828, de quatre-vingt-dix à quatre cents, et l'importance de ses produits de quatre à trente-cinq millions de kilogrammes !

Les colonies souffraient extrêmement et injustement de cet état de choses ; car, le marché métropolitain leur était enlevé par la concurrence d'un rival qui avait certainement autant de droit qu'elles, et elles ne le contestaient pas, à être protégé contre l'importation étrangère, mais qui certainement n'avait aucun droit à continuer de jouir, à leur détriment, d'une immunité de taxe dont ses progrès attestaient, de reste, qu'il n'avait plus besoin. La navigation et le Trésor, de leur côté, joignirent leurs plaintes à celles des colons, si bien qu'en 1837, les Chambres, après de longs débats sur le meilleur système à suivre en la matière, dans le détail desquels il serait sans intérêt d'entrer, adoptèrent une loi en vertu de laquelle le sucre indigène fut frappé d'un impôt de dix francs qui dut s'élever à quinze, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1839.

Cependant qu'arriva-t-il ? Le robuste adversaire des co-

lonies auquel la *serre chaude* de la protection avait formé cependant une constitution, à ce qu'il paraît, très-vigoureuse, n'avait pas paru s'apercevoir de l'impôt. Ayant encore trente et quarante francs environ d'avantage sur son concurrent, il avait continué à prospérer au détriment de celui-ci, qui avait fini par s'exaspérer, à ce point de demander purement et simplement sa suppression. Mais c'était le cabinet du 1<sup>er</sup> mars qui alors était aux affaires. M. Thiers s'expliqua énergiquement à cet égard ; il fit rougir ceux qui demandaient la mort d'une industrie qui n'était coupable que d'enrichir la nation, et il se borna à proposer une loi qui éleva de quinze à vingt-cinq francs l'impôt sur le sucre indigène.

Celui-ci, avait sans doute, comme disait pittoresquement alors le général Bugeaud, la « monomanie de vivre », car cette aggravation d'impôt, loin de diminuer sa production, sembla, par une sorte de paradoxe, lui donner un nouvel élan. Elle n'avait été dans un moment de crise, en 1839, que de vingt-deux millions de kilogrammes, elle s'éleva, en 1842, à trente-quatre.

Les colonies, furieuses, en revinrent plus que jamais à leur proposition de suppression pure et simple des fabriques à sucre de la métropole. C'était le cri de la souffrance et de la passion ; il ne méritait guère d'être accueilli. Cependant, le ministère du 29 octobre, assailli de réclamations, et pour décharger sa responsabilité sans doute, apporta, en 1843, aux Chambres un projet de loi, portant, comme le désiraient les colonies, suppression de l'industrie du sucre indigène, moyennant une indemnité de quarante millions à distribuer entre les propriétaires de fabriques. Mais les Chambres repoussèrent avec patriotisme et sagesse ce pro-

jet, qui au fond n'avait été déposé par le gouvernement que pour mettre la nation en mesure de juger en dernier ressort le vœu violent des colonies, et une loi équitable et prudente trancha, en conservant également la production coloniale et la production indigène, le débat qui les divisait. Cette loi, que M. Duvergier de Hauranne avait déjà, en 1840, proposée par amendement, consista à niveler les conditions d'existence des deux sucres, en élevant progressivement, dans une période de quatre années, les droits actuels perçus sur le sucre indigène au taux de ceux acquittés par le sucre colonial, et en les couvrant tous les deux d'une surtaxe de vingt-deux francs, en principal et en accessoire, établie, en sus du droit normal, sur les sucres de fabrication étrangère.

L'éloge ou la condamnation des lois sont dans la nature des conséquences qu'elles amènent. A ce titre, la loi de 1843, malgré quelques imperfections de détail qui devaient presque inévitablement se glisser dans une matière aussi complexe, ne mérite guère de critiques : les principes de sage et équitable protection sur lesquels elle est fondée ont ici, comme partout, porté leurs fruits ; il n'y a, pour s'en convaincre, soulevant ici, un moment d'avance, le voile de l'avenir, qu'à considérer quels en ont été, du temps même de la monarchie de Juillet, les principaux résultats.

La consommation du sucre, de 1843 à 1847, s'accrut d'une quantité de vingt à trente millions de kilogrammes, c'est-à-dire d'un cinquième environ. Les importations de nos colonies, durant la même période de temps, augmentèrent en moyenne de plus de neuf millions de kilogrammes, ou d'un neuvième à peu près ; et, quant à la production indigène, elle doubla. Nombres instructifs, et qui peuvent

au moins servir à montrer que Napoléon, en 1812, bien qu'il fût un médiocre cas de la doctrine du *laissez faire* et du *laissez passer*, avait ce pendant prévu assez juste.

Un dernier objet, digne d'attention, signala, pendant l'époque qui nous occupe, l'histoire de la politique commerciale du gouvernement de Juillet : nous voulons parler de la réforme intéressante que M. Thiers prépara, et qui fut réalisée ensuite par le ministère du 29 octobre, de la législation des fils de lin.

On se rappelle que Napoléon, en 1810, avait promis un million à l'inventeur de la meilleure machine propre à filer le lin, et on se rappelle aussi que Philippe de Girard, au moment même où l'Empire tombait, avait découvert la machine. Ne trouvant pas, dans nos désastres, les ressources nécessaires à l'appliquer, il l'avait emportée en Autriche ; mais là des Anglais, l'ayant vue, lui avaient fait passer la Manche, et ayant en outre, en 1825 et en 1826, trouvé moyen de la perfectionner, ils étaient devenus rapidement les premiers filateurs de lin du monde. Leeds, Dundee et Belfast, où s'était établie cette industrie, étaient déjà si importants vers 1828, qu'ils suffisaient à la consommation des fabricants de toiles de tout le Royaume-Uni. Mais bientôt, les filatures se multipliant, l'Angleterre, qui autrefois venait chercher ses fils de lin en France, en Belgique et en Allemagne, commença, au contraire, d'en importer sur le continent. Les importations firent peu à peu comme les filatures, elles grandirent ; si bien qu'en 1830 nous reçûmes trois mille kilogrammes de fils de lin anglais, en 1831 quatorze mille, et en 1832 cinquante-six mille. L'année suivante, M. Thiers, alors ministre du commerce, étant à Lille, et s'entretenant avec un homme



qui s'est fait un beau nom à la suite de Philippe de Girard dans cette industrie, M. Scribe, apprit de lui que nos fileuses à la main et notre agriculture, en présence de ces importations toujours croissantes, étaient exposées à une perte qu'on n'évaluait pas moins, pour le pays tout entier, qu'à cent ou cent cinquante millions de francs.

Que faire ? Laisser faire ? C'était la maxime de l'école. Mais M. Thiers, médiocre libre échangiste, pensa que laisser faire, ce serait ici, comme partout, laisser mourir.

Il encouragea M. Scribe à aller, non sans danger même pour sa personne, reprendre pièce à pièce, en Angleterre, en Écosse et en Irlande, la machine de Philippe de Girard. L'industriel manufacturier y parvint, et on monta des métiers à Lille.

Mais comment produire du premier jour à aussi bas prix que les Anglais ? M. Thiers, en 1834, proposa aux Chambres un projet de loi ayant pour objet d'établir, en faveur des fils de lin français, une forte protection. Les Chambres reconnurent la nécessité de la loi, mais de malheureuses discussions de détail la firent échouer. Cependant le ministère du 14 octobre tomba. Plusieurs années se passèrent. Naturellement, les importations anglaises, jouissant à l'aise du bénéfice du laissez passer, augmentèrent. Savez-vous dans quelles proportions ? Les cinquante-six mille kilogr. de 1832 s'élevèrent, en 1838, à six millions. Nous allions perdre tout à fait cette belle industrie. Nos fileuses à la main, quoi qu'il arrivât, ne pouvaient survivre à la concurrence des machines, et nos filatures à la mécanique étaient trop récentes pour rivaliser avec celles des Anglais. Les Conseils généraux réclamèrent ; mais le bon sens est long à faire fortune en France, et il faut bien du

temps souvent avant que nous en prenions notre parti. Le ministère du 15 avril provoqua, en 1838, sous la surveillance de deux pairs de France, de deux députés et de deux conseillers d'État, une enquête qui démontra, de la manière la plus claire, qu'il n'était que temps de venir au secours de nos filateurs, si on ne voulait pas qu'ils succombassent. Cependant près de quatre années s'écoulèrent encore avant que la mesure de salut fût prise. Enfin, une ordonnance du mois de juin 1842, provoquée par les cris de soixante-cinq départements, dont les Conseils généraux déclarèrent que, sans protection, la culture et l'industrie nationales du chanvre et du lin étaient perdues, établit des droits suffisants à l'entrée en France des fils de lin étrangers, et en particulier de provenance anglaise.

Reste à dire ce qui en advint : ce fut très-simple.

L'industrie mourait, elle reprit aussitôt vigueur. En moins de trois ans, la filature à la mécanique tripla ses produits; au commencement de 1847, elle mettait couramment en œuvre plus de vingt-cinq millions de kilogrammes de chanvre et de lin teillé; enfin, en trois ou quatre ans, la France, grâce au nouveau tarif, avait conquis une industrie nouvelle, d'une valeur de production d'environ cent millions de francs, qui l'avait dédommée de l'inévitable perte de ses fileuses à la main, et affranchie pour toujours, au profit de ses cultivateurs, de ses fabricants et de ses ouvriers, de la dépendance des manufactures et du commerce de l'Angleterre.

La période de ministères qui succéda, de 1836 à la fin de 1840, à l'administration du 11 octobre, n'amena pas, dans le domaine de la politique commerciale, d'autres changements dont le souvenir mérite d'être conservé. Le

cabinet du 29 octobre prit aussitôt après la suite des affaires, et il en garda la direction, huit années ou à peu près durant, jusqu'à la fin même de la monarchie. C'est maintenant l'histoire de cette dernière époque qu'il nous reste à raconter.

Mais, avant d'aborder ce récit, il est utile d'exposer ce qu'était devenue, depuis le milieu de la Restauration environ, époque où nous l'avons quittée, la politique commerciale des autres puissances. Ce retour en arrière, ainsi qu'on le verra bientôt, n'aura pas seulement pour but de faire connaître une partie, en elle-même intéressante, de l'histoire générale de la civilisation économique, mais il nous instruira de faits nombreux et divers, sans la connaissance préalable desquels il serait difficile de suivre désormais notre histoire intérieure elle-même. Ce sont surtout, en effet, des négociations de traités et des discussions relatives au mérite de ces négociations et à celui de leurs résultats, qui ont rempli les dernières années de la monarchie de Juillet. Négliger les progrès accomplis jusque-là dans le mouvement de l'industrie, du commerce et de la navigation des autres États, serait, par voie de conséquence, omettre des éléments indispensables à l'intelligence de notre propre politique, durant la dernière période de temps qu'il nous reste à parcourir.

Nous avons laissé, vers le milieu de la Restauration, toutes les nations du globe, des États-Unis à l'Allemagne, reprenant toutes en pleine paix, contre le monopole industriel, commercial et maritime de l'Angleterre, les traditions de la politique que le génie de la guerre avait suggérée à Napoléon, et reconstituant sur tous les points, chacune au point de vue de son intérêt propre, le gigan-

tesque échafaudage de douanes organisé par les décrets de Berlin et de Milan. Nous avons laissé en même temps l'Angleterre s'efforçant, de son côté, de faire tête à l'orage en remaniant sa séculaire législation d'une manière aussi ingénieuse qu'imprévue, et en jetant, mais jusque-là sans le moindre danger pour elle-même, le gant de sa réforme à l'univers entier.

Qu'était devenue depuis lors la situation respective des deux parties ? Elle n'avait pas changé.

Nous avons vu comment s'était conduite la France : l'esprit de ses tarifs était resté constant, et leurs droits n'avaient été remaniés que de l'unique point de vue de l'intérêt national. Toutes les autres nations, au milieu de vicissitudes diverses, avaient suivi notre exemple, et l'Angleterre, à son tour, s'était de plus en plus engagée dans la voie des réformes où Huskisson lui avait fait faire les premiers pas.

Il était résulté de la continuation de ce double mouvement, en sens contraire, de la politique commerciale des deux continents et de celle des Îles-Britanniques, un courant double aussi d'influence, qui, au moment où nous voilà parvenus, à l'avènement aux affaires du cabinet du 29 octobre 1840, commençait d'agir sur les tendances économiques du gouvernement de Juillet, d'une manière très-vive et très-complexe. L'esprit de cette action et celui des divisions qu'elle suscita dans l'opinion publique, ainsi que des mesures qu'elle provoqua de la part du gouvernement, ressortira de lui-même du tableau rapide que nous allons tracer, d'une part, de la marche de la politique commerciale des principaux États des deux continents ; de l'autre, des progrès de la réforme poursuivie par l'Angleterre.

Quatre puissances surtout, depuis la Restauration, avaient fait dans la voie de la politique que, par opposition à celle de l'Angleterre, on peut appeler continentale, des progrès qu'il convient ici de signaler; ces puissances, les plus importantes du globe avec la France et l'Angleterre, étaient les États-Unis, la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Les États-Unis avaient, sur cette matière, soutenu des luttes d'esprit public et traversé des vicissitudes de législation particulièrement instructives.

Nous les avons vus adopter, en 1828, un tarif éminemment protecteur, qui avait eu surtout pour but de défendre leurs manufactures contre la concurrence insoutenable de l'Angleterre. Ce tarif n'était pas sans défauts : quelle œuvre humaine est parfaite ? mais les résultats qu'il avait déjà produits, trois ou quatre ans à peine après son adoption, en avaient de reste montré l'utilité. Ainsi, les manufactures américaines de coton et de laine, dont les importations anglaises comprimaient jusque-là le développement, avaient pris aussitôt un essor extraordinaire.

Cependant, un dissentiment intérieur très-grave n'avait pas tardé à se déclarer, à l'occasion de ce tarif, entre les différents États de l'Union.

Les États-Unis, comme on sait, exportent principalement des productions de leur sol, des cotons bruts, des céréales, des tabacs, des animaux, des bois, etc. ; les neuf dixièmes environ de leurs envois à l'étranger se composent de ces objets naturels. Les États du Sud, qui surtout les produisent, prétendirent que le tarif de 1828, qui avait uniquement en vue de protéger les intérêts industriels des États du Nord, faisait renchérir les articles manufacturés dont ils avaient besoin pour leur consommation et

pour celle de leurs esclaves ; qu'il finirait par provoquer, de la part des autres nations, des mesures de représailles qui affecteraient leur commerce d'exportation, et, enfin, que l'agriculture, la principale source de la richesse des États-Unis comme de la leur, était iniquement sacrifiée, par la législation régnante, aux intérêts infiniment moins considérables de l'industrie, puisque celle-ci ne fournissait que le dixième de l'exportation.

Ces plaintes étaient en partie très-justes et en partie très-mal fondées.

Elles étaient justes, en ce qu'elles provoquaient la révision d'un tarif qui contenait un certain nombre de droits exorbitants, établis dans un intérêt purement fiscal, et qui n'avaient assurément pour but de protéger aucune industrie similaire : tels étaient les droits sur les soieries et sur la plupart des objets de luxe ; mais elles étaient très-mal fondées dans tout le reste. La prétention surtout des États du Sud de condamner l'Union, dont ils faisaient partie, à demeurer à jamais uniquement agricole était visiblement excessive. Les États du Nord, avec bien plus de raison que les États du Sud, si le système de ceux-ci avait dû définitivement prévaloir, auraient été reçus à se plaindre d'être sacrifiés à leurs coassociés. La civilisation américaine, en outre, eût péri dans ce système ; car l'histoire a amplement démontré que tout État purement agricole devient fatalement le tributaire économique d'abord, le vassal politique ensuite, des États manufacturiers qui se chargent de son entretien.

Cependant les réclamations des États du Sud, qui s'étaient produites très-vives déjà à la session du Congrès de 1830, devinrent rapidement de plus en plus véhémentes.

tes. Trois législatures successives, celles de 1830, de 1831 et de 1832, n'en ayant tenu aucun compte, le différend s'envenima, et il devint bientôt si violent, que le maintien même de l'existence de l'Union fut mis en problème. Les Etats du Sud, en effet, et principalement la Caroline, déclarèrent que si l'on ne faisait pas droit à leur requête, ils rompraient le pacte fédéral. Les esprits s'enflammèrent, et la guerre civile fut sur le point d'éclater.

Dans ce pressant péril, un des citoyens les plus éclairés qu'aient eus depuis Washington les Etats-Unis, M. Clay, bien qu'il fût très-persuadé de la justice et de la nécessité qu'il y avait à protéger les intérêts manufacturiers de l'Union, car il en avait toujours été l'un des plus énergiques défenseurs, M. Clay cependant, pour détourner une guerre où l'existence politique même des Etats-Unis pouvait périr, proposa et fit adopter au Sénat un *bill* qui fut dit *de compromis*, et qui, à la grande joie des Etats du Sud, prononça une réduction considérable des droits de 1828.

Ce bill était, comme les réclamations de la Caroline qui l'avaient provoqué, en partie raisonnable et en partie excessif.

Il était raisonnable, en ce qu'il faisait disparaître du tarif de 1828 les exagérations fiscales qui le déparaient; il était excessif, en ce qu'il énervait tout ce qu'il y avait, dans ce tarif, d'esprit utilement protecteur.

Mais les principes, ni nulle part ni jamais, ne sont vains : l'expérience tôt ou tard se charge d'en mettre l'inviolable puissance en lumière. Elle ne tarda pas ici de montrer, et de la manière la plus éclatante, que ce n'est pas impunément qu'on les méprise.

Dès 1834, une crise industrielle formidable commença

dans les grandes villes de l'Union. Les Anglais, au pur et unique profit desquels les Etats du Sud avaient obtenu le bill de compromis, inondèrent le marché américain, dès qu'il leur fut ouvert, de cotonnades et de lainages. D'année en année, ces importations, que le crédit des banques américaines stimulait de plus en plus, augmentèrent. Bientôt les exportations, quelque considérables qu'elles soient, des produits agricoles du Sud, ne suffirent pas à solder la valeur des objets manufacturés importés de l'étranger. Les fabriques se fermèrent; les banques qui, pour faciliter l'achat des marchandises anglaises, avaient exagéré leur émission de papier, se trouvèrent engorgées; la Banque d'Angleterre, qui surveillait attentivement leurs mouvements, perdit confiance en leur solidité, limita ses crédits et éleva le taux de son escompte, et bientôt une déroute financière suivit, dans l'Union, la ruine de l'industrie et le renversement de la balance du commerce.

Dans de telles circonstances que faire? Les Etats du Nord, ayant pour eux cette fois la plus cruelle des expériences, le criaient : reconnaître la puissance des principes et des faits, et réformer le bill de compromis. C'est, après des réclamations aussi vives que prolongées, ce qu'ils obtinrent du Congrès, en 1842. Un tarif nouveau fut voté alors, qui réforma les exagérations du bill de compromis, comme le bill de compromis avait réformé celles du tarif de 1828, et la législation économique des Etats-Unis fut établie, et, malgré les critiques qu'elle ne manqua pas d'essuyer encore de la part des Etats du Sud dans les années suivantes, maintenant, sur les bases d'un régime équitablement protecteur.



Les résultats déposeront encore une fois ici, avec leur éloquence ordinaire, en faveur de la vérité des principes.

Dès 1843, la crise industrielle cessa en Amérique; à l'abri du tarif de 1842, les fabriques fermées se rouvrirent, de nouvelles s'élevèrent, et bientôt la balance du commerce se rétablit. Les États du Sud ne souffrirent pas de la protection accordée aux États du Nord, car leurs exportations de coton brut, le plus important de leurs produits, augmentèrent, dans les années qui suivirent le nouveau tarif, d'une valeur de trente millions environ de francs. Et, quant aux États du Nord, on jugera, par un seul article, de l'élan que donna ce tarif à leur prospérité. En 1835, leurs manufactures n'ouvraient qu'un peu plus de deux cent mille balles de coton; en 1845, elles en employèrent, au profit encore des États du Sud, auxquels apparemment elles les payèrent, près de quatre cent mille. Au moment où j'écris, ce progrès s'est encore augmenté d'un tiers; ce sont, à l'avantage tant du Sud que du Nord, plus de six cent mille balles de coton que les manufactures de l'Union, au détriment de l'importation britannique, mettent en œuvre.

Ainsi les États-Unis, pendant la période de leur histoire correspondante à celle qui, dans la nôtre, comprend la durée de la monarchie de Juillet, ne firent qu'affirmer deux fois, la première à leurs dépens, la seconde à leur profit, la vérité des principes de la politique continentale. Ils s'éloignèrent de ces principes, et aussitôt les plus cruelles épreuves les assaillirent; ils y revinrent, et sur-le-champ leur prospérité reparut, et leur indépendance de l'étranger grandit.

Repassons maintenant les mers et, rentrant en Europe, transportons-nous d'abord des rives du Mississipi sur celles de la Néva.

Nous avons déjà vu la Russie, promptement désabusée par l'essai qu'elle avait tenté, au sortir des conférences de Vienne, des maximes du libre échange, revenir en toute hâte aux principes du bon sens. Depuis lors, c'est-à-dire depuis 1821, elle y avait inaltérablement persisté, et son tarif était devenu l'un des plus énergiquement protecteurs du continent.

Il l'était même au delà du nécessaire, on peut le dire, car les prohibitions y figuraient presque en plus grand nombre que les droits. C'était une exagération qui a été corrigée depuis<sup>1</sup>, et il était telles manufactures, celles principalement qui ont pour but de satisfaire les fantaisies du goût et du luxe, les soieries, les draps fins, les meubles, les bronzes, les instruments de précision, les modes, les mille riens qui composent l'industrie de Paris, que la Russie, pas plus que les Etats-Unis, ne pouvait avoir l'espérance de naturaliser sur son sol.

La protection a pu transporter le sucre des Antilles dans les plaines du Nord, mais elle ne saurait faire la même et aussi heureuse violence à la nature morale qu'à la nature physique. Le génie des peuples est une fleur essentiellement indigène qui ne saurait être transplantée. Jamais nous ne travaillerons le coton ni le lin à aussi bas prix que les Anglais; jamais, ni à Birmingham, ni à Macclesfield, ceux-ci ne parviendront à faire quelque chose qui ressemble à un meuble du faubourg Saint-Antoine

<sup>1</sup> Par un ukase du mois de novembre 1850.

ou à une pièce de soierie de la Croix-Rousse. Pour enlever l'industrie du goût à la France, il faudrait lui ravir le génie de cette industrie, c'est-à-dire qu'il faudrait faire qu'un Anglais, un Américain ou un Russe eût le tour naturel d'esprit d'un Français, ce qui est aussi impossible que de donner à un Français les qualités nationales de l'esprit industriel russe, américain ou anglais.

Cependant, et malgré ces erreurs de détail que l'expérience un jour devait finir par réparer, la Russie s'était-elle trouvée bien ou mal du régime de protection, même exagérée, qu'elle avait suivi? Loin de là; partout où cette protection avait trouvé dans le génie naturel du peuple russe des germes à développer, elle l'avait fait et de la manière la plus efficace.

La protection, depuis 1821, n'avait pu apprendre aux Russes à trouver le secret d'égaler Lyon, ni Paris, ni Sedan, ni Elbeuf, ni Mulhouse, ni Saint-Gobain, ni enfin toutes ces manufactures de perfection et de prix qui demandent les mains à demi artistes de nos ouvriers français; mais elle leur avait appris à faire des draps ordinaires, à élever des filatures et des tissages de coton et de lin, ainsi que des fabriques de quincaillerie et de coutellerie qui leur permettent aujourd'hui de se passer de certains de nos produits communs et d'à peu près tous les produits britanniques<sup>1</sup>.

Ce succès industriel de la Russie naturellement avait réagi de la manière la plus heureuse sur le progrès de son commerce. Nous avons vu que, de 1815 à 1820, les importations avaient sensiblement excédé les exportations,

<sup>1</sup> Voyez, sur les progrès de l'industrie russe depuis vingt cinq ans, le curieux tableau que trace le baron de Haxthausen de l'Exposition qui eut lieu à Moscou en 1843. *Études sur la Russie*, chap. XVIII.

dans la balance du commerce russe. A partir de l'adoption du tarif de 1821, l'équilibre s'était rétabli. D'année en année, cette situation favorable était allée s'améliorant de plus en plus, si bien qu'en 1845, la valeur totale du commerce n'ayant en même temps cessé de s'accroître, les exportations dépassèrent les importations d'une somme de plus de neuf millions de roubles d'argent ou environ trente-six à quarante millions de francs<sup>1</sup>.

Ainsi, depuis la Restauration, le monopole de l'Angleterre avait été refoulé par la Russie avec autant de constance que de vigueur; et celle-ci avait trouvé dans cette voie, avec son indépendance industrielle, un accroissement notable de civilisation et de prospérité.

L'Autriche et la Prusse avaient suivi les mêmes errements et en avaient retiré pareillement, bien qu'à des degrés inégaux, de rapides et précieus avantages.

M. de Metternich, depuis la mort de l'empereur François I<sup>er</sup>, arrivée en 1835, avait réuni dans ses mains l'administration suprême de l'Autriche. Les abus de cette administration justifiaient la plupart des critiques que les contemporains en faisaient; et il est certain que, dans la grande paix dont on jouissait alors, une impulsion plus féconde eût pu être donnée au progrès de ce grand empire. Cependant, si le prince Metternich n'accomplit pas

<sup>1</sup> Tous ces chiffres sont pris aux sources officielles. On trouvera des renseignements plus détaillés sur le commerce général de la Russie, dans les *Annales du commerce extérieur* (publiées par le ministère du commerce), livraison de mars 1853, n° 679. Les personnes que cette matière intéresserait pourront recourir encore au baron de Haxthausen (*Études*, etc., chap. XXI). Elles trouveront notamment dans son livre des documents précieux sur le commerce très-important, à plus d'un point de vue, de la Russie avec la Chine.

en ce genre toutes les réformes dont il aurait pu prendre l'initiative, s'il laissa subsister les douanes intérieures qui séparaient, au détriment de la puissance publique aussi bien que de la prospérité matérielle de l'Autriche, ses différentes provinces, si la bureaucratie, sous son règne, conserva et, dit-on même, accrut un ascendant qu'il aurait dû briser, néanmoins l'histoire serait injuste si, entrant dans les préventions des contemporains aussi bien que dans leurs justes censures, elle méconnaissait ce qu'il y eut de sagesse de la part du prince de Metternich, à continuer, en matière de politique commerciale, les traditions de l'empereur François I<sup>er</sup>.

L'Autriche, nous l'avons rappelé déjà, était rentrée la première, au lendemain des conférences de Vienne, et sans paraître se soucier le moins du monde des déclarations libres échangistes qui y avaient eu cours, dans les voies pures et simples du blocus continental. Il ne suffirait pas de dire que son code de douanes, comme celui de la Russie, contenait trop de prohibitions; on serait plus près de la vérité en disant qu'il ne contenait qu'une prohibition, mais à peu près universelle. Quelques modifications légères seulement, après plus de deux ans de délibérations, y furent faites en 1844; mais elles n'eurent pour objet que de mettre l'industrie autrichienne en mesure de mieux soutenir, sur le marché allemand, la concurrence de plus en plus redoutable de la Prusse, et elles n'affectèrent en rien l'esprit général du tarif.

L'Autriche, cependant, rétrograda-t-elle ou avança-t-elle sous ce régime, rigoureux jusqu'à l'excès et protecteur jusqu'à l'exclusion? On en jugera par quelques chiffres

officiels<sup>1</sup>, qui représentent la situation comparée, dans l'empire, de deux industries bien importantes et qui peuvent parler pour toutes les autres, car toutes les autres en dépendent, je veux parler des deux industries de la houille et du fer. En 1823, l'exploitation du fer, en Autriche, produisait annuellement cinquante-six millions de kilogrammes de fer brut environ; en 1847, elle en produisait cent soixante-huit millions : c'est-à-dire que, sous l'empire de vingt-cinq ans de prohibition absolue, elle avait triplé sa puissance. Les houillères avaient accompli un bien autre progrès. En 1823, elles ne rendaient que soixantedouze millions à peu près de kilogrammes; en 1847, elles en donnèrent sept cent quatre-vingt-quatre millions : c'est-à-dire que leur production fit plus que décupler.

C'est que les principes ne connaissent ni pays, ni langues : ils ne sont ni anglais, ni français, ni américains, ni russes, ni autrichiens, ni allemands, ils sont universels ; c'est qu'il est vrai que partout où l'homme est assuré de trouver une juste rémunération de ses peines, il produit, et il produit d'autant plus que cette rémunération est plus fortement, plus persévéramment et plus largement garantie. Maxime de bon sens qui résume et qui exprime toute la philosophie de l'économie politique.

Reste la Prusse. Qu'avait-elle fait, elle aussi, depuis le milieu de la Restauration? Non-seulement elle s'était maintenue dans l'esprit de la politique continentale, mais elle avait appliqué les maximes de cette politique avec une rigueur et une habileté toujours croissantes. Et qu'en était-il advenu? Ce que nous en avons vu en résulter pour

<sup>1</sup> Publiés dans les *Annales du commerce extérieur* de mai 1853, n° 701.

tous les autres Etats, avec cette différence seulement, que les conséquences de cette politique avaient été pour elle plus exceptionnellement fructueuses encore peut-être que pour toutes les autres nations : celles-ci, en effet, n'avaient guère trouvé, dans la pratique diverse qu'elles avaient faite des maximes de la politique continentale, que le progrès de leur prospérité industrielle; mais la Prusse, en outre, avait demandé à cette politique et avait trouvé le secret d'en obtenir un accroissement imprévu et très-considérable de puissance nationale.

Nous avons, en 1828, laissé l'Allemagne partagée en trois unions douanières : l'union du Midi, l'union du Centre et l'union Prussienne. Il était facile de prévoir dès lors que cette dernière, avec de l'adresse et du temps, absorberait les autres, et que Berlin finirait bientôt par devenir la capitale commerciale, sinon de toute l'Allemagne, au moins de sa plus grande partie. Tout appelait la Prusse à ce rôle qu'elle brûlait de remplir. Les méfiances des autres Etats, qui craignaient d'accroître démesurément par là son ascendant politique, pourraient bien retarder le jour où elle s'en saisirait; mais, tôt ou tard, il était destiné à lui échoir.

Les circonstances hâtèrent l'événement.

La révolution de Juillet ayant mis toutes les Cours en frayeur et tous les peuples en émoi, l'Allemagne, craignant la guerre, crut prudent de serrer, plus fortement encore qu'ils ne l'avaient été en 1815, les liens de sa Confédération. La Prusse saisit l'occasion et offrit son alliance commerciale aux principaux membres de l'union du Midi et de celle du Centre. Ceux-ci l'acceptèrent, et, de 1831 à 1833, la Prusse absorba ainsi, dans son union douanière,

Hesse-Cassel, le Wurtemberg, la Bavière et la Saxe royale. Les duchés de Bade, de Nassau, de Hesse-Hombourg, la ville libre de Francfort-sur-le-Mein, le Brunswick et le Luxembourg enfin, de 1835 à 1841, suivirent cet exemple, et ainsi se constitua, dans la forme et dans l'étendue qu'elle a encore au moment où nous écrivons, cette vaste union douanière, comprenant trente Etats et vingt-huit millions d'âmes, à laquelle toutes les langues du monde ont conservé son nom national de Zollverein.

Ce que la présidence d'une telle union commerciale ajoutait à l'importance politique de la Prusse, comme membre de la Confédération germanique, frappe les yeux ; mais la domination du marché allemand, en outre, lui était assurée par le fait seul de cette union, si elle savait, vis-à-vis du reste de l'Allemagne et de l'Autriche, ses coassociées purement politiques à la diète de Francfort, d'une part, et vis-à-vis de toutes les nations étrangères, de l'autre, adopter une législation économique conforme aux intérêts nationaux du Zollverein.

On pouvait là-dessus s'en reposer sur ce que les intérêts privés de son ambition politique suggéreraient au gouvernement prussien. Il le fit promptement voir ; et les principes qui prévalurent dans l'administration du Zollverein témoignèrent une fois de plus, par leurs résultats, de leur imperturbable vérité.

Nous avons expliqué déjà l'ingénieuse combinaison du tarif qu'avait adopté la Prusse en 1818, alors qu'aucun autre Etat allemand n'était encore entré dans son alliance commerciale. Ce tarif, composé de droits au poids habilement calculés, avait, depuis lors, jusqu'en 1830, protégé d'une manière efficace l'industrie de la nation prussienne et des



petits États, tels que Saxe-Weimar, le Mecklembourg-Schwerin et quelques autres moins importants encore, qu'elle avait, durant cet intervalle, englobés dans son union. Mais, après les grandes réunions qui s'effectuèrent de 1830 à 1836, après l'adjonction au Zollverein de la Saxe royale, de la Thuringe et de l'Allemagne du Midi, le tarif de 1818 fut jugé insuffisant.

Il n'était pas resté immobile cependant : rien que le système des droits au poids sur lequel il reposait en avait depuis lors élevé l'importance dans la proportion même où le prix des objets de l'importation étrangère s'était abaissé, et, durant cette période de vingt ans environ, cet abaissement avait été considérable et continu. Mais l'étendue et la population de l'union prussienne ayant doublé, des intérêts nouveaux s'étaient trouvés absorbés dans son sein, que le tarif primitif, malgré son progrès naturel, ne défendait plus suffisamment, et la question s'éleva de savoir si le cabinet de Berlin conseillerait à ses nouveaux associés d'en faire le sacrifice sur les purs autels du libre échange ; ou bien, si peu conforme que cela soit aux maximes de la *science nouvelle*, s'il serait d'avis de les sauver et de les développer en les protégeant.

Le gouvernement prussien, qui n'est rien moins qu'idéologue, n'hésita point sur le parti qu'il y avait à prendre, et, bien que l'augmentation du tarif ne fût pas sur tous les points favorable aux intérêts privés et actuels de la Prusse proprement dite, cependant il eut l'habileté d'être de l'avis de remanier dans un sens de plus en plus protecteur le tarif insuffisant de 1818.

Trois ou quatre remaniements eurent lieu dans ce sens, à partir déjà de 1834, et il est intéressant d'exposer en

quel état ils avaient mis le code des douanes du Zollverein, à l'époque correspondante où nous sommes parvenus de la monarchie de Juillet, c'est-à-dire pendant la durée du ministère du 29 octobre.

Le tarif fut très-facile à l'entrée d'une seule espèce de marchandise, savoir, les produits agricoles n'ayant point de similaires sur le territoire de l'union, tels que le thé, le café, le riz et choses semblables. La modicité des droits imposés à l'importation de ces denrées s'explique d'elle-même. Il était inutile de les élever beaucoup, puisque aucune culture indigène ne pouvait rivaliser en ce genre avec la culture étrangère ; et plus on les abaissait, plus on avait la chance d'accroître la consommation et avec elle l'encaisse du Trésor de la douane.

Mais le reste de la législation fut conçu dans un esprit bien différent.

Toutes les denrées, matières premières, ou demi ouvrées, et enfin tous les objets manufacturés ayant leurs similaires et, par conséquent, des rivaux à protéger dans l'enceinte du Zollverein, furent frappés, au contraire, à leur importation, de droits habilement calculés, modiques là où il n'était pas nécessaire qu'ils s'élevassent beaucoup, et prohibitifs aussi là où il pouvait être utile qu'ils le fussent.

C'est ainsi, par exemple, que, dans le but de protéger en agriculture l'élève des bestiaux, la culture du tabac et celle des vignes, l'administration du Zollverein imposa à l'entrée des produits étrangers qui pouvaient en arrêter le développement, des droits de vingt-cinq, quarante, soixante et jusqu'à cent pour cent. Même sollicitude anima cette administration pour les matières premières, soit brutes, soit demi ouvrées, que les Etats du Zollverein pou-

vaient produire. Ainsi, par exemple, elle laissa entrer en franchise le coton en laine ; mais elle éleva les droits sur la fonte, les fers en barres et certains fils. Enfin, quant aux objets manufacturés, ils furent couverts de droits ressortissant, quand on le crut nécessaire, comme pour les tissus de coton, la faïence, le papier peint, etc., à des taux de vingt, vingt-cinq, trente et jusqu'à trente-six pour cent.

En un mot, le Zollverein fit, et fort sagement, ce que faisaient tous les autres Etats commerçants du globe : il protégea son agriculture et son industrie nationales, quand, partout et jusqu'où l'expérience lui apprit que pour son bien commun il était utile de le faire.

Cependant, qu'en résulta-t-il ? Le Zollverein et la Prusse, sous ce régime de protection toujours croissante, tant par l'effet de la simple permanence du système des droits au poids qu'ils avaient adoptés que par l'élévation progressive du taux de ces droits eux-mêmes, dépérèrent-ils ? C'est ce qui aurait dû arriver si l'école du libre échange raisonnait juste ; mais l'école du libre échange, là comme partout, raisonna faux : et la protection qui, dans son système, aurait dû étouffer tous les germes de prospérité du Zollverein, dans la réalité des faits, les développa.

Les exportations de l'union ne cessèrent de s'élever, à partir du nouveau tarif, et de lutter, en gagnant toujours du terrain, avec le chiffre des importations. Voici quelques nombres qui montreront ce qu'étaient devenues déjà, sous l'empire de ce tarif, les principales industries du Zollverein dans les dernières années de la monarchie de Juillet. Il exporta couramment pour près de quatre-vingts millions de francs de tissus de laine, pour soixante millions de tissus de coton, pour quarante et plus de tissus de lin et

de chanvre, et pour autant environ de soieries. Quant à la Prusse, en particulier, toutes ses industries prirent proportionnellement, sur le marché allemand et sur le marché étranger, une place, d'année en année plus considérable. Ainsi, les documents officiels nous apprennent que depuis 1833 environ, le nombre des métiers à tisser, en général, s'accrut de près d'un tiers, et que le nombre de ceux du coton et de la soie doubla. Ainsi encore, en 1837, l'industrie prussienne n'employait que sept à huit mille chevaux de vapeur; en 1843, le nombre s'en était élevé déjà à plus de vingt-sept mille <sup>1</sup>.

L'Association allemande, ayant pour centre et pour tête la Prusse, avait donc, en s'étendant sans cesse depuis la Restauration, continué, comme les autres puissances continentales du globe, comme les Etats-Unis, comme la Russie, comme l'Autriche, le régime économique dont Napoléon leur avait à toutes révélé le secret, et, comme elles toutes aussi, elle y avait trouvé une source vive de prospérité et de puissance.

Ainsi, comme nous l'avons annoncé en commençant ce rapide tableau, rien dans la politique commerciale de l'univers vis-à-vis de la Grande-Bretagne n'avait changé après 1830. Au contraire, la persistance de tous les peuples à se maintenir dans les voies d'un système où croissait de jour

<sup>1</sup> On trouvera, à cet égard, de plus amples détails dans les *Annales du commerce extérieur* de mai et juin 1843, et de novembre 1853 (nos 419 et 740), ainsi que dans l'*Exposé statistique des progrès de la Prusse*, de M. Dieterici, que M. Moreau de Jonnés a traduit de l'allemand et publié à la suite de son ouvrage intitulé : *La Prusse, son progrès politique et social* (in-8°, 1846). L'ouvrage de M. Dieterici est encore aujourd'hui ce qui a été publié de plus exact et de plus complet sur la situation économique de la Prusse.

en jour leur indépendance matérielle, et par suite, car ces choses intimement se lient, leur indépendance nationale, n'avait fait que s'affirmer de plus en plus.

Qu'était cependant, de son côté, devenue l'Angleterre et vers quelles destinées l'entraînait la réforme dont, en 1820, nous l'avons vue arborer le drapeau?

C'est ce que la suite logique de ces récits, dès le point où nous en sommes, nous conduirait à exposer. Mais l'histoire, comme on sait, bien que profondément logique, elle aussi, dans son ensemble, ne l'est pas dans ses détails. Les aventures qui en diversifient le fond ne conspirent qu'en masse et à la longue à l'événement commun où elles tendent, et, sous peine de leur enlever ce qu'elles trouvent d'intérêt dans l'irrégularité même où elles se produisent, il faut souvent leur sacrifier une unité d'exposition à laquelle leur variété ne saurait se prêter.

C'est le cas qui se présente ici. Nous avons dit déjà que l'opposition toujours croissante de la persistance des nations continentales, d'une part, dans le système de la protection, et du progrès de l'Angleterre, d'autre part, dans les voies de sa réforme, avait créé un double courant d'influence que l'opinion et le gouvernement, en France, à partir de l'avènement du ministère du 29 octobre, avaient visiblement commencé de subir. Ces deux influences agissent à la fois sans nul doute; mais l'histoire ne peut retracer que les uns après les autres les événements qui, dans la nature, se produisent simultanément. Arrêtons-nous donc un moment ici, et, avant d'exposer le progrès des réformes qui s'étaient accomplies en Angleterre depuis 1820, et de dire dans quelle mesure l'esprit de ces réformes agissait sur les tendances de la politique commerciale de la

monarchie de Juillet, racontons d'abord quelles réflexions et quels actes l'attitude des puissances continentales inspirait à cette monarchie : cette inévitable division du tableau n'en altérera, du reste, en rien la fidélité, et nous ne tarderons pas à voir notre récit se dégager de la trame d'épisodes qui va, pour un moment, en dérober la chaîne.

Le spectacle des progrès que, sous l'égide du régime protecteur, réalisaient dans les deux mondes les puissances continentales, depuis plusieurs années déjà, provoquait de sérieuses réflexions en France.

Les utopistes de l'école du libre échange renouvelaient, bien entendu, à cette occasion, leurs monotones et fatigantes professions de foi ; mais de bons esprits, qui partageaient, à l'endroit du libre échange, l'opinion de tous les gens sensés, n'étaient pas sans inquiétude sur les conséquences du développement que prenait partout la politique protectionniste.

C'était une chose, en effet, digne de fixer l'attention des têtes bien faites que cette marche universelle des peuples continentaux dans les voies de cette politique.

Chaque peuple, en effet maintenant, tendait de plus en plus non-seulement à se réserver son marché, mais à en tirer le meilleur parti et à lui donner la plus grande étendue possible.

Ainsi les États-Unis se couvraient de chemins de fer et organisaient, sur les deux Océans qui les baignent, des lignes de bateaux à vapeur, qui semblaient fatalement destinées à leur assurer un jour l'empire commercial et politique de tout le Nouveau Monde. Eux-mêmes proclamaient hautement, par la voix de leurs orateurs et de leurs publicistes, que telle était, en effet, leur ambition,

et que l'Amérique était leur domaine, comme l'Europe celui des Européens. La Russie avait entrepris pareillement, sur la surface de ses immenses États, des travaux de canalisation et de voie ferrée qui tendaient de plus en plus à lui rendre plus fructueuse la possession de son marché intérieur ; mais ce marché même ne lui suffisait pas, et il n'était bruit que de ses progrès en Perse et surtout en Chine. Continuant un des projets de cet homme extraordinaire qui semble avoir tracé d'avance l'histoire des destinées entières de la Russie, le cabinet de Pétersbourg donnait de jour en jour au commerce d'échange qui se fait à Kiachta, entre ses sujets de Sibérie et ceux du Céleste Empire, une extension de plus en plus considérable. En même temps, et sur les traces encore de la politique de Pierre le Grand, il favorisait de tous ses efforts l'ensablement des bouches du Danube et le développement de la marine marchande russe dans la Baltique et dans la mer Noire. L'Autriche, sortant de son apathie séculaire, suivait, elle aussi, ce mouvement. Les journaux de l'empire ne parlaient que des efforts du prince de Metternich pour établir des lignes de bateaux à vapeur destinés à faire concurrence à la Russie, sur le Danube ; à la France et à l'Angleterre, dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Ils n'entretenaient leurs lecteurs que des progrès de la navigation de Trieste et des chantiers de construction de Fiume. Enfin, l'accroissement territorial et commercial du Zollverein était sous tous les yeux. De bons ouvrages avaient paru, qui en révélaient toute l'importance. Déjà cette vaste association atteignait nos limites, celles de la Suisse et de la Belgique ; elle manquait encore de frontières maritimes, mais il était à croire que

tôt ou tard le Hanovre, le grand-duché de Mecklembourg et les Villes Anseatiques, finiraient par s'y réunir. Alors le Zollverein, maître des bouches de l'Ems, de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule; était appelé, sans doute, aux plus florissantes destinées commerciales. Les imaginations allemandes fermentaient. Elles voyaient déjà renaitre l'ancienne prospérité de Lubeck et de Dantzick. Et pourquoi Anvers même, quelque jour, au moyen d'un traité avec la Belgique, et Rotterdam, si on parvenait à s'entendre avec la Hollande, n'ouvriraient-elles pas aux produits allemands les débouchés indéfinis de l'Escaut et de la Meuse; aussi bien que les Villes Anseatiques, le Mecklembourg et le Hanovre, ceux de la Baltique et de la mer du Nord ?

La France, il est vrai, n'était pas restée en arrière. Son système de canaux avait été singulièrement perfectionné; une quantité presque innombrable de routes de toute grandeur avaient été percées ou améliorées; elle venait de commencer son réseau de chemins de fer; l'Algérie était désormais une province française; enfin, les exportations, par un accroissement continu, avaient presque doublé d'importance depuis 1830.

Cependant tout cela paraissait, à beaucoup d'esprits, insuffisant à maintenir la nation dans la voie d'agrandissement où elle doit toujours marcher sous peine de décroître; et cette opinion s'était répandue, que le marché national, tout vaste et riche qu'il fût, avait besoin d'être étendu encore, si on ne voulait pas voir les autres nations, sans parler de l'Angleterre, prendre les devants sur nous.

· Mais comment augmenter le marché national? Par des



alliances douanières avec les différents États qui nous étaient immédiatement contigus : avec l'Espagne, le Piémont, la Suisse et la Belgique.

Dès 1837; un publiciste d'un remarquable mérite, M. Léon Faucher, s'était fait, dans la *Revue des Deux-Mondes*, l'organe de cette idée : elle avait, et avec raison; frappé les esprits. Bientôt la presse quotidienne s'en était emparée et, au travers de beaucoup de hasards et non sans gâter par plus d'une exagération ce qu'elle avait primitivement de sain, elle l'avait, quoi qu'il en soit, singulièrement vulgarisée. Enfin, la pression de l'opinion, après quelque temps, fut si forte, que le gouvernement, quelque graves difficultés que présentât la réalisation, même partielle, d'un pareil projet, se vit obligé d'en tenir le plus grand compte.

L'union douanière que les esprits ardents rêvaient entre la France, l'Espagne, le Piémont, voire même toute l'Italie du Centre et du Midi, la Suisse enfin et la Belgique, ne se réalisa, sous la forme absolue où ils la souhaitaient, avec aucun de ces États; et on verra bientôt, sans parler de la presque impossibilité où était le gouvernement de les satisfaire en ce point, qu'il était médiocrement désirable pour le pays que leurs idées prévalussent. Elle ne réussit à aucun degré avec l'Espagne ni avec la Suisse; et elle aboutit seulement, avec le Piémont et avec la Belgique, à deux traités de navigation et de commerce qui facilitèrent, au profit surtout de ces deux États, les rapports d'échange que nous entretenons avec eux.

Le maintien du *statu quo* dans nos rapports avec l'Espagne et avec la Suisse fut-il un mal, et à quel degré? C'est, pour l'intelligence de cette partie de notre récit,

ce qu'en quelques mots d'abord , il est utile d'examiner.

Nos relations avec l'Espagne étaient, à l'époque dont nous parlons, comme elles le sont aujourd'hui encore , réglées, dans leurs principes essentiels, au moins, par le Pacte de famille, lequel date, comme on sait, du ministère de M. de Choiseul, en 1761. Il avait été convenu, à la paix de 1814, qu'un traité de commerce serait négocié entre les deux nations ; mais cette promesse n'avait jamais été remplie. Or, le Pacte de famille avait bien, en thèse générale, énoncé le projet de *ne faire des Français et des Espagnols qu'un seul et même peuple* ; mais, en fait, et en ce qui concernait particulièrement les intérêts économiques des deux royaumes, ce projet n'avait été réalisé que quant à la navigation. Encore l'Espagne, bien que nous exécutassions fidèlement les conventions qui nous liaient à cet égard, les avait-elle éludées de son côté autant qu'elle avait pu, tellement que ce ne fut qu'en 1844 que le ministère du 29 octobre parvint à obtenir d'elle l'exécution de ses engagements. Quant à l'échange des marchandises, il était purement et simplement, des deux parts, passible des droits du tarif général.

Une union plus intime avec l'Espagne nous aurait-elle été utile ?

D'abord, cette union était parfaite quant à la navigation, et économiquement, au moins, elle ne nous est rien moins que favorable. Au moment où j'écris, par exemple, la part de la marine marchande espagnole, dans la navigation de concurrence que nous lui avons accordée, est de soixante-neuf centièmes, et celle de la nôtre, de trente-un seulement. La disproportion est encore plus grande à son avantage en ce qui concerne notre cabotage

avec l'Algérie. Depuis que nous l'avons admise à partager avec nous ce cabotage, elle est parvenue à y prendre, en concurrence avec nous, jusqu'à quatre-vingt-trois et quatre-vingt-quatorze pour cent des transports. Si donc, au point de vue soit économique, soit politique, nous avons quelque sacrifice à faire à l'Espagne, en ce qui concerne la navigation au moins, ce sacrifice, comme on voit, était complet.

Y aurait-il eu une plus grande utilité à nous lier par un traité de commerce? En thèse générale, il est à croire que oui; car ce sont surtout des matières premières, telles que des laines en masse, des soies, du plomb, du cuivre de première fusion, de la cochenille, etc., que nous tirons d'Espagne, tandis que ce sont presque exclusivement aussi des articles manufacturés de toute nature qu'elle exporte de chez nous. Mais il ne faut pas se dissimuler que le traité, dans tous les cas, n'eût pas été facile à conclure; car, sur bien des points, l'intérêt des deux nations se heurte, et des traités abusifs soit d'un côté, soit de l'autre, ne sont pas faits pour entretenir des rapports de bon voisinage. D'ailleurs, un traité nous eût-il procuré une situation commerciale, vis-à-vis de l'Espagne, beaucoup plus avantageuse que celle que nous avons? Il est permis d'en douter; car nous avons à peu près, en ce qui concerne l'échange des marchandises, le même avantage sur les Espagnols, bien que nous n'ayons pas de traité avec eux, qu'ils ont sur nous, par l'effet de notre convention de réciprocité, en matière de navigation. La valeur de nos exportations à destination spéciale de l'Espagne, en effet, est d'un tiers plus forte que celle de nos importations.

Cela veut-il dire qu'un traité de commerce, en tout cas,

n'eût pu être conclu entre les deux peuples, qui eût utilement encore, et à leur réciproque avantage, modifié cette situation? Non; mais cela montre que le projet d'une union douanière avec l'Espagne n'avait pas, dans la réalité des faits, toute l'importance que les esprits lui attribuaient <sup>1</sup>.

Venait la Suisse. Depuis 1814, aucun traité n'avait été conclu avec elle pour assurer respectivement à l'échange de ses produits et des nôtres aucun traitement de faveur. La Restauration s'était bornée, à plusieurs reprises, à régler avec elle nos rapports de voisinage, de justice, de police, de transports de lettres et échantillons de marchandises, etc. Le traité de commerce que plusieurs publicistes demandaient au gouvernement de Juillet d'ajouter à ces conventions, bien qu'il eût rencontré quelques difficultés, n'était pas impossible à conclure, peut-être à l'avantage des deux parties; cependant, il est probable que là, comme pour l'Espagne, on s'en exagérait beaucoup les conséquences.

Les principes sur lesquels reposent nos relations d'échange avec la Suisse n'ont pas changé depuis lors, et cependant, depuis 1831, l'importance de ces échanges a presque quadruplé de valeur. Elle était, en effet, à cette époque, de soixante-cinq millions de francs environ, et elle est aujourd'hui de près de deux cent vingt. Notre transit, en particulier, qui est, comme on sait, l'objet essentiel de nos rapports avec la Confédération helvétique, n'a cessé de même de prendre, de la part de la Confédération du moins, une extension considérable. Il a augmenté d'un cin-

<sup>1</sup> Les chiffres que je rapporte ici sont ceux donnés par la direction des douanes dans son *Tableau général du commerce de la France* pendant l'année 1853, aux comptes divers de l'Espagne.

quième depuis dix ans<sup>1</sup>. Qu'un traité de commerce eût encore augmenté ces progrès, cela est possible; cependant il est douteux que l'augmentation eût été considérable, et ce serait une erreur gratuite, comme on voit, de croire que le maintien du *statu quo* y ait été contraire.

Mais c'était surtout de la Belgique et du Piémont que l'opinion se préoccupait, et la monarchie de Juillet, à l'égard de l'un comme de l'autre de ces Etats, marcha et travailla, ainsi que nous l'avons déjà dit, dans les voies de l'opinion.

Elle en a été blâmée par deux partis : les uns ont trouvé qu'elle n'avait pas en ce sens assez fait encore, et qu'elle aurait dû aller jusqu'à l'union douanière complète; les autres, au contraire, l'ont amèrement censurée d'avoir, à leur sentiment du moins, sacrifié, sans cause ni sans compensation sérieuse, les intérêts de la production et du marché national. L'histoire, libre des passions des contemporains, car elle a sous les yeux les conséquences des mesures, objets de leurs critiques, peut ici, comme partout, se montrer facilement impartiale : elle n'a, pour mettre chacun en état de juger de la controverse, qu'à rapporter les phases par lesquelles elle passa et les résultats qui en sortirent.

Dans la foule des motifs que les partisans d'une union douanière de la France avec la Belgique et avec le Piémont produisaient à l'appui de leur sentiment, il y en avait de très-bons et de très-mauvais. Le temps en a de lui-même opéré le partage, et il suffit presque de les rapporter pour qu'on les distingue.

D'abord, c'était un vœu excessif et impolitique que celui

<sup>1</sup> Tout cela, au témoignage officiel du bureau du commerce, *Annales du commerce extérieur*, septembre 1853, n° 734.

des personnes qui désiraient l'union douanière absolue. Une telle union ne pouvait se réaliser dans de tels termes, sans causer, des deux parts, de vives souffrances à des intérêts opposés que , pour le bien même du rapprochement des peuples, il était sage de ménager. Ensuite, comme on va bientôt le voir, si la France, pour plusieurs raisons, devait tendre à traiter les Piémontais et les Belges avec une bienveillance exceptionnelle, elle eût cependant dépassé la mesure en allant, dans la voie des sacrifices à leur égard, au delà d'une sage limite. En tout cas donc, ce n'était pas d'une suppression complète des douanes françaises aux frontières de la Belgique et du Piémont qu'il devait être question ; ce n'était que d'un adoucissement de faveur, au profit du commerce de ces deux pays, des règles générales de notre législation économique.

Mais les partisans de l'union douanière absolue n'envisageaient pas les choses de la sorte ; aussi, dans les motifs qu'ils donnaient de leur opinion, erraient-ils, comme dans cette opinion elle-même, de la manière la plus complète.

Ce n'était pas une faveur, à les en croire , que la France ferait au Piémont ni à la Belgique d'admettre leurs produits à de meilleures conditions que ceux des autres puissances ; c'était notre intérêt seul qui nous conseillait au plus vite d'ouvrir nos portes à la Belgique et au Piémont : autrement, leur longanimité et leur bon vouloir à notre égard se tournant en sentiments hostiles, on les verrait nous déclarer une terrible guerre de représailles, se séparer de notre alliance politique, et se jeter, la Belgique dans les bras de l'Angleterre et de la Prusse, le Piémont dans ceux de l'Autriche.

Il faut convenir qu'il est chanceux de parler des affaires publiques de son temps : avec tout l'esprit du monde, nul n'est sûr de n'en pas dire d'étranges choses. Témoin les discours des partisans absolus de l'union piémontaise et belge, dont nous venons de rapporter la substance.

Les principes du droit public des nations, en matière de représailles, étaient d'abord singulièrement méconnus par les personnes qui, de très-bonne foi d'ailleurs, s'effrayaient de l'inimitié commerciale que le maintien de nos tarifs pouvait finir par nous attirer de la part des gouvernements de Turin et de Bruxelles. En principe, tout peuple a le droit de mettre à profit, dans son intérêt national propre, les éléments de richesse que son sol recèle ; et il n'y a rien de plus légitime à un peuple, petit ou grand, quel qu'il soit, de protéger, en application de ce principe, ceux des produits de son industrie indigène qu'il juge incapables de soutenir sans droits la concurrence de l'étranger ; mais c'est à une condition cependant, à la condition que les droits qu'établira ce peuple seront généraux, et qu'ils ne frapperont pas uniquement les importations spéciales d'une seule nation étrangère, mais indifféremment celles de toutes ; autrement, ce n'est plus une mesure inattaquable de propre conservation que le peuple qui se protège adopte, c'est un acte d'hostilité qu'il commet contre une nation déterminée. Supposez donc que le gouvernement piémontais et le gouvernement belge, aussi imprudents qu'ils étaient habiles, se fussent flattés, dans le but étrange qu'on leur supposait, de nous forcer à leur ouvrir notre marché, en frappant exceptionnellement de droits d'interdiction nos vins et nos soieries par exemple : ils sortaient *de plano*, à notre égard, du cercle du droit public ;

mais apparemment, si ce droit cessait d'être obligatoire pour eux, il n'eût pas continué à l'être pour nous : nous eussions fermé notre porte aux Belges et aux Piémontais, comme ils nous fermaient la leur ; et qu'auraient-ils gagné à ce jeu ?

C'est là que les partisans excessifs de l'union évoquaient le spectre de l'Autriche d'une part, et ceux de l'Angleterre et de la Prusse de l'autre, prêtes à repevoir le Piémont et la Belgique dans leur alliance commerciale, si nous leur refusions la nôtre ; et ils ne manquaient pas, comme on pense, de développer les conséquences fatales que de tels événements entraîneraient pour notre politique.

Mais il n'y avait rien de moins fondé, à considérer les faits, cette base de toute conduite comme de toute science économique, que les craintes que l'on manifestait à cet égard.

Que le Piémont, par simple mauvaise humeur contre la France de ce qu'elle aurait refusé de le traiter plus favorablement qu'aucune autre nation, en vînt à se jeter dans l'union douanière de l'Autriche, c'est, loin de pouvoir former un objet de crainte, ce qui, en vérité, ne tombait seulement pas sous le sens. L'univers sait, d'un pôle à l'autre, que Piémontais et Autrichiens, tant que l'Autriche occupera la haute Italie, sont capables à peu près de s'entendre comme Carthaginois et Romains, ou comme Polonais et Russes. Au moment même, d'ailleurs, où les plus grandes discussions avaient lieu en France pour et contre l'utilité d'un traité de commerce avec le Piémont, sait-on à quoi celui-ci passait son temps ? Les publicistes contemporains, qui avaient une telle frayeur de la colère commerciale du roi Charles-Albert, s'ils avaient en ce



moment passé les Alpes, auraient assisté précisément à une lutte très-vive du gouvernement piémontais et de celui de Vienne, s'efforçant l'un et l'autre de faire prévaloir, en Italie, deux systèmes opposés de chemins de fer, dont l'un, le système sarde, avait pour but de bloquer l'Autriche, et l'autre, celui du prince de Metternich, d'isoler le Piémont<sup>1</sup>. Enfin, il n'y avait qu'à jeter les yeux sur les tableaux de notre commerce avec les Etats sardes, pour voir que, même en l'état existant des tarifs, il n'était point de marché qui, pour eux, valût le nôtre.

Les raisonnements analogues que l'on faisait sur la conduite éventuelle de la Belgique, quoiqu'un peu plus spécieux peut-être, étaient au fond tout aussi faibles.

On disait : L'Angleterre et la Prusse sont aux aguets ; prenez garde, elles convoitent également Anvers et l'Escaut. L'Angleterre est puissante, elle peut faire de grands sacrifices pour s'assurer une aussi riche conquête. Quant à la Prusse et au Zollverein dont elle est la tête, il n'y a qu'à les écouter parler pour se convaincre qu'ils sont prêts à tout, ne pouvant vaincre la résistance du Hanovre, du Mecklembourg, ni de la Hollande, pour arriver à faire d'Anvers le grand port de commerce de leur association. N'a-t-on pas récemment entendu le ministre de Prusse à Bruxelles, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer qui relie Anvers à Cologne, s'écrier : « La Prusse tend sa main de « fer à la Belgique... Le Rhin vient d'opérer sa jonction « avec la Meuse et avec l'Escaut » ; et un ministre belge

<sup>1</sup> On trouvera un récit intéressant des phases diverses de cette lutte de l'Autriche et du Piémont, dans un ouvrage (en italien) de M. Gualterio, qui a pour titre : *Gli ultimi rivolgimenti italiani, memoria storica, con documenti inediti* (P. II).

lui répondre : « Nous avons voulu créer un grand intérêt « commun à l'Allemagne et à la Belgique : cet intérêt « existe dès aujourd'hui. Notre chemin de fer vous donne « des ports nouveaux plus beaux que Hambourg , « plus libres que Rotterdam '... ? » Quoi de plus clair ! Quelle démonstration plus décisive et plus inquiétante attendre encore de la nécessité d'une union , coûte que coûte , avec les Belges ?

Ces discours étaient fort bien intentionnés, mais l'imagination, comme il arrive trop souvent dans les plus graves affaires, y usurpait la place de la plus simple considération des faits.

La crainte d'abord que l'on manifestait de voir la Belgique se jeter dans les bras de l'Angleterre n'était seulement pas intelligible. On n'avait qu'à jeter les yeux sur les tableaux du commerce belge ; on aurait vu que l'Angleterre importait en Belgique une quantité de produits évalués à plus de cinquante-quatre millions de francs , et qu'elle n'en exportait que pour une valeur de douze millions : différence à la balance , au détriment de la Belgique , plus de quarante millions. Bien plus , on aurait vu encore que presque tous les objets exportés par l'Angleterre à la destination de la Belgique étaient des produits de ses manufactures , tandis que les onze douzièmes de ses exportations de Belgique consistaient en denrées ou en valeurs premières. Quelle apparence que le peuple belge fût tenté d'aggraver encore sa dépendance, déjà si grande, de l'industrie britannique ? Le supposait-on jaloux du sort du Portugal ?

• Discours prononcés par M. d'Arnim, ministre de Prusse, et par le ministre des travaux publics belge, à Auvers, à Liège, etc., en octobre 1843.

Quant à l'Association allemande, la crainte de voir la Belgique se montrer très-soucieuse de lui ouvrir démesurément ses ports n'était pas plus fondée. Dans l'état de leurs tarifs réciproques, la moyenne des importations du Zollverein, en Belgique, avait toujours excédé de trois ou quatre millions celles de la Belgique à destination du Zollverein. Ce à quoi la Belgique, de toutes ses forces, devait tendre, et elle allait bientôt montrer en effet, par des actes significatifs, que tel était son plus cher désir, c'était d'arriver au moins à rétablir l'équilibre dans son commerce avec l'Allemagne. Et puis, quelle était la grande concession que la Belgique surtout devait désirer d'obtenir de la Prusse ? C'était une réduction considérable, à l'entrée dans le Zollverein, des droits qui en éloignaient ses fers et ses fontes ; mais le Rhin aurait commencé à remonter son cours avant que les Belges obtinssent une telle concession des Prussiens. En outre, croit-on, de son côté, que le Zollverein, s'il avait « une main de fer », comme disait poétiquement le ministre de Prusse, eût les reins cependant assez solides pour supporter les conséquences d'un traité de commerce avec un pays aussi industriel que la Belgique ? Sait-on bien que la Belgique, au moment où j'écris, importe en France, grâce aux concessions de faveur que nous lui avons faites, pour plus de cent trente millions de francs de ses produits ? La France, avec son magnifique marché, est de force à supporter sans embarras cette énorme importation, mais soumettez-y le Zollverein, vous y mettrez bientôt toutes les fabriques à bas, et toute la population ouvrière dans la misère et peut-être en insurrection. Enfin, il n'y avait rien sans doute de plus nouveau que de faire d'Anvers un port allemand ; mais, sans parler des obstacles que la

politique générale aurait pu y mettre, on n'avait qu'à s'en fier aux Belges du soin, après y avoir regardé, de rejeter loin d'eux ce calice. Avant que le cabinet de Bruxelles eût trouvé moyen d'accorder entre eux sur la question, je ne dis pas tous les fabricants de la Belgique; mais rien seulement que les armateurs d'Anvers, la France avait tout le temps de méditer à l'aise sur la conduite éventuelle qu'il lui conviendrait de tenir.

Cette France, en effet, dont les partisans de l'union douanière à tout prix faisaient si bon marché dans le débat, était-elle donc si à dédaigner pour la Belgique qu'elle pût, du jour au lendemain, s'exposer à s'en voir fermer le marché?

Nous venons de voir quels étaient les rapports du commerce belge avec l'Angleterre et avec l'Association allemande. C'étaient des rapports d'infériorité et de dépendance qu'il ne devait tendre qu'à niveler, et non pas à aggraver. Mais, avec nous, comment les choses se passaient-elles? D'une manière toute différente. Bien loin d'être à charge à la Belgique, nous lui étions extrêmement utiles, au contraire; pour ne pas dire indispensables. La valeur moyenne des objets de son exportation était de cent vingt-cinq millions : sait-on quelle part elle nous en envoyait? La moitié! Quant à nos importations, étaient-elles très-onéreuses à la Belgique? Pas davantage; nous ne lui envoyions alors que la moitié environ de ce qu'elle introduisait sur notre marché; de sorte que la balance du commerce était à son avantage de plus de trente millions. En quoi, enfin, consistaient surtout les envois de la Belgique à notre destination? Les deux tiers étaient des objets fabriqués; c'est-à-dire que nous contribuions pour quarante

millions de francs environ à la vie des fabriques et des ouvriers belges <sup>1</sup>:

Et c'est dans un tel état de choses qu'on faisait envisager un traité accordé par la Fratie à la Belgique et au Piémont, non pas comme la plus bienveillante et la plus précieuse des marques de faveur qu'elle pût leur donner, mais comme une sorte d'obligation où elle était tenue, trop heureuse d'être quitte, à ce prix, de la colère économique de Bruxelles et de Turin !

Il n'y a que notre pays pour faire prospérer des paradoxes aussi bien portants, et il faut convenir que nous sommes le premier peuple du monde pour nous créer, au grand amusement de l'étranger, qui s'en moque et qui en profite, des monstres avec rien. Singulier persiflage de la nature, d'avoir formé l'esprit français d'un aussi indéchiffrable mélange de finesse et de bonhomie, de vigueur et d'irrésolution ! Mais tels nous sommes ; et ce qu'en dit l'histoire, bien entendu, n'est pas dans le dessein d'y rien changer, mais seulement de le peindre.

On voit que les raisons alléguées par les partisans excessifs d'une union douanière de la France avec la Belgique et avec le Piémont n'étaient rien moins qu'heureuses, soit dans la forme, soit dans le fond. Mais cette union, à un certain degré cependant, n'en était pas pour cela moins désirable, et des motifs d'un tout autre ordre que ceux qu'on invoquait avec si peu de fondement et d'adresse plaidaient en sa faveur.

C'étaient des motifs de l'ordre moral et politique.

<sup>1</sup> Ces chiffres et ceux qui précèdent sont tirés des documents officiels tant belges que français.

Que deux Etats voisins dont l'un en grande partie, l'autre en totalité avaient, pendant plus de vingt ans, été compris dans le territoire politique de la France; comme ils le sont dans son cadre géographique, que ces deux Etats donc fussent traités, par notre législation commerciale, avec la même rigueur que les pays les plus éloignés ou les plus hostiles, cela était-il moralement équitable? Les anciens départements des Alpes maritimes et du Mont-Blanc, de Jemmapes, de la Dyle, de l'Escaut, etc., n'avaient-ils pas, à la bienveillance du gouvernement et du peuple français, d'autres droits que les Anglais, les Russes ou les Allemands? Les traités de 1815 ont bien pu distraire ces portions de la vieille Gaule du centre naturel d'administration auquel, de la Révolution à 1814, ils avaient été rattachés; mais ces merveilleux traités ont-ils pu faire à la nature, à la religion, à la langue, à l'histoire, aux intérêts enfin, des Belges, des Savoisiens et des Nissards, la même violence qu'ils ont faite à la distribution de leur territoire, et était-il bien honorable à la France de 1789, toute autre considération mise à part, de refuser d'admettre dans son alliance commerciale des contrées qui longtemps avaient vécu de la même et glorieuse existence nationale qu'elle-même?

Des raisons politiques de deux sortes militaient non moins fortement en faveur de la conclusion de traités de commerce avec les gouvernements de Bruxelles et de Turin.

Depuis 1815, comme on sait, la Confédération germanique campe, en avant-garde d'on ne sait plus trop maintenant quelle coalition possible, mais enfin, campe à Luxembourg, à Sarrelouis et à Landau, et d'un autre côté,

l'Autriche avance jusqu'à Milan. N'était-il pas au moins utile dans un tel état de choses de reporter moralement nos frontières jusqu'au Tessin et jusqu'à l'Escaut? Qu'il y ait grand danger, le jour où les traités de 1815, succombant sous le poids des haines terribles qu'ils ont fomentées dans toute l'Europe, de la mer du Nord à la Méditerranée, et du Rhin par delà la Vistule; qu'il y ait danger, disons-nous, ce jour-là, de voir l'armée belge marcher sur Lille et l'armée piémontaise sur Lyon, c'est ce qu'il serait évidemment exagéré de croire; mais encore, est-il inutile que Piémontais et Belges, outre les liens moraux qui les attachent à la France, aient, à l'époque très-matérialiste où nous sommes, de solides raisons de faire le plus grand cas de la continuation de leurs bons rapports avec nous?

Le marché français déjà leur était précieux, à bien des titres; mais en le leur ouvrant de manière à ce qu'ils y trouvassent un débouché privilégié, sans pareil, pour leurs produits, on resserrerait, sous forme commerciale, au prix de quelques sacrifices, sans doute, une alliance politique qui, peut-être, un jour à venir, ne serait pas sans utilité.

Assurément, nous ne pouvions faire qu'une mauvaise affaire commerciale avec les Piémontais et avec les Belges, en traitant avec eux; et il était sensible, de quelque manière que nous nous y prissions, que les avantages qu'ils obtiendraient de nous n'équivaldraient jamais et de bien loin à ceux qu'ils pourraient nous offrir. Mais, en revanche, nous acquerions à la considération de nos voisins et à leurs égards des titres nouveaux. Sans doute, il serait très-heureux, pour la Belgique et pour le Piémont, d'entrer sur le marché français et d'y venir battre quelquefois

nos industriels et nos agriculteurs ; mais quel trouble dans leur existence économique, si, après avoir obtenu ce marché et en avoir joui largement, ils venaient, cessant de reconnaître avec la même cordialité qu'elle leur aurait été faite, la faveur commerciale de la France, à en être soudain privés ?

Il est dangereux à un petit État de subir une importation trop considérable des produits d'un État plus grand ; il s'expose par là à perdre bientôt jusqu'à son indépendance politique ; c'est ce qui est arrivé au Portugal avec l'Angleterre. Mais le même danger n'existe pas quand c'est l'État plus grand qui court le risque de voir l'État plus petit prendre une place considérable sur son marché ; et la raison en est simple, c'est que l'État plus grand est toujours libre de rompre le pacte qui l'engage, sans que la partie avec laquelle il l'a signé puisse lui en imposer la continuation par la force.

Les libéralités commerciales que nous faisons à la Belgique et au Piémont avaient donc un certain intérêt au point de vue politique, et n'y avaient aucun inconvénient.

C'étaient, aux yeux de tous les contemporains éclairés et n'ayant point d'intérêts privés dans la question, les vues qui devaient diriger, et ce furent celles qui dirigèrent en effet le ministère du 29 octobre dans ses négociations commerciales avec les gouvernements de Bruxelles et de Turin. Ces vues étaient fort judicieuses, et il ne peut y avoir de doute aujourd'hui pour personne, que si les traités avec le Piémont et avec la Belgique furent, de notre part, économiquement parlant, de véritables dons, politiquement ils eurent diverses raisons d'être, notables.



M. Guizot, alors ministre des affaires étrangères, quand, en 1846, ces traités furent définitivement ratifiés, en expliqua ainsi le sens, dans un discours qui, pour l'art, la noblesse et la mesure du langage, est un des modèles de ce genre difficile d'éloquence parlementaire. C'était le seul que sérieusement ils eussent; c'était le seul aussi que les partisans des traités auraient dû envisager; c'était celui, enfin, que leurs adversaires auraient dû souvent, dans leurs critiques, considérer de plus près.

Un seul débat s'élevait dans la matière, qui fût digne d'attirer les regards des hommes d'État, mais il faut dire qu'il en était digne à tous égards.

C'était le débat de savoir jusqu'où on irait dans les libéralités qu'il était question de faire à la Belgique et au Piémont.

En principe, et aux yeux de tous les hommes prudents, la limite était naturellement posée au point où commencerait pour notre agriculture, notre industrie et notre navigation, non plus seulement le sacrifice, mais la souffrance. Ainsi, conclure un traité de faveur avec la Belgique, qui aurait pour effet de provoquer le chômage dans nos manufactures, par exemple, de Lille et d'Elbeuf; en conclure un pareillement avec le Piémont qui dût être funeste à notre navigation ou à certains de nos producteurs agricoles, c'étaient là des desseins qui ne pouvaient entrer dans aucune tête bien faite.

Mais dans quelles bornes fallait-il se tenir pour ne pas excéder la mesure supportable du sacrifice?

Question de fait, extrêmement obscure, que l'expérience, sans doute, trancherait inévitablement un jour, mais qu'autant que possible il était bon de résoudre avant

elle, et sans s'exposer à payer les frais, toujours coûteux, de ses leçons en ce genre.

Le ministère du 29 octobre, dans ces circonstances délicates, et au milieu des renseignements contradictoires dont il était assailli, ne pouvait guère que tâtonner; ce fut, en effet, tant dans son traité avec la Belgique que dans celui qu'il négocia avec le Piémont, ce qu'il fit.

Quel fut le succès de ses efforts?

Il fut très-partagé. Le ministère du 29 octobre échoua complètement, dans un premier essai avec la Belgique, et il arriva très-près de la vérité, dans un second. Quant au Piémont, le résultat définitif ne fut pas aussi favorable : le traité essuya des critiques qui, au point de vue des intérêts du commerce, étaient peut-être exagérées, mais qui, à celui de la navigation malheureusement ne l'étaient pas.

Le ministère du 29 octobre conclut, pour quatre ans, en 1842, une première convention commerciale avec la Belgique, où, en échange de quelques abaissements de droits de peu d'importance de la part de la Belgique, en faveur de nos vins et de nos soieries, il consentit à l'entrée des produits les plus intéressants de l'industrie de notre voisine, les fils et tissus de lin et de chanvre, une réduction de droits qui était excessive. En un moment, le département du Nord, dont les manufactures étaient gravement atteintes par ce remaniement de législation, retentit de légitimes et très-vives réclamations.

De son côté, la Belgique, la convention à peine signée, ayant, sous la pression des menaces de la Prusse, étendu aux soieries et aux vins du Zollverein le traitement stipulé en faveur des nôtres, et, pour se défendre des progrès de l'importation anglaise, ayant élevé, sans exception pour

nous, le tarif de ses tissus de laine, nos manufacturiers crièrent à la mauvaise foi et à la duperie, et leurs députés vinrent solennellement demander à la tribune que du moins la convention ne fût pas renouvelée.

Les Belges n'étaient pas coupables de la déloyauté dont on les accusait : ils avaient cédé à la nécessité, en se conduisant comme ils l'avaient fait ; la preuve, c'est que dans le même temps, ou peu après, ayant élevé leur tarif à l'entrée des tissus de coton, ils nous avaient à l'avantage, en cette matière très-intéressant, de Rouen et de Mulhouse, exceptés de la mesure. De notre côté, nous n'étions pas restés aussi scrupuleusement fidèles à la convention que nous nous plaisions à le dire. Nous étant aperçus que notre industrie des lins allait souffrir plus qu'il n'était raisonnable, nous avons adopté pour le comptage des fils et l'appréciation des nuances des tissus un système qui n'était pas très-exactement celui du traité. En outre, le ministre de la guerre avait, cette fois, en dérogation formelle à l'esprit de ce traité, exclu les toiles belges des fournitures militaires.

Qu'est-ce que tout cela prouvait ?

Qu'il fallait renoncer à toute alliance commerciale avec la Belgique ? C'est la conclusion extrême que tiraient quelques représentants des intérêts lésés. Mais le gouvernement raisonna avec plus de sagesse. Il conclut seulement des défauts de la convention de 1842, qu'il fallait en négocier une autre, sur des bases meilleures. Ce fut ce qui eut lieu en 1845. Non pas encore au contentement de tout le monde, sans exception : eh ! qui pouvait se flatter de ne froisser aucun intérêt dans une négociation aussi complexe et aussi délicate ? mais, du moins, les Chambres, à

des majorités de suffrage voisines de l'unanimité, adoptèrent, la jugeant aussi bonne que possible, la convention nouvelle <sup>1</sup>:

La suite des événements a justifié leur confiance. Neuf années remplies de vicissitudes bien diverses se sont succédé depuis le traité de 1845. Il n'a ni, de part ni d'autre, d'une manière sérieuse au développement d'aucune industrie. Quant à ce que ses résultats ont pu avoir d'avantageux, deux lignes de statistique empruntées aux tableaux officiels <sup>2</sup> du mouvement de notre commerce peuvent nous l'apprendre.

La valeur moyenne annuelle des importations de la Belgique en France, de 1850 à 1841, fut, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le dire, de soixante millions de francs environ; depuis cette époque elle a plus que doublé. Quant à nous, la place que nous avons prise depuis lors sur le marché belge; loin de décroître, comme quelques personnes le craignaient en 1845, n'a fait, au contraire, qu'augmenter d'importance. Nos envois à destination de la Belgique atteignaient à peine, de 1850 à 1841, la moitié de la valeur des produits que nous en tirions. Aujourd'hui, au commerce spécial, du moins, importations et exportations, à quelques millions près; se font équilibre, et le grand avantage de la Belgique n'est plus qu'au commerce général. Ainsi la faveur que nous lui avons faite portant surtout sur le commerce d'entrepôt, de transit et de réexportation, notre industrie indigène, du moins, par les

<sup>1</sup> Elle vient d'être renouvelée, avec quelques modifications, par un traité signé à Bruxelles, le 27 février 1854.

<sup>2</sup> Ce sont les chiffres fournis par le *Tableau du commerce de la France pour 1853*.

progrès qu'elle a accomplis, tend à en supporter de moins en moins lourdement les conséquences.

Le traité avec le Piémont, avons-nous dit, qui fut conclu en 1843<sup>1</sup>, n'a pas eu d'aussi heureux résultats.

Les importations spéciales annuelles du Piémont en France, depuis 1843, se sont élevées couramment à la valeur énorme, pour ce petit pays, de cent millions de francs. Nos exportations correspondantes sont d'environ trente millions plus faibles. Mais cette infériorité, si elle était seule, serait peu de chose, en ce sens que déjà le commerce général la répare en partie, et que l'avenir nous sera peut-être plus favorable.

C'est notre navigation surtout qui est maltraitée par la convention sarde.

Le traitement de réciprocité qu'elle accorde aux navires des deux nations est excessif pour les nôtres. La part de leurs transports généraux d'abord tend à descendre au-dessous de quarante-huit pour cent; mais la disproportion est bien plus fâcheuse encore en ce qui concerne nos relations avec l'Algérie. Le Piémont, en concurrence avec nos armateurs, y prend de soixante à quatre-vingts pour cent de la navigation commune. La libéralité, en ce qui touche notre marine marchande, au moins, n'a-t-elle pas été un peu large? C'est du moins ce qui semble résulter du témoignage des faits. La partie commerciale du traité, quoique très-favorable aux Piémontais, n'est pas, à notre sens, excessive; et il n'est pas à regretter, pour de bonnes raisons, que ce petit pays fasse de si bonnes affaires avec nous, quand il nous en devrait coûter, quelques années encore, une

<sup>1</sup> Il a été renouvelé, avec quelques modifications, en 1850.

trentaine de millions; mais notre navigation paye cher le traitement de réciprocité, et le mal en cette matière est autrement sensible pour l'État qu'en affaire de commerce et même d'industrie.

La Commission qui, en 1845, examina à la Chambre des députés la convention avec le Piémont, fut si frappée de la gravité des sacrifices qu'elle pourrait nous imposer, qu'elle eut un moment la pensée d'en proposer le rejet pur et simple. Les instances du ministère la firent consentir à une transaction. Le traité avait été conclu pour six ans; on obtint, non sans peine, du cabinet de Turin, que la durée en fût réduite à quatre ans. Il a été renouvelé depuis, et nous venons d'en rapporter les résultats. Faut-il le blâmer tout à fait et être d'avis d'y renoncer le cas échéant, comme le voulait la Commission de 1845? Ce sentiment serait trop absolu; mais peut-être y aura-t-il lieu un jour, en ce qui concerne notre marine marchande, du moins, de tenir compte des faits qui se sont déjà produits et qui, plus nous irons vraisemblablement, ne feront qu'affecter davantage, au détriment de notre matériel et de notre population navale, le développement de notre cabotage et de notre navigation lointaine.

Tel est, sur les deux traités conclus par le ministère du 29 octobre avec le Piémont et la Belgique et sur les controverses que les négociations de ces traités, en leur temps provoquèrent, le jugement que l'histoire, dégagée des passions contemporaines, peut prononcer avec quelque autorité sans doute, car les considérants de ce jugement ne sont que des chiffres et que des faits.

Il est mêlé, comme on voit, et d'éloges et de réserves; il ne faut pas s'en étonner: il faut seulement, à la lumière

de ce nouvel exemple, apprécier une fois de plus combien c'est chose délicate que de conclure des traités de navigation ou de commerce, et combien il est difficile, même aux hommes les plus éclairés, de réussir en cette matière à la pleine satisfaction, nous ne dirons pas des contemporains dont nous concevons qu'on n'admette les censures que sous toutes réserves, mais, ce qui est autrement sérieux, au contentement de la postérité.

Nous venons de dire que le traité sarde faillit être rejeté par la Commission qui, en 1845, en fit l'examen au nom de la Chambre des députés. C'est une occasion qui incidemment se présente de rapporter, au moins en quelques mots, ce qu'était devenu, sous la monarchie de Juillet, le principe de la sanction législative des traités.

Nous avons raconté ailleurs comment, sous la Restauration, Casimir Périer, lors des négociations relatives à la convention de 1826 avec la Grande-Bretagne, s'était élevé contre une interprétation abusive que l'on prétendait donner de l'article 14 de la Charte, et d'après laquelle au Roi seul aurait appartenu, sans aucun recours des Chambres, le droit de conclure les traités de commerce.

La Charte de 1830 n'avait pas en ce point littéralement aboli l'article 14, car dans son article 13, elle aussi elle disait : « Le Roi... fait les traités de paix, d'alliance et de « commerce... » ; mais en fait, le gouvernement ne songea jamais, depuis 1830, à contester une seule fois aux Chambres le droit, incontestable en effet, que l'esprit sinon la lettre même de la Charte nouvelle leur donnait d'examiner, et si elles le trouvaient bon, de rejeter les traités soumis à leur sanction.

Elles usèrent deux fois du droit de rejet : à l'occasion

du traité sarde, comme on vient de le voir, et précédemment déjà, d'une manière du reste peu heureuse, lorsqu'en 1833, le ministère du 11 octobre leur demanda la ratification du traité qui allouait aux États-Unis la légitime indemnité de vingt-cinq millions qu'ils réclamaient.

Plusieurs discussions intéressantes eurent lieu, par occasion, sur le fond même du principe, et les Chambres, à deux ou trois reprises, ne parurent pas comprendre d'une manière très-nette la limite de leur droit à cet égard.

M. le duc de Broglie, en 1833, lors de la discussion du traité où la France, de concert avec l'Angleterre et avec la Russie, garantissait au profit de la Grèce un emprunt de soixante millions de francs, fita avec sa ferme lucidité d'esprit et de langage habituelle les vrais principes de la matière. « De quoi s'agit-il, dit alors M. de Broglie ? Un « traité existe : il a été conclu par le pouvoir exécutif, auquel « la constitution commit le soin des négociations et la « conclusion des traités ; pris en soi, le traité est achevé et « il engage toutes les parties ; un seul article de ce traité « demeure soumis à une condition, c'est-à-dire, à l'appro- « bation des Chambres, par la raison qu'une question « financière y est attachée. Mais ce qu'on demande à la « Chambre, ce n'est pas de participer à la négociation du « traité, c'est d'en approuver ou d'en désapprouver la « conséquence. Si elle l'approuve, le traité est complet ; « si elle la désapprouve, le traité est nul. Voilà l'autorité « de la Chambre ; voilà son droit ; mais elle ne peut pas « introduire des modifications dans un traité, ce serait « elle alors qui négocierait. »

Ce sont là les vraies bases du droit public des peuples libres, en matière de conclusion de traités de commerce :



le pouvoir exécutif, par l'intermédiaire de ses agents, les négocie et les signe même, mais *ad referendum* et sauf la sanction du pouvoir législatif, seul apte, en tout objet intéressant la fortune publique, à prononcer souverainement. Au delà, dans l'un ou l'autre sens, commence l'abus : si le pouvoir législatif entend modifier un traité, il négocie, tandis que son droit se borne à rejeter ou à ratifier ; et si le pouvoir exécutif entend se soustraire de quelque façon que ce soit à la sanction législative, il excède ses pouvoirs, car s'il a l'initiative, la négociation et la signature même des traités, il n'en a pas la ratification définitive. Des deux parts, au contraire, si l'on reste dans les termes d'un pacte vraiment constitutionnel, tout est sauf, et le soin des négociations, qu'une ingérence maladroite et inadmissible des Chambres n'entrave pas, et le droit des citoyens, dont les intérêts ne sont engagés qu'autant que leurs représentants, du moins, ont pris connaissance des clauses auxquelles ils le sont et les ont admises.

Tel était le droit public de la France à cet égard sous la Monarchie de Juillet. Cela explique comment, en 1845, le ministère du 29 octobre fut obligé, *de plano*, de négocier sur de nouveaux frais à Turin, quand la Commission exigea que la durée du traité sarde fût réduite de six à quatre années. La vraie doctrine constitutionnelle fut appliquée des deux parts en cette circonstance. Car le refus de la Commission d'accepter le traité, dans tous les termes où il était conçu, équivalait au rejet de ce traité, et ce fut en réalité un traité nouveau, puisque de nouvelles négociations intervinrent, que postérieurement les Chambres ratifièrent. Ces maximes chez nous ont péri ; mais les faits sont impuissants à infirmer les principes : ceux qui les

contredisent même en témoignent, et il demeure toujours irrécusable que les intérêts d'un peuple n'ont de garantie sérieuse que lorsque les représentants de ce peuple ont le droit de vérifier des traités qui peuvent, d'un trait de plume, engager toute sa fortune.

Pour achever ces récits épisodiques et pouvoir reprendre le cours général de notre histoire, il ne nous reste plus maintenant qu'à mentionner, dans l'ordre encore des matières qui vient de nous occuper, un certain nombre de conventions de commerce et de navigation de toute sorte, qui firent dans leur temps moins de bruit que les traités belge et sarde, mais dont quelques-uns, par les conséquences qu'ils ont produites, méritent d'arrêter quelques instants au moins les regards.

Le gouvernement de Juillet, en général, avait un goût très-prononcé pour ces sortes de négociations. Je ne sais pas s'il est un cabinet qui ait passé aux affaires alors, sans en mener quelque une à terme.

Casimir Périer, dès le lendemain de la révolution, avait incidemment et très-heureusement commencé, ainsi que nous avons vu, en insérant dans le traité d'indemnité qu'il avait conclu avec les États-Unis quelques clauses fort utiles. Mais à partir de 1834, jusqu'à la fin de la monarchie, on a plus tôt fait de compter les années qui furent exemptes de traités de commerce que celles qui en virent.

Sans parler des conventions avec la Sardaigne et avec la Belgique, la monarchie de Juillet, de 1834 à 1847, ne signa pas moins de dix-huit engagements solennels de ce genre, et cela dans toutes les parties du monde : avec la Bolivie, l'Uruguay, la Nouvelle-Grenade, Venezuela et la République de l'Équateur, dans l'Amérique du Sud ; avec le Mexique

et le Texas dans l'Amérique du Nord ; avec Haïti, dans la mer des Antilles ; avec la Porte, la Chine et les États de l'Iman de Mascate en Asie et en Arabie ; dans le grand Océan équinoxial, avec les îles Wallis et les îles Sandwich ; en Europe, enfin , avec le Mecklembourg-Schwérin , les Pays-Bas, le Danemark , les Deux-Siciles, et la Russie. Le ministère du 29 octobre eut sa bonne part dans la négociation de ces traités ; car outre ceux du Piémont et de la Belgique, il lui en revient encore onze, sur les dix-huit restants, en toute propriété.

Ce goût de négocier fut-il toujours heureux ? La vérité oblige à répondre que non.

Les traités avec l'Amérique, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie, ne sauraient guère donner lieu à de graves censures, non plus qu'à de grands éloges, car, en général, les intérêts qu'ils affectèrent furent ou minimes, ou médiocrement atteints ; mais il n'en fut pas de même des traités avec les puissances de l'Europe. Il n'en est pas un, le traité avec la Russie excepté, et encore faut-il remarquer que la réciprocité des deux parts n'y est stipulée qu'incomplètement, il n'en est pas un, disons-nous, sauf celui-là, qui n'ait coûté à notre navigation marchande des pertes sensibles.

Ainsi, en 1840, quatre ans après la conclusion du traité, notre part dans la navigation de concurrence avec le Mecklembourg était tombée à treize pour cent ; en 1845, elle déchet jusqu'à six. Même aventure avec la Hollande : en moins de cinq ans, l'effet du traitement de réciprocité fit descendre la part de nos transports de cinquante à trente-quatre pour cent ; c'est le chiffre où, avec quelques oscillations insignifiantes, elle s'est maintenue depuis. Avec le Danemark, le résultat du traité n'a pas été plus heureux.

En 1845, sur un tonnage de navigation réciproque de huit mille tonneaux environ, nous en avons pris huit cents. Enfin, la lutte sans droits différentiels avec les Deux-Siciles ne nous a pas été plus favorable : notre part dans la navigation de concurrence n'est pas parvenue depuis le traité à s'élever au-dessus de vingt-cinq à trente pour cent <sup>1</sup>.

Voilà les conclusions de l'histoire. Instruisons-nous ; et, sans trop censurer ces traités divers, à la négociation desquels les nécessités de la politique générale poussèrent beaucoup plus le gouvernement de Juillet que les pures considérations économiques, reconnaissons néanmoins qu'en cela plus de réserve de sa part eût été plus profitable à l'État. Les nécessités de la politique générale, à quelques rares exceptions près, comme celles, par exemple, qui militaient en faveur des traités avec le Piémont et avec la Belgique, ne sont, le plus souvent, que transitoires ; mais les intérêts essentiels du pays, comme ceux de l'entretien de sa marine marchande, par exemple, sont permanents ; et quand ils souffrent, c'est la substance même de la puissance nationale qui s'épuise.

Ceci achève l'histoire de la politique commerciale des deux continents, jusque vers 1846 environ, en tant qu'on la considère dans ses purs événements intérieurs, et abstraction faite de la conduite que, depuis 1830, suivait, de son côté, le gouvernement de la Grande-Bretagne. Il est temps, reprenant la suite de notre récit au point où, pour un moment, nous l'avons interrompu, de retracer la marche suivie depuis lors par ce gouvernement pour conjurer les effets de plus en plus dangereux de la persistance de toutes

<sup>1</sup> Ces chiffres divers sont pris dans les relevés officiels, publiés par l'administration des douanes, depuis les époques diverses des traités.

les autres nations du monde dans les voies du système protecteur.

Nous avons vu, sous la Restauration, un ministre aussi expérimenté que circonspect, Huskisson, engager l'Angleterre dans une réforme en apparence et en discours très-hardie, dans la réalité des faits, très-mesurée, des droits de son tarif. Il n'y a qu'à en envisager l'ensemble, pour en apprécier le prudent caractère.

En ce qui concerne d'abord l'objet le plus essentiel de la production indigène anglaise, le blé, Huskisson avait toujours regardé comme une dangereuse chimère le projet d'abaisser les droits qui en protégeaient la culture sur le sol de son pays au-dessous d'une limite qui ne permit plus à cette culture de suffire, année moyenne, aux besoins de la consommation nationale.

Les remaniements successifs qu'avait subis, de 1815 à 1830, la législation des céréales, avaient tous été empreints de cet esprit.

Le dernier de ces remaniements, effectué en 1828, avait établi à l'importation des blés étrangers une échelle mobile de droits tellement calculés, qu'il n'est presque pas un pays du continent qui n'eût considéré comme un prix de famine le taux le plus bas auquel cette échelle de droits permettait l'importation : dans ce système, en effet, l'hectolitre de blé étranger, rendu dans les ports de la Grande-Bretagne, devait toujours, frais de commission et de transport mis à part, revenir, en moyenne, à plus de trente-deux francs, et s'élever, le plus souvent, à environ trente-huit. C'étaient là, assurément, des prix largement rémunérateurs, sinon pour le fermier, au moins pour le propriétaire anglais.

Quant aux autres objets de consommation générale,

denrées, matières premières brutes ou en cours d'ouvroison, produits fabriqués enfin, le secret des réductions de droits qu'Huskisson avait opérées à leur égard était fort simple, et il l'avait dix fois proclamé lui-même, c'était que ces réductions portaient toutes, et assez modérément encore, sur des objets dont l'Angleterre ne possédait pas les similaires, ou bien dans la production desquels elle pouvait défier le monde entier.

En ce qui concerne l'Acte de navigation enfin, l'Angleterre, de 1815 à 1830, ne s'en était départie que dans le même esprit de calcul et de réserve. Ainsi, elle avait aboli certaines entraves aux importations de la Russie, de la Turquie, des Pays-Bas et de l'Allemagne, mais parce que, depuis la paix générale, ces entraves n'avaient plus d'objet. Ainsi encore, elle avait accordé aux États-Unis et à la Prusse la suppression, sous condition de réciprocité, de certaines surtaxes, mais parce que le maintien de ces surtaxes était peu utile et qu'il ne pouvait plus, sans inconvénients graves, se soutenir. Ainsi, enfin, elle avait conclu avec différentes puissances européennes une dizaine environ de conventions maritimes, où son écrasante suprématie lui assurait, notre convention de 1826 en est un exemple, la moins disputée des victoires.

Tel avait été l'esprit constant des réformes d'Huskisson, et lui-même, nous l'avons longuement entendu à cet égard, ne s'en était jamais caché. Jamais ministre anglais n'avait été moins dissimulé dans sa conduite ni dans son langage sur cette délicate matière. Ses collègues, et le plus considérable de tous, Canning, avait montré la même franchise et d'action et de parole. « Nous réformons les abus et les inutilités de notre législation des douanes, n'avait-il,

lui aussi, cessé de dire, mais nous n'entendons pas en changer les principes. » Et comme, un jour, quelques radicaux le pressaient d'aller dans cette carrière plus avant qu'il ne le jugeait bon. « Les ministres, répondit-il dans une « brochure célèbre, auraient pu, eux aussi, faire des dis- « cours sur le libre échange ; ce champ de dissertations et « de lieux communs leur était ouvert comme à tout le « monde ; à eux aussi il eût été facile, à l'occasion de « quelque pétition de Birmingham ou de Manchester, de « donner un abrégé des trois volumes de la *Richesse des « nations* ; mais, formés à une autre école, ils savent que le « premier besoin du pays, c'est la protection, c'est le main- « tien dans sa pureté de cette source de grandeur maritime « et financière qui a placé l'empire britannique au rang « qu'il occupe sur le globe. » Déclaration aussi loyale que sensée, qui exprime tout l'esprit de la politique commerciale de l'Angleterre, de la paix générale à la révolution de Juillet.

Quand cette révolution arriva, cependant, qu'avaient produit les réformes opérées jusqu'alors, et où en était l'Angleterre ?

Sa situation, non-seulement avait continué d'être fort grave, mais elle avait empiré encore. Cette même année 1830, que nous solennisions par une révolution politique, l'Angleterre l'illustrait tristement, de son côté, par l'explosion d'une crise agricole et industrielle qui rappelait les plus mauvais souvenirs qu'eussent, en ce genre, conservés ses annales.

Lord Stanhope, à la Chambre haute, fit, au mois de fé-

<sup>1</sup> *État de l'Angleterre (1832)*. Cette brochure, qui fit grand bruit alors, fut traduite en français, presque dès son apparition.

vrier, un exposé de cette détresse publique, que tous ses collègues accueillirent dans un morne silence.

« Dans aucun temps, dit-il, l'état social de l'Angleterre  
« n'a été aussi dangereux, pas même au milieu des infec-  
« tions de la première révolution française... Les fermages  
« ne se payent plus sur les bénéfices, mais sur le capital  
« des fermiers. Nombre d'entre eux ont été renvoyés par les  
« propriétaires et sont en état de banqueroute, de vaga-  
« bondage ou de mendicité... La taxe des pauvres, dans  
« certains districts, a été portée à un taux incroyable et  
« intolérable; cela va, dans ma vallée d'Aylesbury, jus-  
« qu'à trente schellings par acre, et jusqu'à quarante dans  
« la paroisse de Mereford... L'état de la population manu-  
« facturière n'est meilleur à aucun égard. Vos Seigneuries  
« ne frémissent-elles pas de penser au nombre toujours  
« croissant de ces malheureux ouvriers, qui sont réduits à  
« ne gagner que trois ou quatre deniers par jour? Milerda,  
« des hommes dans une telle situation n'ont rien à per-  
« dre, et ils ont peu à craindre... Nos exportations ont  
« beaucoup augmenté l'année dernière, il est vrai, mais  
« sait-on pourquoi? C'est que la valeur réelle des produits  
« exportés a considérablement déchu. Les fabricants d'An-  
« gleterre sont prêts à prouver à la barre de cette Cham-  
« bre que leur commerce à l'étranger s'est fait non-seule-  
« ment sans bénéfices, mais à perte. Il y a plus, il est de  
« notoriété publique que beaucoup de cargaisons, expé-  
« diées à tout hasard à destination de l'Amérique, n'ont  
« pu même y être vendues, et qu'il a fallu les réimporter  
« ici... Il est vrai que notre navigation, elle aussi, a vu  
« augmenter ses transports; mais c'est pareillement parce  
« que nos propriétaires de navires ont pris du fret à tout



« prix. Ils ont mieux aimé charger à perte que de laisser  
« pourrir leurs bâtiments dans les ports..... »

Une telle situation appelait de prompts remèdes. Lord Stanhope s'était borné, son lugubre et trop véridique tableau fini, à proposer une enquête. Mais, de tous les bancs de la Chambre, on lui répondit qu'une enquête n'éclairerait personne et qu'elle ne remédierait à rien.

C'était au gouvernement à prendre l'initiative des mesures que la gravité de l'état des choses réclamait.

Une administration wigh venait, sous la présidence de lord Grey, d'arriver aux affaires. Canning, depuis trois ans déjà, était mort, et un accident cruel venait prématurément d'emporter Huskisson, mais plusieurs des anciens collègues de celui-ci, tels que lord Goderich et lord Palmerston, et des hommes qui l'avaient vu à l'œuvre et qui avaient beaucoup médité sur ses réformes, tels que sir James Graham, lord John Russell et M. Poulett Thompson, étaient entrés dans l'administration nouvelle, et tout donnait lieu de croire que si le danger était grand, il trouverait d'habiles et énergiques adversaires.

Ce ministère dura jusqu'en 1834. Plein de l'esprit d'Huskisson, il chercha le remède aux maux qu'il avait à conjurer dans le dégrèvement de certains articles d'utilité générale, choisis principalement parmi les matières nécessaires à l'industrie, et il donna ainsi, en effet, quelque soulagement à la navigation et aux fabriques; mais l'état du Trésor ne permettant que ces dégrèvements fussent très-forts, le bien qu'on obtint par là fut assez limité. Une grande mesure seulement fut prise, en 1833, par le ministère de lord Grey, qui, dans l'avenir du moins, était destinée à être féconde, ce fut celle qui permit aux

particuliers de faire, concurremment avec la Compagnie des Indes orientales, le commerce de tous les pays situés au delà du cap de Bonne-Espérance jusqu'au détroit de Magellan. Mais, malgré cela, quoiqu'elle s'adoucit un peu, la situation des classes agricoles et manufacturières anglaises n'en demeura pas moins, durant tout ce ministère, extrêmement dure encore.

Où était cependant la vraie source du mal ? Le cabinet de lord Grey ne s'y trompait pas : dans la perte que l'Angleterre avait faite de son monopole, depuis que la politique de la protection, c'est-à-dire de l'indépendance commerciale, prévalait chez tous les peuples du monde.

M. Poulett Thompson, en 1830, dans un discours demeuré aussi célèbre, à cet égard, que les plus explicites déclarations d'Huskisson, le dit aux Communes : « Tous nos avantages ont disparu avec la paix... Le monde « entier aujourd'hui nous offre des compétiteurs dans « tous les genres... Le monopole du commerce n'est plus « entre nos mains... Là est le danger qui nous presse ; il « faut l'éviter ou consentir, dès aujourd'hui, à descendre « dans l'échelle des nations... » Et le ministre, dans la suite de ce curieux discours, allait jusqu'à se demander avec effroi si son pays n'était pas menacé du sort de la Hollande.

Deux ministères, coup sur coup, succédèrent, de juillet 1834 à avril 1835, à l'administration de lord Grey : ce furent le ministère de lord Melbourne et celui du duc de Wellington, qui crut rallier aux torys leur allié le plus solide en s'adjoignant Robert Peel ; mais lord Melbourne, avec la plupart de ses anciens collègues et de M. Poulett Thompson notamment, revint, en avril 1835, aux affaires, et y resta plus de six ans, c'est-à-dire jusqu'au mois d'août 1841.

Cette administration, qui ne vécut guère que par la protection des radicaux d'une part et des torys de l'autre, ne prit pas de mesures de politique commerciale plus décisives, quelque pressantes que certaines d'entre elles, au moins, pussent être, que celles des cabinets qui, depuis 1830, l'avaient précédée.

Toute son histoire, à cet égard, consista en quelques réductions sur certaines denrées et matières premières, dont les plus remarquables furent celle qui enleva à la Compagnie des Indes orientales le monopole du thé et en gradua les droits d'importation, et celle qui dégreva de moitié les droits d'entrée des cotons en laine. Mais l'encombrement étouffait toujours l'Angleterre, si bien que lord Palmerston, en 1840, imagina de lui ouvrir, par la force des armes, un débouché nouveau.

Le gouvernement de Pékin ayant prohibé l'importation de l'opium que les Anglais apportaient de l'Inde à Canton pour y solder leurs achats de thé, et en ayant donné cette raison qui, ce semble, avait une certaine valeur morale, que l'usage de l'opium exerçait sur les populations du Céleste Empire les plus déplorables ravages, le cabinet britannique, à qui la philanthropie parut hors de saison, puisqu'elle ne lui était pas utile, engagea avec les Chinois une guerre qui, en 1842, sous le ministère qui suivit, se termina, à l'avantage du commerce britannique, par un traité extrêmement avantageux. La Chine s'ouvrit par ce traité non-seulement au trafic d'opium de la Compagnie des Indes, mais à toute l'industrie de la Grande-Bretagne, et la Cité, devant ce marché nouveau de trois cents millions d'âmes, crut son avenir du moins sauvé.

Mais, en attendant que l'avenir décidât si le traité de

Nankin serait, en effet, suffisant à remplacer les débouchés que la politique continentale fermait, dans la plus grande partie du Nouveau-Monde et dans tout l'Ancien, à la production surabondante de l'industrie britannique, l'état présent de cette industrie n'en continuait pas moins d'être un sujet de cruels soucis.

L'expédition de Chine et deux autres guerres, l'une en Syrie, l'autre dans l'Afghanistan, que lord Palmerston, dans l'inquiétude et la précipitation de son humeur, avait eu l'imprévoyance d'entreprendre en même temps, avaient coûté des sommes immenses. Le ministère Melbourne avait, en cinq ans, accumulé un déficit de deux cent cinquante millions de francs. La vieille politique des dégrèvements sans péril et de la confiance dans le développement de la consommation, pour réparer les pertes causées au Trésor par les diminutions des droits, n'était-elle pas à bout, et n'allait-on pas bientôt, la situation des classes pauvres et de la population ouvrière devenant de plus en plus grave, être obligé de recourir à quelque remède plus héroïque?

C'est vers la fin du ministère Melbourne, au milieu des complications que la politique remuante de lord Palmeston avait contribué à faire naître en Orient, l'opinion qui de plus en plus s'accréditait en Angleterre; et des idées radicales, bien éloignées du prudent esprit des réformes de Huskisson, commencèrent alors à fermenter dans les esprits et à circuler dans la presse et dans les meetings.

C'est la cherté des subsistances, disait-on, et principalement celle du pain, qui est la cause du malheur public. Si l'ouvrier trouvait à se nourrir à bas prix, son salaire, quelque modique qu'il soit, serait suffisant, et—ajoutaient quel-

qués-uns — on pourrait peut-être même l'abaisser encore, de façon à établir les objets manufacturés de l'Angleterre, et principalement les cotonnades et les produits métallurgiques, à des prix de vente qui défileraient presque, la prohibition pure et simple exceptée, tous les tarifs des continents. Le pain anglais est hors de prix. Le peuple ne peut davantage le payer au taux où il plaît à une égoïste aristocratie de le taxer. Que l'on ouvre les entrepôts et les ports, l'ouvrier anglais se nourrira à bon compte de blé et de denrées alimentaires de toute sorte d'Amérique, de Russie, de France, d'Allemagne et d'Italie. Ce sont les lois des céréales, c'est l'échelle mobile de 1828, qui élèvent artificiellement ainsi la valeur des subsistances. Par quel privilège, tandis que depuis trente ans on dégrève tous les droits protecteurs de l'industrie de l'Angleterre, laisse-t-on subsister dans une insupportable rigueur ceux qui sont établis en faveur de l'agriculture? Est-ce pour sustenter le luxe d'une aristocratie sans entrailles, l'aider à placer ses aînés et à établir ses cadets? Ces temps sont passés, les souffrances publiques sont à bout, l'heure est venue de jeter bas un édifice de protection odieux et abusif, qui maintient à des prix de famine la subsistance de l'Angleterre. Et, en un moment, un cri s'éleva d'un bout à l'autre du Royaume-Uni : Le rappel des lois sur les céréales ! le rappel des lois sur les céréales !

Enfin, en 1839, diverses motions en règle furent faites au Parlement pour battre en brèche la législation de 1828. Mais la majorité les ayant repoussées, après avoir entendu lord Melbourne déclarer, comme autrefois Canning et Huskisson, que l'idée de laisser l'agriculture nationale sans protection, et, par suite, de mettre la nourriture du peuple anglais à la merci des envois du continent, était extra-

vagante, l'agitation s'accrut et bientôt elle fut telle qu'il ne lui manqua plus qu'un chef.

Il s'en présenta un d'une activité et d'une verve extraordinaires, ce fut un fabricant de coton de Manchester, que la fortune destinait à trouver là une bruyante célébrité, M. Cobden. Au mois de janvier 1839, des délégués de toutes les villes industrielles du Royaume-Uni s'étant rassemblés à Manchester : « Formons une « ligue, leur dit M. Cobden, une ligue destinée à briser « notre inique aristocratie foncière, comme la ligue han-séatique brisa la tyrannie des seigneurs féodaux de « l'Elbe et du Rhin ». Oui ! oui ! une ligue, répétèrent tous les délégués. Une ligue contre les lois sur les céréales ! (*Anti-corn-law-league*) ajouta l'un d'eux. Le mot parut heureux ; il fit fortune, et aussitôt les membres présents s'occupèrent d'organiser la société d'agitation dont ils venaient de voter l'existence et le nom.

On connaît les Anglais, on sait l'art incomparable avec lequel ils constituent des sociétés de ce genre, la sûreté avec laquelle ils les conduisent, la patience enfin que montre le peuple à attendre que l'opinion pour laquelle on l'agite, ou succombe, ou triomphe.

L'Angleterre avait donné plus d'un exemple en ce genre de sa rare aptitude à traverser sans danger les plus orageux hasards de la vie publique ; mais ici, agitateurs et agités, tout le monde se surpassa.

Ce que M. Cobden et ses amis, de 1839 à 1846, firent, provoquèrent et dirent pour le succès de leur cause, et ce que le peuple et le gouvernement, l'un sans éclater en révolution, l'autre sans être jeté bas, la société anglaise enfin tout entière, sans être bouleversée, les entendit, vit et

laissa dire, provoquer et faire, étonne l'imagination. La vieille aristocratie britannique fut, dans des milliers de meetings, traînée par une oligarchie bourgeoise qui lui jeta à la face les plus effroyables reproches, à la barre du tribunal d'une démocratie ouvrière qui, en ce moment même, était en proie aux tourments de la faim. M. Cobden et ses riches amis, les fabricants de Manchester, ne craignirent pas, dans des philippiques enflammées, où ils rassemblèrent tout ce que le talent d'émouvoir les masses peut imaginer de plus perfide, d'accuser formellement l'aristocratie britannique d'être, par son excès d'opulence, la cause de la misère publique. Ils ne craignirent pas que cette arme terrible avec laquelle ils allaient égorger la grande caste qui avait si longtemps et si glorieusement gouverné leur pays, ils ne craignirent pas que cette arme à deux tranchants se retournât contre eux, et que le peuple vint à penser que tout ce qu'il était plaisant et permis de dire contre les lords de la laine ne le fût pas moins à répéter contre les lords du coton. Gracques d'une nouvelle espèce, ces tribuns, les plus opulents marchands du monde, ne firent nulle difficulté d'ameuter contre une richesse, qui n'était pas la leur, les plus redoutables passions du peuple. Ce qu'ils dirent et écrivirent sur ce thème est unique.

Il faut les lire, et, quand on les a lus, on se demande ce qui serait advenu cependant, si, par quelque providence secrète, les populations qu'ils haranguaient n'avaient pas eu plus de bon sens dans la conduite qu'ils n'eurent de mesure dans la parole ! On se demande à quel formidable spectacle le monde eût assisté, si ces fellahs de l'industrie britannique de tout âge et de tout sexe, que l'on appelle précisément les ouvriers du coton, se fussent soulevés

à la voix des imprudents, leurs maîtres et seigneurs, qui les passionnaient de la sorte, et si, prenant à la lettre tant de beaux discours, les masses anglaises eussent trouvé qu'il n'était pas plus juste qu'elles travaillassent à vil prix pour soutenir les exportations de Manchester; qu'il ne l'était qu'elles payassent le pain cher pour soutenir la culture du blé dans le comté de Buckingham !

Car enfin, dans cette lutte étrange d'une industrie arrivée à ce monstrueux état de développement d'avoir besoin du monopole de l'univers pour fleurir, et d'une agriculture insuffisante à produire sans protection le blé nécessaire à la nourriture de la population, de quelle autre chose au fond s'agissait-il que de savoir si c'était plutôt aux excès des besoins de l'industrie qu'il fallait sacrifier les nécessités de l'agriculture, que non pas le contraire ?

Le pain à bon marché ! criaient les manufacturiers par l'organe de M. Cobden et de ses amis ; mais, sans examiner encore si le rappel des lois sur les céréales était un moyen bien certain d'avoir toujours le pain à bon marché, qu'auraient-ils eu à dire, ces hardis radicaux, si un cri formidable, d'un autre côté, leur eût répondu : L'élévation des salaires ! l'élévation des salaires ! La cherté n'est que relative, en effet. Était-ce le prix du pain qui était trop élevé, ou les salaires qui étaient trop bas, lors des prédications révolutionnaires de la ligue de Manchester ? Et le peuple, encore une fois, ne pouvait-il pas être amené à penser que la cause de ses souffrances tenait au moins autant à ce qu'il ne gagnait pas assez au service des lords du coton, qu'à ce que les lords des blés lui vendaient son pain trop cher ?

Il n'en fut pas ainsi, heureusement, et cette dangereuse agitation se termina par une révolution législative qui pour le moment, du moins, Dieu seul sait quelles conséquen-



ces elle peut avoir dans l'avenir, ne renversa encore, en Angleterre, que les bases sur lesquelles l'indépendance de son alimentation et la grandeur de sa marine et de son commerce reposaient depuis si longtemps.

Le premier succès de cette révolution, ainsi que de la ligue qui devait finir par en amener le triomphe, fut d'obtenir de la Chambre des communes une enquête générale sur le tarif des droits fixés à l'importation des produits des nations étrangères.

Le ministère Melbourne, la dernière année de son existence, accéda à cette proposition d'enquête qu'en principe il ne réprouvait pas, et qu'en fait, tant son autorité sur le Parlement était faible, il eût été, quand même il l'eût voulu, impuissant à repousser ; et, au mois de mai 1840, une Commission nommée, par les Communes, manda successivement dans son sein, et interrogea avec la plus attentive sollicitude, trente personnes environ, représentant les branches principales de l'industrie et du commerce, l'administration générale des douanes, et enfin la diplomatie économique de l'Angleterre.

Les procès-verbaux, aussitôt rendus publics, de cette enquête firent une vive impression sur les contemporains, et ils sont demeurés intéressants pour l'histoire. Non pas qu'ils aient révélé des choses bien nouvelles, ni que la raison et la vérité y brillent d'un éclat toujours pur. On avait, depuis 1814 en Angleterre, retourné en trop de manières cette grave question de la réforme du tarif pour que les témoins de l'enquête de 1840 pussent exprimer en la matière des opinions fort originales ; ils apportaient eux-mêmes dans le débat une trop forte part d'opinions préconçues ou de considération de leur intérêt propre, pour

que la sincérité des principes et des faits ne s'altérât pas en passant par leur bouche ; enfin, la solution du grave problème dont ils avaient seulement pour mission d'éclairer chacun certaines parties, et qu'ils ne firent pas faute d'enviesager et de résoudre dans son ensemble, ne pouvait assurément leur être demandée ; car cette solution dépendait de considérations infiniment plus variées, plus élevées et plus vastes que celles où ils se renfermèrent : néanmoins, et ce qu'ils débitèrent de paradoxes et ce qu'ils firent connaître de vérités, mérite encore aujourd'hui d'arrêter quelques instants l'attention, et leurs dépositions du moins représentent avec fidélité les besoins, les illusions et les prétentions du parti manufacturier en Angleterre, à l'époque où les communes les entendirent.

Une déclaration de principes est commune à toutes les personnes entendues dans cette enquête, qui n'est pas faite pour peu surprendre au premier abord, dans la bouche d'économistes, d'administrateurs, de manufacturiers et de négociants anglais ; c'est, non pas que le régime de la protection a fait son temps en Angleterre, non pas même seulement qu'il est utile, comme disaient naïvement les pétitionnaires de 1820, de renoncer au système des douanes afin d'en détourner le continent, mais bien, qu'en soi, il n'y a rien de plus funeste que ce système au développement de la richesse des nations. C'est ce que soutint, le plus doctoralement du monde, M. Bowring entre tous qui, à deux reprises, avait été chargé par son gouvernement de missions de propagande libre échangeiste sur le continent. Ainsi, ce membre alla jusqu'à dire que l'industrie dépérissait en France sous le régime de la protection, tandis qu'elle florissait en Suisse sous le régime contraire.

Cela donnerait médiocrement à penser, s'il le fallait prendre à la lettre, du jugement de M. Bowring et de ses collègues. Mais ce n'est pas de ce point de vue qu'il est équitable d'apprécier ce paradoxe dominant de l'enquête.

M. Bowring et ses amis savaient parfaitement bien ce qu'ils disaient, en s'exprimant de la sorte : ils ne parlaient pas pour les Communes qui, comme eux, étaient très-édifiées à cet égard, ils parlaient pour l'exportation.

Après cette curieuse sortie des membres de l'enquête contre un régime économique qui n'était à leur avis plus bon pour personne, depuis qu'il avait cessé d'être utile à l'Angleterre, ce qu'il y eut de plus remarquable dans leurs témoignages se réduisit à un plaidoyer en tout point conforme aux maximes de la ligue de Manchester, dont, pour le moment du moins, nous nous bornerons, sans y joindre aucune réflexion, à rapporter la substance.

Le danger de l'Angleterre, à leur sentiment unanime, consistait en ceci uniquement, que sa production allait croissant sans cesse, tandis que ses débouchés, au contraire, allaient se resserrant de plus en plus. Considérez, dirent-ils, les marchés des deux continents, ils nous échappent de plus en plus ; ce ne sont plus des produits fabriqués que nous y exportons en grande quantité aujourd'hui, ce sont des matières brutes, comme la houille, ou demi fabriquées, comme des fontes et des fils. Si cela devait durer, alla jusqu'à dire un des témoins, c'en serait fait de l'Angleterre. Cependant quelle est la cause de cette chute toujours croissante du monopole britannique et comment parvenir à la conjurer ? La cause est double, pensent unanimement les membres de l'enquête. Elle provient, d'une part, de ce que l'importation des matières brutes ou demi ouvrées, qu'emploie l'industrie britan-

nique, est encore, malgré tant de dégrèvements, trop fortement taxée; de l'autre, de ce que les denrées alimentaires, et en particulier les céréales, par l'effet de ces mêmes taxes d'entrée, sont maintenues à des prix qui rendent la vie de l'ouvrier anglais trop coûteuse. D'une part, le renchérissement qui résulte des taxes dans le prix de revient des matières premières ne permet pas au fabricant de produire à aussi bas compte qu'il le faudrait pour pouvoir lutter sur les marchés des continents en dépit de leurs tarifs; d'autre part, il est sensible que la cherté des subsistances, en maintenant le taux des salaires, accroît les frais de production.

Mais, objectent les témoins le président de la Commission, si les subsistances devenaient moins chères, vous abaisseriez donc le taux des salaires? Cette question trouble visiblement les déposants. A Dieu ne plaise, répondent-ils. Mais quand on leur demande les considérants de cet « A Dieu ne plaise », ils sont fort embarrassés de les donner, et ils tombent, ainsi qu'on va s'en apercevoir tout à l'heure, en pleine contradiction avec eux-mêmes.

Mais suivons l'ordre de leur raisonnement.

La cause du malheur de l'Angleterre étant connue, le remède à y appliquer est bien facile à concevoir. Il faut réduire, encore réduire, toujours réduire, d'abord les droits d'entrée des matières premières brutes ou demi ouvrées. Les besoins du Trésor seuls doivent fixer la limite des réductions en ce genre; mais encore l'expérience a-t-elle prouvé que plus elles sont fortes, plus la consommation augmente et plus le revenu, au lieu de diminuer, s'accroît. Quant aux produits manufacturés indigènes, la plupart n'ont plus besoin de protection, et ce n'est qu'une duperie de la leur conserver; cela ne sert

qu'à encourager les autres nations à maintenir la rigueur de leurs tarifs.

Une question particulièrement intéressante à cet égard fut agitée dans l'enquête, ce fut celle de savoir s'il convenait de supprimer la prohibition à la sortie des machines, prohibition que la législation existante maintenait encore, dans la vue de priver les autres peuples des instruments perfectionnés de travail qu'inventait le génie mécanique de l'Angleterre. La grande majorité des témoins fut d'avis de la lever, et, entre autres raisons qu'ils en donnèrent, celle-ci mérite d'être textuellement rapportée : « Nos ateliers de construction de machines, dit l'un d'eux, sont  
« au premier rang par le bas prix des matières premières  
« qu'ils emploient, par l'intelligence, l'habileté et le caractère élevé de la classe d'ouvriers qu'ils occupent, par  
« l'abondance des capitaux qui y sont engagés, par l'importance des demandes qui leur sont faites, par la proximité où ils se trouvent des mines et des manufactures  
« dont ils ont besoin, par la facilité exceptionnelle enfin de nos voies de transport. Ces ateliers souffrent aujourd'hui  
« d'une réduction dans les demandes; ouvrons-leur les marchés étrangers, nous empêcherons ainsi chez les autres  
« peuples, et particulièrement en France et en Belgique, l'établissement d'ateliers nouveaux, nous ruinerons ceux  
« qui existent et nous serons les premiers et bientôt les seuls constructeurs de l'univers; car notre industrie, sous  
« l'influence du nombre toujours croissant des demandes, réalisera, grâce aux moyens exceptionnels de tout  
« genre dont elle est en possession, des progrès auxquels  
« aucun concurrent ne sera capable d'atteindre. »

Enfin, quant aux denrées et surtout quant aux céréales,

il n'y eut qu'une voix dans l'enquête pour demander, soit l'abrogation complète, soit une réduction radicale des droits établis à leur importation.

Outre la raison générale que ce remaniement de la législation permettrait à l'ouvrier anglais d'être heureux avec son salaire, deux ou trois autres motifs particuliers se produisirent, qui ne laissent pas d'être curieux.

C'est une fable, dirent-ils d'abord, que ces inondations de blé étranger dont on nous menace. — Mais alors pourquoi demander le rappel de la législation des céréales, si les importations des blés exotiques ne doivent pas sensiblement faire baisser le prix du blé indigène?

La contradiction était palpable ; ils essayèrent de l'expliquer, mais ils n'y parvinrent qu'au moyen d'une contradiction nouvelle que j'ai annoncée un peu plus haut.

Ils dirent que le prix des blés baisserait en Angleterre, mais qu'il hausserait sur le continent, et qu'en dernier résultat il se nivellerait au détriment des ouvriers continentaux qui le payeraient plus cher et au profit des ouvriers anglais qui l'auraient à meilleur marché. La combinaison était ingénieuse. Vous espérez donc, leur dit-on, que l'exhaussement relatif du prix des blés sur le continent y fera monter les salaires, et partant, les frais de la production industrielle? Oui, répondit l'un des témoins les plus considérables de l'enquête, un membre de Conseil du commerce, M. Mac-Grégor. Qu'eût-il répondu si le président de la Commission des communes eût ajouté : de même que l'élévation du prix du pain, que vous espérez sur le continent, y fera monter les salaires, n'est-il pas à croire que la dépréciation de son prix, en Angleterre, les fera baisser? Mais la question ne fut pas adressée à M. Mac-Grégor, et le

président eut raison de l'omettre ; l'inévitable réponse, qu'à moins de mensonge flagrant, il aurait bien fallu qu'elle amenât, n'eût pas mieux valu pour la consommation intérieure que pour l'exportation.

Enfin, les témoins de 1840 renouvelèrent une fois de plus l'expression de l'espérance que les pétitionnaires de 1820 avaient, les premiers, affichée, et qui, depuis eux, avait eu tant d'organes, que l'Angleterre, qui avait été universellement imitée dans sa politique protectionniste, le serait de même dans sa réforme. Une déclaration utile à recueillir fut même faite, à cet égard, par certains membres de l'enquête. Nous aurons pour avocats, dirent-ils, dans tous les pays dont nous importerons, soit les denrées, soit les matières premières, soit les objets fabriqués, tous les producteurs et tous les exportateurs de ces objets, de ces matières et de ces denrées, et ainsi ce sera bientôt une émulation entre tous les peuples du continent à qui n'entrera pas le dernier dans notre alliance. Espérance remarquable, et qui suffirait, à elle seule, à défaut de la multitude d'aveux du même genre dont l'enquête est pleine, à en dévoiler l'esprit.

Pour remplir ces vœux, cependant, à quelque degré que ce fût, ce n'était pas assez des travaux d'une Commission d'enquête, toute soutenue que fût cette Commission par la ligue même de Manchester. Le gouvernement seul pouvait prendre l'initiative des mesures que l'opinion publique réclamait, et ce n'était pas le ministère Melbourne qui était capable d'une pareille tâche. Ce ministère, depuis longtemps, suffisait à peine à débattre, au milieu des orages d'un Parlement hostile, les votes nécessaires à l'entretien de sa vie quotidienne. Bientôt il

cessa d'y suffire tout à fait. Un vote solennel de non-confiance, rendu par une Chambre sortie d'élections que lord Melbourne lui-même avait provoquées, le renversa, et, au mois d'août 1841, une administration torie entra aux affaires, qui devait, par les mains de sir Robert Peel, son chef, réaliser dans la vieille législation économique de la Grande-Bretagne l'une des révolutions les plus aventureuses dont l'histoire ait gardé le souvenir.

M. Peel n'était pourtant rien moins, en arrivant au pouvoir, que le réformateur radical qui devait, à l'étonnement et pour la ruine de son propre parti, se révéler un jour. Comme les autres torys, ses collègues, plus explicitement même peut-être que pas un d'eux, il avait donné à la prudente politique de Huskisson des gages de toute nature. Il était protectionniste et il s'en glorifiait; c'était même une des causes qui, son admirable talent d'homme d'affaires et d'orateur mis à part, avaient fini par lui donner la présidence du parti tory. Personne, en maintes occasions, n'avait démontré mieux que lui le danger de ce système, dont l'idéal était de faire de l'Angleterre l'atelier du monde, en la mettant, pour sa nourriture de chaque jour, à la merci des envois et des caprices du continent. Il admettait bien qu'en matière de dégrèvement de taxes, il y avait encore à faire; il disait même très-nettement et avec raison que les droits actuels de l'échelle mobile n'étaient pas éternels, et que ces droits pourraient être remaniés; mais priver l'agriculture de toute protection, mais déchirer jusqu'aux derniers feuillets du code des douanes et de l'Acte de navigation de l'Angleterre, cela lui paraissait insensé, et il avait tout récemment encore raillé sans pitié ceux des wighs, qui, attelés au char démocratique de



M. Cobden, se croyaient et disaient toujours avec cela sur les traces de Huskisson.

Ce fut dans ce ferme et sage esprit que, devenu premier ministre, M. Peel d'abord continua de parler et d'agir.

L'enquête de 1840 avait, au milieu de beaucoup d'erreurs, révélé un fait incontestable, c'était l'impossibilité où était l'Angleterre de rester longtemps sans danger dans la situation que lui faisaient, d'une part, sa propre législation économique, de l'autre, celle des nations continentales. Les membres de l'enquête avaient pu exagérer l'influence de cette double législation sur la détresse des classes ouvrières et sur le sort réservé au monopole de l'industrie britannique; ils avaient pu surtout conseiller, pour venir au secours de cette détresse et tenter de sauver ce monopole, des mesures ou erronées ou excessives, mais il n'en demeurait pas moins certain que le premier soin du cabinet nouveau devait être de porter remède à des maux qui n'avaient rien de chimérique et qui ne faisaient que s'enflammer en se prolongeant.

L'état des choses, en effet, était grave. M. Cobden et sa ligue avaient déjà singulièrement échauffé les esprits, et l'arrivée aux affaires d'un ministère tory n'était pas faite pour rassurer, sur le triomphe de la politique radicale des manufacturiers de Manchester, les adhérents déjà nombreux et aigris que la misère non moins que l'agitation leur avait recrutés. Les finances avaient été mises par l'administration précédente, grâce aux entreprises de lord Palmerston, dans une véritable détresse. Le déficit accumulé depuis plusieurs années atteignait, ainsi que nous l'avons déjà dit, deux cent cinquante millions de francs; il manquait, rien que pour couvrir les dépenses de l'exercice nouveau qui allait

s'ouvrir, de soixante à soixante-dix millions. Le chômage s'étendait d'une manière effrayante, et, bien que la taxe des pauvres eût triplé dans certains districts, la population industrielle souffrait de cruels besoins. Elle commençait à s'agiter, et déjà, dans le comté de Lancastre, des émeutes du caractère socialiste le plus accusé avaient achevé de porter, dans les esprits et dans les affaires, le trouble et le marasme.

Qu'allait faire M. Peel, dans ces difficiles circonstances ? Allait-il se jeter dans la voie extrême où poussaient leur pays la ligue de Manchester et les témoins de l'enquête de 1840 ?

Il n'en était pas venu encore, et loin de là, ainsi que nous l'avons déjà dit, à croire l'adoption d'un tel parti nécessaire, car il le traitait d'extravagant.

Il ne fit donc pas ce qu'espéraient M. Cobden et ses amis ; mais, en revanche, choisissant, parmi les traditions financières de l'Angleterre, les mesures les plus propres à conjurer un péril dont il appréciait comme personne l'urgence et la grandeur, et empruntant, moitié à Pitt et moitié à Huskisson, les expédients de leur économie politique, il proposa au Parlement l'adoption de projets ayant pour but de remanier, dans les limites les plus sagement calculées, l'assiette de l'impôt, le tarif général des douanes, et, tout en en respectant sévèrement les principes, les degrés existants de l'échelle mobile de 1828.

Il fallait à tout prix combler le déficit qu'avaient creusé les wighs, mais à quelle nature d'impôt s'adresser pour cela ? Tous ceux qui existaient déjà étaient surchargés. Si bien que, pour les taxes de douanes, notamment, ce n'était encore une fois qu'un cri en Angleterre, que la plupart ne pouvaient se justifier au point de vue de la protection, et que toutes, au

point de vue fiscal, étaient excessives. Il ne restait qu'à créer un impôt nouveau.

M. Peel proposa, tant les nécessités étaient urgentes, de faire ce qu'avait fait autrefois Pitt pour soutenir les frais des guerres de la Révolution et de l'Empire, et d'établir une taxe sur le revenu (*income-tax*). Tous les revenus quels qu'ils fussent, ceux des terres, maisons, dîmes, canaux, usines, etc., profits des fermiers, rentes sur l'Etat, profit des industries et des professions diverses, traitements des fonctionnaires publics enfin, tout fut taxé par la loi nouvelle.

Assurément c'était là, s'il en fût, un expédient et des moins conformes aux vrais principes qui doivent régir l'établissement des impôts. Rien de plus précaire et de plus variable, en effet, que les revenus des professions, les profits du travail, etc., et taxer, arbitrairement encore, de telles choses, comme si elles étaient des richesses permanentes et certaines, c'était un grand abus. M. Peel l'avouait, et personne ne disait plus librement que lui que de tous les impôts, le plus inique et le plus vexatoire est l'impôt sur le revenu. Mais il invoquait avec justice la nécessité, et quand les wighs s'opposèrent à l'adoption de sa mesure, il les écrasa d'un mot, en leur rappelant que si l'Angleterre en était réduite là, c'était leur œuvre. Du reste, il agit aussi modérément que possible dans l'établissement de la nouvelle taxe; il en exempta les petits revenus, et, quant aux autres, l'impôt qu'il leur demanda ne fut ni de dix, ni de six, ni même de cinq pour cent, comme il avait été du temps de Pitt, mais de trois environ. Enfin, il ne fit voter l'*income-tax* que pour trois ans, se réservant seulement d'en demander la continuation alors, s'il était nécessaire.

Ce ne fut pas sans de violentes discussions que cette loi fut admise, mais nul doute que M. Peel n'eût bien fait de la proposer. Ceux qui la combattaient eussent été à sa place dans l'impossibilité littérale de rien faire autre chose, et l'avenir prômentement montra que le ministre avait bien fait, tout dur qu'il fût, de recourir à cet expédient, car il n'avait prévu en retirer que moins de cent millions de francs, et il en obtint, en 1849, cent quarante.

Le déficit de l'année courante, du moins, était comblé par ce moyen, et il restait un profit dont M. Peel tira parti, en continuant, dans l'esprit et avec la même mesure qu'autrefois Huskisson, les dégrèvements de taxes qui ne figuraient au tarif, dans leur taux actuel, du moins, qu'à titre d'impôts et nullement de droits protecteurs.

Quantité d'articles encore étaient frappés de taxes d'importation, dont il y avait un intérêt visible pour l'agriculture et pour l'industrie à dégrever le taux; tels étaient certaines graines et plantes fourragères, certains bois, certains minéraux, certaines matières tinctoriales. C'était protéger le travail national que d'enlever à ces taxes ce que les nécessités fiscales de la guerre, de 1792 à 1815, leur avaient donné d'excessif, et M. Peel agissait dans le véritable et sage esprit des réformes d'Huskisson en les diminuant. Il fut encore dans cet esprit en adoucissant le régime d'entrée de beaucoup de denrées alimentaires, dont la cherté seule entravait la consommation, tels que les pommes de terre, le riz, les cafés, etc. Il y fut de même en levant, malgré les cris des éleveurs, la prohibition sur les animaux, et en substituant, par exemple, à l'interdiction qui frappait l'importation des bœufs, un droit de vingt-cinq francs par tête. Cette modification de tarif était

très-bagagement calculée. La difficulté seule de transporter des animaux vivants au delà de la Manche était pour l'agriculture anglaise, en ce point, une protection naturelle qui avait à peine besoin du réconfort d'un tarif.

Enfin, M. Peel réamania et très-habilement les droits mobiliers que la législation de 1828 avait établis à l'entrée des blés étrangers.

Le temps avait montré que l'intervalle des droits de l'échelle mobile de 1828 avait été mal calculé, qu'en y tombait trop vite d'un droit de protection considérable à un droit insuffisant, et qu'enfin le taux auquel l'importation en fait pouvait avoir lieu était excessif pour le consommateur. L'expérience et la prudence conseillaient également à M. Peel de corriger ces défauts de la législation des céréales, pour en mieux raffermir les principes.

Ce fut ce qu'il fit.

On convenait généralement que le prix rémunérateur de la culture du blé, en Angleterre, ne pouvait être moindre de cinquante-six schellings le quarter, ou vingt-quatre francs et huit centimes l'hectolitre, mais qu'à ce taux il était suffisant. M. Peel proposa et fit adopter une échelle de droits très-ingénieusement combinée, et dans le système de laquelle le prix rémunérateur de vingt-quatre francs l'hectolitre était toujours à cinq, six et jusqu'à huit francs même en sus, garanti de préférence à l'agriculture indigène. C'était une transaction entre les droits excessifs de 1828 et les doctrines non moins excessives qui en poursuivaient l'abolition radicale, qui était aussi équitable qu'habile. Sans doute le blé serait encore un peu cher quelquefois pour le consommateur dans cette nouvelle combinaison ;

mais aller au delà et mettre l'Angleterre, pour ses approvisionnements de céréales, à la merci de l'étranger, M. Peel le répétait plus solennellement que jamais, ce serait un acte de folie.

Il faut l'entendre lui-même : « Ma conviction, dit-il, « est qu'il importe à toutes les classes de la nation que « l'agriculture indigène demeure la principale source de « notre approvisionnement de blé. Il est dans l'intérêt « de tous de payer, au besoin, un léger surcroît de prix, « afin d'être préservé des calamités qui fondraient sur « nous, si nous dépendions de l'étranger pour la totalité « ou pour une forte part de ces approvisionnements. Les « bonnes et les mauvaises années continueront à se suivre. « Quelques mesures que vous preniez pour faire face à « une récolte insuffisante, la récolte pourra avoir manqué « aussi ailleurs, et si vous vous mettez dans la nécessité « d'importer jusqu'à douze ou quinze millions d'hectolitres « de blé, que deviendrez-vous, dans le cas d'une disette « générale, lorsque le sentiment de la conservation, pré- « valant dans chaque pays, y mettra des obstacles à la « sortie des grains ? Je consens que l'Angleterre recoure « plusieurs années de suite à l'étranger pour une portion « de son approvisionnement, pour une portion considé- « rable même dans les mauvaises années ; mais je ne renonce « pas à l'espérance de la voir, année moyenne, se suffire à « elle-même. Si cet espoir était trompé, si, dans les années « ordinaires, vous étiez obligés de demander régulière- « ment à l'étranger un complément de ressources, il y au- « rait encore une distinction essentielle à établir entre une « importation bornée, destinée à suppléer à une légère

« insuffisance, et une importation permanente illimitée... »

Mesures et paroles également habiles et sages. Ni Pitt ni Huskisson n'en auraient, sortant de la tombe, désavoué aucune; et M. Peel, en parlant et en agissant ainsi dans ce difficile hiver de 1842, se montrait leur héritier et leur émule.

Les événements, du reste, lui donnèrent promptement raison; car si la crise, qui assurément ne pouvait se guérir en un jour, dura encore près d'une année, du moins elle fut dès lors un peu adoucie, et à la fin de 1843, on put déjà la considérer comme à peu près terminée.

Encouragé par ses premiers succès, M. Peel, en 1844 et en 1845, fit encore adopter au Parlement des dégrèvements, des suppressions de droits ou des levées de prohibitions, qui eurent pour effet de rendre plus faciles les conditions d'existence et de travail de l'ouvrier anglais. Ainsi, beaucoup de matières qui n'avaient point de similaires en Angleterre, comme la soie grège et le bois de charpente, ou bien dont l'importation ne pouvait nuire à la production indigène, comme certaines espèces de fils de coton, de lin et de chanvre, furent affranchies de droits. Ainsi, les droits à l'entrée des cafés et des sucres, tant coloniaux qu'étrangers, furent de nouveau diminués. Fabricants et ouvriers se trouvèrent également bien de ces nouveaux dégrèvements; les uns purent travailler à plus bas prix, les autres se nourrir à meilleur marché. Quant au Trésor, il fit des pertes, cela était inévitable, mais ces pertes furent en partie réparées par l'accroissement de la

consommation, et les produits de l'*income-tax* servirent à combler la différence.

On arriva ainsi à l'année 1846; mais ici, à l'étonnement, on peut le dire, non-seulement de ses amis, mais du monde entier, une évolution extraordinaire s'opéra dans la manière de penser et d'agir de M. Peel, et le brillant continuateur de Huskisson devint, du jour au lendemain, l'exécuteur pur et simple des vœux de M. Cobden.

Comment cette métamorphose se fit-elle, et quelles causes déterminèrent ce changement du tory sagement réformateur de 1842 en un wigh, ou plutôt en un démocrate niveleur, brûlant sans le moindre souci tout ce qu'il avait adoré, et opérant de sang-froid une révolution dont il avait lui-même, avec une vigueur de raison et de langage incomparable, démontré le péril, et, pour répéter l'une de ses propres expressions, l'extravagance?

Les circonstances le décidèrent, ou du moins, il mit son changement sur leur compte.

La récolte, cette année, ayant manqué en Irlande, l'agitation créée par la ligue prenant de jour en jour un caractère plus alarmant, les masses se passionnant de plus en plus, sous l'ardente et imprudente parole de M. Cobden et de ses amis, pour une révolution économique, au bout de laquelle on leur montrait une prospérité égale à leur misère, le socialisme, enfin, faisant en Angleterre alors, comme dans tout le resté de l'Europe, des progrès sur la marche desquels on ne pouvait avoir aucun doute, M. Peel soudain, ne prévenant même, dit-on, qu'à moitié ses collègues de l'étendue des mesures qu'il allait proposer au Parlement, y apporta un projet où tous les vœux de la ligue de Manchester, c'est-à-dire la réduction du droit



d'entrée des blés étrangers à un taux purement nominal, l'affranchissement de tout droit à l'importation des bestiaux, des pommes de terre et autres denrées, enfin des réductions proportionnelles sur les principales autres substances alimentaires, quantité de matières premières et la plupart des objets manufacturés, se trouvaient à la lettre remplis. Et ainsi le code économique de la Grande-Bretagne, à la réserve de la navigation, dont encore il fut facile, dès ce moment, de prévoir que la législation protectrice, après une telle révolution, ne pourrait longtemps se soutenir, fut d'un seul coup, des dernières mains peut-être de qui une telle chose se fût attendue, mis en pièces.

Ce fut un cri de fureur dans les rangs des torys, d'approbation enthousiaste dans ceux des radicaux; de satisfaction mêlée de jalousie dans ceux des wighs, d'étonnement dans toute l'Europe. Et ainsi, se dit-on partout, c'est l'homme d'État de 1842, qui a si merveilleusement démontré que l'Angleterre, année moyenne, peut suffire à sa subsistance, et que le plus grand danger qu'elle puisse courir est de se mettre à la merci du continent pour son alimentation, c'est ce même homme d'État qui soudain, prenant la place de M. Cobden lui-même, livre la culture du blé en Angleterre en holocauste à l'intérêt de ses manufacturiers! Tout le monde se regarda. Quelles raisons pouvait avoir eues un homme aussi expérimenté, aussi respectable que M. Peel pour passer à une telle extrémité? Les circonstances étaient-elles vraiment assez graves pour qu'il leur immolât les principes? En tout cas, s'il craignait cette année la disette en Angleterre, ne pouvait-il pas se borner à suspendre temporairement les droits sur les grains? Était-il nécessaire de sacrifier à toujours la

culture des céréales dans les îles britanniques aux souffrances d'une seule année? Partout on relut le magnifique discours de 1842, et y trouvant une réfutation de celui de 1846, d'une vigueur de dialectique à laquelle quatre ans écoulés n'avaient rien changé, on fut confondu de surprise.

Comment! se dit tout ce que comptait le continent d'hommes éclairés, instruits de ces matières : sans prétendre scruter le secret de l'âme de M. Peel, et laissant les motifs particuliers, considérables sans doute, qui ont pu déterminer son changement, n'est-ce pas pourtant une chose extraordinaire que de le voir répudier à ce point, avec ses propres opinions, les traditions les plus solides de la politique commerciale de son pays?

Que le gouvernement anglais opère sur les taxes excessives, imposées, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, sur les objets les plus indispensables à la vie et à l'entretien de la population des campagnes et des fabriques, des réductions considérables, c'est là une conduite prudente autant qu'humaine, et il est raisonnable d'espérer qu'en effet, les pertes imposées au Trésor en conséquence de ces dégrèvements seront, après un peu de temps, réparées par l'accroissement de la consommation.

Que les taxes établies à l'entrée des matières premières, nécessaires au travail des manufactures, soient de même hardiment diminuées, cela se conçoit encore à merveille. L'Angleterre premièrement court peu de risque dans l'aventure. N'est-elle pas la nation productrice de la houille et du fer, par excellence? La culture de la laine et du lin n'a-t-elle pas, dans l'immense étendue de l'empire britannique, atteint à un degré tel que l'importation des pro-

duits similaires étrangers ne peut entrer qu'à titre de complément dans la fourniture de l'industrie? Et quant au coton, si on l'admet en franchise, qu'est-ce que cela démontre, sinon, ce que l'univers sait, que les Indes en cela ne peuvent suppléer l'Amérique, et que le frapper de droits alors, c'est simplement renchérir le prix de revient des cotonnades?

D'ailleurs, l'Angleterre s'étant posé ce singulier problème de parvenir à fabriquer toutes choses à si bas prix que, même en acquittant à la frontière des États continentaux les droits de douanes dont ils se couvrent, elle puisse encore paraître sur leurs marchés de manière à y ruiner leur industrie indigène, il est logique, pour atteindre un but aussi désirable, qu'elle se mette dans les conditions les plus favorables à l'abaissement de ses frais de production; mais quoi de plus ingénieux alors que de commencer par dégrever les droits d'importation des matières premières?

La réforme économique de l'Angleterre n'est pas moins intelligible en ce qui concerne les produits manufacturés.

Quand les chefs d'industrie d'un pays s'en viennent, en corps, déclarer à leur gouvernement qu'ils n'ont plus besoin d'être protégés contre la concurrence étrangère, il n'y a pas le moindre péril à les en croire: ils savent ce qu'ils disent; et, en Angleterre surtout, un manufacturier qui accepte sans protection la lutte avec le reste du monde ne s'est pas décidé à un pareil parti sans être à l'avance, que l'on soit bien rassuré, parfaitement certain de la victoire.

Enfin, quoique cela fût peut-être un peu plus chanceux, on comprendrait même que l'Angleterre portât<sup>1</sup>, en ma-

<sup>1</sup> C'est ce qu'elle a fait depuis, sous le ministère de lord John Russell,

tière de navigation aussi bien que d'industrie, le défi du libre échange à tout l'univers. Cinq siècles et plus de protection ne lui ont-ils pas donné la plus merveilleuse marine marchande du monde? Ne s'est-elle pas ménagée, aux traités de Vienne, le système de stations navales et la propriété de colonies, les plus rassurants qui se puissent voir? Depuis 1815, n'a-t-elle pas encore augmenté, et de la manière la plus heureuse, cet empire déjà si vaste? En prévision des difficultés qui pouvaient un jour surgir en Orient, ne s'est-elle pas établie à Aden? N'a-t-elle pas cherché et trouvé dans l'Australie une vaste compensation aux pertes qu'elle prévoit inévitables dans ses possessions d'Amérique? Nelson enfin et Huskisson, comparant le magnifique matériel naval de la Grande-Bretagne à celui des autres nations, n'ont-ils pas pu, dans un mouvement excusable d'orgueil, traiter celui-ci de « flotte de coquilles de noix »?

Certes, en tout cela, concluaient les contemporains éclairés dont on vient d'exprimer le jugement, la conduite du gouvernement britannique n'est guère reprochable; car, dans ces limites, sa hardiesse est sans péril,

Mais ne s'être pas arrêté là; mais, non content d'avoir abaissé les droits de l'échelle mobile jusqu'au point où les besoins de la consommation et ceux de la culture indigène des céréales étaient équitablement ménagés, avoir été jusqu'à supprimer cette échelle mobile, et jusqu'à condamner l'Angleterre, non-seulement dans les années de

par un bill du Parlement, en date du 26 juin 1849. Cet acte a restreint au cabotage les privilèges des bâtiments anglais, et encore, au moment où j'écris, est-il question de déchirer ce dernier feuillet de l'Acte de navigation.

disette, mais, année courante, à se nourrir de blés du Mississipi, de la Vistule et de la mer Noire, du Poitou et de la Beauce, n'est-ce pas, en vérité, avoir singulièrement dépassé la mesure?

Dira-t-on que, sous le poids de sa dette, d'une part, de son effréné besoin de débouchés, de l'autre, l'Angleterre avait besoin, pour ne pas sombrer, de jeter par-dessus son bord tout ce qui alourdissait sa marche? Quoi! en était-on réellement venu au point d'être obligé de jeter par-dessus ce bord jusqu'aux vivres de l'équipage, et jusqu'au lest du navire? Quoi! le vaisseau de la grandeur anglaise en était-il arrivé là de se trouver trop chargé de porter dans ses flancs les ressources de son indépendance alimentaire? Quelle erreur, ou quel aveu!

Mais qu'arriverait-il cependant, si quelque guerre générale faisait cesser les exportations continentales, ou bien même seulement rendait la mer si peu sûre, que les arrivages de blé à Londres fussent tant soit peu inquiétés? En tout cas, la fierté britannique ne s'exposait-elle pas désormais à avoir à compter avec l'amitié des États-Unis, de la Russie et de la France, plus qu'elle ne l'avait jamais fait, et cette révolution commerciale ne pouvait-elle pas, à l'occasion, être fertile en graves conséquences politiques?

Il est vrai que la ligue de Manchester avait inventé, pour déjouer ces hasards, un congrès destiné à conserver la paix perpétuelle. M. Cobden avait bien voulu mettre son éloquence et son habileté au service des opérations de ce congrès. On en devait tout attendre à coup sûr, M. Cobden avait bien renversé la législation protectrice de l'indépendance alimentaire de son pays, n'était-il pas aussi bien capable de persuader au genre humain que le temps des

conquêtes était fini, et que l'Angleterre, n'ayant plus qu'à perdre à la guerre, personne n'avait plus rien à y gagner ? L'abbé de Saint-Pierre et Candide, autrefois, avaient perdu leurs discours et leurs voyages à la poursuite de cette bonne œuvre ; mais les orateurs de Manchester étaient doués d'une éloquence autrement persuasive, et, sans doute, dès qu'on les aurait entendus, tout le monde demeurerait persuadé que la guerre pouvant nuire extrêmement au développement de l'industrie des cotonnades de Manchester, il n'y avait rien dont l'Évangile ordonnât plus soigneusement de s'abstenir.

M. Peel, cependant, toutes solides que fussent les assurances données par M. Cobden de l'arrivée du millénium et du règne, par toute la terre, de la paix perpétuelle, n'avait pu, continuaient de penser beaucoup de ses contemporains du continent, se reposer exclusivement sur cela seul de la sécurité de son pays. N'avait-il pas eu quelque autre espérance, et quelle était-elle ?

M. Peel, en effet, avait eu une autre espérance, et il l'avait même, comme nous le verrons tout à l'heure, hautement exprimée, et c'était, comme déjà l'avaient pensé les pétitionnaires de 1820 et les témoins de l'enquête de 1840, qu'il suffirait que l'Angleterre changeât les maximes de sa politique commerciale pour qu'elle fût imitée dans sa nouvelle conduite avec autant d'exactitude qu'elle l'avait été dans l'ancienne.

Mais quoi, dira-t-on, M. Peel avait-il bien pu penser qu'après Napoléon, le blocus continental, le vaste et merveilleux exemple qu'il avait donné, et l'intelligence avec laquelle, depuis 1815, les gouvernements des deux mondes en avaient continué les traditions, il s'en trouve-

rait un seul assez dénué de sens pour rouvrir ses portes au monopole de l'Angleterre ?

Qu'est-ce que les continents avaient à imiter dans la révolution économique anglaise ?

La partie financière ? Mais il aurait fallu, pour cela, que leurs finances reposassent sur une aussi détestable base que celles de l'Angleterre ; il aurait fallu que leurs douanes fussent la principale source de leur revenu, que leurs impôts directs ne figurassent dans leur budget qu'à titre secondaire, qu'ils en fussent réduits à goûter, eux aussi, les douceurs de l'*income-tax* ; et où toutes ces nécessités se produisaient-elles ailleurs qu'à Londres ? Où donc, ailleurs qu'à Londres, avait-on vingt-deux milliards de dette perpétuelle, et supportait-on, tous dégrèvements de droits réalisés, cinq cent cinquante millions d'impôts d'importation ?

Quant au reste, c'était pour railler sans doute qu'on disait que les gouvernements des continents n'auraient rien de plus pressé que d'accepter la lutte avec l'Angleterre, sans tarif protecteur.

Si l'Angleterre avait pu, toutes les autres nations gardant leurs douanes, oser supprimer les siennes, n'était-ce pas la preuve la plus éclatante que nulle nation n'était capable de rivaliser avec elle ? Et si elle s'était trompée elle-même, à quelque colossale puissance qu'elle fût parvenue, en franchissant un tel pas, quel autre peuple, à moins que ce fût un peuple de purs commissionnaires, ou incapable absolument de se suffire à lui-même, pouvait songer à courir l'aventure après elle ?

Enfin, depuis trente ans, depuis les pétitionnaires de 1820, les manufacturiers et les armateurs anglais n'a-

vaient-ils pas déclaré et fait voir en tant de manières qu'ils ne craignaient aucuns rivaux, qu'à moins de n'avoir ni yeux, ni oreilles, ni bon sens, aucun gouvernement continental ne pouvait songer à entrer couramment avec eux dans la carrière du libre échange ?

C'était presque, ou une inconvenance, ou un outrage que de supposer qu'il pût se rencontrer en Europe ou en Amérique un gouvernement capable, après de telles leçons, de traiter avec l'Angleterre ; car l'hypothèse seule attaquait ce gouvernement dans sa réputation, ou d'intelligence, ou d'honneur.

Mais il faut rendre justice à M. Peel, ce n'était pas sur la folie des gouvernements étrangers que, directement du moins, il comptait pour voir le libre échange s'étendre par toute la terre ; et sur quoi donc comptait-il ? Sur l'ignorance et sur la légèreté d'opinion des peuples du continent en matière économique.

Écoutez-le ; il est difficile de moins farder les mots, et, du moins, l'histoire, en cela, lui doit savoir gré de sa franchise : « Malgré l'augmentation des droits qui frappent  
« partout l'introduction de vos produits manufacturés, le  
« chiffre de vos exportations s'est constamment élevé. Sur  
« le marché étranger, vous avez défié vos concurrents, vous  
« avez fini par les exclure, et, en dépit de leurs tarifs protec-  
« teurs, vous les avez battus sur leur propre terrain... Mais  
« permettez-moi d'envisager encore la question sous un  
« point de vue différent. J'aime à croire que l'essai que je  
« propose aura un plein succès ; vous pouvez compter que  
« l'exemple que vous allez donner, si vous persévérez dans  
« votre conduite, aura du retentissement ; que la voie dans  
« laquelle vous allez entrer sera suivie par les nations



« étrangères... Comptez sur ce fait : le peuple finira tous les jours par prévaloir contre les bureaux de commerce et les tarifs de douanes. *Un abaissement des droits protesteur* »  
« *naîtra de ce mouvement naturel des esprits.* »

Eh bien, qu'arriva-t-il ? Mon Dieu, ce qui arriva faillit montrer qu'en effet le mépris de M. Peel pour les lumières économiques de certains peuples du continent, et en particulier, quoique ce soit dur à dire, il faut bien l'avouer, pour les nôtres, était, dans une certaine mesure au moins, légitime. Le *mouvement des esprits* qu'espérait M. Peel se manifesta, en effet, dans le pays du monde où il désirait le plus, et avec raison, le voir éclater ; et, dès le lendemain de son discours, nous eûmes à Paris, en faveur de la propagation du libre échange, une émeute d'utopistes qu'un historien, ami de son pays, se sent presque aussi humilié d'avoir à raconter que tout ce qu'il y eut de contemporains éclairés se sentit l'être d'avoir à la subir.

Ceci nous ramène en France, et pour n'en plus sortir, cette fois, jusqu'au terme, où bientôt nous allons toucher, de ce livre et de ces récits.

Quelque confiance que l'on eût en Angleterre sur le résultat que produirait à l'étranger la hasardeuse révolution que l'on osait, cependant on pensa qu'il serait bon que des orateurs spéciaux, et autorisés par leur renommée, se rendissent sur le continent pour accélérer, autant que possible, le *mouvement des esprits*. Le ministère de lord Grey et celui de lord Melbourne avaient déjà essayé de ces missions économiques, en 1831 et en 1839. Le premier nous avait envoyé M. Charles Villiers et M. Bowring ; l'autre, huit ans plus tard, avait adressé au Zollverein le même M. Bowring. Mais, en 1831, Casimir Périer était

ministre, et ministre médiocrement libre échangiste, et les missionnaires de lord Grey avaient perdu leur temps. M. Bowring, en 1839, n'avait pas été plus heureux auprès du Zollverein. List, peu après le départ de l'envoyé anglais, avait publié son admirable *Système national d'économie politique*, où le libre échange, en général, et la mission de M. Bowring, en particulier, avaient été, aux yeux de toute l'Allemagne, traités avec une si éloquente irrévérence, que lord Melbourne en avait été, comme lord Grey, pour ses frais d'ambassade.

Mais en 1848, on avait oublié, en Angleterre, ces échecs, et on pensait que le continent, et la France surtout, sous l'émotion du discours de M. Peel, serait beaucoup plus accessible qu'elle ne l'avait été, en 1831, à une prédication habilement faite du libre échange.

M. Cobden lui-même, — nous fûmes traités honorablement, comme on voit — voulut bien en personne venir, dans la patrie de Colbert et de Napoléon, enseigner ce que c'était que l'économie politique. Dans deux banquets, — c'était le temps des banquets, — qu'on lui ménagea à Paris et à Bordeaux, le héros de la ligue parla de la manière la plus touchante en faveur de sa cause, et il ne tint pas à lui que, d'un bout à l'autre de la France, on ne fût persuadé que si Manchester voulait nous vendre ses cotonnades et Leeds ses draps, c'était pour le plus grand bien des ouvriers de Rouen, de Mulhouse, de Sedan et d'Elbeuf.

Et que pensez-vous qu'il advint? Se contenta-t-on, à Paris et à Bordeaux, de recevoir M. Cobden avec tous les égards dont est digne un homme de mérite qui s'est chargé d'une cause dont il croit le triomphe utile à son pays? On s'en garda bien. L'occasion parut belle à quelques disciples

de la belle école de Dupont (de Nemours) de relever le glorieux drapeau du traité de 1786, et de faire, en faveur du libre échange, ce que peu après on allait appeler une manifestation.

Nous ne nous arrêterons pas sur les brochures, les articles de journaux, les pamphlets, les discours qui pullulèrent à ce sujet; on en ferait une bibliothèque, mais ce serait la bibliothèque illisible. Ne remuons pas la poudre de l'ennui. Nous ne dirons rien davantage des principaux athlètes qui brillèrent dans ce tournoi. La plupart n'y cherchaient que le bruit et se souciaient autant, dans le fond, pourvu que cela servît à leur célébrité, de la protection que du libre échange. Il y aurait duperie à prendre leurs harangues avec plus de sérieux qu'ils ne les prenaient eux-mêmes. Respectons la décence de l'histoire et ne la condamnons pas à retracer des souvenirs qui ne méritent que son silence.

Disons seulement quels furent les fruits de l'agitation déplorable qui suivit, en France, les réformes économiques de M. Peel.

L'effervescence, à cette époque, était, on s'en souvient, dans tous les esprits. Il s'agissait de la réforme électorale. A cette occasion, beaucoup d'hommes aux idées généreuses, mais qui supposaient malheureusement à la France un tempérament politique qu'elle n'avait pas et qu'elle n'aura jamais, la passionnaient, à la manière anglaise, dans des réunions en plein vent. La petite, mais très-bruyante école du libre échange, se jeta dans cette mêlée. Elle crut le moment favorable de prêcher ce qu'elle appelait la liberté commerciale: Elle débita, avec une violence de langage inouïe, tous les paradoxes de sa préten-

des sciences. Elle traita les grands manufacturiers de seigneurs féodaux, de barons de l'industrie, et le reste. Elle les accusa de spolier leurs concitoyens en prélevant sur la masse de la nation un impôt à leur seul profit. Elle répandit dans le peuple des insinuations odieuses sur la soi-disant exploitation que faisaient de son travail les chefs d'usines où il trouvait de l'ouvrage. La récolte ayant manqué en 1847, ce fut la régime protecteur qui fut présenté aux masses comme coupable de la cherté des vivres. Le gouvernement qui, depuis son origine, n'avait cessé de s'occuper, avec une sollicitude de toutes les heures, de l'amélioration du sort des classes ouvrières, fut accusé de ne rien faire pour elles. Tous les contes à dormir debout de la fraternité des peuples, de la paix perpétuelle, et *cætera*, furent donnés comme les panacées des souffrances publiques. C'était le moment d'abolir nos douanes, de livrer sans défense notre marché à l'importation anglaise. Nous entrerions par là dans une ère de prospérité inouïe; plus nos importations augmentaient, plus nous serions riches, et mille rêveries.

Cependant, sous la violence toujours croissante de ces déclamations, le crédit se resserra; les manufacturiers effrayés, ne sachant pas jusqu'où pouvait s'étendre l'influence des libres échangistes, et craignant quelque abaissement du tarif des douanes qui les mit à la merci d'une concurrence à laquelle il n'était pas douteux qu'ils succombassent, ralentirent leur production; le chômage s'étendit; dans tous les grands centres industriels, les souffrances devinrent très-vives; enfin, les manufacturiers, exaspérés à leur tour, se soulevèrent. Ils répondirent par des manifestes véhéments aux calomnies abominables dont ils étaient l'objet. Une agitation extrême s'ensuivit,

et une crise industrielle vint se joindre à la crise politique, de jour en jour plus alarmante, au sein de laquelle se débattait le pays.

Sur ces entrefaites, cependant, le ministère avait saisi les Chambres d'un projet de douanes qui avait encore augmenté les alarmes des manufacturiers ; non pas que M. Guizot ni ses collègues fussent le moins du monde disposés à livrer l'industrie nationale à la concurrence sans défense de l'Angleterre. M. Guizot notamment, en 1840, lors de la discussion du second des traités avec la Belgique, avait prononcé, sur l'esprit de la réforme de M. Peel, un discours aussi élevé que sagace, qui pouvait rassurer amplement l'opinion sur sa conduite. Quant au projet nouveau que ses collègues et lui présentaient, sauf une ou deux dispositions prématurées, les quelques levées de prohibitions et les quelques modifications de droits qu'il avait pour but de réaliser étaient sans grande importance. D'ailleurs, la majorité des Chambres était notoirement protectionniste, et on pouvait être assuré qu'elle n'admettrait aucune réduction du tarif qui lui parût offrir quelque péril. Mais la coïncidence de la présentation de ce projet avec l'agitation provoquée par l'école du libre échange était malheureuse. Les manufacturiers virent là une concession du gouvernement aux déclamations de l'utopie, et cela accrut encore, avec leur irritation et leur inquiétude, le malaise déjà fort grand de la situation.

La Commission que la Chambre des députés nomma pour examiner le projet du gouvernement sentit très-bien qu'il était nécessaire de rassurer l'opinion, et elle se hâta de déposer un rapport<sup>1</sup> dans lequel, après avoir exprimé

<sup>1</sup> Le président de la Commission était M. Thiers ; le rapporteur fut

de la manière la plus énergique sa répulsion pour le libre échange, elle retrancha du projet ministériel toutes les mesures dont l'adoption pouvait porter le moindre ombrage, soit aux intérêts, soit aux esprits.

Ce ne fut pas, du reste, sans s'être assurée scrupuleusement elle-même de l'état des choses que la Commission de 1847 conclut d'une manière aussi péremptoire en faveur du maintien de notre régime commercial. Elle avait puisé ses convictions dans les travaux d'une enquête, où elle avait passé en revue toutes les branches de la production indigène, et où la fécondité des principes de la politique que des utopistes parlaient de détruire lui était apparue dans la plus vive lumière. Elle avait recherché quelle influence le régime économique suivi par le gouvernement de Juillet avait, depuis l'origine de ce gouvernement, exercée sur le développement de la richesse nationale, et c'est en présence des résultats qu'elle avait si énergiquement conclu au maintien des principes.

Quels étaient donc ces résultats? Arrivé tout à l'heure au terme de notre course, faisons à notre manière ce que fit, dans un cadre et avec des développements où nous ne pourrions la suivre, la Commission de 1847; retraçons à grands traits quels furent les fruits de la politique commerciale de la monarchie de Juillet: ce sera rassembler les considérants les plus sûrs du jugement que, pour en clore l'histoire, il nous reste à en porter.

M. Lanyer, qui s'acquitta de sa tâche d'une manière très-remarquable. Les autres membres de la Commission furent : MM. Koehlin, de l'Espée, Saglio, Casimir Périer, Richond des Brus, Dollfus et Oger. Le rapport fut déposé sur le bureau de la Chambre le 24 juillet 1847 : il forme un petit volume plein de faits et de chiffres qu'il est utile autant qu'intéressant de consulter.

Il serait infini, et ici, du moins, hors de propos, de donner un tableau détaillé des progrès accomplis par l'agriculture, l'industrie et le commerce de la France, pendant la durée de la monarchie de Juillet. Il faudrait pour cela ajouter presque un nouvel ouvrage à celui qu'en ce moment nous achevons; d'ailleurs, si la statistique nous intéresse, ce n'est qu'au point de vue des renseignements généraux qu'elle peut fournir à l'histoire, et les détails sont inutiles à cet objet.

Nous nous bornerons à choisir, dans les différentes branches de la production nationale, ceux des objets qui importent le plus au maintien ou au développement de la richesse publique, et à exposer sommairement ce que, sous l'influence de la politique commerciale dont le gouvernement de 1830 avait continué la tradition, cette richesse avait, à différents égards, obtenu d'accroissement.

Deux objets, parmi les substances alimentaires, sont d'une importance hors ligne dans la production générale de la France, ce sont les blés et les vins.

L'histoire des blés, pendant la monarchie de Juillet, est tout entière dans un chiffre et dans un fait, qui en disent plus que tous les discours. De 1830 à 1847, la moyenne du prix du blé, pour toute la France, fut de dix-neuf à vingt francs l'hectolitre, et l'exportation, le fait d'habitude.

Quant aux vins, la fortune de leurs producteurs, pris dans leur ensemble, se révéla à des signes particulièrement remarquables.

Nous avons déjà, en retraçant l'histoire de la Restauration, eu occasion de dire que le nombre d'hectares plantés en vignes, qui, en 1788, était de quinze cent mille environ, s'était élevé, en 1808, à plus de seize cents, et, en 1829, avait

presque atteint celui de deux millions ; à la fin de la monarchie de Juillet, il fut de près de deux millions et deux cent mille.

Il est vrai que ce progrès constant n'empêcha pas alors les propriétaires de vignobles de se plaindre, comme ils s'étaient plaints sous les gouvernements précédents, et il est vrai aussi de dire que la surabondance des récoltes les mit quelquefois dans la gêne. Cependant, il faut croire que tout n'était pas aussi désespéré qu'ils le croyaient, puisque, tout en se plaignant, ils ne cessaient pas de planter.

Et pourquoi cette plantation toujours croissante ? Les statistiques officielles vont nous l'expliquer : c'est que, pendant toute la durée de la monarchie de Juillet, la consommation intérieure et l'exportation de nos vins ne cessèrent pas non plus de s'accroître.

Il est difficile de trouver le chiffre exact de la consommation du vin et de l'eau-de-vie, en France : une partie considérable, en effet, en échappe à l'exercice et, par suite, à la statistique, soit parce qu'elle est exempte de l'impôt, soit parce qu'elle s'en exempte elle-même au moyen de la fraude ; mais, en se réduisant même aux seuls chiffres que puissent constater les employés du Trésor, on trouve que la quantité de vins soumise aux droits, qui, en 1831, était de huit millions d'hectolitres, s'était, par un accroissement continu, élevée en 1847 jusqu'à plus de dix-sept millions, ce qui forme une augmentation d'environ quatre-vingt-dix-huit pour cent ; et que la quantité des alcools, qui était de trois cent cinquante mille hectolitres, s'éleva à six cent sept mille, ce qui accuse une augmentation de soixante-dix pour cent.

L'exportation suivit un progrès analogue : elle était,



pour les vins et pour les eaux-de-vie réunis, en 1831, de moins d'un million d'hectolitres ; en 1847, elle dépassa dix-huit cent mille.

Si l'on compare maintenant les chiffres de la consommation intérieure et ceux de l'exportation, on les trouvera dans un rapport qu'il est intéressant de connaître : le marché intérieur, en se réduisant même aux nombres que peuvent parvenir à constater les agents du Trésor, est près de dix fois plus important, pour le propriétaire de vignobles, que le marché étranger : il se consomme, en effet, plus de dix-huit millions d'hectolitres de vins et d'alcools en France, et il ne s'en exporte pas tout à fait deux millions.

Un dernier chiffre, enfin, à cet égard : le prix moyen de l'hectare de vigne, qui, en 1788, était de dix-sept cents francs ; en 1810, de deux mille trois cents ; en 1830, de deux mille neuf cents, dépasse aujourd'hui trois mille !.

Si, de là, nous passons aux cultures industrielles, nous ne trouverons pas de moindres progrès à constater.

Bornons-nous à l'une des plus intéressantes, le sucre de betterave, et, pour ne pas multiplier les chiffres, envisageons le développement de cette riche culture au point de vue vraiment curieux de la diversité de ses usages.

Si l'immortel auteur du décret de 1812 revenait au monde, il serait lui-même surpris de la multitude de choses qui s'extraient à présent de cette racine, dont les premiers produits égayèrent si fort les Anglais.

† Tous ces chiffres ont été produits par le gouvernement, dans l'*Enquête législative sur l'impôt des boissons*, qu'ordonna l'Assemblée et que présida M. Thiers, en 1850. C'est une des plus vastes et des plus instructives études de finance qui aient jamais été faites en France. M. Rocher fit, au nom de la Commission, un très-beau rapport auquel nous renvoyons.

L'univers sait, à présent, qu'on en tire du sucre dans des proportions et à un bas prix extraordinaire ; mais on sait moins généralement ce qu'elle produit en outre. Il faut, pour extraire le jus de la betterave, en soumettre la pulpe à une presse hydraulique. Cette pression donne environ quatre-vingts pour cent de liquide ; mais le reste n'est pas perdu, pour cela, il sert à la nourriture des bestiaux. Quant au jus, à son tour, il est bien loin de contribuer seulement à fournir ce sucre qui, lorsqu'il est bien raffiné, ressemble si fort à celui des Antilles. De même qu'il est impossible de tirer, de la pulpe de la betterave, tout le jus qu'elle contient, ainsi il est impossible d'extraire de ce jus tout le sucre qui s'y trouve. De là, un nouveau résidu que l'on appelle de la mélasse : on distille cette mélasse, et on en tire un alcool qui, depuis quelques années, en est venu à une telle abondance et à une telle perfection de fabrication, qu'il fait concurrence au trois-six du Midi. Cependant, la mélasse, elle aussi, dépose un résidu impropre à la distillation, c'est ce que l'on appelle de la vinasse. La chimie s'empare de cette nouvelle matière ; elle la jette dans des fours où les gaz qu'elle contient s'enflamment sous l'influence de la chaleur d'un foyer communiquant adjacent ; il sort de là un corps solide, noirâtre, de consistance et d'éclat métalliques : c'est de la potasse brute ; on la vend dans cet état aux savonniers. Ce qui ne se vend pas sous cette forme est lessivé de manière à donner une eau fortement titrée, que l'on concentre et qui, à l'ébullition, donne le sulfate de potasse, pour l'usage des salpêtriers et des fabricants d'alun. Quand ce liquide est refroidi, il forme *ipso facto* du chlorure de potassium, dont on se sert encore dans la fabrication du salpêtre. Si on le prend alors, qu'on

en sépare ce qu'il contient de chlorure et qu'on le remette en chaudière, il produit, à l'ébullition, le sel de soude qu'emploient les verriers. Le reste se refroidit encore : on le reporte au feu, on l'évapore à sec pour séparer les sodes des potasses, et il en sort de la potasse pure pour l'usage des cristalleries. Enfin, ce protée de chimie finit en une boue de potasse brute contenant du phosphate, du carbonate et du sulfate de chaux, qu'il ne faut pas croire non plus inutile : cette boue se vend, soit aux cultivateurs qui la répandent sur les champs comme engrais, soit aux verriers qui en tirent, par l'incinération, un sable calcaire, contenant déjà lui-même un certain titre de fondant.

Venons maintenant à quelques matières premières de l'industrie ; prenons, par exemple, la houille et la fonte.

La production de nos houillères était, vers le milieu de la Restauration, de treize millions de quintaux métriques ; à la fin de la monarchie de Juillet, elle était d'environ quarante millions, c'est-à-dire qu'en vingt et quelques années, elle avait triplé. Quant à leurs prix de vente, ils avaient, dans le même intervalle, diminué de vingt-cinq pour cent. Pendant la même période, la production de la fonte doubla et ses prix diminuèrent, suivant les provenances, d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers et quelquefois de moitié.

Les tissus sont, en France, les produits les plus intéressants des manufactures. On estime que la fabrication du lin, de la laine, du coton et de la soie crée une valeur annuelle de deux milliards et quatre cents millions de francs. Les progrès de toute sorte réalisés, pendant la monarchie de Juillet, dans cette branche importante de la production

indigène, sont faits pour étonner encore, même après ce qu'on vient de lire.

L'industrie française, qui en 1816 mettait en œuvre douze millions de kilogrammes de coton, en consomma trente-six millions en 1834 ; au moment où j'écris, ces trente-six millions ont doublé : c'est-à-dire que cette sorte de fabrication a mis moins d'un tiers de siècle à sextupler son importance. Les prix de vente de ses produits ont subi une diminution extraordinaire. Le kilogramme de coton manufacturé, qui valait trente francs en 1825, n'en valait plus que neuf en 1847. Mulhouse, Rouen et Saint-Quentin firent en ce genre, pendant la monarchie de Juillet, des merveilles. L'industrie du lin ne resta pas davantage en arrière. Les fils, à partir de 1837, diminuèrent de trente pour cent, et les toiles de quarante. La manufacture des draps de toute sorte réalisa, depuis 1830, des progrès analogues : la baisse moyenne des prix de tous les tissus de laine pris ensemble fut, pendant la monarchie de Juillet, des deux tiers.

Quant aux soieries, c'est au mouvement de leur exportation, comme on sait, qu'il faut juger si leur industrie décline ou prospère. Voici quelques chiffres qui parleront d'eux-mêmes. L'exportation de nos soieries, de 1837 à 1841, avait été d'une valeur moyenne de cent trente à cent quarante millions de francs ; en 1847, elle monta à deux cent vingt-quatre millions. Ce progrès, tout extraordinaire qu'il soit, n'a fait pourtant encore que s'accroître : depuis lors, jusques et y compris l'année 1851, la valeur moyenne de l'exportation a été de plus de deux cent cinquante millions ; en 1852, elle a atteint le chiffre énorme de trois cent treize millions.

Voilà bien des chiffres. Encore quelques-uns, cependant, à propos de cette industrie, fille de la science, que l'on appelle l'industrie des produits chimiques. La prohibition pure et simple n'avait pas cessé, de 1830 à 1847, de couvrir cette industrie; en avait-elle énervé le génie et paralysé le développement? On jugera de l'accroissement qu'elle prit, et sous ce régime et pendant cette époque, par ce seul fait que les importations annuelles du soufre, qui est la base du plus grand nombre de ses produits, doublèrent. Quant aux prix de vente des principaux produits chimiques, ils diminuèrent, celui du sulfate de soude d'un cinquième, celui de la soude brute d'un quart, celui du sel de soude et du chlorure de chaux d'un tiers, celui enfin de l'acide sulfurique et de l'acide muriatique de moitié<sup>1</sup>.

Cependant, que devinrent les salaires? Il n'est pas d'industrie où ils n'augmentèrent, ici d'un quart, là d'un tiers, ailleurs de moitié, quelquefois même davantage. De sorte qu'on vit la main d'œuvre hausser, en même temps que les prix de revient et de vente s'abaissaient.

Terminons cette rapide revue des résultats de la politique commerciale de la monarchie de Juillet, en faisant connaître des chiffres qui résument tous ceux qu'on vient de voir, nous voulons parler des chiffres comparés des importations et des exportations de la France pendant cette période.

En 1833, — c'est l'époque à peu près où la France, remise de la secousse de la Révolution de Juillet, commença

<sup>1</sup> Ces nombres et ceux qui les précèdent ont été pris, soit dans des publications officielles, soit dans des informations privées dont on garantit, et dont d'ailleurs la mémoire de chacun peut aisément vérifier l'exactitude.

à s'adonner activement aux arts et aux travaux de la paix, —ses importations n'atteignaient pas tout à fait une valeur de sept cents millions de francs, et ses exportations n'étaient que de sept cent soixante-six millions.

A partir de là, un progrès continu et parallèle ne cesse de se manifester dans ces deux nombres.

En 1838, les importations furent de plus de neuf cents millions; en 1840, elles dépassèrent un milliard; en 1844, elles arrivèrent à près de douze cents millions; en 1847, elles allèrent à treize cent cinquante. Elles ont augmenté encore depuis d'environ cent millions. Les exportations, chose remarquable, ne suivirent pas un mouvement aussi rapide, et, bien que leur augmentation moyenne fût constante, cependant, en 1847, il s'en fallait encore, malgré les progrès extraordinaires de notre industrie, d'environ quatre-vingts millions qu'elles égalassent le chiffre des importations. Mais, depuis, elles ont pris un essor extraordinaire; elles dépassent annuellement maintenant de deux à trois cents millions les importations, et, par un accroissement solide, car il est continu, elles se sont élevées, en 1852, jusqu'à près de dix-sept cents millions.

Enfin, pour bien apprécier l'importance et pour bien saisir l'esprit de ces nombres, il faut faire une dernière remarque.

Si, pendant la durée de la monarchie de Juillet et depuis sa chute, les importations de l'étranger, en France, n'ont cessé de s'accroître, c'est surtout sur le chiffre des matières premières employées par l'industrie qu'a porté cet accroissement; les importations des objets fabriqués ont augmenté aussi d'une manière considérable, mais seulement au profit du transit et de la réexportation. Quant à

nos envois à l'étranger, au contraire, leur augmentation consiste principalement en produits de nos manufactures.

On sera frappé de l'avantage de cette différence.

Elle démontre que, depuis 1830, les éléments du travail, et par suite la somme des salaires, n'ont cessé de grandir en France; car, lorsqu'un pays importe, d'année en année, une plus forte quantité de matières brutes, et qu'il exporte une quantité également de plus en plus considérable d'objets manufacturés, c'est la preuve la plus sensible que le nombre des bras qui s'y emploient augmente, et partant, que la misère y diminue.

Condition économique des plus heureuses, et qui suffirait seule à montrer l'excellence des principes qu'à l'exemple de l'Empire et de la Restauration, le gouvernement de Juillet suivit en matière de politique commerciale<sup>1</sup>.

Les faits dont nous venons d'esquisser rapidement l'ensemble passèrent tous, un à un, sous les yeux de la Commission de 1847. Pour faire partager à la Chambre, qui lui en avait délégué l'examen, les convictions qu'elle y avait puisées, elle n'avait qu'à en porter le tableau à la tribune.

M. Thiers, son président, méditait de le faire sous une forme et dans des proportions dignes des circonstances et de lui-même, quand d'autres et bien tristes événements

<sup>1</sup> On trouvera dans la livraison des *Annales du commerce extérieur*, numéro 743, un exposé du progrès du commerce de la France, de 1848 à 1852, remarquable par la variété des renseignements et des aperçus qu'il contient : nous y renvoyons les personnes qui désireraient des détails de statistique plus nombreux que ceux que le cadre et le caractère de notre ouvrage lui permettent de recevoir.

ajournèrent le débat, Une révolution, depuis le milieu déjà de 1847, s'annonçait à des signes qui n'étaient que trop certains; le 24 Février, enfin, arriva, et la liberté descendit dans la tombe, en même temps que la monarchie,

On sait dans quelle confusion la société tomba le soir de cette journée néfaste, Si quelque chose fut jamais capable de donner l'idée du chaos, ce fut le désordre qui éclata aussitôt dans les idées, plus encore, s'il est possible, que dans les faits. La France entra comme dans un accès de démence, Une légion d'utopistes qui, pendant la monarchie, avaient croupi, obscurs et méprisés, dans les bas-fonds du monde social, s'emparèrent soudain de la parole et donnèrent le vertige à l'opinion. Tout fut nié par ces sectaires, plus extravagants encore que coupables. Dieu, patrie, famille, société, propriété, inégalité même naturelle, ils élevèrent tout en doute. Un moment, en France, l'esprit public, pris comme d'ivresse, chancela jusque sur les principes de la distinction du tien et du mien.

Cependant le suffrage universel envahit la scène politique et y projeta pêle-mêle, comme représentants, conseillers, juges et directeurs des destinées du pays, tout ce que, à un petit nombre d'exceptions près, il comptait d'hommes les plus éclairés et les plus ignorants. Ce fut devant ces assises étranges, décorées du nom d'Assemblée nationale, qu'il fallut, un à un, que tous les principes de l'éternel bon sens vinssent se faire absoudre d'être éternels.

La propriété, le travail, l'impôt, l'armée, la société tout entière fut citée et comparut à la barre : il fallut décider par des votes que le fruit des travaux du père appartient



bien légitimement à l'enfant ; que la liberté d'usage du capital est aussi sacrée que celle des prétentions du salaire ; que l'État est un voleur quand il ne paye pas ses dettes ; que sans armée permanente, au dix-neuvième siècle, il n'y a pas d'indépendance nationale, et que cette armée n'existe que sur le papier lorsque c'est au nombre et non pas à la qualité qu'on en demande la force ; enfin, comme tout ce qui, pendant la durée des siècles, avait été constamment consenti était révoqué en doute, et que le suffrage universel exigeait qu'on lui déduisît les motifs qui avaient fait si longtemps distinguer, en France, le vrai du faux et l'honneur de l'ignominie, que la postérité sache qu'il fallut les lui exposer.

Dans ce concert d'utopies, il aurait été bien surprenant que les principes de l'indépendance du commerce du monde échappassent à l'assaut commun, et que le libre échange ne saisisse pas l'occasion de venir faire solennellement sa profession de foi.

Ce fut, en effet, ce qui en arriva. Mais, — particularité singulière, — comme si rien ne devait manquer aux contradictions de ce temps, ce fut un homme qui, à maintes reprises, au sein du comité des finances de l'Assemblée, avait défendu, avec autant d'énergie que d'honneur, les traditions de l'expérience et du bon sens, qui s'en vint, séduit par de fausses analogies, et ne prenant pas garde que le premier effet de son projet eût été de jeter dans la rue, sans ouvrage, l'innombrable population d'ouvriers dont il voulait sincèrement le bien, ce fut un homme d'ordre entre tous<sup>1</sup> qui s'en vint proposer au suffrage

<sup>1</sup> M. Sainte-Beuve. La proposition de l'honorable représentant fut faite

universel de sanctionner par son adhésion cette théorie du monopole que l'on appelle le libre échange.

Mais ce ne fut, grâce à Dieu, pour la vérité, qu'une occasion de triompher de l'erreur avec un éclat, dans ces matières, au moins, sans exemple.

Le président de la Commission de 1847, l'ancien ministre du 11 octobre et du 1<sup>er</sup> mars, M. Thiers, depuis l'origine de la Révolution, ne s'employait qu'à lui disputer les principes de la société et de la liberté. Droit de propriété, principes constitutifs du gouvernement, de l'administration, des finances, de l'armée, sa plume, sa parole, toute sa vie n'étaient, depuis lors, occupées qu'à les défendre. Le régime économique auquel la France doit sa fortune étant mis en question, — et être mis en question dans ce temps-là, pour les principes, c'était être mis en grand péril de sombrer, — ce régime donc étant devenu à son tour l'objet d'une attaque directe et radicale, M. Thiers, continuant son rôle, monta à la tribune pour le sauver en le faisant connaître.

Ce n'était pas chose facile que d'expliquer, devant cet auditoire si étrangement mêlé, où le sergent coudoyait le maréchal de France; le membre de l'Institut, le maître d'école; et tel ancien président du Conseil, le manœuvre, à quoi servent des douanes, quel rapport il y a entre elles et la liberté, et dans quel esprit M. Peel a bouleversé le système économique de son pays. Il fallait, dans cette cir-

à l'Assemblée, dans la séance du 6 janvier 1851. Il la fit précéder de considérants très-courts et très-nets, auxquels nous renvoyons. On les trouve à la suite du rapport que, le 7 mai suivant, M. de Limairac se chargea de faire au nom de la Commission. Ces documents portent, dans la Collection des travaux de l'Assemblée législative, le n° 1900.

constance, découvrir le secret de parler aux intelligences les plus humbles un langage qui ne fatiguât pas l'attention des plus élevées ; il fallait trouver moyen, tout en embrassant les considérations les plus vastes, de descendre jusque dans les détails les plus vulgaires ; enfin, il fallait plaire en même temps que convaincre, et épargner à cette Assemblée tout ennui, en ne l'entretenant néanmoins, plusieurs heures durant, que de l'un des plus fastidieux romans du monde.

M. Thiers, dans sa belle carrière parlementaire, avait donné bien des preuves du don merveilleux qu'il a reçu du ciel de rendre aisée l'intelligence des plus obscures affaires ; mais ici il s'éleva au-dessus de lui-même. Ce discours fut unique de bon sens, de vigueur et de grâce. J'entends encore cette parole souverainement lucide, monter et redescendre, sans effort, des principes les plus élevés aux faits les plus communs, mettre les uns et les autres à la portée ou à la hauteur de l'esprit et du goût de tout son auditoire ; je vois cette Assemblée, ordinairement orageuse jusqu'à la tempête, ce jour-là, suspendue aux lèvres de l'orateur, l'écoutant avec un respect et une émotion indicibles, et se sentant, comme malgré elle, persuadée et charmée, je la vois, enfin, se soulever d'enthousiasme, quand cet admirable discours fut fini, et, comme si le génie de la France lui-même lui eût apparu pour la détourner de la voie dangereuse où il était question de l'entraîner, voter par acclamation le maintien pur et simple de la politique nationale de Colbert et de Napoléon.

C'est qu'aussi la raison, le patriotisme et la liberté n'avaient jamais été plus puissamment servis par l'élo-

que nés, et que tout esprit impartial et sans préjugés qui, ce jour-là, voulut voir, vit.

Ce discours et le vote solennel qu'il détermina furent les derniers événements des annales que nous nous sommes proposé de retracer.

Avec eux finit l'histoire de la politique commerciale de la France, et, avec celle-ci, finit notre tâche.

C'est au lecteur à présent à faire la sienne, et à tirer, des souvenirs dans la société desquels nous allons le laisser, la moralité qu'ils renferment.

Qu'ajouterions-nous, en effet, à l'histoire que nous achevons, qu'elle n'ait mieux dit qu'en notre propre nom nous ne pourrions redire ? et à quoi bon élever une fois de plus ici la voix éternelle des principes ? Cette voix n'a-t-elle pas assez retenti dans la suite des âges que nous venons de parcourir, et si elle n'a pas trouvé le chemin des intelligences saines et des cœurs patriotes, quel discours serait capable de le mieux rencontrer ?

Laissons, à ceux qui liront ces annales, le soin d'en exprimer l'esprit. L'histoire porte avec soi ses propres conclusions ; elle n'est point chargée de les déduire ; et c'est sa devise qu'un poète, un jour, a écrite, quand il a dit :

..... M' intend' io ; m' intenda che può.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES

## DU TOME SECOND.

|                            | Pages. |
|----------------------------|--------|
| LIVRE VI. — LOUIS XVI..... | 1      |

Avènement de Louis XVI. — De quel fardeau les destins chargeaient son honnêteté. — Ministère de Turgot : son bon sens et son courage aux affaires. — Réforme des finances. — Premier établissement de la Banque de France. — Abolition de la contrainte solidaire, de la corvée, des droits féodaux imposés à la circulation des marchandises, des corporations. — Grand caractère de ces mesures. — Principes protectionnistes de Turgot en matière de législation des grains. — Ce que lui dut la France. — Sa chute. — Necker le remplace : sa probité et ses connaissances. — Guerre d'Amérique. — Chute de Necker : ministère de de Calonne. — Traité de paix de 1763. — Il est suivi du traité de commerce de 1786 : pourquoi. — De Calonne est le ministre responsable de ce traité. — Quelle part y prirent Vergennes et Rayneval. — Génie et politique de Pitt. — Il envoie Eden en France. — Conduite de de Calonne. — Quels conseils lui donna Boyetot. — Il les repousse. — Il prend pour conseiller Dupont (de Nemours). — Qui était Dupont (de Nemours). — Son passé. — Son influence prépondérante dans la négociation du traité. — Situation critique de Rayneval. — Sang-froid et finesse d'Eden. — Exposition et discussion du texte du traité. — Débats du Parlement anglais au sujet de sa ratification. — Habilité de Pitt. — Votes des deux Chambres. — Leur Adresse à la Couronne. — Conséquences du traité en France. — Mémoire de la Chambre de commerce de Normandie. — Mépris et indignation publiques. — Jugement sur le traité de 1786. — Cri de la nation en 1788. — Vertige du gouvernement. — Convocation des États généraux.

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| LIVRE VII. — LA RÉVOLUTION, LE CONSULAT ET L'EMPIRE..... | 52 |
|----------------------------------------------------------|----|

Ouverture des États généraux. — Généreuse grandeur du mouvement de l'esprit public à cette époque. — Cahiers du tiers État. — Les États se déclarent Assemblée constituante. — Nuit du 4 août. — Travaux de l'Assemblée. — Suppression des corporations et des douanes intérieures. — Tarif de 1791 : caractère de ce tarif. — La Constituante proclame le principe de la sanction législative des traités. — Assemblée législative. — La Convention. — Situation économique de la France pendant la Terreur. — Retour d'Égypte. — Tableau de l'état moral de la France à ce moment. — Paroles du général Bonaparte. — Nos pères se donnent à lui : pourquoi. — Désordre

de la France à l'avènement du Premier Consul. — État des finances. — Le Premier Consul, aidé de M. Gaudin, les relève. — Lettre de Napoléon au roi d'Angleterre pour en obtenir la paix. — Refus de l'Angleterre : ses motifs. — Marengo : traité de Lunéville. — Paix d'Amiens ; ce qu'y gagnaient les Anglais : comment leur aristocratie l'accueillit. — Activité prodigieuse du Premier Consul. — Traités divers. — Rétablissement de la sécurité. — Impulsion donnée aux travaux publics. — Le Premier Consul interroge les Chambres de commerce. — Il provoque une Exposition de l'Industrie. — Ce que révèle cette Exposition. — Fox la visite : ce qu'il en dit. — Projets et travaux du Premier Consul pour relever notre marine et nos colonies. — Expédition de Saint-Domingue. — Rachat de la Louisiane. — Négociations pour l'acquisition des Florides. — Jalousie de l'Angleterre au spectacle de la renaissance de la France. — Le ministère Addington demande un nouveau traité de 1786. — Patriotique colère du Premier Consul. — Dépêche de M. de Talleyrand. — Issue fatale de l'expédition de Saint-Domingue. — Cession de la Louisiane aux États-Unis : négociations à ce sujet. — Débats du Parlement anglais à la veille de la reprise des hostilités. — La guerre recommence. — Brigandage maritime de l'Angleterre. — Comment le Premier Consul y répond. — Napoléon devient empereur : Pitt rentre au ministère. — Exactions des Anglais contre les neutres ; représailles de Napoléon. — Préparatifs de l'expédition de Boulogne. — Troisième coalition : Austerlitz et Trafalgar. — Nouvelle lettre de Napoléon au roi d'Angleterre. — Singulière réponse de Pitt. — Napoléon transporte la guerre sur le terrain économique. — Décret sur les fils et tissus de coton. — Alarme à Londres. — Mort de Pitt. — Ministère de Fox : ses bonnes dispositions envers la France. — Quelles notes échangea avec lui M. de Talleyrand : vrai motif de la rupture de la paix d'Amiens. — Propositions extraordinaires de Napoléon à l'Angleterre. — Mort de Fox. — L'école de Pitt rentre aux affaires. — Campagne de Prusse. — Pirateries des Anglais : leurs exactions envers les États-Unis. — Ils bloquent nos ports et nos colonies sur le papier. — Réponse de Napoléon. — Décret de Berlin. — Message du Sénat. — Paix de Tilsitt. — Adhésion de la Russie au décret de Berlin. — Nouvelles violences des Anglais. — Décret de Milan. — Blocus continental. — L'Europe entière y adhère. — Grand caractère de cet acte. — Épouvante et péril de l'Angleterre. — Activité de Napoléon. — Situation de la France en 1807. — Quelles privations le blocus continental coûta à la France et quels désordres il entraîna. — Comment Napoléon travailla à adoucir les unes et à prévenir les autres. — Jugement à ce sujet. — Influence admirable du blocus sur le progrès économique de la France. — Progrès de l'agriculture. — Élan de l'industrie. — *Omnis fert omnia tellus*. — Développement de l'industrie du coton. — Invention de la filature mé-

canique du lin. — Prospérité de la soierie et de la draperie. — Essor de la chimie. — Elle supplée aux produits du Nouveau-Monde. — Énumération de ses principales découvertes en ce genre. — Histoire du sucre indigène : décret de 1812. — Progrès d'industries diverses. — Travaux de la métallurgie. — Tableau comparé du commerce et de la fortune de la France en 1788 et en 1812. — Détresse de l'Angleterre à la fin de 1811. — Elle est à la veille de se rendre : les fautes de Napoléon la sauvent ; comment. — Quel nouvel homme s'était fait en l'Empereur depuis Tilsitt. — Comment et pourquoi le blocus continental était devenu odieux à l'Europe. — Ukase du Czar. — Campagne de Russie. — Chute de l'Empire. — Caractère général de cette époque.

**LIVRE VIII. — LA RESTAURATION..... 159**

Traité de Vienne. — La Russie et l'Angleterre se partagent le monde. — Comment elles distribuent les territoires entre les autres nations. — Lot de la France. — Jusqu'où la haine aveugla l'Angleterre : habileté et triomphe de la Russie. — A quel point fut exposée alors la liberté du commerce des nations. — Quel risque courut principalement l'indépendance économique de la France. — Opinion de Napoléon, à Sainte-Hélène, sur la marche à suivre, en cette matière, par le gouvernement nouveau. — Incertitude de la politique commerciale de la Restauration, de 1814 à 1819 : à quoi elle tint. — La Restauration se décide à continuer les traditions économiques de l'Empire : pourquoi. — Création d'un Conseil de l'agriculture et du commerce. — Établissement d'Expositions périodiques de l'industrie. — Exposition de 1819 : son caractère exceptionnel. — Précédents, débats et adoption des lois de 1819 et de 1821 sur le commerce des grains. — Mérites et défauts de ces lois. — Quelles critiques elles essuyèrent : jugement de ces critiques. — Loi de douanes de 1822. — M. de Saint-Cricq en est l'auteur : qui il était ; quels services il avait rendus jusque-là. — Débats parlementaires à l'occasion de cette loi. — Discours de M. de Saint-Cricq et de M. de Villèle. — Centralisation du service des douanes. — Politique commerciale contemporaine des autres nations. — Les doctrines du libre échange avaient prévalu dans les conférences de Vienne : pourquoi. — Les puissances coalisées reviennent successivement au système de Napoléon : pour quels motifs. — Réaction protectionniste de l'Autriche, — de la Prusse. — Naissance du Zollverein. — Politique commerciale des Pays-Bas. — Déclaration du Czar. — Conduite des États-Unis. — Le système protecteur devient le régime économique permanent des grandes puissances continentales. — Péril et colère de l'Angleterre. — Politique protectionniste du cabinet de lord Liverpool au sujet des céréales. — Mouvement libre échangeiste de l'opinion anglaise : son esprit. — Pétition de 1820. — Ministère de Huskisson. — Son habi-

loté, ses lumières; esprit de sa réforme. — Textes de ses principaux discours. — Son voyage en France pour obtenir un traité de commerce : il échoue; pour quelles raisons. — Jugement porté par M. de Saint-Cricq sur la réforme commerciale de l'Angleterre. — L'Angleterre se rabat sur un traité de navigation. — Précédents de la Restauration en cette matière. — Histoire de la convention de 1822 avec les États-Unis. — Ses tristes résultats. — Enquête de 1824 sur les causes du déperissement de notre marine marchande. — Erreur peu explicable de la Restauration dans ces circonstances. — Elle signe la convention de 1826 avec l'Angleterre. — Conséquences de cette convention. — Réflexions à ce sujet. — Débat incident des Chambres, et motion de Casimir Périer sur le principe de la sanction législative des traités. — Vote à ce sujet. — Enquête de 1828 sur les fers et sur les sucres. — Rapport de M. Pasquier sur les fers. — Rapport de M. d'Argout sur les sucres. — Résultats de la politique commerciale de la Restauration. — Caractère moral en même temps que matériel des progrès économiques de la nation pendant cet âge. — Révolution de Juillet,

#### LIVRE IX. — LA MONARCHIE DE JUILLET..... 306

Dangers intérieurs et extérieurs de la France, le lendemain de la révolution de Juillet. — Lumières et courage du roi Louis-Philippe. — Quels services il rendit. — Ministère de Casimir Périer. — Ce qu'il avait à faire; ce qu'il fit. — Organisation du nouveau gouvernement. — Rétablissement de l'ordre. — Séparation de la Belgique et de la Hollande : importance de cet événement au point de vue de notre politique commerciale. — Loi sur les grains : constitution définitive de l'échelle mobile; jugement sur cette loi. — Clauses commerciales de la convention de 1831 avec les États-Unis : leur importance. — Mort de Casimir Périer. — Ministère du 11 octobre. — Enquête de 1834. — Dans quel esprit M. Duchâtel l'avait provoquée. — Quelles mœurs fâcheuses s'y produisirent. — Ses résultats. — Période ministérielle de 1836 à 1840. — Vue générale de la politique commerciale suivie durant cette période. — Lois diverses sur le tarif des houilles : système des zones; erreurs économiques commises à ce sujet. — Loi de douanes de 1836 : débats des Chambres. — Législation des sucres : rivalité des colonies et de la métropole. — Législation des fils de lin : son histoire, son caractère, ses résultats. — Avènement du ministère du 29 octobre. — Ce qu'était devenue la politique commerciale des autres nations depuis 1830. — Persistance de tous les grands États continentaux, — des États-Unis, — de la Russie, — de l'Autriche, — de la Prusse, — dans le système protecteur. — Politique générale des unions douanières. — Influence de cette politique sur l'opinion et sur le gouvernement de la France. — De l'union



dite du Midi. — Des projets d'union douanière avec l'Espagne et avec la Suisse. — Traités avec la Belgique et avec le Piémont. — Leurs motifs. — Négociations et débats auxquels ils donnèrent lieu. — Discours de M. Guizot à ce sujet. — Caractère des traités, leurs mérites, leurs défauts et leurs résultats. — Débats incidents sur la sanction législative des traités de commerce : opinion de M. le duc de Broglie. — Traités divers de navigation conclus par la monarchie de Juillet. — Histoire de la politique commerciale de l'Angleterre depuis la Restauration. — Sa situation critique en 1830. — Travaux économiques des ministères de lord Grey et de lord Melbourne. — Nouveau mouvement de l'opinion libre échangeiste en Angleterre. — Organisation de la ligue de Manchester : M. Cobden ; ses discours et ceux de ses amis. — Enquête commerciale des Communes, en 1840 : caractère et enseignements de cette enquête. — Ministère de M. Peel. — Ses antécédents, ses lumières, ses premiers actes. — Fermeté et sagesse de sa conduite en 1842, en 1844 et en 1845. — Il se jette, en 1846, dans le radicalisme économique de la ligue de Manchester. — Son discours. — Quelle impression il produisit en Angleterre, — et sur le continent. — Ce qu'il faut penser de cette vaste révolution. — Espérances, publiquement proclamées, de M. Peel. — Mouvement libre échangeiste en France. — Folie et violence de ce mouvement. — Grave situation des affaires en 1847. — Projet de loi présenté par le gouvernement. — Rapport de la Commission de la Chambre des députés. \* Résultats de la politique commerciale de la monarchie de Juillet. — Révolution de Février : désordre universel des idées et des choses. — Réapparition du libre échange ; à quelle occasion. — Discours de M. Thiers. — Vote de l'Assemblée nationale. — Fin de cette histoire. — Conclusion de l'ouvrage.

357



## EXTRAIT DU CATALOGUE D'AUGUSTE DURAND.

**NADAULT DE BUFFON**, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Des usines et des autres établissements sur les cours d'eau. Développement sur les lois et règlements qui régissent cette matière; à l'usage des fonctionnaires de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire, 2 vol. in-8. 45 fr.

**SIBILLE**. Jurisprudence et doctrine en matière d'abordage, ou Commentaire sur les art. 407, 455 et 456 du Code de commerce. 1855. in-8. 6 fr.

**VERGÉ**. Compte-rendu des travaux et séances de l'Académie des sciences morales et politiques. 1845-1852 (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séries). 22 vol. in-8. 220 fr. 4<sup>e</sup> série, 1853, 4 vol. in-8, 20 fr. — Prix de l'abonnement pour 1854, 20 fr. Pour les départements et l'étranger 25 fr.

**WESTOBY**. Résumé de la législation anglaise en matière civile et commerciale, à l'usage des étrangers. 1854, 2<sup>e</sup> tirage. in-8. 6 fr.

**ZACHARIE**. Le Droit civil français, traduit de l'allemand sur la 5<sup>e</sup> édition, annoté et rétabli suivant l'ordre du Code Napoléon, par MM. G. Massé, président, et Ch. Vergé, avocat, docteur en droit. 5 vol. in-8. 30 fr. Prix, pour les premiers souscripteurs, expédiés franco. — Après la publication du 2<sup>e</sup> volume, le prix sera porté à 54 fr.

Aucun ouvrage, en France, n'a formulé, dans une synthèse plus puissante et à la fois plus lucide, les principes du Code Napoléon, personne n'a aussi bien exposé que ZACHARIE les règles de notre droit civil et leurs conséquences immédiates. Toutefois, il importait de rétablir l'ordre si rationnel du Code Napoléon, sans aliéner la pensée de l'auteur. Cette tâche a été soigneusement et scrupuleusement accomplie par MM. Massé et Vergé, non-seulement pour le texte, mais encore pour les notes (en les distinguant par des signes typographiques) considérables qu'ils ont ajoutées à celles de ZACHARIE, afin de compléter son œuvre, en le mettant au courant de la jurisprudence et de la doctrine les plus récentes.

En souscrivant et payant 2 vol. à la fois (45 fr.), on est abonné gratuitement à la 2<sup>e</sup> année (1854) de la REVUE BIBLIOGRAPHIQUE DE DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER, publiée sous la direction de M. Ginoulhiac, avocat, docteur en droit. — Le premier volume est en vente.

## EXTRAIT DU CATALOGUE DE DENTU.

**NOUVEAUX PRINCIPES** d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population, par J.-G. -L. SIMON DE SIMONDI. 2 vol. in-8. 14 fr.

**ÉTAT SOCIAL** et politique des nations, par M. le marquis de CROISSANT. 1 vol. in-8. 5 fr.

TYPOGRAPHIE HENNOYER, RUE DU BOULEVARD, 7. BATAIGNOLLES.  
Boulevard extérieur de Paris.







**14 DAY USE**  
**RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED**  
**LOAN DEPT.**

This book is due on the last date stamped below, or  
on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

|               |                   |
|---------------|-------------------|
| 25 MAR '60 ER |                   |
| REC'D LD      | 3 Jul '63 RHX     |
| APR 30 1960   | IN STACKS         |
| 7 JUN '61 EE  | JUN 19 1963       |
|               | REC'D LD          |
| REC'D LD      | JUN 18 '65 - 8 AM |
| JUN 8 1961    |                   |
| REC'D LD      |                   |
| NOV 21 1961   |                   |
| 15 May '63 LE |                   |
| REC'D LD      |                   |
| MAY 17 1963   |                   |

LD 21A-50m-4, '59  
(A1724&10)476B

General Library  
University of California  
Berkeley



YC 8887

4892

HF 543

G7

V. 2.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY  
DUBLIN, CALIFORNIA

